



WITHDRAWN

Ex Libris
Collegii Alberti Magni
in Novo Portu
Novae Angliae

GIFT OF In memory of
Mrs. LaFarge

*L'édition originale de cet ouvrage a paru dans LE ROSEAU
d'or, collection d'OEuvres et Chroniques publiée à la Librairie
Plon. Son tirage a été de :*

*Deux cent douze exemplaires sur papier pur fil des papeteries
Lafuma, à Voiron, dont deux cents numérotés de 1 à CC et douze,
hors commerce, non numérotés.*

*Six mille neuf cents exemplaires sur papier d'alfa dont
six mille six cents numérotés de 1 à 6 600 et trois cents, hors
commerce, marqués E. P.*

PRIMAUTÉ
DU SPIRITUEL

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

La Philosophie bergsonienne. Études critiques. (Rivière.)
En réimpression.

Éléments de Philosophie, fascic. I : *Introduction générale à la Philosophie*, 7^e édition; fascic. II : *L'Ordre des concepts* (Petite Logique), 4^e édition. (Téqui.)

Théonas ou les Entretiens d'un Sage et de deux Philosophes sur diverses matières inégalement actuelles, 2^e édition. (Nouvelle Librairie Nationale.)

Réflexions sur l'Intelligence et sur sa vie propre, 2^e édition. (Nouvelle Librairie Nationale.)

Antimoderne, 10^e édition. (Édit. de la *Revue des Jeunes*.)

Saint Thomas d'Aquin apôtre des temps modernes. Épuisé. (Édit. de la *Revue des Jeunes*.)

Trois Réformateurs. *Luther, Descartes, Rousseau.* 11^e mille. (Librairie Plon.)

Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques. (Librairie Plon.)

Réponse à Jean Cocteau. (Stock.)

Art et Scolastique. Nouvelle édition revue et augmentée. (Louis Rouart et fils.)

De la vie d'oraison, par J. et R. MARTAIN. (Librairie de l'Art catholique.)

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1927.

JACQUES MARITAIN

PRIMAUTÉ DU SPIRITUEL



PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°

Tous droits réservés

Copyright 1927 by Librairie Plon.
Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.

PRIMAUTÉ DU SPIRITUEL

AVANT-PROPOS

Si je suis amené à traiter ici de questions qui intéressent à la fois la politique et la religion, on voudra bien penser que ce n'est ni pour essayer, ce qui serait ridicule, d'usurper sur le domaine de l'Église enseignante, ni pour quitter le terrain philosophique pour celui des contingences de l'action pratique, auxquelles je désire plus que jamais rester étranger. Mais certains principes essentiels semblent perdus de vue par beaucoup, et il importe avant tout de les rappeler. Je dirai la vérité, ou ce qui me paraît tel, sans égard pour rien d'autre. Credidi, propter quod locutus sum.

Un seul mot éternel du Christ suffit à tout régler, et à marquer le sens des temps où nous entrons. Cherchez d'abord le royaume de Dieu, et sa justice, le reste vous sera donné par surcroît.

Cependant nous avons besoin d'explications

multiples. Celles-ci doivent s'appuyer sur la théologie. Il nous faut donc commencer par un exposé de principes que nous empruntons à cette science.

Malgré cet emprunt fait aux théologiens, la présente étude reste l'ouvrage d'un philosophe, observant à son point de vue les événements contemporains. S'il y est question de la crise traversée aujourd'hui par les catholiques d'Action française, et des décisions du Saint-Siège concernant ceux-ci, c'est néanmoins un problème beaucoup plus général qu'elle entend traiter. Au surplus ne se donne-t-elle nullement pour une étude complète de cette crise; elle n'en vise qu'un aspect, celui qui nous semble pratiquement le plus important pour les intérêts généraux de la culture, et qui nous paraît répondre de la manière la plus urgente aux préoccupations de beaucoup d'esprits. C'est pourquoi, sans méconnaître tout ce qui ressortit dans le cas actuel au magistère purement doctrinal de l'Église, et à son pouvoir direct sur le spirituel, nous avons préféré porter notre attention sur le point le plus aigu du débat, je veux dire sur la connexion du spirituel et du temporel, du doctrinal et du politique. Nous laissons ainsi de côté, ou nous n'abordons qu'en passant nombre de considérations utiles. Mais en même temps nous pouvons nous élever plus

aisément à un point de perspective supérieur aux cas particuliers, et mettre en lumière certains principes essentiels concernant l'état présent de la civilisation, les directions providentielles de l'Église, et la primauté générale du spirituel, qui nous intéressent avant tout.

*
* *

Qu'il soit permis à l'auteur de reprendre ici les dernières paroles de son maître Thomas d'Aquin. Il espère n'avoir rien écrit qui offense la divine Vérité. Mais s'il l'a fait c'est par ignorance, et il ne s'obstine pas dans son sens; et s'il a mal dit quelque chose, il laisse tout à la correction de la sainte Église romaine.

25 mai 1927, en la fête de saint Grégoire VII.

PRIMAUTÉ DU SPIRITUEL

INTRODUCTION

Menacée par une civilisation dégradée qui livre l'homme à l'indéfini de la matière, il est nécessaire que l'intelligence se défende, revendique son droit et son essentielle supériorité. Mais le mal est venu d'elle-même. Elle a essayé de retenir la vérité captive, méconnu ce qui dépasse le niveau de la raison, et finalement la raison même. Elle est bâtiée par la chair d'avoir voulu s'affranchir, — en leur déniaient l'existence, — des réalités suprêmes, qui sont à la mesure de Dieu, non de l'homme. Il n'y a d'ordre et de paix dans l'être humain que si le sens est soumis à la raison, et si la raison elle-même est soumise à Dieu, ce qui ne se fait que par la foi et par l'amour surnaturel. Effectivement la pre-

mière subordination ne tient que par la seconde. Adam a brisé celle-ci et celle-là, le Christ les a rétablies par sa grâce et par les dons de son Esprit. L'erreur du monde moderne et de l'intelligence moderne a été de prétendre assurer le règne de la raison sur la nature en refusant le règne de la surnature sur la raison.

L'ordre des valeurs a été ainsi subverti, l'intelligence aujourd'hui en porte la peine. Et la cité de même. Car la note « animal politique » étant, comme la note « animal doué de raison » dont elle dérive, essentiellement caractéristique de l'être humain, il est fatal que l'histoire métaphysique de l'homme comme animal politique, — ou de la société, — se déroule selon les mêmes péripéties que celle de l'homme comme animal raisonnable, — ou de l'intelligence. Ce qui est de l'esprit et de la grâce chassé de la vie intellectuelle et de la vie sociale, c'est-à-dire de ce qui est proprement humain, voilà le principe secret de cette suprématie de la matière qui nous opprime aujourd'hui.

A cette suprématie de la matière ce ne sont pas seulement les droits de l'intelligence et de la raison qu'il faut opposer, c'est la suprématie de la divine grâce, la primauté du spirituel.

Les solutions intermédiaires passent à l'arrière-plan, l'homme apparaît désormais partagé entre les deux extrêmes, la chair et l'esprit, au sens que saint Paul donnait à ce mot, — un pur matérialisme, infra-humain, et une vie divine, supra-humaine : ce conflit semble caractéristique de l'époque dans laquelle entre l'humanité. Il faut, si nous ne voulons pas périr, que la raison se soumette au Dieu qui est Esprit, et à tout l'ordre spirituel institué par lui. Il faut orienter toute notre vie vers cette liberté de l'esprit que donne seule, par et dans la vérité, la plénitude de l'amour.



C'est dans le pouvoir indirect de l'Église du Christ sur le domaine temporel que se réalise concrètement, de la façon la plus sensible, la plus vive et la plus significative, la primauté du spirituel. Notre premier chapitre est consacré à cette question.

Un second chapitre examine, au point de vue de cette même primauté, la crise que traversent actuellement un certain nombre de catholiques français.

Dans un troisième chapitre nous avons

essayé de reconnaître quelques-unes des grandes directions que propose à notre réflexion et à notre activité, dans l'état actuel du monde, le principe de la primauté du spirituel envisagée dans toute son extension.

CHAPITRE PREMIER

LES DEUX POUVOIRS

1. — *Pouvoir spirituel et pouvoir temporel.*

1. Rien n'importe davantage à la liberté des âmes et au bien du genre humain que la distinction de ces deux pouvoirs ; pour parler le langage moderne, rien n'a une valeur *culturelle* aussi grande. Chacun sait que cette distinction est l'œuvre des siècles chrétiens, et leur honneur.

La cité païenne, qui se prétendait l'unique tout de l'être humain, absorbait le pouvoir spirituel dans le temporel, en même temps qu'elle divinisait l'État. C'est en vertu d'une logique interne très sûre qu'elle devait finir par adorer les empereurs. « Les Empereurs chrétiens eux-mêmes, et le premier d'entre eux, Constantin, ne répudiaient pas tout de suite certaines marques d'honneur divin, comme des temples construits et des jeux donnés en leur honneur. Les iconoclastes, à

Byzance, détruisent les images du Christ et des saints, mais ils respectent celles de l'Empereur. Le titre de *Pontifex Maximus* n'est abandonné par l'empereur Gratien qu'au quatrième siècle. Et pour n'avoir pas à parcourir toute la suite de l'histoire, observons simplement que c'est bien la civilisation profane et usurpatrice de tous les temps et de tous les pays que veut symboliser l'Apocalypse dans la Bête blasphématrice de la Mer et dans celle de la Terre puissante en prodiges, toutes deux obtenant l'adoration refusée à l'Agneau » (1) *.

Le Seigneur Jésus a dit : *Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.* Il a distingué ainsi les deux pouvoirs, et ce faisant affranchi les âmes.

2. Suivant des aspects formels différents, chacun de nos actes peut être référé à la fois au bien particulier de nous-même ou d'autrui comme personne privée, au bien commun de la famille ou à celui de la cité, et au Bien commun transcendant de tout l'univers, c'est-à-dire à Dieu lui-même. De là trois ordinations hiérarchisées qui concernent respectivement la « monastique » comme disait Aristote,

* Les chiffres renvoient à la fin du volume.

ou l'éthique privée, — l' « économique » * et la politique, parties de l'éthique sociale, — et la morale, ou éthique générale, qui domine et enveloppe le tout (2). La cité étant la plus parfaite (c'est-à-dire la plus capable de se suffire à elle-même) des communautés naturelles que les hommes puissent constituer ici-bas, il importe souverainement de tracer la distinction et de marquer les rapports de subordination entre la politique, ordonnée à ce tout de la cité terrestre comme à sa fin prochaine et spécifique, et la morale, ordonnée au Tout divin transcendant. Comme nous l'écrivions récemment, la subordination du politique au moral est complète et même infinie, étant fondée elle-même sur la subordination des fins : car le bien de la cité n'est pas Dieu lui-même, et reste infiniment au-dessous de la souveraine béatitude de l'homme. « Cette subordination est telle, — puisqu'elle est infinie, — que les expressions les plus fortes employées pour la manifester seront toujours dépassées par la réalité. Les anciens, et un Aristote lui-même, ne l'ont pas bien connue (3) parce qu'ils n'ont pas vu avec assez de netteté

* Au sens aristotélicien de science de la bonne conduite de la famille ou société domestique.

que le souverain bien de la vie humaine est Dieu lui-même. Il a fallu le christianisme pour la mettre en pleine lumière; et quand le don d'intelligence, de qui c'est l'office propre, montre au chrétien que tout ce qui n'est pas Dieu s'anéantit devant Dieu, — *quidquid Deus non est nihil est, et pro nihilo computari debet* (4), — il lui montre du même coup que la fin de la politique est comme rien au regard de la fin de la morale (5). » Les anciens n'ont pas réussi non plus à affranchir suffisamment l'acte libre de son appartenance à *ce monde*; il a fallu le christianisme pour comprendre à plein que l'acte libre envisagé purement dans sa liberté même, et dans le nœud secret où prend naissance l'univers moral, ne se rattache pas au monde, ni par conséquent à la cité qui est quelque chose du monde, mais seulement à Dieu, premier libre, et à la volonté créée, second libre : en sorte que de soi les secrets des cœurs échappent au regard naturel des anges, auquel est dû pourtant tout le spectacle de ce monde (6). Ni le prince de ce monde ni aucun prince des nations ne peut rien savoir de ce ciel spirituel caché au plus intime de nous, et au dedans de quoi est le royaume de Dieu, *regnum Dei intra vos est* : seul le Christ y pénètre par sa science sacerdotale, —

et après lui, par le sacrement de pénitence qui leur donne droit sur un tel secret, les prêtres de la loi nouvelle, couverts du sang du Christ.

Bien que *pris formellement comme partie de la cité*, tous ses actes puissent être rapportés au bien commun de celle-ci *, l'homme, *pris dans ce que sa liberté a d'absolument propre et incommunicable, et en tant qu'ordonné directement à Dieu comme à sa fin éternelle*, ayant lui-même, à ce titre, la dignité d'un tout (plus éminemment que l'univers physique tout entier, puisque Dieu est beaucoup plus intimement la fin d'une âme que de tout l'univers des corps), échappe sous cet aspect formel à l'ordination politique : *homo non ordinatur ad communitatem politicam secundum se totum et secundum omnia sua* **.

3. Mais dans cet ordre de la vie éternelle l'individu ne se sullit pas plus, — et moins encore, — que dans l'ordre temporel. En tant même qu'ordonné à la vision béatifique il fait partie d'un tout supérieur, d'une cité beaucoup plus parfaitement une que la cité terrestre, (puisque'elle est un seul Corps mys-

* SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, II-II, 58, 5.

** SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, I-II, 21, 4, ad 3.

térieux vivant de la vie surnaturelle que lui communique le Christ), et dont chacun est beaucoup plus étroitement membre que de la cité terrestre, car celle-ci nous est nécessaire pour avoir le développement normal de notre nature, non pour participer à l'essence humaine elle-même, tandis que nul ne peut être fait, par la grâce sanctifiante, participant de la nature divine, sans appartenir à l'Église soit visiblement, soit invisiblement, (*sive re sive voto*) : les anges en font partie comme les hommes (7), et lorsqu'au terme nous sommes devenus des dieux par la vision, — *ego dixi : dii estis*, — nous lui appartenons plus que jamais, parce qu'il lui est essentiel de nous faire entrer en société, par la vie de la grâce, avec la sainte Trinité elle-même. Vraiment divine mais vraiment humaine aussi, et donc visible, prolongement parmi nous de l'Incarnation, cette cité, — aux parties de laquelle le baptême imprime ici-bas la marque de l'incorporation effective, et à laquelle tous les hommes sont faits pour être incorporés, — a pour chef invisible Jésus-Christ, pour chef visible celui qui a reçu du Christ la charge de paître ses brebis ; elle est dans le monde, — sans être du monde, et parce qu'elle n'est pas du monde, — le siège du pouvoir spirituel, qui la gouverne

vers sa fin, et dont le Pape, comme vicaire de Dieu, est le souverain dépositaire.

Ainsi chacun de nous appartient à deux cités, une cité terrestre ayant pour fin le bien commun temporel, et la cité universelle de l'Eglise, ayant pour fin la vie éternelle. « Dans la même enceinte et la même multitude humaine il y a deux peuples, et ces deux peuples donnent lieu à deux vies distinctes, à deux principats, à un double ordre juridique (8). » A la fin du cinquième siècle, le pape Gélase écrivait qu' « il y a deux puissances par lesquelles est souverainement gouverné ce monde : la sainte autorité des pontifes et le pouvoir royal » (9). Et au dix-neuvième siècle, Léon XIII dira de même : « Dieu a réparti entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil le soin de procurer le bien du genre humain. Il a préposé le premier aux choses divines et le second aux choses humaines. Chacun d'eux, dans son ordre, est souverain (*utraque potestas est, in genere suo, maxima*) ; chacun d'eux est renfermé dans des limites parfaitement déterminées, et tracées en exacte conformité avec sa nature et son principe. Chacun d'eux est donc circonscrit dans une sphère où il peut agir et se mouvoir en vertu des lois qui lui sont propres (10). »

Mais il est trop clair que ces deux pouvoirs distincts ne sont pas sur le même plan. L'un est au-dessus de l'autre. La cité terrestre, étant un tout moral, a comme telle des devoirs envers Dieu (11). Dans son ordre propre elle est soumise à l'universelle royauté *temporelle* du Christ (12) ; car le Christ en tant qu'homme a reçu de Dieu « l'empire sur les œuvres de ses mains », « tout a été mis sous ses pieds » *, et c'est de lui que les rois et les chefs d'État, et tout pouvoir humain, tiennent leur autorité : la cité comme telle est tenue d'observer sa loi, et les préceptes de sa morale. Agent moral et religieux, elle fait donc elle-même partie de l'Église. « L'Empereur est dans l'Église, non au-dessus », disait saint Ambroise (13). L'État, par suite, est bien souverain dans son domaine, mais son domaine est subordonné, de sorte que cette souveraineté ne saurait être absolue et universelle. Aussi bien n'y a-t-il qu'une souveraineté absolument universelle, celle du Créateur. Celle de l'Église, universelle dans tout l'ordre du salut, est évidemment plus vaste et plus haute que celle de l'État. A l'instant que s'affirme la distinction du temporel et du spirituel, s'affirme aussi et du même coup la subor-

* Saint PAUL, Hebr., II, 8.

dination du premier au second. La parole divine elle-même qui fonde la distinction n'indique-t-elle pas la subordination? Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu : cela même qui est à César n'est-il pas à Dieu avant d'être à César (14)?

II. — *La souveraineté spirituelle du Christ et de l'Église et le pouvoir indirect.*

4. L'universelle royauté du Christ est double, spirituelle et temporelle à la fois. Mais elle est « surtout spirituelle et concerne principalement les choses spirituelles » *. C'est cette royauté spirituelle du Christ, fondée sur sa grâce capitale (15), que nous devons considérer ici. Dans cet ordre-là le Christ est non seulement le principe intérieur de notre vie surnaturelle, — ce qui ressortit plus spécialement, comme on l'a remarqué, à son sacerdoce (16), — nous communiquant sans cesse la grâce méritée par sa Passion et que Dieu nous infuse par « l'instrument conjoint » de son humanité, par les mouvements très saints de sa pensée et de son cœur ; il possède aussi un pouvoir suprême de gouvernement de tout le domaine spirituel, qui ressortit plus spécialement à sa royauté, et par lequel il conduit son peuple d'âmes vers la

* S. S. P. XI, encyclique *Quam Præman.*

vie éternelle, porte des lois, juge, pourvoit à l'exécution de ses ordres, établit son royaume en triomphant du péché et de la mort. Il est la tête du Corps de l'Église. « La tête, dit saint Thomas, exerce une double influence sur les membres : une influence intérieure, car la tête transmet aux autres membres la puissance de se mouvoir et de sentir ; et une influence de gouvernement extérieur, car par la vue et les autres sens dont elle est le siège, la tête dirige l'homme dans ses actes extérieurs *. » A ces deux influences, on peut rattacher (17) le double pouvoir d'ordre et de juridiction transmis à l'Église ; le premier, qui intéresse l'économie sacramentelle, étant surtout une participation au sacerdoce du Christ (ici les hommes ne sont que purs instruments, car « l'influence intérieure de la grâce ne saurait provenir que du Christ seul dont l'humanité, unie à la divinité, possède la vertu de justifier ») ** ; le second, qui intéresse la direction du Corps mystique par l'enseignement de la doctrine et par des lois, étant une communication de sa royauté spirituelle (là, les hommes sont causes propres, quoique subordonnées, car « l'influence que

* SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, III, 8, 6.

** *Ibid.*

le Christ exerce par son gouvernement extérieur peut être communiquée à d'autres : ces autres sont les chefs de l'Église... ils sont chefs, parce qu'ils tiennent la place du Christ ») *.

Ainsi, « en la personne de Pierre, des autres apôtres et de leurs successeurs, l'Église a reçu directement de Dieu, par Notre-Seigneur Jésus-Christ, la mission de conduire les âmes, à la lumière du dogme révélé et de la morale chrétienne, vers la vie de l'éternité. Son pouvoir correspond à sa mission divine, il s'étend à tous les hommes qui ont reçu le caractère baptismal, et à tout ce qui est nécessaire ou utile pour les conduire à leur fin dernière.

« *En matière spirituelle, ce pouvoir est direct.* C'est l'ordre de la foi et des mœurs, celui du salut, où l'Église exerce son magistère infaillible en enseignant les vérités de foi, surnaturelles et naturelles, les préceptes et les conseils contenus dans le dépôt de la révélation divine, dont elle a la garde. Il lui appartient à ce titre d'interpréter ce que dit la révélation de l'usage des choses matérielles, de ce qu'il faut rendre à César et de ce qui est dû à Dieu. A ce pouvoir direct appartient aussi évidemment l'administration des sacre-

* SAINT THOMAS D'AQUIN, *ibid.*

ments, sources de la grâce, le gouvernement religieux non seulement des clercs, mais des laïques considérés comme fidèles, la direction des études théologiques, l'instruction religieuse dans les écoles et tout ce qui est d'ordre sacré ou nécessaire au culte divin, comme les églises où se célèbre le saint sacrifice...

« Par voie de conséquence, l'Église a un pouvoir indirect sur les choses temporelles (18). »

5. Ce qu'on désigne ainsi *, c'est le pouvoir que l'Église possède sur le temporel non en tant que tel, mais *en tant qu'intéressant le spirituel et l'ordre du salut*, — non en raison du bien temporel lui-même à procurer, mais *en raison du péché à dénoncer ou à éviter, du bien des âmes à conserver, de la liberté de l'Église à maintenir*. Il ne s'agit pas là, comme dans la doctrine du pouvoir direct sur le temporel, soutenue au moyen âge par quelques théologiens **, d'un pouvoir distinct du pouvoir spirituel, c'est le pouvoir spirituel lui-même, c'est le glaive spirituel atteignant les

* Le terme de pouvoir indirect pourrait prêter à malentendu. Il pourrait faire croire que le droit en question n'atteint le temporel que par une répercussion des mesures prises à l'égard du spirituel. Non, ce droit porte bien sur le temporel lui-même, mais *en raison* seulement du spirituel.

** Voir l'Annexe I, à la fin du volume.

choses du siècle en raison des intérêts éternels qui y sont engagés. Et ce glaive-là n'est pas au fourreau.

Dans le Christ, ce pouvoir d'intervention sur le temporel en vue, non du temporel lui-même, mais du spirituel, « ne fait qu'un avec la royauté spirituelle, car il est à son service et pour ainsi dire son instrument. *Ubi est unum propter alterum*, disait déjà Aristote, *ibi tantum unum esse videtur*. Aussi n'est-ce pas sans raison que les anciens théologiens donnaient à ce pouvoir le nom d'instrumental. *Christus secundum quod homo*, écrit Bannez, *habuit instrumentalem potestatem dominii universalis circa omnia temporalia* » *. Dans l'Église du Christ ce pouvoir est une participation à la royauté spirituelle du Christ. Pierre ne le possède que parce que le Christ le lui a transmis comme à son ministre ici-bas, avec les clefs du royaume des cieux. « Qu'est-ce que l'Église? disait Bossuet. L'Église c'est Jésus-Christ, mais Jésus-Christ répandu et communiqué (19). »

Parce que le pouvoir *indirect* sur le temporel n'est pas autre chose que le pouvoir

* C.-V. HÉRIS, *Revue des sciences phil. et théol.*, juillet 1926. Ce pouvoir instrumental ressortissant à la royauté spirituelle du Christ est tout autre chose que sa royauté temporelle.

spirituel lui-même, appliqué aux choses temporelles en raison des intérêts spirituels, les principes dont relèvent les actes proprement dits du pouvoir indirect se retrouvent évidemment et valent *a fortiori*, pour les répercussions que des mesures prises au titre du pouvoir *direct* (doctrinal ou disciplinaire) sur le spirituel peuvent, dans certains cas, avoir en domaine temporel. C'est pourquoi nous nous attacherons à établir avant tout la doctrine du pouvoir indirect, type éminent auquel il convient de se référer dans ces questions, étant bien entendu qu'une telle doctrine s'étend aussi, et à plus forte raison, aux répercussions que le temporel peut subir de mesures en elles-mêmes exclusivement spirituelles. Il s'agit là du même problème, — de la subordination générale des choses humaines aux choses divines, dont l'Église a la garde.

Ce droit de la cité de Dieu sur la cité terrestre, la cité terrestre elle-même le postule en vertu d'une exigence interne. Elle est ordonnée en effet à un bien commun temporel qui n'est pas seulement d'ordre matériel, mais aussi et principalement d'ordre moral : la vie humainement bonne (vie vertueuse) (20) de la multitude rassemblée en un corps social : *communicatio in bene vivendo* (21). Or

la droite vie humaine ici-bas suppose l'ordination de l'homme à sa fin dernière, qui est surnaturelle, et ne peut être obtenue que par le Christ; le bien de la cité doit donc être ordonné à cette même fin dernière surnaturelle qui est celle de chaque homme en particulier; la société civile doit poursuivre le bien commun temporel selon qu'il aide les hommes à obtenir la vie éternelle (22); le politique lui-même, pour être ce qu'il doit, demande que le spirituel prime le politique, que l'ordre au salut éternel prime l'ordre aux biens d'ici-bas; la cité n'est pas vraiment servie si Dieu n'est pas premier servi. La règle de conduite de la vie individuelle et sociale ne pouvant pas faire abstraction de l'ordre surnaturel, et, à proprement parler, une sagesse politique complète ressortissant à la théologie *, le prince, pour bien exercer son office, doit être lui-même instruit dans cette science, et consulter ceux qui en ont le dépôt. Ainsi saint Louis consultait saint Thomas. « Le roi, écrivait celui-ci, doit procurer la vie bonne, ici-bas, de la multitude, selon qu'elle convient à l'obtention de la béatitude céleste, en telle sorte qu'il prescrive les choses qui conduisent à cette béatitude

* Voir l'Annexe II.

et qu'il interdise, autant que cela est possible, les choses contraires. Et quelle est la voie qui conduit à la vraie béatitude, et les obstacles qui s'y opposent, cela se sait par la loi divine, dont l'enseignement est propre au ministère sacerdotal (23). »

Mais l'ordre des agents correspond à l'ordre des fins. Si la fin du gouvernement terrestre est subordonnée à la fin du gouvernement spirituel, il faut que celui-ci ait pouvoir sur celui-là, qu'il puisse le diriger par ses conseils, et, si cela est exigé par l'intérêt des âmes, lui commander par ses ordres (24).

C'est ainsi que l'Église a droit d'autorité sur le politique ou le temporel lui-même, non en raison des choses politiques, mais en raison du spirituel qui s'y trouve engagé. *Un glaive est sous l'autre*; non pour être opprimé dans son ordre propre, mais pour être guidé et rectifié par le glaive supérieur par rapport à l'ordre propre de celui-ci. Les interventions spéciales du spirituel dans les affaires du siècle ont pour seul motif le péché à éviter ou à réprimer. « Personne, écrivait en 1204 Innocent III aux évêques de France, ne doit donc s'imaginer que nous prétendons troubler ou diminuer la juridiction de l'illustre roi des Francs, non plus qu'il ne veut et qu'il ne doit empêcher la Nôtre... Car Nous ne prétendons

pas juger du fief, dont le jugement lui appartient,... mais prononcer sur le péché, dont la censure Nous appartient sans nul doute, censure que Nous pouvons et devons exercer contre qui que ce soit... *Non enim intendimus judicare de feudo, sed decernere de peccato* (25). » C'est de même la *ratio peccati* qui est invoquée par Innocent IV contre Frédéric II et par Boniface VIII contre Philippe le Bel, elle constitue le titre propre des interventions de l'Église en matière temporelle.

6. Cette doctrine est immuable. Elle a pu se présenter sous des aspects différents, pour l'essentiel elle n'a pas bougé au cours des siècles. Ce qu'on appelait au moyen âge la doctrine des deux glaives, — du moins au sens de saint Bernard et de saint Thomas d'Aquin *, comme à celui des documents pontificaux, — s'identifie essentiellement avec ce qu'on appelle depuis Bellarmin (26) et Suarez (27) la doctrine du pouvoir indirect, — du moins si l'on entend celle-ci sans diminution. A qui regarde avec assez d'attention, derrière les péripéties historiques, la substance des choses, c'est un seul et même enseignement qui est dispensé par Boniface VIII

* Voir l'Annexe III.

dans la bulle *Unam Sanctam* et par Léon XIII dans l'encyclique *Immortale Dei*; et pour avoir une idée complète du pouvoir indirect il faut avoir en vue, à la fois, ces deux grands documents.

Il y a en effet deux aspects complémentaires dans la doctrine du pouvoir indirect. D'une part elle suppose la distinction des deux pouvoirs et la souveraineté du pouvoir civil dans son domaine propre : c'est là-dessus qu'insiste surtout Léon XIII, mais en ayant soin de marquer que l'autorité de l'Église s'étend aux choses temporelles pour autant qu'elles entrent en connexion avec ce qui touche au salut des âmes et au culte de Dieu (28). Aussi bien, des interventions spéciales de l'Église n'ayant lieu, à ce titre, que là où les choses de la société civile se trouvent intéresser d'une façon particulière l'objet propre du domaine sacré, il reste que tant que son domaine, subordonné mais autonome, s'intéresse le bien des âmes que dans la mesure très générale où l'existence d'un ordre temporel est utile à ce bien, la société civile règne ses affaires propres librement et sans avoir à obéir (29). D'autre part, cette même doctrine du pouvoir indirect affirme la subordination générale du temporel au spirituel, et par conséquent le droit pour celui-ci d'ap-

porter, quand cela est nécessaire en raison d'une connexion avec le bien des âmes, des restrictions à la souveraineté du pouvoir civil. C'est là-dessus qu'insiste surtout Boniface VIII : « *Oportet autem gladium esse sub gladio, et temporalem auctoritatem spirituali subjici potestati* (30), » mais en ayant soin de marquer que pour être ainsi subordonnée et souffrir des limitations, la souveraineté temporelle demeure cependant réelle (31). C'est une des pires illusions modernes, de s'imaginer qu'il n'y a de souveraineté, de liberté, ou d'indépendance, qu'*absolues*. A ce compte-là nul homme ne serait libre, et nul homme ne serait roi, que s'il était Dieu.

Pour montrer cette subordination du temporel au spirituel, qu'il compare à la subordination du corps à l'âme (32), saint Thomas, nous venons de le voir, se fonde sur la subordination même des fins (33), qui exige que l'autorité qui meut vers la fin suprême dirige, soit par ses enseignements, soit par des conseils, soit, au besoin, par des ordres, celles qui meuvent vers la fin intermédiaire, et que sous la loi du Christ les rois soient soumis au Souverain Pontife. Remarquons bien qu'à ce point de vue, le pouvoir indirect est envisagé d'une façon très universelle, comme englobant non seulement les interventions particulières de

l'Église, par des conseils ou des ordres exprès, *ratione peccati*, mais aussi l'influence rectrice exercée sur les choses temporelles par son enseignement général lui-même et par l'éducation qu'elle donne aux nations. Une souveraineté temporelle ainsi *formée* en esprit, une cité véritablement chrétienne, iraient d'elles-mêmes à des fins chrétiennes, et c'est à ce libre mouvement que viendraient s'ajouter pour le parfaire les interventions spéciales de l'Église, dont la maternité ne cesse jamais l'envelopper les peuples. Ainsi, dans des conditions de civilisation normales, c'est-à-dire si les peuples et les gouvernants étaient ce qu'ils doivent, est-ce seulement par leur docilité spontanée à la loi évangélique et à l'enseignement général de l'Église, et, quand elle-ci le juge opportun, à ses conseils particuliers, que le pouvoir indirect se traduirait comme naturellement. Il est vrai que les hommes sont rarement ce qu'ils doivent. De fait, pour exceptionnelles qu'elles soient, les mesures de contrainte sont parfois nécessaires, et le pouvoir indirect va alors aussi loin que l'exige la primauté du spirituel; car l'Église n'est pas désarmée, son droit est effectif et efficient.

Un tel droit n'atteint pas seulement le spirituel dans le temporel; en raison du spi-

rituel et de sa connexion au temporel, il se saisit du temporel lui-même, il peut casser et annuler des lois promulguées par un État, il va, si le péril qu'ils font courir aux âmes est trop grand, jusqu'à pouvoir déposer les rois et les empereurs, et délier leurs sujets du serment de fidélité. Car « un homme, dit saint Thomas (34), peut perdre son droit de domaine par sentence de justice, en raison d'un crime contre la foi, comme aussi pour d'autres fautes... Un prince baptisé qui se sépare de la foi risque d'entraîner chez ses sujets une grande corruption de la foi... Aussitôt qu'il est excommunié par sentence de justice à cause de sa rupture avec la foi, du fait même ses sujets se trouvent déliés de sa souveraineté, et de leur serment de fidélité (35). » Pour s'étonner de ces choses, il faut avoir perdu le sens du réel, ne vivre que dans les apparences et dans les mots. L'Église ne cesserait d'affirmer son droit que si elle cessait d'avoir conscience du bien divin qu'elle a mission de dispenser aux hommes. Rendons grâces à saint Grégoire VII, à Innocent III, à Grégoire IX, à Boniface VIII, d'avoir donné à ce monde malheureux le plus fort témoignage des droits et de la puissance de l'Esprit ! Canossa demeurera toujours la consolation des cœurs libres. « Aucune menace ne

nous fait peur, disait saint Thomas Becket, légat du pape Alexandre III, à Henri II l'Angleterre, parce que le souverain que nous servons est accoutumé de commander aux rois et aux empereurs (36). »

Quelles que soient les opinions théologiques en cours à leur époque, c'est la puissance du pouvoir spirituel appliqué *comme tel* aux choses politiques, autrement dit le « pouvoir indirect sur le temporel », qui fonde et explique les actes d'autorité de ces grands Papes à l'égard des empereurs et des rois (37). C'est dans la mesure où l'exigeaient les droits de Dieu, la liberté de l'Église et le salut des âmes, qu'ils intervenaient ainsi (38). C'est au nom du pouvoir indirect que saint Grégoire VII déclarait : « Qui pourrait douter que les prêtres du Christ soient comme les pères et les précepteurs des rois et des princes et de tous les fidèles (39) », et Innocent III : « Il a voulu que nous siégeons au-dessus des princes et qu'ils soient jugés par nous (40). » Le droit féodal et le droit public médiéval ne faisaient qu'apporter au pouvoir indirect certains moyens, conformes à un état historique donné (41), et aux besoins de temps terriblement troublés, de s'exercer pour le salut de la civilisation chrétienne. Si le mode des applications de pouvoir varie au cours des âges, sa subs-

tance reste la même, et il demeure entre les mains de l'Église un droit tout ce qu'il y a de plus normal, requis par la nature même des choses, et dont l'exercice ne pourrait cesser que si Dieu abandonnait le monde à lui-même, c'est-à-dire à la perdition.

Jadis, quand l'ordre politique des nations comportait des têtes véritablement souveraines, c'est surtout celles-ci que le pouvoir indirect atteignait normalement (42). Aujourd'hui il est normal qu'il atteigne aussi les citoyens eux-mêmes ou les groupements de citoyens. C'est ce que Pie X mettait en lumière en condamnant comme modernistes les propositions suivantes : « Tout catholique, parce qu'il est en même temps citoyen, a le droit et le devoir, sans se préoccuper de l'autorité de l'Église, sans tenir compte de ses désirs, de ses conseils, de ses commandements, et sans mépris même de ses réprimandes, de poursuivre le bien public en la manière qu'il estime la meilleure. Tracer et prescrire au citoyen une ligne de conduite, sous un prétexte quelconque, est un abus de la puissance ecclésiastique contre lequel c'est un devoir de réagir de toutes ses forces * . »

* Encyclique *Pascendi*, Denz.-Bannw., 2092.

7. On rougit de penser que les gouvernements gallicans ont longtemps obligé (43) l'épiscopat à supprimer, au bréviaire, les leçons sur saint Grégoire VII, parce que celui-ci a déposé l'empereur Henri IV. En rigueur de termes, refuser au pouvoir spirituel le droit d'intervenir dans le politique c'est nier l'existence d'un pouvoir spirituel indépendant. C'est prétendre, en effet, que les valeurs morales affectant les actes politiques relèvent du pouvoir temporel seul, c'est donc transférer à celui-ci, pour autant, la juridiction spirituelle (44). Chaque fois que le temporel refuse au spirituel son droit sur le temporel, lui-même pour autant empiète sur le spirituel. « Le roi, dans la pratique, écrivait Fénelon dans ses notes, est plus chef de l'Église que le Pape en France. *Libertés à l'égard du Pape, servitude à l'égard du roi* (45). » Trois siècles auparavant, les apologistes de Philippe le Bel, sous prétexte d'affirmer l'indépendance de l'État, et les obligations patriotiques de l'Église, « réclamaient au fond l'assujettissement de l'Église à l'État, avec le droit pour celui-ci d'utiliser, de contrôler, de réglementer la force morale et sociale qu'elle représente. La fin dernière est ici l'intérêt public et national, qu'il appartient à l'État seul d'administrer avec un despo-

tisme supérieur à toutes les lois » (46). Aussi bien, et à prendre les choses en sens inverse, n'est-il pas d'acte spirituel qui ne se traduise en quelque façon, soit par lui-même, soit par ses effets plus ou moins éloignés, dans l'ordre extérieur et temporel, de sorte qu'à la limite l'autonomie absolue du temporel reviendrait à soumettre — par l'aspect temporel que comportent les actes humains — tout le spirituel au temporel. C'est pourquoi le prétexte de cette autonomie peut suffire à donner une apparence légale aux plus grandes persécutions. La formule régaliennne, « complète indépendance du temporel », respire le mensonge et la mort, comme la formule de l'« intangibilité des lois laïques » qui lui a succédé de nos jours.

Que des « ingérences cléricales » injustifiées puissent se produire dans le domaine temporel, qui le niera? *Malum ut in pluribus in specie humana*, cette loi statistique se vérifie du clergé comme des laïques, et tout homme chargé d'un pouvoir sur les autres hommes peut être tenté d'en abuser. Mais c'est une chose humiliante pour la raison, et essentiellement pernicieuse, de nier un droit pour écarter un inconvénient de fait. D'autre part, en réalité, ces ingérences proviennent le plus souvent, non de supérieurs agissant dans les

limites de leurs attributions, et encore moins de l'Église elle-même, agissant en la personne du Souverain Pontife, mais d'hommes l'Église outrepassant leur pouvoir légitime. *Nemo militans Deo implicat se negotiis sæcularibus* * : il est éminemment souhaitable que les clercs ne s'occupent pas des affaires du siècle, que les curés ne fassent pas de politique au village, que les évêques s'inquiètent peu des vicissitudes gouvernementales, qu'on ne voie pas des prêtres et des religieux animés d'une passion brûlante pour un parti — qu'il soit démocratique, nationaliste ou raciste, — dont ils adoptent les préjugés et les haines. Mais ces contaminations du spirituel par le temporel n'ont rien de commun avec le droit du spirituel sur le temporel en raison du péché à éviter, et sont même tout le contraire.

Ajoutons que d'une façon générale les abus dont nous parlons semblent, en fait, s'être rencontrés davantage là où le pouvoir du Pape était plus faible et les principes régaliens plus en vigueur ; à l'âge des concordats plus qu'au moyen âge. Et cela se comprend sans peine, car ils proviennent avant tout d'une espèce de particularisme mettant l'autorité de la religion au service de certains groupes

* SAINT PAUL, II Tim., 2.

sociaux ou de certains intérêts humains. C'est dans l'universalité de l'Église et des intérêts divins que ce mal a son remède. Le pouvoir du Pape est la plus forte garantie des peuples contre lui. De cela seul qu'il veille, dans le politique lui-même, aux intérêts du spirituel, il est aussi leur meilleur défenseur contre tout autre abus : « En vérité, tout ce qu'il peut y avoir de salubre au bien général dans l'État ; tout ce qui est utile à protéger le peuple contre la licence des princes qui ne pourvoient pas à son bien, tout ce qui empêche les empiétements injustes de l'État sur la commune ou la famille ; tout ce qui intéresse l'honneur, la personnalité humaine, et la sauvegarde de l'égalité du droit en chaque citoyen, tout cela, l'Église catholique en a toujours pris soit l'initiative, soit le patronage, soit la protection *... »

Il est instructif de considérer l'orgueil des États et des rois de chair obstinés pendant quatre siècles à secouer la tutelle du pouvoir spirituel (47), et à revendiquer une souveraineté absolue, pour aboutir fatalement (car les États ne tiennent pas par la matière, mais par l'esprit) aux crises révolutionnaires et démocratiques, et de nos jours aux plus fortes

* LÉON XIII, encyclique *Immortale Dei*.

minutions de souveraineté subies par en-
as, — je veux dire par l'expansion même et
la tyrannie de l'économique, la loi du « pro-
grès » matériel rendant les États modernes
de moins en moins capables de se suffire
chacun à soi-même, de moins en moins « so-
cété parfaite », au moment que dans l'ordre
moral leur particularisme national est le plus
exalté.

Quoi qu'il en soit des prétentions des sou-
verains et des nations, l'Église, elle, n'a pas
discontinué de proclamer son droit impres-
criptible d'intervenir dans les choses tempo-
relles *ratione peccati*. C'est là, non une simple
opinion, mais une vérité « théologiquement
certaine », formellement enseignée par le ma-
nistère doctrinal de l'Église (48).

III. — *Extension du pouvoir indirect.*

8. L'*objet formel* du pouvoir indirect est parfaitement délimité : c'est la *ratio peccati*, l'élément moral intéressant le bien spirituel et la vie de l'Église, qui se trouve engagé dans le temporel. La *matière* de ce pouvoir est tout ce qui, dans les choses extérieures et temporelles, peut comporter cette raison formelle, autrement dit a une valeur morale, concerne l'activité morale de l'être humain (49). Et cela est pratiquement illimité : une disposition temporelle quelconque, ou un mode d'activité temporelle quelconque, si la *ratio peccati* s'y mêle d'une manière assez grave, peut rendre nécessaire l'exercice du pouvoir indirect.

Il n'y a pas dans le concret d'actes humains moralement indifférents. Sans doute, pris en eux-mêmes et du côté de l'objet, certains actes ne sont ni bons ni mauvais : mais nul ne les accomplit que pour une fin donnée et dans certaines circonstances données. En raison de quoi ils sont alors, dans le fait, bons

ou mauvais, ont nécessairement une valeur morale (50). Ainsi, comme chacun de nous est citoyen de deux cités, la cité terrestre et la cité de Dieu, de même chacun de nos actes est un point où viennent interférer une relation au moins possible au bien commun de la cité terrestre, et une relation au bien commun spirituel de la cité des saints, suprême et souveraine gardienne des valeurs morales. Si un acte, en lui-même d'ordre individuel ou domestique, intéresse d'une manière assez importante le bien de la cité terrestre, le législateur peut le soumettre aux dispositions de la loi civile. De même, si un acte, en lui-même d'ordre temporel, intéresse assez gravement le bien de la cité de Dieu, — bien non plus temporel, mais spirituel, — le pouvoir spirituel peut le soumettre à ses prescriptions.

Quand il intervient ainsi au sujet de choses qui relèvent en elles-mêmes de l'autorité civile ou de l'activité du citoyen, on peut dire qu'alors il intervient en matière temporelle « connexe » au bien général des âmes (51). Il faut bien comprendre ici que le rapport au bien commun de l'Église peut dépendre non seulement de la nature même de l'objet, mais aussi des conditions historiques contingentes, fins poursuivies et circonstances en jeu.

Des choses qui ne sont pas mauvaises de par leur espèce peuvent ainsi se vicier accidentellement et devenir un danger pour les âmes : qu'il s'agisse par exemple de la fonction royale quand elle tombe entre les mains d'un hérétique ou d'un pervers, ou de l'activité des partisans d'un idéal politique légitime en lui-même, quand elle risque de diminuer en eux la vérité ou de les soustraire à l'ordre de la charité. N'importe quelle catégorie d'œuvre temporelle, — non seulement arrêt de droit public ou mesure législative (52), levée d'impôts, déclaration de guerre ou traité de paix, mais encore activité d'un groupement professionnel ou syndical ou d'un groupement politique, exercice de tel ou tel droit civique (53), etc., — peut entrer dans une connexion spéciale avec le bien des âmes, dès l'instant qu'elle devient par exemple l'occasion d'une déviation spirituelle, ou se trouve intéresser de façon assez grave les droits et la liberté de l'Église, ou la direction des fidèles vers le salut éternel.

9. Qui jugera de cette connexion, et de la gravité des intérêts spirituels engagés? L'Église seule, évidemment. « C'est l'Église qui doit en juger, non pas uniquement d'après les règles de sa jurisprudence, mais surtout,

qu'on le remarque bien, d'après ce qu'exige sa responsabilité maternelle, laquelle est indéfiniment étendue... Tous les instincts de la raison chrétienne tendent, non point à confondre les deux pouvoirs, divin et humain, mais à ne point distinguer entre la maternité de l'Église et sa suzeraineté, à faire de l'une le fondement et la mesure de l'autre, à n'arrêter le droit d'intervention de l'Église qu'aux limites tracées par elle-même, à lui reconnaître un caractère d'arbitre et de conseillère, non seulement bienfaisant mais nécessaire, et, disons-le, pratiquement souverain et illimité.

« Car le chrétien rattache le droit public et suzerain de l'Église aux quatre prérogatives inviolables qui attestent son origine et sa constitution divines. C'est l'Unité qui lui rallie nécessairement et fait entrer dans son sein tous les peuples et tous les États. C'est la Sainteté qui la fait inaccessible aux erreurs comme aux atteintes hostiles de la légalité humaine. La Catholicité l'exempte de toute vassalité nationale. L'Apostolicité est le sceau de son sacerdoce et le rempart de sa juridiction. Ces garanties divines ont bien quelque chose, sinon de proprement infini, au moins d'illimité dans l'application (54). » Et c'est à l'Église seule, c'est au Pape seul qu'il appar-

tient de déterminer, *hic et nunc*, en chaque cas particulier, l'étendue de cette application ; de juger qu'à telle occasion et dans telles circonstances, telle chose temporelle requiert l'exercice du pouvoir indirect à raison du rapport qu'elle a avec la vie des âmes et leur fin dernière surnaturelle. Car « seule l'Église enseignante est le juge qualifié du rapport des choses temporelles avec la fin dernière surnaturelle à laquelle elle doit nous conduire » (55). Nous sommes ici au point de partage, où toute conception humaine de l'Église, si haute qu'elle soit, s'avère insuffisante. Je comprends qu'un tel pouvoir scandalise les incroyants et les hérétiques. Mais il n'est pas nécessaire, il serait même absurde que ceux qui ne savent pas et ceux qui savent ce qu'est l'Église se fassent la même idée du droit de celle-ci. Que des catholiques s'en scandalisent ou s'en inquiètent, c'est cela qui est anormal et inquiétant.

Aussi bien, en fait, à donner aux choses leurs vraies proportions dans la durée, s'aperçoit-on, comme le remarquait Joseph de Maistre, que les Papes n'ont fait que très rarement usage des sanctions redoutables que leur confère le pouvoir indirect. Quelle puissance terrestre, possédant un tel droit, en userait avec des habitudes aussi générales de

modération? L'Église ne tient pas à mettre notre force d'âme à l'épreuve, elle sait que les tracasseries sont toujours dangereuses aux gouvernements eux-mêmes; elle n'engage son autorité dans les choses temporelles qu'en cas de nécessité urgente, — et cela même montre qu'il convient d'attacher plus d'importance à de telles interventions.

J'ajoute que c'est encore à la seule prudence de l'Église qu'il appartient de déterminer, selon les circonstances et la gravité des cas, la valeur que son intervention doit prendre dans la gamme très riche et très subtile qui va depuis la simple demande ou suggestion, ou la simple exhortation, jusqu'au commandement formel et aux actes juridiques les plus définitifs; — disons, pour employer le vocabulaire moderne, de donner à l'exercice de son pouvoir indirect un caractère *directif* ou un caractère *impératif*, une valeur de conseil ou une valeur de précepte.

IV. — *L'obéissance chrétienne.*

10. La vertu d'obéissance est une vertu très haute, éminemment raisonnable ; elle n'a rien de servile ni d'aveugle, elle exige au contraire la plus grande liberté d'esprit, et le discernement le plus ferme. Si un supérieur, même légitime, sort des limites de ses attributions, ou donne un commandement contraire au précepte d'un supérieur plus élevé, l'obéissance ne lui est pas due. Ces cas exceptés, nous devons obéir aux pouvoirs sous lesquels nous sommes constitués, parce qu'ils tiennent de Dieu leur autorité, même s'ils l'exercent mal. L'obéissance chrétienne est de plus une vertu morale infuse ; on n'y comprend rien si on ne la rattache à des motifs très purement surnaturels. A travers toutes les hiérarchies créées, c'est à Dieu qu'elle obéit, elle comprend que l'ordre et le conseil reçus dépendent de ce gouvernement obscur de la Providence qui fait servir les infirmités humaines à un plus grand bien.

Dans le cas d'une direction et d'un *conseil* comme dans le cas d'un *ordre exprès*, — donnés par un supérieur légitime et agissant dans le domaine de son autorité légitime, — la vertu d'obéissance doit entrer en jeu ; mais d'une façon différente, large dans le premier cas, stricte dans le second. Comme il y a, en effet, correspondance entre l'agent et le patient, il doit y avoir correspondance entre la façon dont le supérieur nuance l'exercice de son pouvoir et celle dont l'inférieur nuance sa docilité.

11. S'il est de l'essence du conseil de ne pas exiger d'être strictement obéi, et si par suite l'inférieur peut avoir des raisons valables de ne pas exécuter dans sa matérialité la chose que le supérieur lui suggère ou lui demande plus ou moins instamment, cependant il y a, même en ce cas, dans l'action du supérieur une direction providentielle qu'une obéissance intelligente peut discerner et retenir. Nous sommes ici dans un domaine particulièrement complexe et mouvant, comme chaque fois que la prudence doit soumettre les contingences humaines à ses régulations, variables selon chaque cas. L'essentiel est alors la fermeté pratique des dispositions filiales de la volonté. Il est des

initiatives et des résistances filiales qui ne blessent pas l'obéissance, mais la supposent au contraire, et ne sont possibles que par elle, car elles impliquent la docilité profonde d'un cœur assuré à bon droit qu'il n'est pas insoumis, et bien réellement disposé à s'exécuter si l'autorité (nous supposons toujours une autorité légitime et restant dans les limites de ses attributions) transformait le conseil en ordre formel. Autant même une certaine crainte froide et précautionneuse à l'excès, comme celle que Bossuet reprochait à Descartes à l'égard de l'Église, est proche en réalité de la désobéissance, étant une obéissance morte, autant la liberté des sentiments et de la confiance est signe d'une obéissance vivante et filiale.

Sollicité d'agir avec son autorité de roi contre des gens dont les conflits avec les évêques portaient sur des questions d'intérêt temporel, saint Louis, quand il résistait à de telles demandes, ne songeait nullement à ériger en principe une supériorité de sa juridiction sur celle de l'épiscopat, il voulait seulement s'assurer, pour le repos de sa conscience, que ses mesures de coercition seraient justes, et tout d'abord éluder en riant, « par son bon sens », comme dit Joinville, des prétentions qu'il avait quelques raisons de sup-

poser mal fondées. Il est vrai qu'à l'égard du Pape, supérieur suprême et juge en dernier ressort, une docilité plus étroite est requise ; car plusieurs prélats ne sont pas l'Église et n'engagent pas l'Église, les juges de Rouen l'ont bien fait voir ; tandis que le Pape est la voix authentique de l'Église. Cependant, même envers le Pape, intervenant par une demande ou un conseil, saint Louis a pu montrer, sans léser la vertu d'obéissance, une liberté de fils (56). S'il refusa à Grégoire IX et à Innocent IV d'entrer en guerre contre Frédéric II d'abord excommunié, puis déposé, son accord avec le Pape n'en fut nullement obscurci ; il le protégea au Concile de Lyon, se mit à sa disposition pour chercher un accommodement avec l'empereur, et à la fin menaça fortement ce dernier d'intervenir contre lui (57). Remarquons-le toutefois, dès l'instant que le Pape invoquera expressément, comme raison de son intervention, des dangers qui, de notre fait, menaceraient le bien des âmes, la rectitude de la doctrine ou de l'esprit catholique, le cas aura dès l'abord une gravité particulière, et exigera de nous des témoignages d'obéissance particulièrement efficaces et particulièrement prompts.

Il appartient au sens chrétien, à l'esprit de foi, au don de conseil, de discerner les direc-

tions providentielles dont nous avons parlé, et d'apprécier, en chaque cas, l'étendue, l'importance et l'urgence de la docilité requise. L'absence d'élan filial envers le Vicaire du Christ, le fait d'exténuer le conseil reçu dans toute la mesure du possible (cela s'est vu beaucoup depuis quelque cinquante ans), sera précisément le signe de l'absence ou de la diminution de l'esprit de foi. J'ai déjà rappelé ailleurs l'enseignement donné sur ce point par le Père Clérissac. « Il assurait que toujours, même lorsqu'un précepte exprès n'intervient pas, il est possible de dégager la pure ligne spirituelle selon laquelle la direction marquée d'en haut s'impose à la vertu d'obéissance. Ajoutant qu'une telle déférence à l'autorité exige d'ailleurs les plus délicats discernements, selon les degrés et les espèces de subordination et de mandat, car elle se rapporte à une vivante et libre docilité du jugement pratique, non à une exécution servile et mécanique. Si attaché qu'il fût à ses convictions monarchistes, il déplorait par exemple que les catholiques français eussent si mal obéi, disait-il, à Léon XIII, et il blâmait également les uns d'être restés en deçà, les autres de s'être portés au delà de ce qu'exigeait une intelligente et filiale déférence. Combien d'autres exemples aurait-il pu donner

de tels manquements à l'obéissance *en esprit et en vérité* aux volontés du Pape (58) ! »

12. Si après cela l'Église donne non plus seulement un conseil ou une direction, mais un ordre catégorique, alors il est clair qu'on lui doit obéissance, non seulement quant à l'esprit mais quant à la lettre même du mandat reçu, c'est une *faute* de ne pas obéir d'une façon stricte.

Quelle sorte de faute ? En ce qui concerne le pouvoir direct de l'Église sur les choses spirituelles, il y a, on le sait, faute contre la foi * à ne pas conformer son jugement à une *décision doctrinale infaillible*, qu'elle relève d'une définition ou d'une condamnation solennelle, *ex cathedra*, ou du magistère ordinaire et universel de l'Église (59) ; il y a péché de témérité doctrinale, faute contre l'obéissance due à l'Église quant à l'assentiment intérieur lui-même, à refuser soit un enseignement *doctrinal* distribué par le Pape et assuré de l'assistance générale du Saint-Esprit, mais ne comportant pas de décision

* Péché d'hérésie, s'il s'agit du refus d'une vérité proposée par le magistère infaillible comme formellement révélée, péché d'erreur théologique s'il s'agit du refus d'une doctrine ou d'un fait infailliblement définis comme *connexes* avec le dogme.

infaillible, soit une décision *doctrinale* non infaillible déterminant ce qu'il est plus sûr de penser en telle ou telle matière connexe avec la foi (60) ; il y a également faute contre l'obéissance à résister à un ordre donné par l'Église, au titre de son pouvoir direct en matière de *gouvernement spirituel* et de *discipline* (61). Enfin il y a faute contre l'obéissance, faute contre la justice et la piété filiale qui nous lient à l'Église, à résister à un ordre donné par elle au titre de son *pouvoir indirect sur le temporel* (62). Le Corps mystique du Christ forme une société parfaite, c'est-à-dire une communauté qui se suffit pleinement à elle-même et à qui rien ne manque de ce qui fait la vie sociale ; une société parfaite suppose une autorité à laquelle l'obéissance est due, en conscience, même là où cette autorité est faillible.

Sans doute, là où la matière est faillible et contingente, le Pape peut changer d'avis. Un Pape peut défaire ce qu'un autre avait fait. De telle sorte qu'une obéissance filiale est tenue de se soumettre, sous peine de faute au précepte quand il est porté, et sous peine d'imperfection à la ligne spirituelle que le sens chrétien discerne dans le précepte ou dans le simple conseil, — mais qu'il est cependant légitime de chercher, si l'on a de bonnes

raisons pour cela, à amener le Pape à changer sa décision, c'est le cas d'un fils à l'égard de son père, — d'un père qui est l'autorité suprême ici-bas.

Mais cela n'empêche pas que tant que l'ordre est porté, il faut obéir.

N'oublions pas qu'il y a normalement présomption de justice en faveur du supérieur, et qu'il n'est rien de moins raisonnable que d'aller, dès l'instant qu'on a soi-même à obéir, scruter l'histoire pour rassembler les cas où l'autorité s'est trompée. Un tel empressement n'est pas un gage de lumière. Néanmoins une exacte théorie de l'obéissance doit marquer quelles sont, à défaut d'une vertu plus généreuse, les obligations au-dessous desquelles il est, en rigueur de termes, impossible de descendre. Bien qu'il y ait généralement témérité à porter, même intérieurement, un jugement spéculatif *contraire* à celui du supérieur suprême, qui est plus éclairé que tout autre, et qui a en vue l'intérêt général de l'Église, cependant la conformité du jugement spéculatif n'est pas requise, même s'il s'agit d'un ordre du Pape, du moins tant que celui-ci ne parle pas *ex cathedra*, ou n'a pas recours à des actes qui, telles les encycliques par exemple, ou les décrets doctrinaux du Saint-Office, engagent

notre assentiment intérieur (63). Mais là même où il est possible que le jugement spéculatif reste en suspens, le jugement pratique et la volonté doivent se conformer à l'ordre donné. « Il faut craindre les censures même injustes, disait saint Grégoire le Grand, car en leur résistant, on s'expose, par l'orgueil même de cette insoumission, à faire naître la faute qui n'existait pas jusque-là (64). »

Ici il importe souverainement de comprendre comment se spécifie l'obéissance à une réalité qui constitue en elle-même, comme l'Église du Christ, un mystère surnaturel : l'Église n'est pas seulement une réalité visible et apparente, c'est aussi un objet de foi, ce n'est pas un système de rouages administratifs, c'est le Corps du Christ, dont l'unité vivante, incomparablement plus haute et plus forte que tout ce que nous appelons ici-bas personnalité morale, est assurée par l'action du Saint-Esprit. Si les hommes qui y exercent visiblement l'autorité, agissent comme causes propres *, et comme exposés par conséquent aux erreurs humaines (sauf dans les cas où l'infailibilité est en jeu) cependant ils agissent comme causes subordonnées au gouvernement de Jésus-Christ,

* Cf. plus haut, p. 21.

tête invisible de tout le corps. Non seulement les erreurs d'appréciation et les fautes qu'ils peuvent commettre, rentrent, comme prévues et permises, dans ce gouvernement divin de l'Église, mais encore, même en ce cas, du moins s'il s'agit des décisions du suprême chef visible, la sagesse de l'Esprit du Christ fait tendre positivement l'Église universelle, à travers les hésitations et les infirmités de son humanité, à des fins toujours justes et bonnes. Le cœur fidèle sait que dans le Corps mystique du Christ, ce qui est des défaillances de la nature humaine sert encore à la très sainte action de Dieu, qui ne manque jamais son but.

En parlant ainsi, je n'atténue pas les faiblesses ou les abus qui ont eu lieu au cours des temps. Je les souligne au contraire, mais quelque déplaisir qu'ils aient causé à Dieu, et quelques sanctions providentielles qu'ils aient entraînées, ils n'ont jamais détourné l'Église de sa fin. L'assistance du Saint-Esprit ne lui assure pas seulement un simple privilège comme négatif d'inerrance en matière de foi (ce privilège doit être regardé au contraire comme l'effet du don intellectuel le plus actif et le plus élevé) (65), mais une direction positive, un irrésistible mouvement progressif, qui tire parti de tout, des déficiences et des

faux pas comme des vigueurs et des vertus, et qui, même en matière faillible, subordonne toute décision de l'autorité suprême à une intention divinement juste et vraie (66). A cette intention du Saint-Esprit, même si elle reste indiscernable à nos yeux de chair, notre jugement spéculatif peut et doit toujours adhérer dans la foi. Et cela même rend la conformité du jugement pratique et de la volonté incomparablement plus aisée à l'égard de l'Église et du Pape qu'à l'égard de toute autre autorité (67).

13. Si l'on quitte les considérations théoriques pour les considérations de fait, cette conformité du jugement pratique est d'autant plus aisée qu'en réalité, la plupart du temps, l'examen impartial des cas particuliers conduit à reconnaître que le gouvernement pontifical est de très loin celui dont les décisions apparaissent dans le plus grand nombre des cas comme les plus justes et les mieux fondées. En ce qui concerne notamment les censures — même non infaillibles — dont les Papes ont frappé, pour la défense de la doctrine ou de l'esprit catholiques, certains grands courants de pensée, elles n'ont jamais dénoncé que des maux trop réels. Il reste qu'en dehors des cas de définition infaillible,

et par rapport surtout aux contingences prudentielles des opportunités pratiques, les déficiences propres au gouvernement humain ne sont pas toujours évitées. « Il n'existe pas de pouvoir qui n'ait jamais abusé de ses forces », écrivait Joseph de Maistre, non sans remarquer qu'en fait, si l'on considère d'ensemble l'histoire de la papauté, elle l'emporte incomparablement sur celle de toutes les principautés humaines, et produit, « dans l'esprit de tout sage observateur, l'idée d'une puissance évidemment assistée ». « Il ne s'agit pas de savoir si les Papes ont été des hommes, et s'ils ne se sont jamais trompés » (68), soit par eux-mêmes, soit parce que mal ou insuffisamment informés. N'importe quel historien peut porter sur tels de leurs actes tel jugement qu'il lui plaira, c'est un jugement sans autorité ni efficace. Dans le moment qu'ils commandaient, il fallait leur obéir. Des saints, un saint Irénée, une sainte Catherine de Sienne, pouvaient leur faire entendre de fortes remontrances. Ils leur obéissaient cependant (69). Étant placés au sommet de la souveraineté spirituelle, ils ne relèvent d'aucune autorité créée. De l'usage bon ou mauvais qu'ils font de leur pouvoir, ils sont responsables devant Dieu seul, c'est de lui seul que sont justiciables les erreurs pratiques ou les

abus qu'ils peuvent commettre ; selon la magnifique appropriation qu'on trouve chez les anciens théologiens, « l'homme spirituel est juge de toutes choses et n'est lui-même justiciable de personne » * : « Ainsi donc, si l'autorité terrestre dévie, elle sera jugée par l'autorité spirituelle. Mais si l'autorité spirituelle inférieure dévie, elle sera jugée par l'autorité spirituelle supérieure ; et si dévie la suprême autorité spirituelle, c'est par Dieu seul, et non par l'homme, qu'elle pourra être jugée (70). » Celui qui se trouve, quant à l'état, au plus haut point de la spiritualité, ne relève du jugement d'aucun homme. « Faites, disait sainte Catherine de Sienne à Grégoire XI, que je ne me plaigne pas de vous à Jésus crucifié. Je ne puis me plaindre à d'autres, car vous n'avez pas de supérieur sur terre. »

Quant à prétendre, en telle occasion où le Pape exerce son pouvoir indirect, qu'il outre-passe les limites de son autorité légitime, et à invoquer alors, pour permettre la non-obéissance, un abus de pouvoir au sens juridique de ce mot, c'est une absurdité, puisqu'il s'agit là précisément d'un pouvoir dont la matière

* Saint PAUL, I Cor., 2, 15. — Cette appropriation est faite notamment par Boniface VIII dans la bulle *Unam sanctam*.

ne comporte pas de limites tracées d'avance, et de l'application duquel, en chaque cas particulier, il appartient au Pape seul de déterminer l'étendue. Il suffit que le Pape juge qu'un intérêt spirituel suffisamment grave est engagé dans une disposition temporelle quelconque, pour que soit légitime une intervention de lui à ce sujet. Il en va de même, évidemment, et *a fortiori*, s'il s'agit des répercussions sur le temporel d'une mesure ressortissant par elle-même au pouvoir direct (doctrinal ou disciplinaire) sur le spirituel.

A appliquer la doctrine de saint Thomas sur l'obéissance aux lois humaines (71), dans deux cas seulement la résistance serait permise : celui où un Pape prendrait des mesures évidemment subversives du bien commun de l'Église, et celui où il commanderait un péché, un acte intrinsèquement mauvais, — en ce dernier cas la désobéissance serait non seulement permise mais nécessaire. Mais de tels cas ne se sont jamais vus dans le gouvernement de l'Église par son Chef visible agissant comme tel. S'il y a eu quelques mauvais Papes parmi beaucoup de bons et de saints, jamais ils n'ont érigé en lois de l'Église leurs propres fautes, ni détourné ces lois à leur profit. Jamais, parlant à l'Église avec l'intention formelle d'obliger, ils n'ont com-

mandé le mal au peuple fidèle. S'il peut arriver qu'un Pape, agissant comme personne privée, ou donnant un ordre à quelque particulier, mette une âme dans le cas de pécher, il reste toujours que le Vicaire du Christ, agissant comme chef de l'Église, est de droit divin *le guide sûr de la vie humaine* (72) : il est impossible — car ce serait une prévalence des portes de l'enfer — qu'aucun de ses décrets disciplinaires universels (73) prescrive jamais rien de contraire au bien moral (74) ; et sans doute les théologiens n'admettent pas la même impossibilité pour les décisions qui n'ont pas valeur de loi universelle : pour avoir cependant le droit de ne pas obéir à l'une d'entre elles, il faudrait qu'elle apparût avec une évidence immédiate et sans contestation possible comme contraire à la loi de Dieu *, de quoi ils ne découvrent

* Voir à ce sujet les réponses faites par Bellarmin aux « sept fous de Venise », — il appelait ainsi les sept théologiens qui prétendaient justifier la résistance du Sénat de Venise à un bref du pape Paul V. (Le 17 avril 1606, Paul V, — pour des raisons légitimes, — avait lancé l'interdit contre Venise. « Le Sénat de Venise refusa d'admettre le bref du Pape, fit afficher une protestation publique contre ce qu'il osait appeler un document nul et sans valeur ; puis dans le but d'apaiser les consciences il forma un comité de théologiens, qui reçurent pour mission de démontrer la justice de ces mesures et l'irrégularité de l'interdit. » COUDERC, *le Vénérable cardinal Bellarmin*, 1893, I, p. 110.) Bellarmin répondit au mémoire de

comme exemples que des énormités toutes théoriques : si un Pape ne voulait donner qu'à prix d'or tous les bénéfices ecclésiastiques, transformait Saint-Pierre de Rome en un palais pour ses parents, commandait de distribuer à ceux-ci le trésor de l'Église,

ces théologiens par deux *Riposta*, où il donne un commentaire pratique de son *de Summo Pontifice* [Févre, t. VIII.] « Se il peccato è manifesto, écrit-il, non si ha da obbedire nè bisogna esame nelle cose manifesto : se il peccato è dubbio, si ha da obbedire con rimettersi al giudizio del superiore : nè per questo si mette il suddito in pericolo di peccare ; perchè l'idio gli comanda che obbedisca al superiore, di maniera che se in quella obediencia sarà peccato, la colpa sarà del superiore, el' merito del suddito. » Fra Paolo Sarpi, le principal auteur du mémoire, avait écrit qu'avant d'obéir à tout ordre reçu, même du Souverain Pontife, les chrétiens devaient examiner d'abord si le commandement est convenable, légitime et obligatoire. Bellarmin répond que c'est là une opinion hérétique. Car elle condamne et donne pour coupable l'obéissance simple et sans discussion, qui est louée par tous les saints Pères et par l'Esprit-Saint lui-même. Discuter un précepte lorsqu'il ne contient pas manifestement un péché, est blâmé par les Pères, parce que celui qui soumet le précepte à son examen se fait juge de son supérieur, et saint Jacques dit : « Si tu juges la loi, tu n'accomplis pas la loi. » « Hæc est duodecima propositio in tractatu septem theologorum, et est hæretica... Nam obedientia simplex et sine discussione præcepti laudatur ab omnibus sanctis patribus et ab ipso Spiritu Sancto, Ps. 17. « In auditu oris obedivit », i. e. mox ut audivit, promptissime sine alia discussione obedivit. At ista propositio F. Pauli... damnat eandem obedientiam ut malam, et obedientem facit reum peccati. Contra discussionem præcepti, quando non continet peccatum manifeste, reprehenditur a Patribus, quia qui discutit præceptum facit

et choses semblables... De fait, Dieu n'a jamais permis que la conscience des fidèles fût partagée entre un de ses préceptes et une obligation formelle imposée par le Pape au nom de son autorité apostolique : là même où des erreurs pratiques, des manques de prudence ou d'opportunité peuvent s'introduire, l'Église est encore protégée contre tout ce qui contredirait radicalement sa mission.

On courrait donc grand risque de s'accuser soi-même, en montrant que l'on pense de l'Église et du Pape d'une façon bien téméraire, si l'on invoquait ces sortes d'excuses pour désobéir à un ordre catégorique de l'Église et du Pape. Si le Pape portait pour la défense de la doctrine catholique ou de la rectitude de l'esprit chrétien un décret qui mît une école ou un parti en demeure de se réformer, — prétendre alors qu'il commande

se judicem sui superioris, et sanctus Jacobus, c. 4. dicat : Si judicas legem, non es factor legis. » (Auctarium Bellarminum, éd. Le Bachelet, n° 87, § 2, p. 588.)

Bellarmin, dans sa seconde réponse, répète qu'une probabilité quelconque ne suffit pas pour autoriser la désobéissance, et rappelle encore la règle générale donnée par saint Augustin, que le sujet est tenu d'obéir non seulement quand il est sûr que le supérieur ne lui commande rien contre Dieu, mais encore quand il n'est pas certain s'il lui commande quelque chose contre Dieu, parce qu'en cas de doute il lui faut suivre le jugement du supérieur, et non le sien propre. (*Risposta ad un libretto*, etc., FÉVRE, t. VIII, p. 64.)

un péché, parce que ce parti ne peut pas se réformer sans disparaître, et ne peut pas disparaître sans que la patrie soit « assassinée », ne serait pas seulement procéder à un renversement inouï de l'ordre des valeurs, en faisant pratiquement du *statu quo* d'un parti un bien supérieur au bien des âmes et de l'Église ; ce serait aussi suspendre la plus grave des déterminations à un principe inexistant, recourir au droit de résistance dans le cas même où il ne joue pas : car qui oserait dire qu'une telle série d'équations soit immédiatement évidente et sans contestation possible ? Même à ceux qui n'en voient pas l'indubitable fausseté, elle ne peut apparaître que comme éminemment sujette à discussion. Or, comme Bellarmin le rappelle après saint Augustin, discuter l'ordre reçu, quand il ne contient pas *manifestement* un péché, c'est faire l'inférieur juge du supérieur ; on ne serait en droit de refuser l'obéissance au Pape que si son commandement apparaissait de toute évidence et sans contestation possible comme contraire à la loi de Dieu. « Une probabilité quelconque ne saurait suffire. L'inférieur est tenu d'obéir non seulement quand il est sûr que le supérieur ne lui commande rien contre Dieu, mais encore lorsqu'il n'est pas certain qu'il lui commande

quelque chose contre Dieu, parce qu'en cas de doute il lui faut suivre le jugement du supérieur, et non le sien propre... Il ne se met pas alors en danger de pécher, parce que Dieu lui a commandé d'obéir au supérieur, de telle sorte que s'il y a quelque chose de mal dans cette obéissance, la faute en revient au supérieur, et le mérite à l'inférieur *.

14. L'obéissance lèse toujours quelque chose, est un sacrifice. Au lieu d'aller chercher Placide et de marcher sur les eaux, Maur aurait pu répondre à saint Benoît que se jeter à l'eau sans savoir nager était pécher contre le soin de sa propre conservation, laquelle est de droit naturel. A ce compte-là on aura toujours de bonnes raisons de désobéir, et tout sacrifice apparaîtra comme un péché. En réalité, souffrir pour un bien supérieur un détriment dans sa propre personne, ou dans ce que l'on aime, n'est pas peccamineux, mais méritoire. Si le supérieur prescrit un acte défendu par Dieu, alors, oui, obéir serait un péché. Mais ce n'est pas pécher contre nos devoirs envers nous-mêmes que d'obéir à notre patrie quand elle nous demande d'exposer notre vie pour elle. Et semblablement

* Voir la note précédente.

ce n'est pas pécher que d'exposer n'importe quel bien terrestre, si haut soit-il, pour obéir à l'Église. Car le bien auquel l'Église est ordonnée, et au nom duquel le Pape commande, c'est la vie éternelle. Il n'y a pas de bien plus grand. C'est ordinairement le devoir envers l'État, ou envers la patrie, que les peuples et les rois ont mis en avant pour autoriser la rébellion contre le pouvoir de l'Église. Mais la patrie n'est pas au-dessus de Dieu, le bien de la cité humaine n'est pas au-dessus du bien de la cité divine. L'Église, c'est-à-dire le Christ, vient avant la patrie dans la hiérarchie de notre amour (75). Aussi bien, en fait, si nous aimons l'une plus que l'autre, n'avons-nous pas à craindre que Dieu nous demande de choisir entre elles. Un tel sacrifice n'a jamais été imposé sinon, et par l'effet de sa propre faute, au peuple juif, qui l'a accompli sans le savoir, en se perdant pour que le monde fût racheté.

Ne peut-il arriver toutefois qu'en donnant un ordre pour la sauvegarde du spirituel, le Pape, en certains cas, se trouve compromettre gravement dans le temporel des intérêts qui doivent nous être chers? Pour aller tout de suite à l'extrémité, admettons-le par hypothèse. Eh bien, si l'on pense qu'il en est ainsi, on peut représenter au Pape la gra-

tivité des circonstances, et essayer de l'amener à changer de détermination. Mais on doit obéir.

Aucune personne privée, et même aucune autorité temporelle, prince ou empereur, n'est constituée juge du bien universel, n'a le droit de faire prévaloir dans le gouvernement des choses son jugement propre sur l'ordre porté par le chef de l'Église au nom des intérêts spirituels. Et si ce dernier ne change pas d'avis, et si vraiment de graves intérêts temporels sont ainsi mis en péril, il faut obéir toujours, non sans s'ingénier par ailleurs à sauvegarder ces intérêts par tous moyens honnêtes et compatibles avec l'obéissance. Et avoir recours à Dieu. C'est le seul recours qui soit alors permis.

En fait, je me hâte de l'ajouter, les choses n'en arriveront jamais là. Pourquoi? Parce que, en obéissant à un supérieur qui exerce sa légitime autorité, — même à *supposer* que l'acte commandé, sans être mauvais lui-même, risque de nuire par ses conséquences à des intérêts très saints, — c'est à Dieu que nous obéissons. C'est lui qui permet cela, pour les fins supérieures de sa Providence à lui, qui est universalissime. Les inconvénients palpables et immédiats qui suivent alors de l'obéissance sont la condition d'un bien futur,

assurant dans leur sens le plus vrai, par quelque renversement imprévisible, les graves intérêts en question : car la Providence de l'homme ne peut et ne doit juger que d'après ce qu'elle peut connaître ; mais la Providence de Dieu juge d'après les secrets cachés en elle, d'après l'état réel, inaccessible à notre regard, des forces humaines et des cœurs, enfin et surtout en tenant compte du *fortuit* lui-même, qui dépend d'elle seule. Et si les intérêts dont il s'agit sont justes et saints, comme on le suppose, elle aura sûrement soin d'eux. Cette doctrine peut paraître dure, parce qu'elle met l'invisible avant le visible. Pour quiconque croit en Dieu et en l'ordre surnaturel, elle est plus certaine qu'une démonstration mathématique.

Elle ne repose pas seulement sur la justice générale de la Providence, mais aussi, en ce qui concerne en particulier la patrie, sur la nature même de la communauté politique et de son bien. Car toutes choses sont ordonnées dans l'univers. Et la cité terrestre étant, comme nous l'avons vu, ordonnée par nature au bien moral de l'être humain, et donc nécessairement ordonnée en fait comme sa fin dernière à la vie éternelle, et au bien de la cité divine, il est métaphysiquement impossible que la cité terrestre obtienne sa fin

propre et sa vraie prospérité contre le bien de l'Église. Elle l'a cru pourtant. L'histoire du monde moderne est l'histoire de cette illusion. Nous avons le résultat sous les yeux.

L'hypothèse faite tout à l'heure était donc illégitime. En fait, l'obéissance aux ordres de l'Église ne peut jamais compromettre d'une façon durable et profonde des intérêts temporels qui doivent nous être chers, en particulier ceux de la cité. C'est seulement certains aspects momentanés, et surtout *notre conception* de ces intérêts qu'elle peut léser. Car nous avons toujours tendance à confondre le bien public avec la manière dont nous voulons l'assurer. Mais nul n'a le droit d'identifier à sa cause privée la cause et le bien commun de la patrie.

V. — *La souveraineté temporelle du Pape.*

15. La souveraineté temporelle du Pape est autre chose que son pouvoir indirect sur le temporel, mais elle est une conséquence des mêmes principes, c'est-à-dire de la primauté du spirituel sur le temporel, et de la connexion de l'un avec l'autre.

Il est absolument nécessaire que la souveraineté spirituelle, c'est-à-dire la souveraineté suprême, soit parfaitement libre et indépendante ; donc que celui qui en est revêtu ne soit *sujet* d'aucun pouvoir temporel et d'aucun État. Mais on n'a encore inventé et on n'inventera jamais d'autre moyen de n'être pas sujet, sinon d'être *souverain*. Il faut donc absolument que le Pape, en raison de sa souveraineté spirituelle, soit un souverain temporel (76). Cette souveraineté temporelle est attachée à sa personne ; il est personne royale, et la plus haute de toutes. Les États pontificaux et la royauté qu'il exerçait sur eux étaient à la fois le signe et la garantie de cette souveraineté, mais il n'est pas impos-

sible, et il est même nécessaire, qu'une fois la spoliation consommée, une autre garantie équivalente soit trouvée. En tout cas, même dépouillé de ses États et souffrant violence, le Pape garde toujours toute la dignité et toute la réalité de sa souveraineté temporelle.

A ce titre, il a une diplomatie, comme autrefois il avait une armée. Souverain temporel, il a une politique temporelle, qui sans doute, d'après les intentions qu'il lui imprime, est dirigée vers la sauvegarde des intérêts spirituels, mais qui de soi reste autre chose que son pouvoir indirect, son droit d'intervenir où que ce soit en matière temporelle, par un conseil ou par un ordre, en raison de ces mêmes intérêts. Et comme son armée avait les usages militaires, et même faisait quelquefois la guerre, de même sa diplomatie a les usages et emploie les moyens ordinaires des chancelleries ; sans exiger pour cela — encore que la plus respectueuse déférence lui soit naturellement due — l'obéissance des peuples.

C'est ainsi qu'en même temps que dans la plénitude de sa souveraineté spirituelle universelle, qui le rend partout chez lui, il agit en juge suprême directement sur le spirituel, et indirectement sur le temporel en raison des intérêts spirituels, le Pape exerce dans

le monde, en vertu de sa souveraineté temporelle, une action simplement politique, ordonnée au bien spirituel de la chrétienté, mais qui reste d'ordre diplomatique.

Il importe de distinguer cette action simplement politique, qui nous laisse libres, et les ordres donnés au nom du pouvoir direct ou du pouvoir indirect, qui nous veulent obéissants.

CHAPITRE II

UNE CRISE DE L'ESPRIT CATHOLIQUE

I. — *La condamnation de l'Action française.*

16. Voilà plusieurs mois qu'une crise grave, intéressant quelques-uns des principes essentiels de la religion, et quelques-uns des problèmes les plus urgents de l'heure présente, s'est déclarée parmi les catholiques de France, à propos de l'Action française et des avertissements, puis des condamnations portées à son sujet par le Saint-Siège. Dans une brochure publiée au début de cette crise, nous nous étions proposé d'examiner la pensée politique de Maurras, en signalant à la fois les vérités partielles qu'elle reconnaissait et les dangers qu'elle comportait. Cette brochure se terminait par un appel à l'obéissance filiale, qui, seule, à un moment dont chacun sentait la gravité, pouvait épargner des sanctions plus sévères (77).

Les faits qui se sont succédé depuis lors,

dans un sens tout opposé à ce que l'on pouvait souhaiter, ont grandement modifié et élargi la signification de la crise : il est nécessaire de prendre acte des conclusions apportées au débat par les événements. C'est l'affaire de l'autorité ecclésiastique d'expliquer les motifs et les considérants des condamnations qu'elle prononce, mon dessein n'est nullement d'empiéter sur ce domaine. Si je reviens sur des événements douloureux, c'est pour essayer d'en dégager le sens et la leçon, et surtout de pressentir quelques-unes des conditions du travail positif à poursuivre. Je répète ici ce que je disais dans la brochure dont je viens de parler : pressé par les évidences morales qui s'imposent à moi, je n'interviens que pour rendre témoignage à la vérité, en exposant la pensée d'un observateur impartial ; je n'engage que moi. Je me borne à espérer de mes lecteurs qu'ils consentiront à faire abstraction, pour un moment, des amertumes d'un passé récent, et de toutes les controverses sur des points de détail, afin de considérer les choses sous un aspect universel. Si je pouvais obtenir de quelques esprits ce *silence d'une demi-heure dans le ciel*, dont parle l'Apocalypse, je m'estimerais heureux. J'aperçois dans la crise actuelle de sérieux dangers pour le bien des

âmes et pour celui de mon pays, je sais d'autre part que ni la violence de discussions passionnées, ni l'inertie qui laisse les plaies s'envenimer d'elles-mêmes, ne peuvent apporter le moindre remède à de tels maux, qui ne se guérissent que dans la lumière; c'est avant tout au travail intérieur de ceux qui veulent s'élever, par l'intelligence, au-dessus du temps, que je voudrais, pour ma faible part, coopérer.

C'est avec douleur que je pense à Charles Maurras. Passionné pour l'ordre et pour les grandes lois de l'autorité, nous le voyons maintenant à la tête de catholiques qui résistent aux prescriptions de leur chef spirituel, et frappé par l'autorité suprême qu'en l'intime de lui-même il ne cesse pas d'honorer, mais dont la secrète essence et l'inspiration lui échappent. Si la situation ne se redresse pas, ce qu'il y a de plus haut dans son amour des régulations supérieures ne va-t-il pas se trouver irrémédiablement compromis dans l'esprit de beaucoup des siens, engagés dans l'indiscipline pratique la plus grave? Son obstination désespérée à maintenir le témoignage rendu par lui à l'ordre romain ne va-t-elle pas, se trouvant jointe à un refus pratique de cet ordre, perdre désormais toute efficacité? Mon affection pour ce cœur in-

dompté me fait sentir tout le tragique de son destin.

Mais l'amour que j'ai pour le Vicaire du Dieu crucifié me fait sentir aussi la profondeur de ses souffrances à lui, de ses souffrances paternelles. Il a charge du monde entier. S'il frappe, c'est pour le bien des âmes, pour guérir les plaies du troupeau du Christ. Dans la terrible solitude qui l'élève au-dessus de tous les hommes, toutes les douleurs de la chrétienté retentissent en lui ; il agit en pasteur fidèle, il s'expose pour l'amour de nous, pressé par la conscience de ses responsabilités. Dans la foule des chrétiens qu'agitent des sentiments humains de toute sorte, qui pense aux tristesses du Pape, à la grande angoisse qui veille au sommet des tours de l'Église?

17. A coup sûr l'Église, dans le présent débat, a entendu intervenir au nom de son magistère doctrinal, et réprouver certaines erreurs, un système d'idées qualifié par le Pape de « modernisme politique, doctrinaire et pratique »* : ce qui ressortit à son pouvoir direct sur le spirituel, et motive les

* Lettre de S. S. Pie XI au cardinal Andrieu, 5 janvier 1927. — La condamnation d'un certain nombre d'ouvrages de Charles Maurras ressortit également au pouvoir direct (doctrinal et disciplinaire).

mesures disciplinaires prises à ce titre. En même temps toutefois, — et par là même que le groupement ainsi frappé s'applique principalement à l'action politique, et joue un rôle important dans la politique de son pays, — la connexion du spirituel et du temporel entraine en jeu. C'est là ce qui a causé chez plusieurs un grand trouble. Dans cette étude, dont l'objet n'est pas d'examiner les doctrines de l'Action française, mais de rappeler, à propos des récents événements, les lois de la primauté du spirituel, c'est aussi à cet aspect du problème que nous nous attacherons. Quel était à ce point de vue, si on le réduit au nœud essentiel de la difficulté, le cas posé par la condamnation de l'Action française?

La condamnation de l'Action française, qui est un groupement politique, non religieux, atteint l'ordre temporel; mais elle a pour motif et pour objet formel de parer aux dangers d'ordre spirituel * que l'Église, par la voix du Pape, déclare apercevoir dans ce groupement. Il y a là une répercussion de mesures doctrinales et disciplinaires sur le domaine temporel atteint indirectement, et

* « Péril tant pour l'intégrité de la foi et des mœurs que pour la formation catholique de la jeunesse. » S. S. PIE XI, Allocution consistoriale du 20 décembre 1926.

certes d'une façon moins grave que lorsque le Pape déposait un empereur ou un roi. C'est au nom des intérêts du spirituel que cette condamnation est portée, intérêts dont le Pape seul est le juge suprême. Il est clair que la seule attitude possible au regard de la conscience catholique était d'obéir, quelques sacrifices qu'il en coûtât.

Je ne dis pas que pour beaucoup de ceux qui avaient adhéré à l'Action française, cette obéissance fût facile. Il serait très injuste de nier ou de diminuer la grandeur des souffrances et le poids de l'épreuve qu'elle leur imposait. C'est pour des motifs honnêtes et désintéressés, la défense de la patrie contre une anarchie corruptrice due au régime des partis, le retour à un ordre politique et national auquel le bien même des âmes semblait intéressé, qu'ils avaient donné leur adhésion à cette école politique. Quelques-uns même ne l'avaient fait que dans l'intention de servir l'Église d'une façon qu'ils jugeaient plus efficace, et c'est un dévouement très noble, parfois même un esprit de sacrifice admirable, qu'ils avaient mis à la disposition des chefs de l'Action française. Dans certaines circonstances difficiles, ils avaient loyalement et efficacement servi la cause religieuse. On leur disait volontiers, ils se disaient quelquefois,

qu'ils étaient les meilleurs catholiques de France. En quelques mois ils se virent enveloppés de suspicion. Non seulement il se trouva alors, comme toujours en pareil cas, des âmes charitables pour verser en toute impartialité « du vinaigre sur leurs plaies », mais encore ils comprenaient mal les motifs de cette suspicion. La lettre de certaines accusations, du moins dans les débuts de l'affaire, semblait leur reprocher des crimes dont ils se sentaient innocents.

Ce qui importe dans l'épreuve, c'est la manière dont elle est supportée. Elle n'est même envoyée — par définition — que pour éprouver les dispositions des cœurs.

Dieu, qui ne tente personne au delà de ses forces, peut mettre tout à coup n'importe quel chrétien en demeure d'agir héroïquement. Il donne alors des grâces proportionnées. Des centaines et des centaines de pauvres paysans chinois, lors de la persécution des Boxers, ont eu soudain à choisir entre le martyre et l'apostasie : ils ont choisi le martyre. Ici il n'était pas question du martyre, mais seulement d'un sacrifice et d'un acte d'humilité. Pour des esprits qui ne comprenaient pas les raisons de l'intervention pontificale, il se peut que l'obéissance eût quelque chose d'héroïque. Mais on n'a pas

tous les jours l'occasion de prouver son amour. On doit remarquer d'autre part que l'action de l'Église a été là moins sévère au début que dans d'autres cas ; elle a procédé par mesures successives, et usé de délais que l'esprit d'obéissance pouvait mettre à profit.

« L'on a dit, écrivait le Père Clérissac (78), qu'il faut savoir souffrir non seulement pour l'Église, mais par l'Église. S'il y a quelque vérité dans cette parole, c'est que nous avons parfois besoin d'être traités fortement, d'être tenus dans l'ombre, le silence, et toutes les apparences de la disgrâce, et peut-être pour n'avoir pas assez saintement profité des faveurs et des avances de l'Église en d'autres temps. » Il ajoutait qu'il ne faut « jamais admettre que nous puissions souffrir par l'Église autrement que nous pouvons souffrir par Dieu ».

On me demande : Est-ce donc une obéissance *servile* et *passive* qui était exigée dans le cas dont nous parlons ? — En aucune façon : mais une obéissance surnaturelle, c'est-à-dire *filiale* envers le chef visible du Corps du Christ, et *intelligente*, de cette intelligence que donne l'esprit de foi (79). Les règles, les nuances et les obligations d'une telle obéissance, nous les avons rappelées dans l'exposé doctrinal qui forme le premier chapitre de ce livre.

L'obéissance n'impliquait point qu'en donnant au Pape toutes les garanties qu'il pourrait demander pour la sauvegarde de la doctrine et de l'esprit catholiques, et de l'étendue desquelles lui seul était juge, on abdiquât pour cela sa juste liberté en ce qui demeurerait d'ordre simplement politique, — et que l'on fût par exemple tenu en conscience de se conformer à toutes les directives temporelles de la diplomatie pontificale, dont il est toujours absurde de mépriser les suggestions, et honteux de calomnier les desseins, mais dont les initiatives restent soumises par nature aux contingences ordinaires au jeu des forces politiques.

L'obéissance n'obligeait pas, comme on l'a prétendu, à « appeler blanc ce qu'on voyait noir », par exemple elle n'obligeait pas à souscrire, comme à des formules atteignant vraiment la pensée de chacun, à chacun des termes des deux lettres de S. E. le cardinal Andrieu. Ce qu'elle exigeait essentiellement, c'est la conformité du jugement pratique et de la conduite avec les ordres reçus du Souverain Pontife. Et elle supposait aussi, — ce qui spécifie l'obéissance surnaturelle à l'Église du Christ, — la certitude que *même en matière faillible*, et quel que puisse être là le mélange humain dans la présentation extérieure des

choses, un pur rayon de l'Esprit qui est toute justice et toute vérité passe en tout acte du Pape imposant un précepte à titre de chef de l'Église, autrement dit en tout acte de l'Église universelle, quand même au premier abord nous ne saurions pas discerner ce rayon. Alors l'humilité ne tarde pas à découvrir dans la lumière intérieure de Dieu les raisons profondes de ce qui d'abord, dans la lumière extérieure des événements humains, avait pu être ressenti comme insuffisamment fondé.

En obéissant, on ne cédait pas aux desseins de tel ou tel adversaire sans mandat, mais bien aux volontés du Pape agissant dans la plénitude de ses pouvoirs. Toujours il y a eu et il y aura des compétitions humaines, et dont toujours on exagérera l'importance au regard des éléments divins qui prévalent dans la conduite de l'Église. Des têtes loyales se sont troublées parce qu'elles confondaient les ordres de l'Église et du Pape avec les espérances de certains ennemis politiques désireux d'exploiter la situation. Pareil trouble est signe d'une grande myopie.

Parce que la vérité du jugement pratique se prend par rapport à la rectitude de la volonté, ou de l'amour, un mouvement de cœur simplifie souvent les problèmes humains les plus compliqués. Si on aime l'Église on

aime le Pape, non pas seulement d'une façon abstraite et inefficace, mais pratiquement, comme la vivante image du Christ au milieu de nous. Si on aime le Pape on n'est pas tenté de le méconnaître, on a confiance en lui, on traverse d'un coup tous les intermédiaires humains pour se joindre à ses intentions apostoliques : « Quand on aime le Pape, disait Pie X, on ne s'arrête pas à discuter sur ce qu'il conseille ou exige, à chercher jusqu'où va le devoir rigoureux de l'obéissance et marquer la limite de cette obligation. Quand on aime le Pape, on n'objecte pas qu'il n'a pas parlé assez clairement, comme s'il était obligé de redire directement à l'oreille de chacun sa volonté clairement exprimée tant de fois, non seulement de vive voix, mais par des lettres et d'autres documents publics ; on ne met pas en doute ses ordres, sous le facile prétexte de qui ne veut pas obéir, qu'ils n'émanent pas directement de lui, mais de son entourage ; on ne limite pas le champ où il peut et doit exercer sa volonté, on n'oppose pas à l'autorité du Pape celle d'autres personnes, si doctes soient-elles, qui diffèrent d'avis avec le Pape (80)... » Pie XI prie chaque jour pour la France, offre ses messes pour elle. Il n'est intervenu au sujet de l'Action française qu'après s'être convaincu, par un examen

personnel, que le soin de bien des âmes lui en faisait un devoir strict. Il engage dans le débat sa conscience de pasteur suprême. Si nous ne perdons pas de vue tout cela, notre jugement pratique risquera moins de dévier.

Il y a des moments où toutes les voix de nos proches mentent, nous faisant savoir à grand bruit *non ea quæ Dei sunt, sed ea, quæ hominum*. Alors l'âme est seule, et au dedans le Christ l'instruit, repoussant ces voix comme venant du diable, fussent-elles proférées par des informateurs ecclésiastiques et des théologiens. Vous souffrez injustice ! criaient ces voix. — Raison de plus pour obéir, l'obéissance était précisément le moyen de mettre avec soi la justice de Dieu. On veut votre mort ! criaient-elles. — Raison de plus pour obéir, l'obéissance désarme la colère, le Père commun ne tue pas des enfants qui se jettent dans ses bras. En fait, le Pape n'avait nullement frappé le mouvement d'Action française comme monarchiste ou comme national, il avait au contraire réservé d'une manière expresse la liberté pour les catholiques de préférer telle ou telle forme de gouvernement, et de chercher à l'instaurer par tous moyens honnêtes (81). Ici comme dans tous les cas semblables, l'Église n'intervenait que selon

les exigences du bien spirituel à sauvegarder, et elle entendait parfaitement maintenir, — les satisfactions qu'elle demandait lui étant données, — la juste indépendance politique des fidèles, laquelle, pour avoir des limites et se trouver un jour soumise à une restriction plus ou moins grave, n'en devient pas pour cela théorique et platonique, et reste bien pratique et effective. Ce n'était pas à l'Église d'indiquer aux catholiques d'Action française la façon dont ils devraient continuer d'exercer cette liberté politique tout en s'adaptant aux satisfactions demandées, ce n'était pas au Pape de trouver les moyens de sauver tout ce qu'il y avait de bon dans ce mouvement. On n'imagine guère qu'un groupement qui aspirait à guider la politique de la France n'eût pas assez de souplesse et d'ingéniosité pour inventer des solutions propres à mettre sa propre activité politique en accord avec tout ce que l'obéissance exigeait. Aussi bien chacun sait-il qu'à lutter contre l'Église on finit toujours par être vaincu. Qui voulait sauvegarder l'œuvre entreprise devait éviter cette lutte à tout prix. Obéir avait peut-être chance de faire mitiger la sentence. Désobéir était obligé à aggraver celle-ci. De toute façon, au point de vue surnaturel de l'esprit de foi comme au simple

point de vue de la prudence politique, il apparaissait qu'un grand élan d'obéissance confiante et généreuse (qui n'excluait pas l'exposé filial de ce qu'on regardait comme juste et désirable, mais qui voulait un cœur se soumettant sans réserve, et *superespérant*), pouvait seul, dans le cas présent, rétablir la situation. C'est un grand sujet de méditation, quand on songe au prestige que l'Action française aurait eu chance d'acquérir si elle avait compris ces choses, de penser que Dieu a permis qu'elle ne les comprît pas.

De fait, après la protestation de foi de ses dirigeants et de ses étudiants catholiques, on l'a vue prendre une attitude correcte et silencieuse, — qui évoquait plutôt l'immobilité sous l'outrage que la promptitude à s'examiner ; puis s'engager en de violentes controverses de presse, puis faire des propositions limitées (82), comme de puissance à puissance, (déjà elle avait présenté, dans la lettre de Charles Maurras au Souverain Pontife *, une justification du ton le plus élevé, mais où rien ne rappelait le *Domine quid me vis facere* de saint Paul au Christ) ; enfin, le jour où les condamnations sont arrivées **, se décider pour la

* 12 octobre 1926. Rendue publique le 20 février 1927.

** Note officielle de l'*Osservatore Romano*, 15 dé-

résistance ouverte à l'autorité de l'Église*, et pour des procédés de polémique qui ont appelé sans tarder la mise à l'index**.

18. Ainsi l'Action française avait rencontré sur son chemin la pierre qui sauve ou qui fait trébucher : un choix à faire où il fallait que primât nettement l'esprit surnaturel. Ce choix a été fait du mauvais côté. On s'en étonne moins si l'on tient compte de ce principe qu'une communauté, comme telle, ne peut jamais davantage que ne peut son chef. Or le chef ici étant lui-même incroyant, se regardait comme tenu en conscience de se récuser. Au moment le plus grave de sa destinée, la communauté politique d'Action française se trouvait ainsi privée de ces décisions suprêmes que seul peut prendre le chef dans sa solitude devant Dieu. Elle était livrée à elle-même ; et quelle que fût la profondeur des sentiments religieux de beaucoup de ses membres individuellement pris, — *comme com-*

cembre 1926 ; Allocution consistoriale *Misericordia Domini*, 20 décembre 1926.

* *Non possumus*, Action française du 24 décembre 1926.

** Décret du Saint-Office condamnant certaines œuvres de Charles Maurras et le journal *l'Action Française*, en date du 29 janvier 1914 et du 29 décembre 1926. L'intervention personnelle du Souverain Pontife donne à cet acte une gravité particulière. (Cf. Lucien CHOURIN, *op. cit.*)

munauté elle n'avait pas de ressort d'action plus élevé que l'esprit qu'elle tenait de son chef.

Nous sommes ici au nœud du drame. Nous voyons pourquoi l'Église a toujours regardé comme un péril infiniment redoutable qu'une nation chrétienne fût gouvernée par un roi infidèle. On a vivement et âprement réclamé de l'Église qu'elle donnât les raisons de sa sévérité contre l'Action française. Une seule suffisait, et reste à mon avis la plus profonde : l'Action française groupait un grand nombre de catholiques, notamment une partie considérable de la jeunesse, en une communauté politique (je ne dis pas religieuse ou philosophique, je dis politique), placée comme telle sous le principat intellectuel absolu d'un chef incroyant. Un tel cas était entièrement différent de celui d'une simple collaboration avec des non catholiques. Il posait la question du chef. Quelque scrupule que mît Charles Maurras à ne pas communiquer à ses amis et disciples ses propres conceptions dans l'ordre philosophique et religieux, — il importe de lui rendre ce témoignage, et c'est, au contraire, de leur fidélité ou de leur retour à la religion qu'il se réjouissait et s'honorait le plus, — un danger d'ordre plus subtil demeurerait. Non seulement une diffusion de

l'erreur risquait de se produire malgré tout, par mode d'influences impondérables, dans cet ordre réservé des conceptions philosophiques ou religieuses ; mais surtout, dans l'ordre même de la science et de la pratique de la bonne conduite de la cité, — s'il est vrai qu'une juste et complète idée de l'État et de l'autorité civile reconnaît nécessairement à leur principe la loi de Dieu auteur de l'ordre naturel et les droits du Rédempteur * ; s'il est vrai, par suite, qu'une science politique complète est d'ordre non seulement philosophique mais théologique, et qu'il n'y a, purement et simplement, de bonne politique qu'une politique chrétienne **, — il était à craindre que dans une communauté politique conduite par un chef incroyant, les déficiences dont souffrait celui-ci ne se communiquassent au corps de la communauté, de manière à y altérer le sens chrétien, et qu'ainsi une manière non catholique, ou catholique diminuée, de juger les choses de la cité ne se développât dans ce corps politique insensiblement et à son insu. Il s'agit là de quelque chose de beaucoup plus subtil que d'une erreur doctrinale ordinaire, il s'agit d'un esprit. Il arrive

* Cf. LÉON XIII, encyclique *Immortale Dei*.

** Voir l'Annexe II.

en pareil cas que l'Église, « qui possède éminemment la grâce appelée par saint Paul le discernement des esprits (83) », sente comme par un instinct maternel la présence d'un esprit qui n'est pas celui de son Maître, et réagisse alors contre lui avec cette sorte d'inquiétude passionnée des mères quand elles luttent contre un péril obscur et diffus. Elles exigent alors d'autant plus impérieusement de leurs enfants qu'ils se fient à elles, qu'elles les voient moins en état de comprendre eux-mêmes, tant qu'ils sont dominés par cet esprit, les motifs d'une telle inquiétude.

De soi, pourtant, il n'était pas malaisé de discerner les dangers auxquels l'Église voulait s'opposer, et qui ressortissaient à ce qu'on peut appeler le naturalisme politique (84); (c'est pourquoi, si l'on avait voulu voir, on aurait compris sans peine, le premier moment de surprise passé, les raisons profondes de l'intervention pontificale). C'est l'appréciation de la gravité et de l'imminence de ces dangers qui pouvait faire discussion. Il appartenait au Pape seul d'en juger avec autorité, comme de la suffisance ou de l'insuffisance des moyens proposés pour y remédier*.

En fait, jusqu'où allait cette gravité? Le

* Voir l'Annexe IV.

jugement du chef suprême, *provisor universalis*, était là-dessus beaucoup plus sévère que celui de bien des catholiques militant dans la plaine, et considérant forcément les choses à des points de vue plus particuliers. Rien ne devait manifester plus clairement ce qu'il en était que les événements eux-mêmes; ceux-ci allaient, selon le mot attristé de Pie XI, « révéler les pensées de bien des cœurs ». Pour notre part, nous avions cru assez facilement remédiables les dangers de déviation signalés. Nous nous étions trompé. Laissons de côté beaucoup de choses qui peuvent s'expliquer par des réflexes de douleur et de colère, des réflexes ne durent pas. Dans la conduite adoptée par les membres d'un corps politique, il y a des traits, comme l'une personnalité commune, qui dénotent ces dispositions dues à l'esprit qui anime la masse. Il faut avouer qu'ici la déception fut grande. De fait, on a vu un grand nombre de catholiques, en dépit des devoirs de justice et de charité * qui nous lient au Corps du Christ

* Toute division dans l'Eglise, enseigne saint Thomas, est une faute contre la charité, car c'est la charité qui fait l'unité. « Et ideo peccatum schismatis proprie est speciale peccatum, ex eo quod intendit se ab unitate separare, quam charitas facit; quam non solum alteram personam alteri unit spirituali dilectionis vinculo, sed etiam totam Ecclesiam in unitate spiritus. » (*Sum. theol.*, II-II, 39, 1.)

et à l'unité suprême, opter pour une désobéissance ouverte, parce qu'ils se jugeaient injustement frappés par la souveraine autorité, et ajouter foi à n'importe quelle imagination concernant les intentions du Souverain Pontife (85). Lorsque celui-ci affirmait, et par les déclarations personnelles les plus nettes (86), qu'il frappait pour des raisons spirituelles, ils n'ont pas hésité à le démentir, affirmant qu'il frappait en réalité pour des raisons politiques. On les a entendus protester de bonne foi qu'ils étaient de bons catholiques, pleinement soumis à l'Église quant à la foi et à la morale, et refuser de se soumettre à l'Église lorsque, parlant en juge suprême des intérêts de la foi et de la morale, elle atteignait indirectement un mouvement politique * ; assurer enfin que le Pape, intervenant comme chef de l'Église pour leur interdire de lire un journal ou d'adhérer à des organisations politiques, leur commandait un péché contre la patrie, « assassiner leur mère », sans même s'apercevoir que c'était pécher contre leur autre mère l'Église du Christ que de penser d'elle ainsi. Allons plus profondément. Le scandale dont souffraient beaucoup d'âmes lorsqu'elles

* Ce qui était nier pratiquement et dans le cas particulier le pouvoir du spirituel sur le temporel en raison du bien spirituel à sauvegarder.

croyaient, en voyant frappée l'Action française, voir compromises la cause même du catholicisme et ses valeurs spirituelles, se serait-il produit si une certaine conception toute rationnelle de l'Église, considérée dans les biens de surcroît qu'elle nous dispense, et comme gardienne de l'ordre humain et de la civilisation latine tels que Maurras les conçoit, n'avait prévalu pratiquement dans leur pensée sur l'adhésion de foi surnaturelle à ce que l'Église est essentiellement : le Corps mystique du Christ? Le drame de conscience qui les torturait aurait-il été si cruel, si elles n'avaient jugé de l'Église selon une prudence tout humaine, et comme d'une puissance de ce monde, dont le conflit supposé avec la patrie devenait dès lors insoluble?

Aussi bien ne comprenaient-elles pas que c'était pauvrement penser de la France, de ses ressources naturelles et de ses destinées providentielles, que d'estimer qu'un parti, si utile qu'on le juge, est sa *dernière chance de salut*, ou son *unique moyen de salut*, bref est nécessaire à sa vie d'une nécessité de moyen. J'ajoute que si la façon dont, pendant des semaines, l'Action française a présenté sa condamnation comme dictée à l'Église par une politique funeste à la France, a eu pour effet d'aggraver le poids de beaucoup de cons-

ciences dont l'épreuve, laissée à ses proportions véritables, était déjà suffisamment lourde, le problème était cependant bien simplifié par l'attitude même de ceux qui invoquaient la « fidélité française » pour s'opposer aux prescriptions pontificales, sans comprendre, c'est leur seule excuse, les périls infinis qu'enveloppe une opposition si insensée. L'intérêt même de la patrie était bien clair : rien, à l'heure actuelle, ne pouvait faire *plus de mal* à la France que de l'exposer, par désobéissance à la suprême autorité, à un schisme entre catholiques, et de soulever les passions nationales contre le pouvoir spirituel.

Les philosophes, je l'écrivais il y a quelques mois, ne doivent pas se dérober aux *invidiosi veri* dont parle Dante. Ce n'est pas pour aigrir les esprits par des reproches rétrospectifs, c'est pour les aider à voir où est la justice que je rappelle toutes ces choses. Elles sont douloureuses, il faut bien cependant qu'elles soient constatées. Elles nous révèlent le degré de gravité réelle des dangers de naturalisme dont il était question tout à l'heure : allait-on, dans un cas aussi éminent, aussi tragiquement significatif que celui d'un conflit avec l'Église, se laisser guider dans l'action par des habitudes de jugement téméraire et de violence plutôt que par les vertus de

justice et de charité? juger de l'Église elle-même comme d'une réalité naturelle et non comme d'une réalité invisiblement surnaturelle, objet elle-même de la foi théologique? user comme de suprême règle pratique d'appréciation des choses, — même de celles où la religion et le spirituel sont engagés, — de l'intérêt national (identifié aux vues d'une école politique)? s'enfermer dans l'empirisme politique sans tenir compte de la subordination essentielle du bien politique lui-même à Dieu et au Christ et à l'Église du Christ? Les faits ont répondu. Tout cela montre comment ceux qui, renouvelant à leur insu d'anciennes difficultés jansénistes, prétendent n'obéir que s'ils peuvent donner l'adhésion intérieure de leur raison spéculative aux motifs des ordres reçus, — ont lieu de donner en effet cette adhésion d'esprit. Si une certaine appréciation naturaliste des choses est, à des degrés divers, la faute commune d'un grand nombre de chrétiens de nos jours, cette faute est beaucoup plus pernicieuse lorsqu'elle affecte, comme l'événement l'a trop clairement montré, l'esprit même d'un groupement doué d'une aussi forte et opiniâtre personnalité intellectuelle et morale que l'Action française, et qu'elle se joint à une forte indocilité même à l'égard de l'Église. Il est

de grandes épreuves qu'on peut, en raison de tel ou tel bien particulier qu'on poursuit, redouter, et même essayer de détourner, et dont cependant on doit avouer qu'elles sont justes. *Justificata in semetipsa*. Plus le temps éloignera les esprits des circonstances contingentes qui ont environné la condamnation, et de toutes considérations accessoires, pour leur faire envisager celle-ci dans sa substance et dans ses purs motifs intrinsèques, comme il se doit, plus cette justice apparaîtra. On comprendra alors que ce n'est pas seulement l'obéissance extérieure et pratique, mais la conformité du jugement spéculatif aux décisions pontificales, considérées en elles-mêmes, qui répond ici à la vérité des choses. On comprendra aussi comment les maux signalés sont curables. Il ne faut pas oublier que les avertissements sévères ne se sont transformés en interdiction formelle du journal qu'en raison de l'attitude pratique et de la résistance *non filiale* de celui-ci. Rome exige la soumission, mais aussi ménage toujours la possibilité d'un apaisement. En tout cas, il n'est demandé à personne de sacrifier la moindre des vérités qui lui sont chères, il est demandé seulement de rejeter des erreurs et des déficiences, et de tout redresser dans la haute lumière de la foi.

Des auteurs dont l'intelligence s'alarme vite, et paraît en effet vite ébranlée, redoutent, disent-ils, un divorce de l'Église et de l'intelligence (87). Cette antienne a été chantée bien souvent, au temps du libéralisme et du modernisme en particulier. Et sans succès, car l'esprit connaît sa patrie. A l'époque du *Syllabus*, une foule de gens intelligents, c'est-à-dire se jugeant tels, condamnait les condamnations du Pape, et estimait qu'en s'opposant à des « forces de progrès » que l'Église aurait dû se concilier, il menait la religion à sa ruine. Le temps a passé, la justice, l'opportunité de l'action de Pie IX se vérifient chaque jour avec plus d'éclat (88).

« Tout acte délibéré va à droite ou à gauche, soit du côté du bien et de Dieu, soit du côté du mal, tout comme au sommet des montagnes, là où passe la ligne de partage des eaux, toute goutte d'eau va à droite ou à gauche vers les fleuves et les mers opposées.

« Dans l'ordre spirituel, la ligne de partage des eaux est connue surtout par ceux qui ont reçu le don du discernement des esprits, en particulier par le pasteur suprême, qui a mission de conduire les âmes dans la voie du salut. A lui, plus qu'à personne, il appartient de discerner le bon grain de l'ivraie, pour sauver tout ce qui doit être sauvé et faire

concourir ainsi toutes choses au bien surnaturel de ceux qui, dans la sincérité de leur cœur, cherchent Dieu et veulent vraiment l'aimer par-dessus tout (89). »

19. Tout porte à penser que nous sommes en présence d'une crise religieuse assez grave, et qui n'a pas fini d'agiter les esprits. D'un côté, il se trouve que l'école maintenant condamnée avait poussé de profondes racines en des régions importantes du catholicisme français, s'était acquis de nombreuses sympathies dans le clergé, constituait même, en plusieurs endroits, un des appuis sur lesquels on comptait le plus pour la défense de la religion. D'un autre côté, par un de ces nombreux paradoxes que présente l'état de la France contemporaine, et qui surprennent toujours les observateurs même les mieux informés de la valeur intrinsèque des idées et des mouvements, il se trouve qu'en réalité, sans avoir actuellement même un seul de ses membres au Parlement, l'Action Française jouit, auprès de beaucoup, du prestige d'une sorte d'autorité publique virtuelle, ou de principat d'opinion. On peut craindre qu'aujourd'hui une défiance à l'égard de l'autorité spirituelle n'envahisse certains milieux, dont le catholicisme était plus « de combat » que

de vie intérieure ; et que d'autre part une redistribution des forces politiques ne se produise, qui rende plus aisées les offensives anti-cléricales. S'ils ont alors à souffrir, les catholiques sauront du moins que personne ne pourra confondre leur cause avec celle d'un parti politique, le témoignage qu'ils rendront à la foi sera pur d'alliage humain.

Tel est le premier et le plus prochain des biens qui sortiront de cette crise : le refus absolu opposé par l'Église à tout ce qui inféoderait la religion à un parti politique, quel qu'il soit, apparaît plus manifestement que jamais.

La tentation de lier la religion à quelque parti politique « de gauche » est grande pour les hommes de réalisation (quand ils cherchent des réalisations trop immédiates), parce que les maux et les injustices de l'ordre social actuel, contre lesquels l'esprit de l'Évangile nous porte à lutter, sont aussi — du moins les plus apparents — l'objet des protestations où les tendances « de gauche » trouvent leur raison d'être. La tentation de lier la religion à quelque parti politique « de droite » est grande pour les hommes de principes (quand ils ne placent pas leurs principes assez haut), surtout aux époques de désordre, parce que ces partis sont alors comme le souvenir et la

revendication permanente d'un ordre public disparu. Il importe au surplus de bien le comprendre, s'il est juste et requis par la loi de Dieu qu'il y ait union et collaboration entre l'Église et l'autorité publique qui incarne pour ainsi dire le bien commun de la nation, le même privilège ne se retrouve plus pour les partisans de l'idéal politique de cette même autorité, lorsque, par suite d'un bouleversement quelconque, elle est déchuë du pouvoir : ce n'est plus là la tête du corps social, investie du droit de gouvernement par l'auteur de la nature, et représentant le bien de tous ; ce n'est plus qu'une formation particulière dans la vie politique du pays. Quels que puissent être ses titres dans l'ordre des compétitions politiques, elle n'a pas de droit spécial à revendiquer l'alliance de l'Église ; il est même absurde de supposer que ce qui est par définition *universel*, c'est-à-dire catholique, puisse se lier à ce qui est par définition *particulier*, c'est-à-dire à un parti.

L'Église, dont la sagesse joint dans une unité supérieure et *métapolitique* toutes les vérités dont les hommes, dans le domaine de la cité terrestre, doivent chercher à droite ou à gauche l'application temporelle, est donc obligée de combattre avec vigilance ces tentations, qui peuvent surgir chez les uns ou

chez les autres, de l'inféoder à un parti politique *. Militant ici-bas, elle sait qu'elle est

* « Étant d'ailleurs, non seulement une société parfaite, mais une société supérieure à toute société humaine, l'Église refuse résolument, de droit et par devoir, de s'asservir aux partis et de se plier aux exigences muables de la politique...

« Vouloir engager l'Église dans ces querelles des partis, et prétendre se servir de son appui pour triompher plus aisément de ses adversaires, c'est abuser indiscrètement de la religion. » (Léon XIII, encyclique *Sapientiae christianae*.)

« Son catholicisme [du Sillon] écrivait Pie X, ne s'accommode que de la forme du gouvernement démocratique, qu'il estime être le plus favorable à l'Église et se confondre pour ainsi dire avec elle; il inféode donc sa religion à un parti politique. Nous n'avons pas à démontrer que l'avènement de la démocratie universelle n'importe pas à l'action de l'Église dans le monde, nous avons déjà rappelé que l'Église a toujours laissé aux nations le soin de se donner le gouvernement qu'elles estiment le plus avantageux pour leurs intérêts. Ce que nous voulons affirmer, encore une fois, après notre prédécesseur, c'est qu'il y a erreur et danger à inféoder, par principe, le catholicisme à une forme de gouvernement, erreur et danger qui sont d'autant plus grands lorsqu'on synthétise la religion avec un genre de démocratie dont les doctrines sont erronées. Or, c'est le cas du Sillon, lequel, par le fait, et pour une forme politique spéciale, en compromettant l'Église, divise les catholiques, arrache la jeunesse et même les prêtres et les séminaristes de l'action simplement catholique, et dépense en pure perte les forces vives d'une partie de la nation... »

« Les chefs du Sillon, écrivait encore Pie X, allèguent qu'ils évoluent sur un terrain qui n'est pas celui de l'Église, qu'ils ne poursuivent que des intérêts de l'ordre temporel et non de l'ordre spirituel, que le silloniste est tout simplement un catholique voué à la cause des classes laborieuses. » (Pie X, Lettre sur le Sillon, 25 août 1910.)

du ciel. Elle avait beau cependant protester sans cesse de son indépendance à l'égard des partis de droite comme de gauche, la tendance terriblement générale du monde conservateur à lier la défense de ses intérêts matériels et celle de la religion, masquant les efforts des catholiques en d'autres domaines, donnait lieu sur ce point, dans l'esprit de beaucoup, à un redoutable malentendu. Pour dissiper ce malentendu, l'affaire de l'Action française a une valeur de signe particulièrement frappante.

La crise religieuse qu'elle semble ouvrir, si elle peut être dure, sera pour autant salutaire, à condition que les catholiques français sachent en profiter, et qu'ils comprennent toute la portée de la leçon, qui dépasse sans aucun doute le cas lui-même qui l'a provoquée. C'est une crise de libération, de délivrance. Il faut que le spirituel se délivre des attaches terrestres qui risquaient de l'assujettir. Nous devons comprendre que les moyens humains et politiques, si importants qu'ils soient dans l'ordre du bien temporel *, sont les plus infirmes pour l'extension du royaume de Dieu, et qu'à mesure que le monde se défait ils apparaîtront dans cet

* Voir l'Annexe V.

ordre comme de plus en plus inadéquats. Nous devons comprendre que toute activité politique, si nécessaire qu'elle puisse être, se tient sur un plan humain et particulier, où la religion peut intervenir avec autorité, pour la défense du bien spirituel, mais où elle ne saurait jamais aliéner sa propre indépendance.

S'il est demandé aux catholiques de rester ainsi, *comme catholiques*, en dehors et au-dessus de tout parti politique quel qu'il soit, il va de soi qu'ils peuvent cependant, *comme citoyens*, adhérer à n'importe quel parti politique jugé par eux utile au bien commun, dès l'instant que l'Église n'a pas dénoncé en lui soit des erreurs doctrinales, soit un péril de déviation spirituelle. Entendons bien toutefois cette distinction. Ils n'abandonnent pas alors leurs préoccupations intellectuelles et religieuses, — et comment feraient-ils abstraction de celles-ci en jugeant du bien commun? Leur adhésion à tel ou tel parti politique est un choix moral, qui reste subordonné à leur tendance à la fin dernière et à leur appréciation des valeurs spirituelles. Mais c'est au service de la cité terrestre dans sa subordination au bien éternel, non au service de l'Église elle-même, qu'elle est directement ordonnée. Et ce choix personnel qu'ils font

comme membres catholiques de la cité terrestre, non comme membres de la cité catholique, n'engage nullement l'Eglise et n'affirme aucune nécessité de moyen liant le sort du catholicisme à un parti humain, car avec le même désir de servir le Christ et l'Eglise des esprits différents peuvent très bien avoir des appréciations différentes du bien commun temporel, même subordonné, comme il se doit, aux intérêts éternels, et opter en conséquence pour des partis politiques opposés.

20. La condamnation de l'Action française n'atteint en aucune façon, cela est bien évident, les catholiques qui, dans leur recherche du bien de la cité terrestre, estiment que le rétablissement de la monarchie, ou une politique « de droite », sont les meilleurs moyens de procurer celui-ci. Pratiquement, cependant, leur situation est douloureuse, parce que le parti auquel ils adhéraient, ne trouvant pas le moyen de s'adapter aux exigences de l'Eglise, s'est mis hors de l'obéissance. De là une période plus ou moins longue d'affaiblissement et de trouble, dont il ne nous appartient pas (quelques souhaits que nous formions pour une solution pacifique) de prévoir l'issue, car nous nous abstenons de

pénétrer dans le domaine de la politique pratique.

Mais si la situation politique consécutive à la condamnation de l'Action française reste en dehors de la compétence d'un philosophe, la situation des esprits l'intéresse et le préoccupe. Une chose apparaît tout d'abord à ce point de vue. De toutes les tentatives d'action qui pourraient augmenter le trouble et aigrir les passions, sans avoir chance de réussir dans le pays, chacun sent l'amertume et le danger. C'est par un travail en profondeur que le réajustement doit se faire, c'est une sorte d'examen de conscience intellectuel et moral qui est d'abord requis.

Il est clair qu'en frappant les erreurs et les déviations qu'elle discerne dans une doctrine ou dans un mouvement, l'Église ne veut pas condamner ce qui peut se trouver là de bon. Tout ce qu'il y a de juste et de fondé dans les conceptions politiques qui, empiriquement et partiellement retrouvées par Maurras, se rattachent à Joseph de Maistre, à Bonald, à Bossuet, à saint Thomas d'Aquin, demeure intact. Pour les esprits qui regardent comme décidément convaincus de mensonge l'idéologie révolutionnaire, la religion du progrès nécessaire, et tous les mythes rousseauistes dont le monde a cru vivre, — mythe de la

Bonté naturelle, du Démocratisme *, de la Volonté générale et de la Loi expression du nombre, de la liberté de chacun comme supérieure à la vérité et à la justice, de l'État comme pourvoyeur amoral du bien-être matériel, et comme souveraineté laïque absolue et illimitée, de la Nation ou de l'Humanité comme incarnation d'un Dieu immanent, etc., — il ne saurait être question de revenir en arrière, d'accorder quoi que ce soit à ces idées fausses et essentiellement surannées. Mais il s'agit d'aller plus avant et plus haut dans le mouvement qui éloigne d'elles. Il n'est de salut qu'en la vérité intégrale. Une politique chrétienne ne peut se soutenir sans ses principes philosophiques et théologiques, doit avoir une notion complète de la réalité politique elle-même, avec tout ce que celle-ci implique de valeurs morales, de rapports de justice, de responsabilités, véritablement religieuses en leur source, dans l'ordre familial comme dans l'ordre social; elle doit comprendre que les faux dogmes libéraux, si efficacement combattus par Maurras sur le plan de l'expérience immédiate, ne consistent pas seulement à nier la sujétion de l'individu

* C'est-à-dire du peuple détenteur perpétuel et unique détenteur légitime de la souveraineté. (Cf. l'Annexe VI, et nos *Trois Réformateurs*, chap. III.)

au tout politique, mais aussi et d'abord la sujétion de l'homme à Dieu dans l'ordre naturel et dans l'ordre surnaturel, selon le grand mot de Cajetan, qui semble résumer d'avance toute la doctrine de Léon XIII sur le libéralisme : « Que ce soit par rapport à la félicité naturelle, privée ou politique, que ce soit par rapport à la félicité surnaturelle, l'homme est toujours soumis [à quelque autorité supérieure] » (90) ; bref et pour parler en image, une politique chrétienne doit choisir son *analogué* historique *, non dans le siècle de Louis XIV, où tant d'orgueil de la vie pourrissait parmi tant d'éclat, mais dans la civilisation théologale du moyen âge. A cette condition seulement, on pourra dépasser la zone où contre le naturalisme de liberté d'un Spinoza, d'un Rousseau ou d'un Kant, c'est un autre naturalisme qu'on risque de faire valoir, le naturalisme d'autorité d'un Hobbes ou d'un Mandeville **.

Beaucoup de ceux qui du mouvement d'Action française retenaient presque exclu-

* C'est bien d'une *analogie*, et seulement d'une *analogie*, que nous parlons ici. Nous savons que le temps est irréversible. Il s'agit d'une correspondance spirituelle, non d'une copie littérale. Il ne s'agit pas de revenir matériellement au moyen âge, mais de s'inspirer de ses principes.

** Voir plus loin l'Annexe VIII.

sivement, par une sorte d'abstraction, les redressements intellectuels opérés par Maurras dans l'ordre de la pensée politique, espéraient que le vaste travail provoqué par lui dans les esprits serait peu à peu surélevé et transfiguré sous les influences de la grâce, de façon que par une sorte d'évolution organique, la forme imparfaite et comme végétative du pur empirisme cédât à la fin la place à l'âme spirituelle de la métaphysique et de la théologie. Cette espérance reposait sur une appréciation trop optimiste, les événements l'ont montré.

Il reste que fût-ce dans une crise très douloureuse, et quand même ces choses ne seraient d'abord comprises que d'un petit nombre, les vérités reconnues par la critique de l'idéologie libérale et révolutionnaire doivent être délivrées dans une synthèse plus haute, que la simple idée nationaliste ne saurait assurer. C'est pour faire face à une situation historique très particulière, à des circonstances et à des périls d'ordre très local et très momentané, et par réaction contre certains dangers pressants, que ce mot a été inventé chez nous, et a rallié bien des cœurs. Aujourd'hui, ce qui exprime le mieux les aspirations profondes de l'être humain dans sa lutte contre la mort, ce n'est pas seulement le mot *nationalisme* (91), c'est aussi,

et d'abord, le mot *universalisme*. Et il n'y a pas d'autre universalisme authentique et véritablement supranational que le catholicisme. Les esprits ne peuvent se réajuster aux besoins présents du monde qu'en s'ajustant à l'absolu catholique. En même temps que leur vue s'élève ainsi, elle s'élargit.

Les hommes de ce temps sont appelés à une restauration intégrale des valeurs chrétiennes, à une universelle réinvention de l'ordre. C'est toute la barbarie du monde naturaliste et athée, — capitaliste ou communiste, — qu'ils doivent rejeter de leur pensée : non seulement dans le domaine politique, mais dans le domaine économique et social, corrompu par le régime de la fécondité de l'argent, mais dans le domaine des relations internationales, mais, et avant tout, dans le domaine de la vie intellectuelle et de la vie religieuse. Il n'y a pas d'ordre véritable et complet de la vie humaine sans le primat de la grâce et de la charité, puisque tout ordre pratique suppose la rectification de la volonté par rapport à ses fins, et donc la précellence de l'amour du Bien suprême. Si la paix est *l'ouvrage de la justice* *, et si la charité suppose la justice, cependant, — et c'est

* **ISAÏE, XXXII, 17.**

une loi fondamentale de la cité et de la vie, — « la paix véritable et authentique relève de la charité plus encore que de la justice ; le rôle de la justice étant d'écarter les obstacles à la paix, comme les injustices, les dommages, la paix étant proprement et particulièrement une mise en œuvre de la charité » *. Voilà ce que chacun sent confusément aujourd'hui. Mais si l'union des cœurs à laquelle on aspire ne se réalise pas en la charité théologale, qui consiste à aimer, d'un même amour, Dieu pour lui-même et l'homme pour Dieu, la désillusion sera amère. Cet amour véritable s'enracine dans la foi, qui présuppose elle-même la raison. Le catholicisme seul, — et entre tous ses docteurs le *Docteur commun de l'Église*, — fait comprendre à l'homme que le primat absolu de la charité ne contrarie pas la raison mais la suppose ; que la raison demeure toujours « le premier principe des actes humains » **, mais

* Encyclique *Ubi Arcano Dei*. — Pie XI rappelle ici, comme il l'indique explicitement quelques lignes auparavant, le texte suivant de saint Thomas : « Pax est opus justitiæ indirecte, inquantum scilicet removet prohibens ; sed est opus charitatis directe ; quia secundum propriam rationem charitas pacem causat : est enim amor *vis unitiva*, ut Dionysius dicit (*De Div. Nom.*, cap. 4) : pax autem est unio appetitivarum inclinationum. » *Sum. theol.*, II-II, 29, 3, ad 3.

** SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, I-II, 58, 2.

comme impliquant dans l'appétit le droit amour de la fin dernière, et comme éclairée elle-même par la foi et par les dons infus. Ne nous y trompons pas, c'est comme une défense vigilante, inflexible, de la charité elle-même, qui est la vie de sa vie, et sa raison d'être éternelle, qu'apparaît l'action de l'Église depuis vingt-cinq ans : elle la défend dans le cœur de ses enfants, à la fois contre les influences de la haine et contre celles du faux amour ; contre le durcissement dû au culte naturaliste de la race ou de la nation, et contre la déliquescence due au culte naturaliste de l'humanité, et à la corruption moderniste de la raison et de la foi : car la foi théologale est la racine de toute la vie surnaturelle, et du divin amour. En vérité l'ordre auquel nous tendons est à base d'intelligence et à fin de charité, nous le voyons tout à la fois suspendu à l'amour surnaturel et appuyé sur la raison baptisée.

En ce qui concerne la France, il importe de se rappeler tout ce que sa vocation implique de fidélité à la grâce, tout ce qu'il y a de biens sacrés investis dans le patrimoine et la destinée d'une nation chrétienne. Sauver une nation chrétienne n'est pas une opération quelconque, exige la reconnaissance de l'ordre surnaturel et l'emploi de moyens propor-

tionnés, surélevés dans l'usage qu'on en fait par les vertus d'en haut. Car les moyens doivent être en proportion avec la fin, axiome très simple négligé de nos jours par beaucoup, qui demandent à une activité toute naturelle aussi intense que possible le moyen d'atteindre une fin où l'ordre surnaturel est impliqué. C'est Dieu qui conduit l'histoire, chacun n'a mission que de préparer les voies selon la mesure de ses forces, et d'abord en élevant son intelligence et son cœur à la hauteur de l'entière vérité.

II. — *Jeanne d'Arc ou Philippe le Bel.*

21. Prêcher l'obéissance ne rend pas populaire. C'est une doctrine très pauvre en valeurs démagogiques, elle déplaît à tous les hommes. Au surplus, notre tempérament national n'est-il pas ombrageux, féru de liberté, enclin à contredire, et en outre particulièrement exigeant envers l'autorité en fait de discernement psychologique? Cela ne nous rend pas l'obéissance très aisée? En réalité, cependant, nous adorons obéir, à condition de savoir pourquoi; la fidélité qui est au cœur de l'obéissance a pour nous un grand attrait, et nos révoltes ne sont le plus souvent que l'impatience de n'être pas assez commandés. Est-il permis de citer l'Évangile en un sens accommodatic? « Un homme avait deux fils; s'adressant au premier, il lui dit : Mon fils, va travailler aujourd'hui à ma vigne. Celui-ci répondit : Je ne veux pas. Mais ensuite, touché de repentir, il y alla. Puis s'adressant à l'autre, il lui fit le même commandement. Celui-ci répondit : J'y vais,

Seigneur ; et il n'y alla point. Lequel des deux a fait la volonté de son père * ? » Le Français, bien sûr.

Deux traditions adverses se croisent, s'emmêlent le long de notre histoire ; l'une est sainte, l'autre vaine ; l'une a vraiment fait la France, l'autre, en travaillant à l'élever selon des vues charnelles, a préparé les forces qui devaient tendre à la défaire ; la première, qui fut prépondérante au moyen âge, et donna sa forme à l'admirable monarchie tempérée (*regimen mixtum*) (92) bâtie par les évêques et les rois, s'est manifestée le plus purement en saint Louis, et a eu dans Jeanne d'Arc son ange immaculé et douloureux. La seconde reste placée sous le signe de Philippe le Bel, elle a grandi avec la monarchie absolue, entaché la politique de Richelieu, (lequel voyait formuler sans déplaisir la théorie du *catholique d'État*) (93), fleuri dans les *libertés gallicanes* à l'égard du Pape (c'est-à-dire dans les *servilités gallicanes* à l'égard du Roi). Comme nous l'écrivions récemment, cette conception naturaliste de l'amour de la nation a constitué la faute principale de l'ancien régime **. Si elle s'est rencontrée chez

* MATTH., XXI, 28-31.

** Voir plus loin l'Annexe IX.

des hommes qui par ailleurs étaient d'ardents serviteurs de la patrie, nous ne devons pas oublier de quel poids sanglant, pour d'éclatants avantages prochains et visibles, les conséquences qui en découlaient, dans la politique intérieure et extérieure, en particulier la protection accordée aux princes protestants et à la Prusse, ont grevé l'avenir de notre pays. Une nation baptisée *ne peut pas* assurer sa grandeur sur des principes contraires aux lois de l'Évangile, et en sacrifiant les intérêts communs de la république chrétienne. Ce qui est sorti de là pour la France et pour le monde (car ce péché, loin d'être propre à la France, a été aussi grave ou plus grave ailleurs, est le lot de tout le monde moderne) procédait d'une logique implacable. On l'a souvent remarqué, les mêmes principes d'*insurrection de la partie contre le tout* qu'on faisait valoir contre le Pape, devaient nécessairement servir contre les rois, et puis contre la patrie elle-même. Nogaret est le cousin de Robespierre et de Lénine. Le refus de se soumettre à l'Église devait nécessairement entraîner le refus de se soumettre à Dieu, et de reconnaître ses droits sur l'État comme tel. Les arrêts régaliens des Parlements sont le brouillon des lois laïques.

Qu'elles soient de droite ou de gauche, les histoires de France ont toutes besoin à ce point de vue d'une sérieuse révision. Nous l'avons dit souvent, les idées homicides qui informent le monde issu de la Réforme et de la Révolution, et y altèrent les développements normaux continuant par ailleurs, sont les *formes cadavériques* de la corruption du monde chrétien, progressivement détruit par la revendication d'indépendance absolue (*aséité*) des politiques et des philosophes, des rois et des peuples de l'âge moderne. Voilà cinq cents ans que notre mort a commencé.

Il paraît inutile de refaire cette expérience. La restauration de l'ordre sera intégralement chrétienne ou elle ne sera pas.

« Le royaume n'appartient pas au Dauphin, mais à Dieu, disait Jeanne d'Arc à Baudricourt en 1429, et cependant c'est la volonté de Dieu que le Dauphin soit couronné roi et puisse tenir le royaume *en commende*. » Elle ne doutait point du droit royal du Dauphin avant de le conduire à Reims, mais elle refusait jusque-là de l'appeler roi : car c'est du Sacre que datait pour elle, « non pas la légitimité politique de Charles VII, mais sa légitimité pour ainsi dire surnaturelle, l'exercice parfait de sa vice-gérance pour la terre de France au nom de Jésus-Christ » (94). Or

ce Sacre que Jeanne a désiré d'un si grand désir, est lui-même un hommage à la suzeraineté spirituelle de l'Église ; il est le signe le plus éclatant, imprimé sur la couronne même, des droits du pouvoir spirituel sur les choses politiques dans la mesure où elles intéressent le bien des âmes. Voyez Jeanne à Reims, embrassant les genoux du roi : « Or est exécuté le plaisir de Dieu, qui voulait que je fisse lever le siège d'Orléans et vous aménasse en cette cité de Reims pour recevoir votre digne Sacre, en montrant que vous êtes vrai roi... » Le roi, désormais, participe au ministère de l'Église, — *per hanc (coronam) te participem ministerii nostri non ignores* *, — et c'est à ce titre qu'il gouverne. C'est à la réfection de la chrétienté que Jeanne veut qu'il s'emploie ; elle le voit, chevauchant avec les Anglais, à la tête d'une nouvelle croisade...

Un siècle et quart auparavant, un roi de France s'était trouvé pour tourner contre l'Église l'autorité consacrée par elle. Par la main sacrilège de Guillaume de Nogaret, Philippe le Bel s'était saisi du Pape, arrêté, outragé à Anagni. Assis sur son trône, la tiare en tête, tenant en mains les clefs et la croix, le grand vieillard Boniface VIII, en qui

* Formule du *Pontifical romain*.

le moyen âge s'était réfugié, attendait ces hommes de sang. « Puisque je suis trahi comme Jésus-Christ, je veux du moins mourir en Pape. » Il mourut en effet de douleur, quelques jours après. C'est ainsi que le « petit garçon », — *nos deponeremus regem ita sicut unum garcionem*, — se déclarait majeur, et qu'avec l'aide de ses légistes il se préparait à inaugurer la politique d'égoïsme national de l'âge-moderne. Pour la première fois était nié officiellement par la fille aînée de l'Église tout droit pour l'Église d'intervenir dans les affaires de l'État, fût-ce pour défendre les immunités ecclésiastiques. Je note qu'en se portant aux derniers excès contre la papauté, en calomniant honteusement Boniface VIII, en falsifiant ses bulles, en traitant le Vicaire du Christ de « malfaiteur » et « d'infâme brigand » (95), Philippe le Bel et les siens se déclaraient les meilleurs catholiques du monde et les fils les plus dévoués de l'Église, mais « soumis, eux, leurs sujets et adhérents, à la protection de notre Mère Sainte Église, du Concile et autres qu'il appartiendra, *en ce qui concerne le spirituel seulement* » (96), c'est-à-dire en telle sorte que le spirituel laissât le temporel et la *summa regis libertas* faire dans le monde tout ce qu'il leur plairait. C'était là comme une première *séparation* de l'Église

romaine et de l'État français, ou, plus généralement, et pour parler le langage de Kant, de la « morale » et du « droit ». On ajoutait d'ailleurs « que le Roi a reçu la puissance de Dieu pour la défense et exaltation de la foi, à quoi les prélats sont appelés *in partem sollicitudinis* ». Et les prélats, qui signaient ce que le roi voulait, acceptaient ce point de vue. De sorte qu'en réalité, comme dans tous les cas semblables, la revendication de l'indépendance absolue du temporel tournait à une tentative de subordination du spirituel au temporel : toute l'agitation provoquée dans le royaume par les légistes de Philippe le Bel était, conclut le plus récent historien du conflit, un mouvement parfaitement concerté, qui « n'allait à rien d'autre, en écartant le Pape et absorbant l'épiscopat, qu'à mettre l'Église entière aux mains du pouvoir civil »*.

Les vrais héritiers de Philippe le Bel sont les radicaux anticléricaux et laïcistes ; les monarchistes de l'école du comte de Chambord s'étaient, croyons-nous, délivrés de cet esprit. Mais dans le mouvement nationaliste les deux traditions que j'ai rappelées se mê-

* JEAN RIVIÈRE, *le Problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, 1926, p. 118.

laient, encore que beaucoup aient espéré que la tradition sainte l'emporterait, chez des hommes qui avaient lutté avec tant de courage pour que Jeanne d'Arc fût publiquement honorée.

On comprendra mieux le sens de la crise actuelle si l'on se souvient que Pie XI, avant d'avertir, puis de frapper l'Action française, a solennellement condamné le laïcisme, et solennellement proclamé la royauté universelle du Christ *.

Sous la nuée de l'histoire humaine, une intention divine apparaît : les catholiques qui s'appliquent à reconstruire la France doivent faire un choix dans les principes de la tradition nationale, rejeter expressément ceux qu'il faut tenir pour la racine première des maux que nous souffrons. La Providence leur fait sommation d'opter entre l'esprit de Philippe le Bel et l'esprit de Jeanne d'Arc. L'événement spirituel qui se produit ces temps-ci en chacun d'eux, dans l'intime de leur liberté, importe à l'histoire future plus que bien des changements visibles.

* Encycliques *Ubi Arcano Dei* et *Quas Primas*.

CHAPITRE III

DIEU PREMIER SERVI

I. — *Suprématie de l'Église.*

22. La leçon de la crise à laquelle nous assistons se dégage d'elle-même, c'est un rappel aux exigences de la vie surnaturelle, une affirmation absolue de la primauté du spirituel.

Cette primauté se présente à nous sous trois aspects différents, que mieux qu'aucune autre, après l'Évangile et après saint Paul, la doctrine de saint Thomas nous aide à comprendre. Lui-même, par son enseignement et par son exemple, ne prêche-t-il pas constamment la primauté de l'esprit? Par son enseignement général sur le Christ et sur la Rédemption, comme par ses précisions sur le gouvernement civil et l'Église, il nous fait voir dans toute sa force la suprématie de celle-ci.

Par sa doctrine de la nature et de la grâce,

et de la subordination des fins, il nous fait comprendre la primauté des fins spirituelles sur les fins politiques, et du domaine universel de la grâce sur toutes les partialités de la nature.

Par sa doctrine de la vie humaine et des vertus, il met en lumière le primat de la contemplation infuse, propre aux esprits élevés par la grâce au partage de la vie divine, sur l'action au dehors, commune (analogiquement) aux corps et aux esprits.

23. Nous devons affirmer comme une vérité supérieure à toutes les vicissitudes du temps la suprématie de l'Église sur le monde et sur tous les pouvoirs terrestres. Sous peine d'un désordre radical dans l'univers, il faut qu'elle guide les peuples vers la fin dernière de la vie humaine, qui est aussi celle des États, et pour cela qu'elle dirige, au titre des intérêts spirituels qui lui sont confiés, les gouvernements et les nations, courbe devant Dieu la nuque féroce des pouvoirs de chair. A cette condition ceux-ci seront stables : car « il n'ôte pas les royaumes mortels, il les confirme, Celui qui donne le royaume du ciel. » Le Pape est l'Autorité vivante. Au sommet de l'humanité, nous voyons en lui l'empreinte du visage du Christ. Si cette autorité n'est pas obéie des

peuples chrétiens, quelle autorité tiendra? L'économie du monde se défait. Et si elle est obéie, elle met au cœur même des hommes cet esprit d'amour qui fait l'unité.

Les grands spasmes du monde moderne sont des souvenirs de l'unité perdue. Il est métaphysiquement impossible qu'il recouvre la paix sans la justice, c'est-à-dire avant tout sans la soumission due à Dieu (97), — et l'unité sans le principe de l'unité ici-bas, c'est-à-dire sans la suprématie du pouvoir spirituel efficacement reconnue. Que les hommes écoutent ou non la vérité, il importe qu'elle soit dite. C'est ce que la Papauté fait depuis des années, avec une énergie qui ne faiblit pas.

C'est pour le bien des nations et des États, non pour son bien à elle, que l'Église les aidait jadis à conduire leur œuvre temporelle d'une façon conforme aux exigences de la fin surnaturelle. L'apostasie des nations s'applique à la délivrer de plus en plus de ce soin. Comprendons bien ce qu'une telle apostasie signifie pour le monde. Quelle sorte de bienfait recevait-il autrefois de l'ordre qui le soumettait tant bien que mal à l'Église et à ses lois spirituelles? L'Église ne le rendait ni saint ni juste; il restait le monde. Elle ne le rendait ni confortable, ni reposant, ni suave; il res-

tait une vallée de larmes. Elle le rendait *habitable*. La multitude des hommes pouvait y accomplir sa destinée dans les conditions communes de la vie humaine, et sans être tenue à l'héroïsme. Si les saints se faisaient crucifier avec le Christ, c'était par amour, non par nécessité. Aujourd'hui le diable a tellement tout combiné dans le régime de la vie terrestre que le monde ne sera bientôt plus habitable qu'aux saints. Les autres y traîneront le désespoir, ou devront tomber plus bas que l'homme. Les antinomies de la vie humaine sont trop exaspérées, le poids de la matière trop aggravé, il faut, pour exister seulement, s'exposer à trop de pièges. L'héroïsme chrétien deviendra un jour l'unique solution des problèmes de la vie. Alors, comme Dieu proportionne ses grâces aux besoins, et ne tente personne au-dessus de ses forces, on verra sans doute coïncider avec le pire état de l'histoire humaine une floraison de sainteté...

24. Si l'on considère avec quelque attention cet état d'apostasie du monde moderne, on ne s'étonnera pas que sans nier l'urgence d'un retour à de saines conceptions politiques, ni le droit pour les catholiques comme pour les autres de chercher à faire triompher, par

tous moyens honnêtes, le régime politique qu'ils jugent le meilleur pour leur pays, ni l'importance des devoirs civiques et politiques imposés à chacun par le quatrième commandement, l'Église aujourd'hui, non seulement insiste comme elle l'a toujours fait sur son indifférence à l'égard des diverses formes de gouvernement légitime, mais prenne elle-même une attitude de plus en plus *apolitique* ou plutôt *supra-politique*. Ce n'est plus, comme aux siècles chrétiens, pour diriger positivement les gouvernements vers des fins religieuses qu'elle a à exercer son autorité spirituelle parmi les nations, c'est désormais surtout pour défendre contre l'agression ses droits et les libertés de ses enfants, ou pour éviter que la religion se trouve engagée d'une façon trop étroite dans les luttes politiques. Elle approuve ainsi que les catholiques exercent l'activité politique de leur choix, dès l'instant que celle-ci ne risque pas d'amoindrir ou de faire dévier en eux l'esprit de l'Évangile. Elle admet qu'à ce titre ils collaborent avec des infidèles. Elle ne veut pas que l'action catholique *comme telle* se lie à aucun parti, à aucune classe, à aucune servitude politique*.

* Voir plus haut p. 101.

A propos de l'attitude très réservée du Saint-Siège à l'égard du fascisme, et de ses censures contre l'Action française, certaines personnes, jugeant impertinemment des choses de l'Église, ont parlé d'un « glissement à gauche » : comme si ce qui est bâti sur le roc pouvait glisser à droite ou à gauche. En réalité c'est à une affirmation de la foi surnaturelle que nous sommes conviés, à une forte revendication des droits du spirituel en face des plus puissantes entreprises politiques et temporelles, et de celles mêmes qui lui offrent leur appui. C'est que l'Église redoute la protection d'un bras humain qui ne soit pas d'abord pleinement docile à Dieu, (et la docilité de ce qui est puissant, si elle a toujours été rare, est dans le monde moderne une espèce de miracle). Ce sont les grands principes d'indépendance et de souveraineté spirituelle les plus haïs du libéralisme moderne, et dont saint Grégoire VII a été la plus haute incarnation, qui se trouvent jouer ici.

Au milieu des dangers qui viennent des régions les plus opposées menacer les âmes, l'Église avance, frappant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Qui a les yeux collés sur l'instant présent pense à chaque fois qu'elle change de route : c'est le péril qui change de sens, elle avance en ligne droite. Elle ne renie

rien, n'efface rien, ne renonce à rien de ce qu'elle a déterminé. L'encyclique *Pascendi* est toujours là, le *Syllabus* est toujours là, la bulle *Unam Sanctam* est toujours là. Le libéralisme est toujours condamné, l'américanisme, le socialisme, le sillonisme, le modernisme sont toujours condamnés. Le laïcisme est toujours et de nouveau* condamné. Veut-on, comme il se doit, tenir compte de la prodigieuse *mémoire* de l'Église, et des perspectives éternelles où elle exige que l'on se place pour considérer ses actions : comme on verra alors la proclamation solennelle de la royauté du Christ faite de nos jours par Pie XI, se relier à travers les siècles aux éclatantes affirmations de la suprématie du spirituel dues aux Papes du moyen âge, on verra également que l'attitude actuelle de l'Église en face du nationalisme, même le plus désireux de s'appuyer sur la tradition catholique, est commandée par les grands souvenirs où continuent de vivre tous ceux qui se dressèrent comme « un rempart pour la maison d'Israël : Pascal II contre l'empereur Henri V ; Innocent IV contre Frédéric II ; Boniface VIII contre Philippe le Bel ; Grégoire XIII, Sixte-Quint, Grégoire XIV et Clément VIII, contre

* Cf. les encycliques *Ubi Arcano* et *Quas Primas*.

Henri de Bourbon; Innocent XI contre Louis XIV; Clément XIII contre les cours de Madrid, de Lisbonne, de Naples, de Parme; Pie VII contre Napoléon; Grégoire XVI contre Frédéric-Guillaume (98)... » Elle a plus de mémoire que nous, l'expérience de toute l'histoire. C'est folie de refuser le conseil d'une telle sagesse, ou de s'inquiéter de ses voies.

Mais c'est une folie non moindre de trahir ses desseins, et de s'élancer, comme si c'était la voie indiquée par elle, vers des erreurs qu'elle a toujours réprouvées. Si des catholiques s'imaginent entrer dans l'esprit du Pape en pactisant avec l'esprit des « libertés modernes » condamnées par le Pape, en relâchant les normes éternelles de la doctrine, ou en goûtant la douceur d'accorder leur âme baptisée aux concupiscences du siècle, pour espérer un retour à l'état d'innocence par les vertus de l'évolution et du progrès humain, leur réveil sera dur.

Il importe au surplus de ne pas perdre de vue que si l'Église elle-même est essentiellement supra-politique, par contre chaque catholique pris comme membre de la communauté terrestre est dans la cité, et de la cité, non au-dessus, doit travailler pour sa part au salut temporel de la cité et du monde. A ce salut temporel certaines conditions poli-

tiques, pour subordonnées qu'elles soient aux conditions spirituelles, sont indispensables. L'Église, qui poursuit un autre bien, — éternel, — n'a jamais méconnu, elle veut sanctifier au contraire ces conditions du bien temporel, et par là même qu'elle les ordonne à l'ultime fin surnaturelle, elle assure de haut leur rectitude.

II. — *Primauté du spirituel.*

25. Plaignons les Églises séparées du Pape, elles n'ont personne pour les défendre contre les pouvoirs terrestres. Entre elles et l'instinct de tyrannie naturel à la puissance civile, un homme placé au-dessus de tous les rois n'interpose pas sa main et la main de Dieu. L'Église russe n'avait pas *accepté*, comme on le croit trop fréquemment en Occident, la violence que lui faisait souffrir le gouvernement impérial ; elle priait en secret pour son indépendance : il a fallu Lénine, et le martyr, pour la délivrer, — au sein de quelle persécution. Mais est-elle vraiment et définitivement délivrée ?

Plaignons aussi les peuples qui ignorent l'Église et le Pape. Le juste accord du spirituel et du temporel n'arrive pas à se faire en eux. Quand l'autorité temporelle ne se fait pas usurpatrice, ce qui est le cas général, c'est l'autorité spirituelle qui absorbe le temporel et règne en despote, comme au Thibet. Les essais de subordination normale ne réus-

sissent qu'à tout brouiller ; un pressentiment profond de la primauté de l'esprit pousse un Gandhi à faire la guerre aux Anglais à coups de jeûnes, de pénitences et de souffrances librement élues ; mais c'est demander l'héroïsme à la foule, et il est à craindre que cette application directe de moyens spirituels à un domaine spécifiquement temporel, — civique et national, — ne s'achève en des flots de sang.

Et cependant l'exemple de Gandhi est propre à nous faire honte. Partout dans l'Europe jadis chrétienne on oublie que si à des fins spécifiquement politiques des moyens spécifiquement politiques doivent être appliqués, néanmoins, par là même que leur fin prochaine est subordonnée à une fin plus haute, l'emploi de ces moyens doit lui-même être rectifié et surélevé par des vertus plus hautes, et comme imprégné de leur esprit. Ils ne sont complètement bons et efficaces *dans leur ordre* qu'à ce titre-là : car alors seulement ils sont parfaitement soumis à tout l'ordre de leurs fins. Jeanne d'Arc voulait que son armée fût en état de grâce avant de livrer bataille, tous ses moyens étaient loyaux et purs ; par ses avertissements solennels, même à l'égard des ennemis les droits de la charité étaient maintenus. Aujourd'hui les

États ont fait de leurs moyens d'existence une organisation du péché.

C'est qu'à vrai dire l'Europe a oublié la subordination même des fins politiques aux fins spirituelles. C'est là sa grande faute. De là cet état général d'oppression de l'esprit et de la conscience, ce mépris pratique de la personne humaine et de sa dignité, dont chacun sent plus ou moins obscurément le poids écrasant. Plaignons par-dessus tout les peuples qui, rassemblés par grâce insigne autour du Pape, ayant au milieu d'eux la voix du Christ qui leur rappelle inlassablement les exigences de la Vérité, s'obstinent depuis des siècles à se boucher les oreilles. *Generatio incredula et perversa, usque quo patiar vos* * ?

26. Il semble que nous entrions dans une époque où tous les espoirs fondés sur le rationalisme et sur l'optimisme humanitaire étant déçus, les grands problèmes d'ordre spirituel, la guerre entre les anges, domineront de nouveau l'histoire et la détresse de l'homme. C'est ce que le philosophe russe Nicolas Berdiaeff appelle un nouveau moyen âge. Il est très frappant de considérer à ce

* MATTH., XVII, 16.

point de vue le travail profond qui se fait dans l'Église. Toutes ses aspirations semblent actuellement tendues vers une restauration spirituelle de la chrétienté. L'Esprit de Dieu la fait gémir tout entière dans l'espérance de cette œuvre sainte. Plaignons qui jugerait ce mouvement d'origine divine selon les mesures de la politique, des conflits nationaux et des intérêts terrestres. Jésus-Christ déplace son calice à travers le monde, dilate les frontières de son Église, augmente partout en elle le travail et le désir, qu'il s'agisse de préparer de loin le retour de l'Orient chrétien à l'unité, et même la fin des scissions fratricides causées par la Réforme, ou d'implorer le Ciel de faire tomber le voile des yeux de la race aînée, ou de magnifier l'effort séculaire des missions, et d'appeler solennellement les nations de l'Asie au partage de la plénitude du sacerdoce et du gouvernement des églises *.

* Les encycliques des Souverains Pontifes sont pour chaque époque comme le témoignage de l'action du Saint-Esprit. Rien de plus significatif aujourd'hui que l'ensemble des encycliques et des actes de Pie XI (en particulier encyclique *Ubi Arcano Dei* sur la Paix du Christ à procurer par le règne du Christ, *Quas Primas* sur la Royauté du Christ, *Rerum Ecclesiæ* sur les missions et sur le clergé indigène, *Studiorum ducem* sur saint Thomas d'Aquin, *Ecclesiam Dei* sur saint Josaphat).

[On trouvera groupées dans un intéressant numéro de la

En tout cela c'est une œuvre essentiellement *spirituelle* qui s'accomplit : affirmation d'unité et de catholicité rendue nécessaire non seulement par les déchirements que la guerre a causés, mais aussi, semble-t-il, par le pressentiment de l'avenir. Les supplications universelles du Vendredi-Saint dominent le bruit de l'époque. On dirait que l'Église rassemble tout son amour et prépare quelque œuvre divine avant les grandes douleurs.

Que cette chrétienté spirituelle descende dans le temporel, se réalise en chrétienté politique, il faut y tendre de tout son désir ; peut-on le regarder comme actuellement probable ? Un ordre politique chrétien du monde ne se construit pas artificiellement par des moyens diplomatiques, c'est un fruit de l'esprit de foi. Il présuppose une foi vivante et pratique chez le plus grand nombre, une civilisation à empreinte théologique, et la reconnaissance de tous les droits de Dieu dans la vie de la cité. Nous sommes loin de cet idéal. A moins que Dieu n'intervienne miraculeusement, et que l'excès du désespoir n'amène ce malheureux univers à un moment d'obéissance, les royaumes d'ici-bas semblent

Revue des Jeunes (15 mars 1926), une série d'études sur ces encycliques.]

livrés pour longtemps aux divisions sanglantes.

On comprend que dans un état des peuples si éloigné de l'ordre vrai, et où la paix la plus précaire est si difficile à obtenir, les nations, et surtout celles dont les frontières sont le plus exposées, se refusent à renoncer aux précautions de force dont leur existence a besoin. Comme les catholiques des divers pays sont en général, et très normalement, l'élément le plus attaché aux principes de la loi naturelle, on comprend aussi qu'ils se sentent à ce point de vue, en tant que citoyens, des devoirs spécialement graves, et qu'ils soient les premiers à réclamer de leurs gouvernements toute la fermeté d'action et de préparation requise pour la sauvegarde du sol natal. Tel est bien l'objectif le plus rapproché et le plus urgent qu'une politique chrétienne doive se proposer.

Elle ne serait pas chrétienne cependant, si cette fin prochaine n'était rattachée à une fin plus éloignée et plus haute, de telle sorte que l'idée du bien de la communauté humaine, fondé sur la justice et sur la charité, et d'une paix durable à instaurer entre les peuples, exerce sur cette politique non pas un simple primat d'honneur, mais une action efficacement rectrice. La piété envers la patrie dans

laquelle nous sommes nés, et avons été nourris, est, comme la piété envers les parents, une vertu qui se rattache à la justice : nous sommes débiteurs à l'égard de notre patrie selon les bienfaits de toute sorte, et dont le compte ne peut pas se faire, que nous avons reçus d'elle. « Après Dieu, c'est à ses parents et à sa patrie que l'homme doit le plus *. » Mais le patriotisme, dans l'âme baptisée, n'est pas seulement « une vertu morale acquise déjà très noble » : sous la lumière de la foi surnaturelle et de la prudence chrétienne, il doit être « une vertu infuse, parfaitement subordonnée à la charité, vivifiée par l'amour de Dieu, par l'amour surnaturel du prochain et des ennemis eux-mêmes » (99). Il y a un ordre de la charité, c'est-à-dire de l'amour surnaturel de Dieu et du prochain ; l'amour de la patrie y a sa place (100). En même temps la charité exige, non pas seulement

* Saint THOMAS D'AQUIN, *Sum theol.*, II-II, 101, 1.
 « Homo efficitur diversimode aliis debitor, secundum eorum diversam excellentiam, et diversa beneficia ab eis suscepta : in utroque autem Deus summum obtinet locum ; qui et excellentissimus est, et est nobis essendi, et gubernationis primum principium. Secundario vero, nostri esse, et gubernationis principia sunt parentes, et patria, a quibus, et in qua nati, et nutriti sumus ; et ideo post Deum est homo maxime debitor parentibus, et patriæ ; unde sicut ad religionem pertinet cultum Deo exhibere ; ita secundario gradu ad pietatem pertinet exhibere cultum parentibus, et patriæ. »

comme une perfection à laquelle nous devons tendre, mais comme une nécessité essentielle imposée par le précepte, non seulement que nous aimions nos ennemis en général, mais encore que notre cœur soit prêt, si la nécessité s'en présentait, à les aimer nommément et en particulier *. Ainsi la charité surnaturelle accorde l'amour de la patrie et celui de tous les hommes, là où une bienveillance purement naturelle pour l'humanité, et un amour purement naturel de la nation, ne peuvent que s'affronter sans remède.

Sans se laisser contaminer par l'idéologie humanitaire, ni compter sur la prochaine suppression des guerres, — ni de la guerre faite à l'Église, — une politique chrétienne intégrale ** comprendrait donc qu'il ne suffit pas de combattre les symptômes, d'employer les moyens de défense rendus nécessaires par la barbarie générale des peuples modernes : il faut aussi combattre le principe du mal, et d'abord s'habituer soi-même à tenir compte

* « Est tamen de necessitate charitatis *secundum præparationem animi*; ut scilicet homo habeat animum paratum ad hoc, quod in singulari inimicus diligeret, si necessitas occurreret. » SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, II-II, 25, 8.

** Il faut bien avouer qu'aucun grand parti politique, ni en France ni en Europe, ni hors d'Europe, n'arbore jusqu'à présent des principes intégralement chrétiens.

des droits et des nécessités d'autrui. On verrait alors l'appréciation des problèmes se faire plus saine et plus équitable, la préoccupation de la justice s'accorder avec celle de la force, et reprendre son indispensable principat pratique (101).

De plus et surtout, quelle que soit l'urgence de leurs devoirs nationaux, et quelques mesures de prudence qu'ils soient tenus de prendre à ce point de vue dans le domaine politique, en tant que citoyens d'une nation, il appartient aux catholiques de poursuivre en même temps, dans le domaine spirituel, la restauration de cette chrétienté de prière, de connaissance et d'amour, sinon de droit public, dont nous parlions tout à l'heure : œuvre supranationale à laquelle ils sont conviés, en tant même que catholiques, par le Saint-Esprit et par l'Église. *Hæc oportet facere, et illa non omittere*. Cette union de vertus en apparence antinomiques est difficile, mais elle est constamment exigée dans la vie chrétienne, et nous sommes tous tenus aux choses difficiles. Aussi bien l'une et l'autre tâche sont-elles connexes en réalité. Comme il est vrai que le naturalisme humanitaire et le naturalisme racique sont tous deux ennemis de la patrie et de la chrétienté à la fois, il est vrai également que la force de

la nation est, avec la justice, la plus prochaine garantie de la paix, et qu'une communauté spirituelle authentique entre nations fortifie chacune.

27. L'esprit va de lui-même à l'universalité. Il y a deux sortes d'universalismes, comme deux principautés d'esprit. Un certain universalisme demande le principe de son unité à l'homme lui-même, considéré comme la règle et la fin suprême, — et mêle alors toutes les diversités humaines dans une grande confusion destinée à dissoudre les limites nationales, et à instaurer la cité universelle où notre nature se suffira à elle-même, comme celle de l'ange. Or l'homme est un être matériel; et comme on cherche ainsi du côté de la matière, qui divise, une auto-suffisance absolue qui n'existe pas même pour l'ange, il faut bien descendre plus avant, jusqu'à l'esprit lui-même qui a voulu se suffire; d'abord utopique et humanitaire dans sa phase de préparation et de désir, cette unité de l'homme cherchée hors du Christ devient à la fin, dans sa phase de réalisation positive, le prétexte d'une violence absolue imposée à l'homme et d'un despotisme antihumain.

L'autre universalisme demande l'unité de l'homme au Père des créatures; respectant

toutes les diversités naturelles, il élève au-dessus des nations la vraie cité universelle qui est l'Église, et où l'homme, par la grâce surnaturelle, parvient à la liberté des fils de Dieu. Ces deux universalismes sont dans une opposition et une guerre inexpiables. Ici l'homme veut se diviniser par sa propre force, là il est divinisé par le sang du Dieu incarné. Le premier universalisme est du diable, homicide dès le commencement, chef de l'Église du mal *. Le second est du Rédempteur. L'impérialisme bolchevique, avec son effort d'expansion mondiale, paraît annoncer l'époque où ne seront plus en présence ici-bas que l'universalisme de l'Antéchrist et l'universalisme du Christ.

Celui-ci s'appelle catholicité. L'universalité véritable, ne l'oublions pas, est tout le contraire de l'éclectisme. Elle ne marie pas le *oui* et le *non*, le ciel et l'enfer. Elle suppose un *oui*, mais assez vaste pour emplir le ciel et la terre, — et qui pour l'éternité est exclusif du *non*. L'universalité de la vérité et de la foi, qui exclut l'erreur, est la condition même de l'universalité de l'amour, qui n'exclut rien de ce qui est (102). L'universalisme authen-

* *Diabolus est caput omnium malorum*. SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, III, 8, 7

tique est *centré*. Une ville est au centre de l'univers, et fait son unité. AMOR est le même nom que ROMA. Parlons plus profondément : le Christ est le chef de l'humanité tout entière. Tous les hommes lui appartiennent, bons et méchants, fidèles et infidèles *. Tous sont faits pour devenir ses membres, sont ses membres *en puissance*. « Son empire, écrit Pie XI après Léon XIII, ne s'étend pas seulement aux nations catholiques ou seulement à ceux qui, purifiés par le saint baptême, appartiennent de droit à l'Église, bien que des opinions erronées les aient dévoyés ou que le schisme les ait détachés de la charité ; il embrasse aussi tout ce qui existe d'hommes n'ayant pas la foi chrétienne, de sorte qu'en toute vérité, l'universalité du genre humain est soumise à la puissance de Jésus-Christ **. » C'est pourquoi le Pape, auquel, comme Vicaire du Christ, toute créature humaine est soumise de nécessité de salut (103), a autorité pour offrir dans sa prière tous les hommes à leur Créateur ***. « Seigneur, dit-il, soyez le Roi non seulement des fidèles qui ne se sont

* Saint THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, III. 8, 3, ad 1.

** Encyclique *Quas Primas*.

*** C'est cette autorité universelle que mit en pratique Léon XIII lorsqu'il consacra au Sacré-Cœur le genre humain tout entier (encycl. *Annum sacrum*.)

jamais éloignés de vous, mais aussi des prodiges qui vous ont abandonné... Soyez le Roi de tous ceux qui sont encore égarés dans les ténèbres de l'idolâtrie et de l'islamisme, et ne refusez pas de les attirer tous à la lumière de votre royaume. Regardez enfin avec miséricorde les enfants de ce peuple qui fut jadis votre préféré; que sur eux aussi descende, mais aujourd'hui en baptême de vie et de rédemption, le Sang qu'autrefois ils appelaient sur leurs têtes *.

28. Tout ce qui blesse la catholicité blesse le Christ. Elle est aussi le dernier espoir du genre humain.

Ce serait une erreur mortelle de confondre la cause universelle de l'Église et la cause particulière d'une civilisation, de confondre par exemple *latinisme* et *catholicisme*, ou *occidentalisme* et *catholicisme*. Le catholicisme n'est pas lié à la culture occidentale. L'universalité n'est pas enfermée dans une des parties du monde.

Le Christ est mort pour l'Orient et pour l'Occident. Dieu il embrasse l'Orient et l'Occident dans le même amour incréé. Homme il

* Formule de la consécration universelle au Sacré-Cœur, modifiée par Pie XI à l'occasion de la fête du Christ-Roi. *Acta Apostolicæ Sedis*, 5 novembre 1925.

est né, « juif par excellence de nature », au centre où l'Orient joint l'Occident.

Je n'ignore pas les périls que représentent pour l'esprit le syncrétisme confus qui s'affuble des couleurs de l'Orient, et la rencontre de l'idéologie dont l'Europe empoisonne le monde, et dont nous nous délivrons à grand'peine, avec les grands démons amorphes des fausses religions de l'Asie. Mais c'est là précisément un mal commun, une menace commune, qui procède non de l'Orient, mais de l'universalisme du diable contaminant l'Orient et l'Occident l'un par l'autre. Les pseudo-christs qui pullulent sont les fruits de ces conjonctions du mal.

Ne nous y trompons pas : les plaintes, les malédictions que l'Orient élève aujourd'hui contre nous ne sont pas seulement l'effet de la haine, mais aussi d'une déception profonde. On ne peut entendre cette clameur sans frémir de tristesse et de honte. Que serait-ce *s'ils savaient le don de Dieu*, que nous leur devons, et que nous avons gardé pour en abuser, — que nos missions portaient mais que nos vices arrêtaient? Les travaux des missionnaires, leur charité, leur témoignage souvent sanglant, sont l'honneur de l'Europe et peut-être sa rançon. Mais loin de les aider comme elle devait, ses fautes les

ont constamment contrariés. Et depuis un siècle elle s'est faite l'apôtre de sa propre apostasie *. Avant de nous indigner contre ceux qui nous accusent, reconnaissons d'abord que nous avons péché contre eux, et que la diffusion de notre pseudo-culture athéistique, et de ce modernisme soi-disant scientifique qui est un évangile de damnation, n'a su que vider le monde de ses forces vives et de ses réserves spirituelles. La prétention affichée par certains représentants de l'Orient d'être les ambassadeurs de l'esprit dénonce une illusion qui n'est pas inoffensive. Elle dissimule aussi une aspiration douloureuse, que l'Église de Jésus-Christ peut seule contenter.

Catholique, membre de cette Église universelle, je n'attends du bouddhisme et du taoïsme aucun message sauveur, mais à l'égard de tous ces hommes je me sens d'abord comptable, dans le mystère de la réversibilité.

Nous l'écrivions dans une étude récente, « entend-il signifier que l'Europe ne serait rien sans la foi, et que sa raison d'être a été, et demeure, de dispenser la foi au monde, Hilaire Belloc a raison de dire que l'Europe c'est la foi. Mais absolument parlant, non !

* Voir l'Annexe X.

l'Europe n'est pas la foi, et la foi n'est pas l'Europe; l'Europe n'est pas l'Église, et l'Église n'est pas l'Europe. Rome n'est pas la capitale du monde latin, Rome est la capitale du monde. *Urbs caput orbis*. L'Église est universelle parce qu'elle est née de Dieu, toutes les nations s'y trouvent chez elles, les bras en croix de son Maître sont étendus par-dessus toutes les races et toutes les civilisations. Elle n'apporte pas aux peuples *les bienfaits de la civilisation*, mais le Sang du Christ et la Béatitude surnaturelle. Il semble que se prépare de nos jours une sorte d'épiphanie admirable de sa catholicité, dont le développement progressif, dans les pays de mission, d'un clergé indigène, et déjà d'un épiscopat indigène, peut être regardé comme un signe précurseur » (104).

Avant d'être combattue du dehors par la fausse catholicité de l'Adversaire, cette sainte catholicité a été constamment contrariée du dedans par l'égoïsme de l'homme. Ne parlons pas des désastres spirituels amenés au cours des siècles soit par les rivalités humaines dans l'Église, soit par les ambitions ou le mercantilisme, les vues intéressées des gouvernements. A l'honneur du catholicisme un Las Casas s'est trouvé pour dénoncer dès l'origine les scandales dont les indigènes de l'Amérique

centrale et méridionale étaient victimes (105), étendre sur eux la protection de la justice du Christ (106). Mais la rapacité fut tout de même la plus forte. Aux procédés anglais dans l'Amérique du Nord et dans l'Inde le christianisme réformé n'a rien su opposer. Héroïque par ses soldats mais déshonorée par l'or, l'histoire de la colonisation moderne s'est chargée d'iniquités, dont la « guerre de l'opium » (107) n'est qu'une illustration parmi bien d'autres. Tout cela est du domaine des négoces du siècle ; et se paiera. Ce que je veux souligner ici, c'est un fait d'ordre spirituel. Envahissant l'esprit des clercs comme des laïques, et même de plusieurs parmi ceux-là mêmes qui se consacraient à l'apostolat, les préjugés sur l'infériorité radicale des races non blanches ont trop longtemps fait regarder les missionnaires comme les apôtres non seulement de Jésus-Christ, mais aussi d'une certaine culture humaine ou nationale, quelquefois même comme les avant-coureurs des colons et des marchands. Ce fut là un des principaux obstacles à l'évangélisation du monde. L'Église aujourd'hui renverse cet obstacle. Elle nous rappelle que ses missionnaires doivent renoncer à tout intérêt d'ici-bas, à tout souci de propagande nationale, ne connaître que le Christ, et qu'ils sont envoyés

pour fonder des églises qui se suffisent à elles-mêmes avec leur clergé complet. Sans affirmer que toutes les races et toutes les nations aient la même vocation historique et un égal développement humain, elle affirme, par l'acte le plus significatif, qu'elles sont toutes appelées de Dieu, enveloppées de même dans sa charité, que chacune a sa place légitime dans l'unité spirituelle de la chrétienté, et peut fournir des évêques au troupeau du Christ. Les chrétiens d'Europe pourraient profiter des paroles que l'un des évêques chinois récemment consacrés par Pie XI, Mgr Philippe Tchao (108), adressait récemment aux étudiants de Louvain : « Cultivez en vous, leur disait-il, manifestez autour de vous les sentiments de fraternité catholique qui, hier, nous ont fait pleurer de joie... Les cœurs païens comme tous les autres ont faim et soif de charité. Il faut d'abord que nous, catholiques, nous qui sommes les enfants du même Père, rachetés par le même Jésus, nourris par la même Eucharistie, nous fassions définitivement tomber les barrières de race et de couleur, les préjugés et les antipathies de nation à nation, et que loyalement, de tout notre cœur, et, si c'est nécessaire, de toute notre volonté, nous nous aimions les uns les autres... Dans ce monde divisé par tant de

malentendus, déchiré par tant de haines, le jour où les infidèles pourront dire des catholiques de tout pays la célèbre parole des vieux chrétiens de Rome : *Voyez donc comme ils s'aiment!* ce jour-là, l'Église aura vaincu Satan. Car Satan est la haine et le Christ est l'amour (109). »

29. Il serait vain de penser qu'en se délivrant de vieilles entraves, la catholicité n'aura pas à affronter des dangers nouveaux, contre lesquels il importe de se tenir en garde. Le nationalisme des jeunes nations en pleine fièvre d'affranchissement n'est pas capable de moins d'excès que celui des peuples fatigués, et des États chargés d'histoire; leur susceptibilité n'est pas moins ombrageuse; il n'est pas certain que le monde, en route pour le spectacle d'une libération, n'assiste pas simplement à une mutation de servitude.

Plus profondément, on peut remarquer que tout moment de *délivrance* est pour l'humanité un moment de péril. Il faut toujours se méfier des détentes, parce que notre nature est faible et courbée sous un fardeau si lourd. A la moindre impression d'allègement, elle s' imagine que toutes les contraintes et tout le vieux malheur, que toute la loi va céder.

C'est pourquoi, après la grande délivrance de la Croix, et de la Résurrection, et de la Pentecôte, Dieu lui a ménagé une si longue et si sanglante pénitence. Les persécutions des premiers siècles, l'angoisse, les douleurs du haut moyen âge, c'était comme le *noli me tangere* du Saint-Esprit : il préservait par cette nuit le Christ et la rédemption dans les âmes. Pressées par les contraintes non de la crainte mais de l'amour, forcées par la souffrance à faire, selon le mot du Père de Foucauld, des déclarations d'amour *avec preuve*, elles ne laissaient pas leur délivrance glisser du côté de la chair. Il fallait une telle école aux siècles chrétiens pour apprendre où se trouve la véritable liberté.

Alors pourtant il s'agissait d'une délivrance authentique, et divine, de la seule délivrance. Plus tard le monde a fait l'expérience d'une autre délivrance, et celle-là n'était pas pure. Quand la Révolution, nourrie de la longue injustice des hommes, a éclaté comme un fruit, ce qu'elle a rejeté c'est tout le régime, — normal pour l'être humain, mais qui s'était détruit lui-même par une plénitude d'abus, — des contraintes conservatrices de l'être, et de la force protégeant l'homme contre lui-même. Elle ouvrait, comme on sait, l'ère de la liberté. Si de l'édit de Milan à la Déclara-

tion des droits, la force humaine au service du Christ a duré quinze siècles avant de faire faillite, un siècle et demi, — même pas ! — a suffi à la liberté humaine affranchie du Christ pour envelopper l'univers d'un déluge de maux.

Il semble qu'aujourd'hui les âmes s'attendent à quelque délivrance encore, délivrance vraie dans l'universalisme du Christ ou délivrance menteuse dans l'universalisme de l'Antéchrist, et qui toutes deux peut-être s'étendront en même temps sur le monde divisé. La délivrance catholique est une victoire de l'amour. Le plus grand danger pour elle est au dedans : il ne faut pas que l'esprit fléchisse. Or il est mis à dure épreuve ; c'est à lui seul qu'est aujourd'hui demandé l'ordre que les contraintes sociales aidaient autrefois l'homme à maintenir en lui-même. L'ordre est au cœur du saint amour. En Dieu l'Amour procède du Père et du Verbe incréé. En nous autres qui sommes faits à l'image de Dieu, il faut aussi que l'amour procède de la vérité : sinon il devient destructeur ; il en coûte de nier le *Filioque*. Dans sa période de *formalisme* (si j'ose risquer ce mot), le monde moderne a péché surtout contre l'amour, offensé en soi-même l'image de la Trinité en essayant d'imposer aux choses une forme stérile, un

verbe qui ne *spire* pas l'amour. Dans sa période de *libéralisme* c'est surtout en essayant de répandre sur les choses un amour qui ne procède pas de la vérité, qu'il a offensé en soi l'image de Dieu, péchant alors contre le verbe, c'est-à-dire contre le principe de l'amour. Et l'amour souffre autant de ce second péché.

Voilà cependant le péril qui continue de nous menacer. Car nous avons assisté à plusieurs épisodes du modernisme et de la lutte contre lui, mais des épisodes imprévus peuvent surgir encore. La pensée de l'Orient, pour autant qu'elle viendra à la foi du Christ, apportera à l'Église d'admirables disponibilités à la contemplation ; — le danger qui, même alors, accompagnera ces richesses, reste un danger de méfiance à l'égard du Verbe, auquel l'Orient, quand il s'égare, paraît préférer non pas sans doute, comme l'Extrême-Occident, l'action pratique, mais une spéculation sans forme qui n'est pas la contemplation infuse et qui veut être supérieure à la raison. La détestation de la latinité ne vaut pas mieux que son idolâtrie ; chez plusieurs elle n'est que le décor d'une foncière intolérance de la *forme de la raison*.

Eh bien, le danger que nous venons de signaler est certainement évitable, mais à des conditions précises. L'Orient comme l'Occi-

dent a besoin des leçons d'une sagesse qui ordonne toutes choses selon les hiérarchies de la nature et de la grâce. Qu'on nous excuse de revenir encore à une précédente étude (110) : « Il se trouve, écrivions-nous, que n'étant plus maintenu sous l'ordre de la charité, l'ordre de la raison s'est corrompu partout, et ne suffit plus à rien. Le mal rationaliste a mis une discorde entre la nature et la forme de la raison. Il est devenu désormais très difficile de se tenir dans l'humain. Il faut mettre son enjeu ou au-dessus de la raison, et pour elle encore, ou au-dessous de la raison, et contre elle. Or il n'y a que les vertus théologales et les dons surnaturels, et la contemplation infuse, qui soient au-dessus de la raison. Tout le soi-disant supra-rationnel qui n'est pas dans la charité ne sert en fin de compte que l'animalité. La haine de la raison ne sera jamais que l'insurrection du genre contre la différence spécifique.

« Le monde, celui pour qui le Christ n'a pas prié, son choix est fait d'avance. Se délivrer de la *forma rationis*, fuir loin de Dieu, dans un impossible suicide métaphysique, l'ordre cruel et sauveur assigné par la Loi éternelle, c'est le vœu dont tressaille la chair du vieil homme, c'était celui du Vieux des vieux, quand il tombait du ciel comme la foudre...

« Erreur toutefois de juger seulement d'après la nature. La grâce est là, qui réserve des surprises. Pendant que ce vieux monde continue sa glissade, voici le vrai nouveau, la secrète poussée invincible de sève divine dans le Corps mystique qui dure et ne vieillit pas, l'éveil béni des âmes sous le signe de la Vierge et de l'Esprit. O Sagesse qui atteint avec force d'un bout du monde à l'autre, et qui rend un les extrêmes ! Installé en d'antiques erreurs, et touché maintenant par nos folies, l'Orient est aussi malade que l'Occident égaré, et que le monde slave pris de vertige. Mais ici comme là on verra, partout où la foi vivante prendra racine, l'adhésion à ce qui est vraiment au-dessus de la raison, à la Vérité incréée, à la sagesse des saints, emporter en même temps, — non sans quelque labeur à coup sûr, — la restauration de l'ordre même de la raison, impliqué à titre de condition par la vie surnaturelle. Ainsi vont de concert Évangile et philosophie, mystique et métaphysique, divin et humain... »

30. Quand nous pensons à l'Europe, en particulier à la civilisation méditerranéenne, toutes les grandeurs de sa vocation et de son passé nous éblouissent. Un point cependant doit retenir notre attention. Quoi qu'il en

soit de ses titres intrinsèques, l'espèce de monopole historique dont cette civilisation jouissait de joi*t*, aujourd'hui semble ébranlé. Il importe de bien comprendre ici la signification de la guerre, et l'effrayante coupure qu'elle a marquée. Le mot de Benoît XV sur le suicide de l'Europe va plus loin qu'on ne pense. L'Europe a tué son passé. Qu'on pleure tant qu'on voudra sur les dieux de l'Hellade et sur tout le passé classique, l'immense corps séculaire de culture profane chrétienne, dont tout Européen venant au monde recevait une sève d'humanité nourricière, et qui le portait dans la vie, l'éduquait, le soutenait de toutes parts, paraît maintenant comme inanimité. En fait ceux qui en ont tant reçu, ont aujourd'hui le sentiment de n'en recevoir presque plus rien. Toute la douceur et la beauté, les formes, les valeurs, les images mêmes dont nos ancêtres ont vécu, qui leur faisaient la nature fraternelle et l'univers familier, et qui nous préparaient en eux de génération en génération, nous sont devenus tout à coup quelque chose de lointain, de séparé : parfaitement digne d'admiration et de respect, mais immobilisé dans ce qui n'est plus. Et voilà sans doute la cause profonde du grand désarroi de la jeunesse d'aujourd'hui. Elle se promène dans sa propre huma-

nité comme dans une salle de musée, elle voit son cœur dans les vitrines. Trop de chefs-d'œuvre. Quoi d'étonnant qu'elle ait envie de tout briser? Exotiques à nous-mêmes, quoi d'étonnant que rien ne nous semble exotique, et que toutes formes humaines éveillent semblablement notre curiosité, ou notre ennui?

Les âmes sont nues. Et en un certain sens l'Église aussi est nue. Toute la laine et la soie, toutes les richesses d'humanité séculière dont l'a revêtue et protégée, quelquefois opprimée, la civilisation d'une partie choisie du monde, tombent en lambeaux. Ce vêtement n'est pas l'Église. Il n'intéresse pas sa vie propre. Mais le prodigieux éclat qu'elle jette dans le monde ne doit pas nous dissimuler que le prince de ce monde lui rend le monde de plus en plus étranger. Eh bien, elle n'a pas peur de la solitude ; s'il le faut, elle habitera les déserts et les fera fleurir. Elle y trouvera des parures nouvelles.

Je ne désespère pas de l'Europe. Cette mort dont je viens de parler n'est pas une mort réelle. Les sources profondes de sa vie sont toujours là, cachées, non pas taries. Mais je dis que nul moyen purement humain. — l'Église seule et la foi pourront les faire jaillir de nouveau. Elle ne se relèvera que si elle revient toute aux pieds du Christ. Alors

seulement elle pourra reprendre sa mission, qui était de servir le monde en le guidant, non de le régir à son profit. En attendant, l'Église nous rappelle que si notre culture est gréco-latine, notre religion ne l'est pas. Elle a assumé cette culture, elle ne s'y est pas subordonnée. Si l'Occident endurci par trop de prévarications et d'abus de la grâce se ferme pour un temps à son action, hardiment elle se tournera vers les cultures formées sous d'autres climats, elle seule peut le faire sans trop de péril, parce qu'elle a dans les mains de quoi tout rectifier dans les cœurs de bonne volonté. Mère et nourrice de la civilisation, elle sait comment on dresse un monde.

Et qu'on n'imagine pas qu'elle abandonne jamais les vertus supérieures qu'elle-même a fait produire à la culture hellénique et latine. Si elle a fait si grand usage de cette culture, le motif très simple en est toujours efficace : comme l'antique hébraïsme dans l'ordre de la révélation, celle-ci avait reçu de la Providence, dans l'ordre de la raison, un privilège qu'il serait honteux de renier : c'est la seule culture où la raison humaine ait à peu près réussi. Il était donc normal qu'elle fournît à la vie surnaturelle de l'Église des moyens humains de choix. Encore, pour

mener cette réussite à son terme, les influences supérieures dispensées par l'Église elle-même étaient-elles requises. Seules elles mettent la raison en état d'accéder vraiment à cette universalité d'ordre naturel à laquelle elle tend par essence, et que l'infirmité de l'homme lui dispute sans cesse. Il a fallu des siècles d'élaboration chrétienne pour que l'intelligence débouchât enfin dans l'universalisme intégral exigé par la vérité. Saint Thomas d'Aquin est le grand metteur en œuvre de cet universalisme développé dans la raison sous la lumière de la foi, c'est pourquoi l'Église a une telle prédilection pour sa doctrine, et en a fait, selon le mot de Benoît XV, *sa doctrine propre*. On l'a dit très justement, et il ne faut pas se lasser de le répéter : « Ce n'est pas le catholicisme qui est thomiste, c'est le thomisme qui est catholique ; et il est catholique parce qu'il est universaliste * ». » C'est dans un système de signes, dans un langage latin que s'expriment la métaphysique et la théologie de saint Thomas, — en elle-même cette sagesse n'est pas plus liée au *latinisme* qu'à la physique d'Aristote ou de Ptolémée. Elle accueille tout l'être, parce qu'elle est absolument docile à l'être. Ayant les arêtes

* H. WROŃCIEKI.

les plus dures, elle a l'amplitude la plus grande ; ayant la plus stricte discipline, elle a le jeu le plus libre. Par un de ces paradoxes que ne dédaigne pas la Providence, et qui sont l'effet d'une logique supérieure, c'est dans la scolastique qu'a été formée la pensée la moins scolaire. Il lui est demandé aujourd'hui de se porter sur les positions les plus avancées.

Sans doute ceux qui possèdent sont-ils d'ordinaire paresseux, et laissent-ils dormir leurs trésors ; les thomistes ont beaucoup de peine à ne pas diminuer saint Thomas. Aussi bien savons-nous que les hommes jettent les mains sur tout ce qui vient du ciel, pour l'approprier à leurs intérêts d'un jour, et l'asservir à leurs conflits particuliers. Mais si le poids de la nature et les contingences de l'opinion attirent tout système humain vers les divisions d'en-bas, la foi et la contemplation, auxquelles la doctrine de saint Thomas est suspendue, la maintiendront toujours dans l'universalité, comme instrument intellectuel de l'Eglise. Voilà le point capital : cette doctrine est l'*instrument* intellectuel propre de l'Eglise universelle, à ce titre il est aussi impossible qu'elle restreigne jamais l'universalité de la vérité, que de voir jamais le catholicisme restreindre la catholicité.

C'est dans l'Église que toutes les vertus de l'Occident se conservent. Elle les conserve en les universalisant, pour autant qu'elle en use dans sa propre vie intellectuelle et spirituelle, et dégage ainsi de leurs particularités naturelles une substance immortelle qu'elle s'incorpore. J'ai dit que se défait le vêtement de culture profane que l'Europe lui avait tissé. Ce n'est plus d'un vêtement qu'il s'agit ici, mais du corps lui-même. Tout ce qu'il y avait de suc éternel dans la sagesse et les richesses de l'Occident a été incorporé à la vie propre de l'Église. Tout un organisme rationnel ayant une valeur universelle, supra-locale et supra-temporelle, s'est ainsi constitué, qui ne périra pas. Saint Thomas est chargé de le maintenir dans l'unité.

La foi surnaturelle est indépendante en elle-même de tous ces trésors de raison. Mais pour se répandre et se conserver parmi les hommes elle doit se servir d'eux. Prétendre l'en dépouiller, sous prétexte de l'alléger, serait la pire absurdité. A cause de l'infirmité naturelle de la raison, qui n'a pas les divines garanties d'intégrité et de perfection propres à la foi, il se peut bien que des virtualités importantes de la sagesse rationnelle, philosophique ou théologique, soient restées marquées ou insuffisamment développées dans la

pensée de l'Occident : nous avons beaucoup à recevoir à ce point de vue de nos frères slaves, et d'une spiritualité authentiquement chrétienne qui, malgré la séparation sait encore faire germer des saints *. Nous avons à recevoir aussi des formes de pensée non chrétiennes, que dis-je, de toutes les erreurs du monde, où toujours quelque vérité est tenue captive. Il reste que tout ce qui sera reçu devra être assimilé dans la vérité, et que la doctrine propre de l'Église a pour elle l'autorité de l'Église elle-même, sans cesse assistée par Dieu non seulement dans ses définitions infaillibles, mais dans toute sa vie intellectuelle. Les influences de la causalité matérielle, les adaptations à telle ou telle formation historique n'intéressent dans cette doctrine absolument rien d'essentiel : elle est vraie, et par là même au-dessus des variétés du temps et de l'espace. Elle s'est développée en telle région du globe et durant tant de siècles, mais de ce fait elle n'a subi dans sa substance aucune *particularisation* historique ou géographique. Après une très longue maturation elle est prête au contraire à fournir les moyens d'un redressement universel.

* Voir l'Annexe XI.

31. Une tâche immense et ardue, ne nous le dissimulons pas, s'impose aux catholiques. Pour faire triompher l'universalisme du Christ, il est aujourd'hui nécessaire de suppléer à l'éducation chrétienne qui a manqué à beaucoup de peuples. En leur *adaptant* le catholicisme? Dans la mesure où adaptation dit changement, on n'adapte pas la vérité, on s'y adapte. En les *adaptant* au catholicisme? Dans la mesure où adaptation dit conformation à quelque chose d'étranger, on n'a pas à s'adapter au catholicisme, qui n'est étranger nulle part. Choisissons un meilleur vocable. Disons qu'un grand travail de *préparation* est exigé, qui permettra à ces peuples d'enraciner l'Évangile dans leurs propres cultures.

Ce travail est possible, parce qu'en dépit de toutes les différences accidentelles (singulièrement exagérées, semble-t-il, par beaucoup de philologues et de théoriciens), l'homme et la raison sont partout les mêmes. « Ce qui me frappa le plus à mon arrivée en Chine, nous disait le Père Lebbe, ce n'est pas la diversité, mais la ressemblance. » Aussi bien Dieu ne s'est-il nulle part laissé sans témoignage, a-t-il ménagé partout des pierres d'attente secrètes qu'il importe de découvrir.

Ce travail est terriblement difficile, parce qu'il doit respecter à la fois, et dans des

matières où le sujet humain ne demande qu'à tout embrouiller, l'absolu de l'immuable, vérité et la relativité de tous les modes contingents de développement culturel. Une loi nous rappelle que la grâce a un droit naturel sur toutes les natures et les nations, et qu'en tout pays la maison de Dieu est la maison commune et natale. Une autre loi nous rappelle que toute faiblesse à l'égard de l'erreur se paie d'un prix sanglant, et qu'on ne mène pas les âmes à la lumière avec des complaisances pour la nuit.

Il réclame une collaboration universelle. Dieu veuille susciter des vocations intellectuelles parmi les convertis de toute race ! Et puissent-ils se hâter, avant que trop de ruines et de corps sanglants ne jalonnent la terre. C'est leur effort qui achèvera l'œuvre commune. Mais on est aussi en droit de penser que notre patrie a reçu pour cette œuvre un appel particulier, parce qu'elle est née missionnaire. Et quelle autre nation a donné aux missions plus de sang et plus d'amour ? Plus on connaît et aime les autres nations, mieux on devine l'importance du message de la France. Un certain protectionnisme intellectuel, qui prescrit l'ignorance d'autrui sous prétexte de garder sa force, en réalité par un sentiment d'épargne bourgeoise et de quant-

à-soi, est un empêchement à la délivrance de ce message. Quand elle en triomphe, — sans pour cela se renoncer, — son ardeur sèche éveille alors chacun au meilleur de soi-même. Entend-elle aujourd'hui les plaintes impérieuses qui provoquent de toutes parts son antique générosité? Le monde la requiert de députer ses forces intellectuelles à la grande entreprise attendue de Dieu.

Alors que la sagesse illusoire des philosophes de ce monde fait dans tous les pays le siège de toute intelligence, penserons-nous maintenant que cette entreprise puisse s'accomplir sans le secours de la raison la mieux armée? Ce n'est pas du côté de l'indistinct et de l'informe, c'est à force de distinction, de vigueur formelle et formée, qu'elle a chance de réussir. Si l'on y travaillait sans les plus fortes garanties doctrinales, ou que l'on espérât trouver des armes suffisantes dans l'état le plus primitif et le moins différencié de la pensée chrétienne, ou qu'on voulût même bâtir sur des philosophies étrangères à la vérité, on s'exposerait à de sérieux mécomptes. Ne craignons pas d'y insister, c'est la forme la plus évoluée et la plus parfaite de la pensée chrétienne, c'est la haute sagesse placée sous le signe du Docteur commun de l'Église qui doit être ici mobilisée. C'est d'elle

qu'il faut tirer, sous les présentations convenables, en l'approfondissant selon toute sa rigueur et selon les exigences authentiques de chaque problème, les valeurs intellectuelles dont tous les climats de la terre ont besoin. Forme conservatrice de tout ce qu'il y a d'universel et de perdurable, elle seule peut ranimer l'Occident, lui rendre l'usage libre et vivant de ses richesses spirituelles, de sa tradition et de sa culture; elle seule peut sauver aussi l'héritage de l'Orient, et réconcilier les deux moitiés du monde. Car il s'agit non pas d'opposer irréductiblement une culture à l'autre, et non pas de les brouiller toutes dans un mélange sans nom, mais d'user des formes intellectuelles les plus pures et les plus actives élaborées dans l'Église pour assumer et intégrer dans la lumière du Verbe incarné, sans porter la moindre atteinte à leur individuation et à leur autonomie naturelle, tout ce qu'il y a de sage, de bon, de vraiment humain, et même divin, dans les diverses cultures et les diverses formations historiques.

Croisade de l'esprit, esprit de croisés. Les positions purement défensives, les accommodements, les réduits provisoires, les vérités partielles ne sont plus de rien. C'est à une expansion universelle de l'intelligence que

nous sommes appelés par l'amour. Il est temps. L'âme demande à adhérer purement à l'absolutisme de la vérité et de la charité. Il doit venir des hommes libres de tout sauf de Jésus. Des saints les ont annoncés *. Ils ne feront pas acception des personnes, ni des nations, ni des races. La routine antique ou les préjugés modernes, la quiétude des riches, le sort de la grammaire et du bon goût, les préoccuperont peu. Divisant en toutes choses la lumière d'avec la nuit, ils entreprendront de réconcilier dans la justice les oppositions humaines, et de rendre tout l'homme à Dieu. L'amour les fera universels par grâce comme Dieu l'est par nature, dilatera leur intelligence à la mesure des intentions divines. Si le monde ne les reçoit pas, leur œuvre pourtant ne sera pas vaine, et s'accomplira en tout cas dans l'invisible royaume des esprits qui les entendront.

* Saint Vincent Ferrier, le Bienheureux Grignon de Montfort.

III. — *Primat de la contemplation.*

32. Soumise au temps, où elle se passe, et passe, la loi de l'action est la rapidité. Le Seigneur a prêché trois ans. Mais qu'on agisse peu, comme les ermites, ou beaucoup comme les docteurs et les apôtres, l'action ne triomphe du temps que dans la mesure où elle descend de la contemplation, qui joint l'esprit à l'éternité. Parce qu'elles inséraient dans le flux de notre durée l'efficiencie infinie de sa contemplation bienheureuse, trois années de la vie du Christ remplissent le temps jusqu'au dernier jour.

L'on n'aurait, nous l'indiquions au début de ce chapitre *, qu'une vue incomplète de la primauté du spirituel si l'on négligeait de considérer le rôle de la contemplation dans la vie humaine, et sa supériorité sur la vie seulement active.

Les anciens savaient que la vie contemplative, où l'homme « brûle de percevoir la

* Voyez plus haut, p. 121-122.

beauté de Dieu » et « lui offre son âme en sacrifice », vaut mieux que la vie active. « Absolument et de soi, dit saint Thomas *, la vie contemplative est meilleure que la vie active. » Elle tend plus directement à la divine charité, en quoi consiste la perfection.

Par vie active, les anciens entendaient deux choses distinctes, mais qui vont ensemble : l'activité extérieure au milieu des hommes, et l'effort dans le perfectionnement des vertus. Cet effort moral, dont nous ne sommes jamais dispensés, est ordonné à la contemplation et à l'union à Dieu, à laquelle il dispose ** ; — cette activité extérieure doit, — selon l'ordre accompli de la vie humaine, — procéder de la contemplation et de l'union à Dieu ***. Pour autant que l'ordre de la charité n'est pas encore achevé dans l'homme, pour autant l'activité extérieure, ne procédant pas de l'adhésion à Dieu comme elle le devrait, risque de dissiper l'homme selon le rythme de la matière, et d'empêcher le progrès par lequel, sous la motion de Dieu, il se construit lui-même ; mais en même temps l'effort moral, joint à cette activité, est un

* SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, II-II, 180, 1 ; 182, 2, ad 3 ; 182, 1.

** SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, 180, 2.

*** *Ibid.*, 182, 1, 3, 4 ; 188, 6.

moyen nécessaire de ce progrès. De telle sorte que la vie active est utile ou nuisible, sert à avancer ou à reculer, selon que l'un de ses deux aspects prime l'autre. Les choses ne vont alors comme il faut que si l'homme, tout en faisant grandir l'exercice des vertus, simplifie son activité extérieure, la restreint à ce que demande l'ordre de la charité, lui fait perdre cette espèce de verdure et de présomption, cette « façon vagabonde, tumultueuse et puérile » (111) qui est une illusion de vie.

Et puis, quand il est entré sous le régime habituel des dons du Saint-Esprit, et pour autant qu'il participe à la vie parfaite, alors et pour autant l'activité extérieure procède en lui, comme elle le doit, de l'adhésion à Dieu, survient par mode d'addition, non de soustraction * ; et à ce titre, loin d'être une déficience ou un empêchement, elle est une surabondance. C'est ainsi que toute la multitude des actions communes, exigées par les nécessités de la vie humaine et la conversation entre les hommes, devenait entre les mains de la Vierge une poussière d'étoiles cueillies au ciel. Alors le mouvement de la vie active se renverse : elle aidait à monter vers Dieu ; elle en redescend. Alors, et alors seulement,

* *Sum. theol.*, II-II, 182, 1, ad 3.

selon la vocation particulière et la mission reçue, la créature peut accomplir ces prodiges d'activité que l'on admire chez certains saints, réussites de la grâce où l'homme n'est qu'un instrument manié par la Toute-Puissance, et dont les plus colossales entreprises de notre énergie naturelle ne sont qu'une évanouissante contrefaçon.

Tel est l'ordre immuable, que nulle agitation ne peut entamer. Cet ordre exige une succession de dépouillements et de morts, parce qu'il est l'effet de notre destination à une fin surnaturelle. Peu commencent à le suivre. Et combien vont jusqu'au bout? A la fin, sans doute, tout leur est rendu d'une certaine manière, — transfiguré dans la liberté des enfants de Dieu, *qui spiritu Dei aguntur*. A leur témoignage cependant, la contemplation infuse elle-même ne les élève au partage de la vie du Christ et des trois Personnes divines que dans une nuit dure comme la mort, et où l'Amour les prive de toutes leurs façons humaines d'opérer. Et certes, avant d'arriver là par une grâce éminente, ils ont dû agir par eux-mêmes, faire usage eux-mêmes de toutes leurs puissances dirigées avec force vers Dieu, — c'est en effet l'erreur même du quétisme de prétendre entrer par notre propre industrie dans une passivité que Dieu seul

peut donner. Il reste que l'énergie même de leur vouloir a dû s'appliquer plutôt à pacifier leur activité naturelle, à la faire jeûner, qu'à l'exalter dans une espèce de développement athlétique. Car dès le principe, cet appel à la perfection que l'amour adresse à tous, et qu'eux ont entendu, les a orientés vers une union divine qui dépasse toutes les forces de la nature.

Dispersés, inconnus, ce sont ces amis de Dieu qui rachètent les âmes et soutiennent le monde, en achevant en eux ce qui manque à la Passion de leur Maître. Empêchent-ils cependant l'histoire humaine de périchliter? Si, pendant plusieurs siècles, le monde a malgré tout connu un progrès organique, et permis aux hommes de s'élever selon l'esprit, c'est que dans la structure de ses offices et de ses états, dans son échelle des valeurs et la forme de sa culture, il restait, quoi qu'il en fût des mœurs du plus grand nombre, dominé par l'ordre essentiel de la vie humaine, l'ordre à la perfection, que seuls les saints réalisent pleinement.

Le monde moderne a complètement renversé cet ordre essentiel de la vie humaine. Voilà plus de trois siècles que l'activité extérieure a commencé d'attirer à soi toute la vie de l'homme, parce que, en réalité, c'est vers la

matière à dominer et utiliser pratiquement, non vers Dieu à rejoindre par la foi et l'amour, que le monde s'est alors tourné. La conversion vers les biens périssables, qui définit le péché mortel, est peu à peu devenue l'attitude générale de la civilisation.

L'Église cependant a toujours maintenu, dans son enseignement et dans sa pratique, le primat de l'activité théologique et de la contemplation. Elle se souvient de Moïse priant pour les armées de Josué, et dont Aaron et Hur soutenaient les bras, qui ne pouvaient retomber sans que chancelât la victoire (112). « A quoi servent, demandait ce saint Jean de la Croix qu'elle vient de proclamer Docteur, ceux qui préfèrent l'activité et s'imaginent pouvoir conquérir le monde par leurs prédications et leurs œuvres extérieures? Que font-ils? Un peu plus que rien, parfois absolument rien, parfois même du mal (113). » Car là « vie mixte », que saint Thomas déclare supérieure à la vie seulement contemplative, n'est pas celle où l'action détourne de la contemplation, mais où la contemplation elle-même surabonde en action.

La contemplation seule découvre le prix de la charité. Sans elle on le sait par ouï-dire. Avec elle on le sait par expérience. Par

l'amour et dans l'amour, elle fait connaître que Dieu est amour. Alors l'homme laisse Dieu faire en lui ce qu'il veut, il se laisse lier parce qu'il aime. Il est libre parce qu'il aime. Tout ce qui n'a pas le goût de l'amour perd pour lui toute saveur.

A cause de cet amour où elle consomme notre vie, la contemplation seule réalise en nous l'universalité, rend l'âme catholique en esprit et en vérité. Comme elle transcende toutes les vertus intellectuelles et morales, la prudence, la science et l'art, elle transcende de même tous les particularismes, accorde l'âme à l'unité du Corps mystique du Christ, la désaccorde de toute unité plus étroite. Par elle, le Christ, demeurant en ceux qui l'aiment, donne à leur cœur une sorte d'ampleur eucharistique.

Sans la contemplation, toute doctrine philosophique et théologique, même vraie, tourne à la secte ; tout zèle, même bon, à la rivalité. Parce qu'elle rend l'homme un seul esprit avec Dieu, elle fait vraiment l'unité dans l'homme, et entre les hommes. Elle procède du don de sagesse, et la béatitude des pacifiques est le privilège de ce don.

33. Les œuvres qui pénètrent le plus avant dans l'avenir sont celles que l'Esprit de Dieu

dispose en silence et conduit au gré de sa liberté. L'opération de la grâce prépare de grandes choses dans une jeunesse agitée du désir de l'absolu, et dont la partie la plus ardente se tourne aujourd'hui vers Dieu. Un dur combat se livre aux frontières de l'intelligence, de l'art et de la philosophie. Cette activité-là est par nature le propre d'un petit nombre; loin de demander la collaboration de tous, elle exige plutôt une certaine solitude. Tout ce que l'on peut souhaiter dans ce domaine en fait d'union très étendue, c'est une union de charité, qui épargnerait à ceux qui soutiennent l'effort de l'adversaire bien des coups de surplus provenant de leurs frères dans la foi.

En d'autres domaines toutefois une autre sorte d'union très étendue est possible, union dans le travail même, et qui sollicite tous les concours. Parlant des catholiques décidés à vivre leur foi sans complaisance pour les erreurs modernes, et à servir les intérêts du Christ avant tout autre intérêt, nous écrivions il y a quelques mois : « Ceux-là, si vives que puissent et doivent être leurs oppositions sur des points parfois humainement très importants, auront toujours pour principes communs, non seulement les dogmes de la foi, mais aussi les directions intellectuelles, *toutes*

les directions intellectuelles, spéculatives et pratiques, maternellement données par Rome et reçues en esprit de docilité vivante et filiale. Le temps semble venu pour eux de faire œuvre de synthèse véritablement catholique, c'est-à-dire universelle, d'édifier, de rassembler, d'insister partout sur le positif, et pour cela de réconcilier d'abord dans leur esprit, sous l'indispensable lumière de la sagesse théologique (sans cette condition, rien à espérer), des aspects trop longtemps séparés et, en réalité, complémentaires, absolutisme doctrinal et hardiesse évangélique, fidélité à la pure vérité et pitié pour les âmes malades, tradition où il faut, révolution où il faut... *Misericordia et veritas obviaverunt sibi* (114)... »

Sur ce programme d'adhésion sans réserve à toutes les directions pontificales, les catholiques, s'ils voulaient, et quelles que soient leurs divergences en d'autres domaines, pourraient s'unir utilement, selon le vœu constamment réitéré des Souverains Pontifes, et travailler d'accord. Une telle union est possible, en premier lieu, dans l'ordre de la connaissance. De tous côtés le désir apparaît de se mieux pénétrer de la doctrine de l'Eglise, si misérablement ignorée de tant de baptisés, et de se fortifier contre l'erreur innombrable

par une sérieuse formation philosophique et théologique. Voilà bientôt cinquante ans que les Papes adjurent les catholiques d'aller tous à saint Thomas d'Aquin. A de si fortes instances a-t-on répondu avec un amour assez généreux de la vérité? Si depuis tout ce temps un effort unanime avait été fait pour redresser l'intelligence sous l'inspiration du Docteur commun, les catholiques tiendraient toutes les avenues du monde. A présent de grands combats se préparent contre l'Eglise, tandis qu'une sorte de syncrétisme complaisant à tout ce qui est faux menace beaucoup d'esprits. Il est urgent de s'armer.

L'union dont nous parlons est également possible dans l'ordre de l'action, à condition que celle-ci ait des buts prochains suffisamment universels. Qu'il s'agisse de coopérer à cette restauration spirituelle de la chrétienté qui apparaît comme la grande tâche d'aujourd'hui, ou d'aider au travail apostolique, à l'immense labeur des missions, à l'intérieur et à l'extérieur; de retrouver les principes de la politique chrétienne, de lutter contre le laïcisme et contre ses lois; de préparer l'établissement d'un ordre social chrétien, et de combattre des conditions sociales contraires à la justice et à l'esprit de l'Evangile; de pratiquer les œuvres de miséricorde spirituelle

et corporelle, de porter secours à tous les membres douloureux du Christ, non seulement aux pauvres et aux malades, mais aussi à tant de cœurs ardents que de fausses doctrines, l'iniquité de ce monde sans Dieu, la sécheresse et l'égoïsme des gens *bien pensants* exaspèrent dans l'erreur, -- non ! l'ouvrage urgent ne manque pas, qui requiert les catholiques en tant même que catholiques. Tous ceux qui y travaillent depuis longtemps en équipes séparées, dans un grand nombre d'œuvres admirablement variées, et nécessairement indépendantes les unes des autres, il suffirait qu'ils se reconnussent. Les formes nouvelles qui pourraient naître prendraient place dans cette harmonie, dont la règle suprême serait l'enseignement intégral dispensé par la Papauté. Une activité accordée, procédant ainsi de l'esprit de foi, de l'amour du Christ en son Église, et d'une grande dilection pour sa parole incessamment transmise par son Vicaire, loin de détourner les âmes de la vie d'union à Dieu, les y disposerait au contraire. Et c'est bien cette sorte d'action commune que la vie d'union à Dieu commande elle-même. *Negotium justum suscipit necessitas charitatis* *. Cheminant petit à petit,

* « L'amour de la vérité recherche un saint repos, la

elle aurait bientôt pour l'extension du règne de Dieu des résultats immenses. L'ouvrage n'avance mal que parce que l'unité manque entre les ouvriers.

34. Mais plus nécessaire encore que cette union de tous dans l'action, — en constituant d'ailleurs une condition supérieure, — est l'invisible union de quelques-uns dans la contemplation, dans cette sagesse « avec laquelle tous les biens viennent à l'homme, et qui le rend participant de l'amitié de Dieu * ». Voilà ce qui est réclamé avant tout par l'angoisse du temps présent. Le monde demande des saints. Si les catholiques ne lui donnent pas ce qu'il demande, tant pis pour eux et pour tous, il se vengera sur eux, et cherchera sa consolation chez le diable. Les crises qui se succèdent parmi eux depuis vingt-cinq ans révèlent un douloureux héritage de défaillances. Les condamnations qu'elles ont provoquées doivent être regardées comme la liquidation du dix-neuvième siècle. Manifestement Dieu veut quelque chose de neuf.

Mais d'abord et avant tout il nous demande

nécessité qu'impose l'amour accepte un juste labour », *otium sanctum querit charitas veritatis negotium justum suscipit necessitas charitatis*. (Saint AUGUSTIN, de Civ. Dei, XIX.)

* Sap., 7.

de restaurer en nous l'ordre essentiel que le monde moderne a brisé. « Saint Paul, qui est venu en signes et en sagesse, dit qu'il n'est venu ni en sagesse ni en signes *, » seulement dans la vertu de la folie de la croix. Ce juif dénué de tout, que Dieu consumait d'amour, porte l'Europe et tous les siècles chrétiens dans ses bras. Et que dit-il ? « Je fléchis les genoux devant le Père, de qui toute paternité au ciel et sur la terre tient son nom, pour qu'il vous donne, selon les richesses de sa gloire, d'être par son Esprit, assurés en force dans la vie intérieure, d'avoir le Christ habitant vos cœurs par la foi, d'être fondés et enracinés dans l'amour ; afin que vous puissiez comprendre avec tous les saints quelle est la largeur et la longueur, la hauteur et la profondeur, et connaître aussi la charité du Christ qui surpasse toute connaissance ; afin que vous soyez comblés de toute la plénitude de Dieu **. » En si petit nombre qu'ils soient, ceux qui entendent la leçon de saint Paul, et ne veulent vivre que pour être un jour emplis de cette plénitude, accomplissent le dessein pour lequel nous sommes nés. Car « en définitive nous n'avons été créés que

* PASCAL.

** Saint PAUL, *Ephes.*, III, 14-20.

pour cet amour. Au soir de cette vie c'est sur l'amour que nous serons jugés » (115).



35. Et maintenant à quoi bon ce livre? Les cœurs contemplatifs savaient déjà, mieux que son auteur, tout ce qu'il tâche à expliquer. Les autres ne comprendront pas davantage.

Qui ne comprend aujourd'hui, demain comprendra peut-être. Et puis, comme le dit Pascal, nous n'avons pas reçu mission pour faire triompher la vérité, mais pour combattre pour elle.

ANNEXES

ANNEXES

I

SUR LA THÉORIE DU POUVOIR « DIRECT » IN TEMPORALIBUS

« Quelques théologiens, au cours de l'histoire, ont pu pousser la conviction enthousiaste du droit de l'Église jusqu'à revendiquer pour elle, directement, tout pouvoir terrestre. Le *ne scandalizemus eos* par lequel Notre-Seigneur motive sa pure et graduelle concession en payant le didrachme, leur a posé la seule limite possible aux droits de la Mère des rois-chaetés... » (R. P. Humbert CLÉRISSAC, *le Mystère de l'Église*.) L'enseignement de Léon XIII, dans les encycliques *Sapientiæ christianæ* et *Immortale Dei*, semble nettement leur donner tort, et de toute façon rejette absolument les exagérations violentes ou certains canonistes du quatorzième et du quinzième siècles étaient tombés : se portant à l'extrême opposé des prétentions régaliennes des légistes, ceux-ci voulaient que tout droit, tout juste domaine

et toute légitime possession soient enfermés comme en un écrin dans la poitrine du Souverain Pontife, de telle sorte que celui-ci pût régulièrement intervenir de façon directe dans les questions de propriété ressortissant au droit civil, et que l'on pût régulièrement en appeler à lui de toute sentence portée par les juges séculiers : ils regardaient comme illégitime le pouvoir des princes païens sur les peuples infidèles, et, en définitive, niaient la légitimité des pouvoirs terrestres fondés sur le droit naturel. Pourtant l'Église ne fait pas plus cette légitimité que la grâce ne fait la nature. (Cf. A. BAUDRILLART, « Des idées qu'on se faisait au quatorzième siècle sur le droit d'intervention du Souverain Pontife en matière politique. » *Revue d'histoire et de littérature religieuse*, t. III, 1898 ; Jean RIVIÈRE, *le Problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, 1926 ; E. DUBLANCHY, « Turrecremata et le pouvoir du Pape dans les questions temporelles », *Revue thomiste*, janvier-mars 1923 ; TURRECREMATA, *Summa Ecclesiæ* ; BELLARMIN, *De Summo Pontifice*, lib. V.)

Sans tomber tous dans ces exagérations, les partisans de la théorie du pouvoir direct sur le temporel entendaient néanmoins attribuer à l'Église un haut domaine sur l'universalité des souverainetés temporelles elles-mêmes *dans la ligne même du bien temporel à procurer*, de telle sorte que les princes fussent tenus purement et simplement pour ses ministres ou délégués *in temporalibus*, et relevassent directement de son autorité dans cet ordre même. La suzeraineté temporelle du Christ n'avait-

elle pas dû, comme sa souveraineté spirituelle elle-même, être transmise par lui à l'Église et à Pierre?

Et il est bien vrai, nous l'avons déjà rappelé, que la royauté du Christ n'est pas seulement spirituelle, elle est aussi temporelle. Placé par l'union hypostatique au sommet de tous les êtres, possédant une science infuse parfaite et totale qui rend son intelligence souverainement achevée et lui permet de régir universellement le monde (cf. C. V. HÉRIS, *Rev. des sc. phil. et théol.*, juillet 1926), le Christ en tant qu'homme a reçu de Dieu un droit absolu sur toutes choses créées pour les gouverner selon ses fins universelles. « Ce serait une erreur honteuse. écrivait récemment S. S. Pie XI dans l'encyclique *Quas Primas*, de dénier au Christ-Homme l'empire sur les choses civiles quelles qu'elles soient ; il a, en effet, reçu du Père un droit si absolu sur les créatures que tout est soumis à son bon vouloir. »

« Pourtant, continue la même encyclique, pourtant, durant sa vie terrestre, il s'est complètement abstenu d'exercer cette autorité ; ayant dédaigné autrefois la possession et le soin des choses humaines, il les abandonna alors et les abandonne aujourd'hui à leurs possesseurs. Vérité admirablement exprimée par ces vers : *Non eripit mortalia. qui regna dat cœlestia.* »

Par là nous est signifié un grand mystère de la vie historique de son Corps mystique, et la perpétuelle urgence de cette parole : « Mon royaume n'est pas de ce monde », dont la raison profonde est la mission rédemptrice elle-même du Seigneur. Quelle

qu'ait pu être la valeur de convenance de leurs arguments, et à supposer que réduite à ce qu'elle a de plus formel, leur opinion aujourd'hui bien oubliée, pût s'accorder avec les vérités que Léon XIII devait mettre plus tard en si vive lumière, les partisans du pouvoir direct sur le temporel n'auraient jamais dû omettre la correction qui en tout cas s'impose immédiatement, et que suggère avec tant de justesse l'encyclique du Christ-Roi. On peut avoir un droit, et ne pas l'exercer ; un glaive, et le garder au fourreau. *Mitte gladium tuum in vaginam...* Convierndrait-il que l'Église usât effectivement, même de la façon la plus discrète et la plus élevée, d'un pouvoir que son Maître a refusé d'exercer ? Jamais, en fait, elle n'a usé d'un tel pouvoir. Toutes ses interventions dans le temporel, même quand elle prenait, pour faire l'Europe, la succession de l'Empire défaillant, n'ont jamais relevé que du pouvoir indirect, (sans parler des cas où ne jouait qu'un droit humain et aliénable, comme celui que les évêques pouvaient assumer en l'absence de l'autorité politique pour défendre contre les invasions la vie des cités, ou comme celui que confère un arbitrage librement sollicité par des parties adverses *).

C'est que pour elle comme pour le Seigneur Jésus, la mission rédemptrice prime tout. Elle doit achever ce qui manque à sa Passion. Il est venu

* Nous ne parlons pas non plus, évidemment, des cas où le Pape agissait lui-même (diplomatiquement ou militairement) comme souverain temporel des États pontificaux.

pour souffrir et pour racheter, non pour dominer, et il en sera ainsi jusqu'à ce que son règne arrive, avec le siècle futur.

Dans leur enseignement et dans leur action comme chefs de l'Église, ce n'est pas à la théorie du pouvoir direct, c'est à la doctrine du pouvoir indirect et de la suprématie du spirituel sur le temporel, libre lui-même et souverain dans son domaine (cf. G. DE LAGARDE, *op. cit.*), que les Papes, du onzième au quatorzième siècle, ont rendu témoignage. On peut toutefois se demander si le moyen âge, en affirmant ainsi magnifiquement le droit, n'a pas été trop optimiste quant au fait, et cherché avec trop de confiance encore dans l'homme, et dans le monde, la réalisation terrestre du primat du spirituel. Quoi qu'il en soit, n'oublions pas que la doctrine du pouvoir direct sur le temporel n'est qu'une opinion théologique, et rejetée par tous les théologiens modernes. Nous n'y avons fait allusion ici que pour être complets. Il n'en sera plus question dans cette étude.

Dans certaines déclarations rappelées récemment (de Mgr Ireland ou du cardinal Gibbons) refusant au Pape le droit « d'imposer sa volonté en des matières purement civiles », il faut voir, notons-le pour terminer, un refus d'accorder au Pape un *pouvoir direct* sur les choses civiles (si par exemple le Pape intervenait dans le système électoral des États-Unis au titre du bien politique des citoyens, ce qu'il ne sera d'ailleurs jamais tenté de faire), et nullement, cela est clair, une négation de son *pouvoir indirect* sur le temporel, au titre des intérêts divins dont il a la garde.

II

POLITIQUE ET THÉOLOGIE

« Disons-nous que la politique (science politique et prudence politique) est une sorte de physique et une sorte d'art du bien social, qui se constituerait séparément de l'éthique, une science et une mise en œuvre des conditions de prospérité de la cité que l'observation déterminerait au seul point de vue des « lois naturelles », et sur lesquelles pourraient venir se greffer après coup et de façon surérogatoire des considérations morales? Ce serait une erreur capitale. La fin de la cité terrestre est le *totum bene vivere* de l'homme ici-bas : bien temporel sans doute, mais qui n'est pas seulement d'ordre matériel, qui est aussi et avant tout d'ordre moral et spirituel. La science et la pratique de la bonne conduite de la cité ne sauraient donc se séparer de la juste connaissance des fins de la vie humaine.

« C'est précisément pourquoi saint Thomas, se fondant sur Aristote, mais le dépassant à l'infini, a pu assurer en doctrine cette subordination totale de la politique à la morale dont nous parlions tout à l'heure, — et appliquant seul de façon parfaitement exacte ce principe très vrai : « Le bien du tout est

plus divin que le bien de la partie *, » que les païens risquaient toujours de tirer dans le sens de l'idolâtrie de l'État, — montrer que, d'une part, tout ce qui est de l'homme, *pris formellement comme partie* de la cité, peut être référé au bien de la cité, mais que d'autre part il y a dans l'homme un aspect selon lequel, étant directement référé à Dieu, il échappe à cette ordination politique et possède lui-même la dignité d'un tout, plus éminemment que le monde physique tout entier, puisque Dieu est beaucoup plus intimement la fin d'une âme que de tout l'univers des corps. C'est ainsi encore que, d'après saint Thomas, un homme privé peut être bon citoyen (*civis communis*, sinon *civis præclarus*), sans être moralement bon *simpliciter* (il suffit qu'il ait les vertus civiques, et qu'il soit ordonné au bien commun), mais le prince ne s'acquitte bien de sa fonction politique, de sa fonction de Prince, que s'il est homme vertueux purement et simplement, non seulement dans l'ordre politique, mais dans tout l'ordre de la vie morale. Car il doit incarner le bien commun...

« La science politique intégrale, quelque immense part qu'il convienne d'y réserver à l'observation et à l'induction, est non seulement d'un ordre supérieur à la science inductive, à une simple constatation physique de faits et de conséquences empiriques (prétendue sociologie au sens de

* Parce que le tout comme tel est plus que la partie, donc est plus près du premier Être.

Durkheim), mais d'un ordre supérieur à la philosophie ; pour être vraiment complète elle doit se référer au domaine de la théologie, et c'est bien en tant que théologien que saint Thomas a écrit le *De regimine principum* : en effet, les fins sont dans l'ordre pratique ce que les principes sont dans l'ordre spéculatif, la connaissance des actes humains, et en particulier de la bonne conduite de la cité humaine, ne saurait donc exister comme science intégrale, comme corps de doctrine achevé, que si elle est rattachée à la fin dernière de l'être humain. Sans doute un Aristote a pu, avec les déficiences que j'ai signalées, tracer l'épure d'une *philosophie* politique, partie d'une *philosophie* morale suspendue elle-même à la doctrine du souverain Bien (d'un souverain bien naturel, tel qu'un païen pouvait le concevoir, et encore bien obscurément). Toute *philosophie* politique, comme toute *philosophie* morale, sont ainsi une sorte de limite abstraite, la science des lois *naturelles* de l'agir humain. En fait cependant, l'homme n'est pas dans un état purement *naturel*, mais dans l'état de nature déchue et de nature réparée ; la règle de conduite de la vie individuelle et sociale ne peut donc pas faire abstraction de l'ordre surnaturel. » (*Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, p. 40-45.)

III

LA DOCTRINE DU POUVOIR INDIRECT ET LA DOCTRINE DES DEUX GLAIVES

Dans la pensée d'un saint Bernard et d'un saint Thomas d'Aquin, la doctrine des deux glaives signifiant que l'Église a le glaive temporel en ce sens seulement qu'on est dit avoir ce dont on peut diriger l'emploi. Commander à un pouvoir c'est d'une certaine manière le posséder. Lorsque saint Bernard écrivait à propos du glaive temporel : « Tuus ergo et ipse, tuo forsitan nutu etsi non tua manu evaginandus... Uterque ergo Ecclesiæ, et spiritualis scilicet gladius et materialis : sed is quidem pro Ecclesia, ille vero et ab Ecclesia exerendus ; ille sacerdotis, is militis manu, sed sane ad nutum sacerdotis et jussum imperatoris » (*De Consideratione*, IV, 3, 7), et lorsque, s'appuyant sur ce texte fameux, saint Thomas et les plus éminents théologiens de son temps enseignaient que l'Église possède les deux glaives (« Habet spiritualement tantum quantum ad executionem ; sed habet etiam temporalem quantum ad ejus jussionem », saint THOMAS, in IV. *Sentent.*, Dist. 37, expositio textus), ils entendaient seulement affirmer que le glaive spirituel peut et

doit diriger le glaive temporel (dont le droit naturel suffit par ailleurs à assurer la légitimité) en raison des intérêts spirituels eux-mêmes et en vue de la fin surnaturelle, et ne professaient ainsi que la théorie du pouvoir indirect. (On doit seulement noter, entre les anciens et les modernes, une différence de *point de vue* dans la manière d'envisager et de présenter cette théorie. Les premiers, placés à un point de vue plus métaphysique, et considérant avant tout la subordination des fins, insistaient davantage sur la soumission générale du temporel au spirituel, et des rois aux Souverains Pontifes, en vue de la suprême fin surnaturelle à atteindre. Les seconds, placés à un point de vue plus juridique, et considérant surtout les délimitations à tracer dans l'application, traitent du pouvoir indirect en un sens plus étroit, restreint aux interventions expresses de l'Église dans le temporel *ratione peccati*, et insistent davantage sur la liberté que l'Église, en dehors de ces cas-là, laisse aux puissances temporelles.)

La doctrine des deux glaives peut avoir une autre signification, et revendiquer pour l'Église non seulement le droit de contrôler les souverains temporels *ratione peccati*, — sinon même de les instituer en cas de nécessité, et pour subvenir aux besoins urgents des peuples, qui risquent de dévier spirituellement s'ils ne sont pas gouvernés, — mais encore un domaine éminent sur le temporel *comme tel*, qui ferait des souverains, illégitimes sans son agrément, ses simples délégués. C'est alors la doctrine du pouvoir direct sur le temporel. (Cf. plus haut Annexe I.) Dans

les théories des canonistes de la fin du moyen âge, ces deux sens différents de la « possession des deux glaives » se brouillent souvent, ce qui ne simplifie pas les discussions.

Avant Bellarmin le cardinal Jean de Turrecremata (*Summa Ecclesiæ*) et Cajetan avaient déjà expliqué de la façon la plus nette la doctrine théologique du pouvoir indirect. Cajetan écrit par exemple, dans son *Apologia de auctoritate Papæ*, tract. II, c. 13, ad 8 : « Potestas Papæ directe est respectu spiritualium ad supremum simpliciter finem humani generis : ideo suæ potestati duo conveniunt, primo quod non est directe respectu temporalium ; secundo, quod est respectu temporalium in ordine ad spiritualia. Hoc enim habet ex eo, quod ad supremum finem omnia ordinari debent, etiam temporalia, ab eo, procul dubio, cujus interest ad unum finem omnes dirigere, ut est Christi vicarius. » Et dans son Commentaire sur la *Somme théologique*, au sujet du texte suivant de saint Thomas d'Aquin (*Sum. theol.*, II-II, 60, 6, ad 3) : « La puissance séculière est soumise à la puissance spirituelle comme le corps à l'âme ; c'est pourquoi il n'y a aucune usurpation de pouvoir, si le supérieur spirituel intervient dans l'ordre temporel, quant aux choses où la puissance séculière lui est soumise, ou qui lui sont cédées par elle, » il écrit de même : « L'âme préside au corps selon un triple ordre de causalité ; selon la causalité efficiente, car elle est la cause des mouvements corporels de l'animal, selon la causalité formelle, car elle est la forme du corps ; selon la

causalité finale, car le corps est pour l'âme. Il en est de même, proportionnellement, de la puissance spirituelle à l'égard de la puissance séculière : la puissance qui dispose des choses spirituelles a un rôle de forme par rapport à celle qui dispose des choses séculières : celles-ci sont ordonnées comme à leur fin aux choses spirituelles et éternelles ; et la fin la plus haute répondant à l'agent le plus élevé, il appartient à la puissance spirituelle de mouvoir et diriger la puissance temporelle, et ce qui est de son domaine, vers la suprême fin spirituelle.

« De là suit que par sa nature le pouvoir spirituel a autorité sur le pouvoir temporel *en vue de la fin spirituelle* : telles sont les choses où le pouvoir temporel est soumis au spirituel, et c'est ce que veut dire saint Thomas lorsqu'il écrit : *Quant aux choses où la puissance séculière est soumise à la puissance spirituelle*. Cela signifie que la puissance séculière n'est pas soumise absolument et à tous points de vue à la puissance spirituelle : ainsi dans l'ordre civil il faut obéir au gouverneur de la cité, dans l'ordre militaire au chef de l'armée, plutôt qu'à l'évêque, qui n'a pas à se mêler de ces choses-là, sinon par relation aux choses spirituelles (*nisi in ordine ad spiritualia*). Mais s'il arrive que quoi que ce soit dans les choses temporelles présente un détriment pour le salut éternel, le prélat qui intervient alors dans ce domaine par un commandement ou une interdiction ne met pas la faux dans la moisson d'autrui, mais use à bon droit de son autorité propre ; parce qu'à ce titre-là toutes les puissances

séculières sont soumises à la puissance spirituelle. Tel est le sens de la première incise de la réponse de saint Thomas, où il affirme comment la puissance spirituelle juge des choses temporelles.

« La seconde incise : *quant aux choses qui sont cédées par la puissance temporelle à la spirituelle*, se rapporte aux prélats qui, par la donation des princes, possèdent en beaucoup de lieux l'une et l'autre juridiction. »

Bellarmin (*De potestate Summi Pontificis*, cap. v), après avoir défini la doctrine classique du pouvoir indirect : « Per voces *directe* et *indirecte*... intelligimus... potestatem pontificiam per se, et proprie spirituales esse, et ideo directe respicere, ut objectum suum primum, spiritualia negotia ; sed indirecte, id est, per ordinem ad spiritualia, reductive, et per necessariam consequentiam, ut sic loquamur, respicere temporalia, ut objectum secundarium, ad quod non convertitur hæc spiritualis potestas nisi in casu, ut loquitur Innocentius III », se réfère explicitement à Turrecremata, Cajetan, Vittoria, Dominique Soto et plusieurs autres. Il fait remonter à Innocent IV le terme même de pouvoir indirect, l'adverbe *indirecte* étant en effet employé par celui-ci pour désigner la manière dont le pouvoir spirituel atteint les choses temporelles. En réalité cette expression, comme le montre M. Jean Rivière (*op. cit.*, p. 39 et 54), était déjà courante à l'époque d'Innocent IV, elle est familière aux glossateurs du début du treizième siècle. Par exemple Vincent l'Espagnol, qui écrivait aux environs de 1216, glosant la formule

d'Innocent III : « Non enim intendimus judicare de feudo », ajoute : « *Directe; sed indirecte cognoscendo an peccet et inducendo ad pœnitentiam... et ita per consequentiam feudum restituet.* » Cette distinction sera reprise par Innocent IV, qui affirmera nettement le pouvoir indirect sur le temporel, *ratione peccati*. Les historiens pourront discuter à perte de vue sur les tendances personnelles de saint Grégoire VII, d'Innocent IV et de Boniface VIII. Quoi qu'il en soit de ces tendances personnelles, c'est seulement la doctrine du pouvoir indirect qu'ils ont professée comme Papes.

La doctrine de Bellarmin a été reprise par Suarez. Retenons de celui-ci (éd. Vivès, t. V, p. 366, n° 3), la formule suivante : « Il n'y a pas en le Souverain Pontife deux pouvoirs, mais *un seul*, qui se rapporte directement aux choses spirituelles, et, par voie de conséquence, aux choses temporelles. »

IV

A PROPOS D'UN OPUSCULE DE M. J. VIALATOUX

Quand un mouvement ou une école comporte pour ses adhérents des dangers d'erreur ou de déviation dans l'ordre de la pensée et dans l'ordre de l'action (cf. *Une opinion...* § 6, 7 et 8), ceux-ci, quand ils sont assez pressants et assez graves, suffisent évidemment à motiver les censures de l'Église. Prendre conscience de ces dangers, et comprendre qu'il appartient au Pape, souverain juge des choses spirituelles, de se prononcer avec autorité sur leur gravité, est le meilleur moyen d'arriver non seulement à une « soumission parfaitement méritoire de la volonté », mais à une « soumission parfaitement éclairée de l'intelligence ». C'est ce que ne paraît pas avoir vu M. J. Vialatoux, (« l'École de Maurras », *Chronique sociale de France*, décembre 1926 ; publié ensuite en brochure), lorsqu'il croit trouver une opposition entre la partie de notre brochure où nous examinons les idées politiques de Charles Maurras, et la partie où nous rappelions les lois de l'obéissance chrétienne.

Cette brochure ne visait ni à défendre ni à accuser l'Action française, mais à tâcher d'exposer les choses

avec justice, et par là même, peut-être, de servir à un apaisement. Elle considérerait la pensée politique de Maurras, non pas dans ses rapports avec les conceptions philosophiques et religieuses de celui-ci, mais dans les principales idées politiques mises en circulation par lui. Il est clair que si l'on fait un bloc des vues politiques de Maurras et de ses conceptions philosophiques, on aboutira à un système éminemment et manifestement condamnable. Mais rendra-t-on pour autant l'obéissance plus facile, c'est une autre question. Pour nous, en tout cas, notre point de vue était différent. Nous nous adressions à des esprits qui, pour la plupart, laissant à Maurras ses conceptions privées en matière de sagesse de la vie, n'avaient adhéré à l'Action française qu'en raison des idées politiques sur lesquelles se réunissaient les membres de ce groupement, et nous voulions les aider à un travail de *discernement* qui leur pouvait rendre plus facile la reconnaissance de la vérité totale, et l'obéissance au souverain juge spirituel.

M. Vialatoux a cité à plusieurs reprises notre brochure dans son travail. Sans entamer une controverse dans cette note, nous désirons cependant préciser les points suivants :

1) Si l'on considère la pensée politique de Charles Maurras comme un *système de philosophie politique* proprement dite, alors, du fait qu'il ne place pas Dieu à l'origine et à la fin de la société, ce système sera dans le même cas que s'il niait Dieu, et pourra être qualifié d'athéistique. Mais nous n'avons consi-

déré la pensée politique de Maurras que comme des « conclusions inductives et partielles », « *fragments* d'une science politique » : et à ce titre une philosophie chrétienne de la cité peut utiliser et sauver ces vérités partielles, et tenir compte à Maurras lui-même du fait que sans aller, hélas ! au terme des puissances naturelles de sa raison, et affirmer l'existence de Dieu, cependant il ne nie pas celle-ci.

2) Il est clair que n'étant pas croyant, Maurras ne pouvait conduire sa lutte contre le libéralisme selon toute l'amplitude que l'Église reconnaît à cette erreur. C'est seulement dans son opposition à un bien tout humain de la cité, non dans son opposition au bien divin, qu'il l'a attaqué. Mais il l'a fait avec une rare efficacité. Qu'il ait ainsi débarrassé l'esprit d'un grand nombre de Français du déplorable ascendant que le libéralisme, envisagé précisément à ce point de vue, exerçait encore sur eux, c'est un fait historique que l'on ne peut que constater. J'ai constaté que ce résultat a été obtenu par un incroyant, et qu'il aurait sans doute mieux valu qu'il eût été obtenu par des catholiques. Le fait est là, nul ne peut changer ce qui a eu lieu.

Ajoutons que le libéralisme n'est pas simplement l'athéisme. Il y a un libéralisme qui nie ou méconnaît Dieu, mais il y a aussi un libéralisme, — comme était par exemple le libéralisme du Sillon, — qui, croyant cependant en Dieu, regarde l'obéissance comme contraire à la dignité de l'homme et devant être remplacée par « l'autorité consentie », ou qui encore, tout en faisant sans doute descendre de

Dieu l'autorité, soutient néanmoins que dans la société civile « *elle remonte d'en bas pour aller en haut*, tandis que dans l'organisation de l'Église le pouvoir descend d'en haut pour aller en bas ». (Lettre de Pie X sur le Sillon, 25 août 1910.) Sur le libéralisme, voir plus loin l'Annexe VII.

3) En parlant de la « terrifiante inattention » des catholiques aux prescriptions de Léon XIII en matière sociale, je n'avais nulle intention de diminuer le rôle de l'école catholique sociale, je voulais marquer au contraire qu'un trop grand nombre de catholiques avaient négligé l'urgence des problèmes étudiés par celle-ci.

4) Ayant pris soin de *distinguer* de la façon la plus nette la démocratie comme forme légitime de gouvernement, et le Démocratisme ou mythe religieux de la démocratie au sens de Rousseau, je n'ai pas été médiocrement surpris de voir que M. Vialatoux me présente tout au contraire comme « disposé à couvrir » leur *confusion* (p. 65.)

Voilà une étrange disgrâce. Que le mot « démocratie » ait été employé, et d'abord et avant tout par les héritiers de l'idéologie de Rousseau, pour désigner à la fois ces deux choses, et que la seconde ait contaminé fortement la première et même toutes les formes actuelles de gouvernement, ce sont là encore des faits qu'il n'y a qu'à constater, et qu'on ne changera pas en refusant de les voir. Mais cet état de fait rend plus nécessaires encore les distinctions de l'intelligence, et c'est justement ce que j'avais voulu marquer.

5) Si pour désigner l'effort, non seulement de charité, mais d'abord de justice à l'égard des classes laborieuses recommandé par les papes, j'ai employé le mot de *démocratie sociale*, ce n'est évidemment pas, M. Vialatoux le sait bien, dans le sens réprouvé par Léon XIII et ce n'est pas non plus, que M. Vialatoux veuille bien n'en pas douter, par antipathie pour le mot *démocratie chrétienne* employé par Léon XIII. C'est tout simplement qu'étant placé à un point de vue philosophique, je cherchais un qualificatif non pas religieux (aussi bien l'effort en question n'est-il pas réservé aux seuls peuples chrétiens), mais tiré de la nature même de l'objet, pour signifier qu'il s'agissait là des rapports sociaux des hommes entre eux, et non de la forme de gouvernement politique. En lui-même, le mot *démocratie sociale* m'avait paru le plus simple à ce point de vue, et je n'avais pas songé au malentendu qui pouvait se produire à propos de l'encyclique *Graves de Communi*. S'il risque de provoquer un malentendu de cette sorte, je m'empresse de retirer ce vocable, car je ne m'attarderai jamais à des querelles de mots. Voyez plus loin, Annexe VI.

V

SUR LA FORMULE « POLITIQUE D'ABORD »

Nous écrivions à ce sujet (*Une opinion...*, p. 30-32) : « En soi, et selon l'ordre essentiel des choses, le politique est subordonné au moral. Subordination complète et même infinie, fondée elle-même sur la subordination des fins : car la fin de la politique n'est pas Dieu lui-même, et donc, si élevée qu'elle soit par ailleurs, elle est infiniment au-dessous de la fin de la morale, qui est Dieu lui-même, souveraine béatitude de l'homme...

« Mais Maurras, en raison même de son procédé empirique, ne parle pas de la hiérarchie des essences ni de la subordination des fins, il ne se propose pas de descendre des principes aux conséquences, il veut remonter des effets aux causes. Autrement dit, car, dans le domaine pratique, c'est la fin qui joue le rôle de principe (c'est tout le traité de la Prudence qu'il faudrait évoquer ici), il ne se place pas dans l'ordre *d'intention* mais dans l'ordre *d'exécution*, et c'est à ce qui vient en premier dans cet ordre qu'il applique son attention, au moyen conditionnant humainement l'efficacité des autres, et qu'il faut supposer d'abord pour assurer l'avenir de l'intelligence et

la restauration de l'ordre. Or, le moyen le premier dans l'ordre d'exécution, la condition première, à ce point de vue, de cette restauration, c'est, nous dit-il, et la philosophie doit lui donner raison, une distribution de l'autorité dans la cité, un gouvernement de celle-ci qui ne soit pas contraire à la nature. Sans cette condition, tous les efforts individuels d'ordre social, moral, intellectuel, religieux, efforts plus nobles en eux-mêmes que l'activité des partisans d'un groupement politique, — et plus nécessaires en soi, et toujours indispensables *, — resteront impuissants à inscrire un résultat durable dans la vie commune des hommes. *Politique d'abord*, — si « d'abord » se rapporte ainsi, non pas à la fin poursuivie et à l'ordre d'intention (ce qui serait diviniser l'État), mais aux conditions à supposer

* M. J. Vialatoux, s'il avait tenu compte de ce que nous avons pris soin de mentionner d'une façon expresse (soit dans ce passage, soit p. 53-54 de la même brochure), aurait compris que nous n'avons jamais voulu dire que la réalisation d'un bon ordre politique « doit d'abord accaparer la totalité de l'effort ». (J. VIALATOUX, *Chronique sociale de France*, décembre 1926, p. 869.) Nous avons dit nettement le contraire, et nous pensons avec lui qu'il faut « tout mener de front ». Le bon ordre de la cité est la première condition à supposer pour que tout aille bien en elle ; et si cet ordre est absent, alors, dans l'ordre d'exécution (inverse de l'ordre d'intention) l'activité politique des personnes privées orientée vers la réalisation d'un bon gouvernement est (dans la ligne temporelle) le plus urgent (et le moins élevé) des moyens à employer, mais *non pas à l'exclusion des autres* ! Aussi bien chaque personne privée n'est-elle pas investie de la charge du bien commun.

dans l'ordre d'exécution, — est une vérité de sens commun. »

Charles Maurras a bien voulu faire allusion à ce passage (*Action française* du 18 décembre 1926) et marquer que cette interprétation du « Politique d'abord » était bien conforme à sa pensée. Témoignage dont nous sommes heureux d'avoir été l'occasion.

Précisons, pour éviter toute équivoque : 1^o que l'ordre d'exécution, pour être bon lui-même, pré suppose la rectitude des fins poursuivies dans l'ordre d'intention, présuppose donc que le bien politique est poursuivi dans sa subordination essentielle à Dieu et au Christ. Sans cela, et « si l'on organise la cité ou la civilisation en faisant abstraction de Dieu et du Christ à qui elles doivent retourner, le « Politique d'abord », le « Civilisation d'abord » deviendront par la force des choses un « Politique tout court », un « Civilisation tout court » (Ch. JOURNET, *Courrier de Genève*, 17 janvier 1927), autrement dit affecteront l'ordre même de l'intention et prendront un sens condamnable ; 2^o que nous sommes placés ici dans la ligne du bien humain temporel, dans la ligne du bien commun de la cité terrestre, (lequel bien commun est d'ordre non seulement matériel mais aussi moral) : c'est dans cette ligne et par rapport aux valeurs morales investies dans la civilisation temporelle, qu'une « distribution de l'autorité dans la cité, un gouvernement de celle-ci qui ne soit pas contraire à la nature » est la première condition à supposer pour que les efforts

de chacun puissent « inscrire un résultat durable dans la vie commune des hommes ». *Dans la ligne du bien divin, du bien commun de l'Église, ou de l'extension du royaume de Dieu*, il est clair que les moyens, étant ordonnés à une fin surnaturelle, doivent être eux-mêmes proportionnés à cette fin. Ce n'est pas l'activité politique, c'est la folie de la croix, qui vient ici en premier dans l'ordre même d'exécution.

Quant aux dangers *pratiques* auxquels pouvait prêter le « politique d'abord » mal entendu, nous les avons signalés en ces termes (*op. cit.*, p. 53-54) : « Sous prétexte que le bon ordre de la cité, assuré par qui a soin du bien commun, est la première condition d'un redressement durable des choses humaines, et qu'ainsi il est juste et légitime de lutter pour l'instauration de cet ordre, ce serait une grave erreur de croire que l'activité politique et extérieure est *pour chaque personne privée* la principale et la plus urgente, et une erreur plus grave encore de croire qu'elle suffit, d'oublier à cause d'elle le primat absolu des vertus surnaturelles et de l'activité intérieure de la connaissance et de l'amour. » Ajoutons qu'il est impossible d'appliquer selon un sens pratique plus faux et plus pernicieux la maxime « politique d'abord », que de faire passer les intérêts d'un groupement politique avant le bien commun de la religion et l'obéissance due au suprême pouvoir spirituel.

VI

LES TROIS SENS DU MOT « DÉMOCRATIE »

« La philosophie devra, par exemple, sous peine de tout brouiller, distinguer trois sens au mot *démocratie* :

« 1^o *La démocratie comme tendance sociale* * recommandée par les Papes (démophilie, *démocratie chrétienne*) ** et qui n'est autre que le zèle de donner aux classes laborieuses, plus que jamais opprimées dans le monde moderne, des conditions

* C'est aussi ce que Léon XIII appelle *démocratie chrétienne*. Nous avons écrit *démocratie sociale*, pour indiquer qu'il s'agit là des rapports *sociaux* des hommes entre eux, et non de la forme de gouvernement *politique*. On nous a fait remarquer que ce mot pouvait prêter à équivoque, Léon XIII l'ayant réprouvé, dans un tout autre sens il est vrai, en tant qu'il se rapporte au système socialiste ou communiste, (encyclique *Graves de Communi*.) Mieux vaut donc laisser ce terme de côté; nous pensons que l'expression « *démocratie comme tendance sociale* » écarte toute possibilité d'équivoque.

** « *Quamquam enim democratia, ex ipsa notatione nominis usuque philosophorum, regimen indicat populare; attamen in re præsentis sic usurpanda est, ut omni politica notione detracta, aliud nihil significatum præferat, nisi hanc ipsam beneficam in populum actionem christianam.* » LÉON XIII, encyclique *Graves de communi*.

de vie humaines, requises non seulement en charité, mais d'abord en justice. (En continuant dans cette direction, on arriverait sans doute à une critique radicale de notre régime économique, comme plusieurs auteurs catholiques l'ont déjà esquissée.)

« On peut déplorer que l'attachement des masses catholiques à la défense de l'ordre social et la lutte contre les éléments révolutionnaires aient trop souvent coïncidé avec une omission de ce devoir essentiel, et une terrifiante inattention aux prescriptions de Léon XIII.

« 2^o *La démocratie politique* (πολιτεία) entendue au sens d'Aristote et de saint Thomas, et par exemple, de l'ancienne démocratie helvétique, et que l'Église comme la philosophie tiennent pour une des formes de gouvernement possibles en droit (et indiquées ou contre-indiquées en fait, suivant les conditions et les formes historiques).

« 3^o *Le démocratisme*, ou la démocratie au sens de Rousseau, disons le mythe religieux de la Démocratie, qui est quelque chose de tout différent du régime démocratique légitime (πολιτεία) (aussi bien ce mythe commande-t-il, dans le *Contrat social*, une théorie des trois régimes classiques, monarchique et aristocratique aussi bien que démocratique, également fausse et pernicieuse). La démocratie ainsi entendue se confond avec le dogme du Peuple Souverain *, qui uni au dogme de la Volonté générale

* C'est-à-dire détenteur perpétuel et unique détenteur légitime de la souveraineté.

et de la Loi expression du Nombre, constitue, à la limite, l'erreur du panthéisme politique (la multitude-Dieu).

« Il convient toutefois de le remarquer, ce qui rend tragique la condition des peuples dans les temps modernes, c'est qu'en fait, dans la réalité concrète, le mythe religieux de la Démocratie a envahi et contaminé partout la démocratie politique, et même toutes les formes actuelles de gouvernement. L'effort de l'intelligence doit être d'opérer les discriminations nécessaires, et d'aviser, en tenant compte des connexions de fait posées par l'histoire, aux conditions d'un redressement pratique qui ne réussira que s'il est total. » (*Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, p. 25-29.)

Ajoutons que dans le vocabulaire de saint Thomas, la démocratie comme forme politique légitime (démocratie au sens n^o 2) s'appelle non pas démocratie, mais République (*politia*). C'est là une forme de *régime mixte*, où le principe démocratique qui, à l'état pur, tendrait à la domination du nombre (« *Democratia, id est potentatus populi, quando scilicet populus plebeiorum per potentiam multitudinis opprimit divites* », *De Regim. princ.*, I, 1) est tempéré par le principe aristocratique (pouvoir de ceux qui excellent en valeur ou vertu) et surtout par le principe oligarchique (pouvoir de ceux qui excellent en richesse ou en puissance). Cf. *Comment. in Polit. Aristotelis*, IV, VII. — C'est donc là, proprement,

une *démocratie améliorée* (Marcel DEMONGEOT, *op. cit.*).

Quant au mot *démocratie*, il désigne à la fois, chez saint Thomas, la forme corrompue de la *politia*, et le principe démocratique pris à l'état pur.

VII

SUR LE LIBÉRALISME

On sait que le *libéralisme* est une erreur condamnée *. C'est lui avant tout que Pie IX visait en condamnant cette proposition : « Le Pontife Romain doit se réconcilier et composer avec le pro-

* Cf. les encycliques *Mirari vos* (Grégoire XVI) ; *Quanta cura* (Pie IX), *Immortale Dei*, *Sapientix christianæ*, *Libertas præstantissimum* (Léon XIII), *Pascendi* (Pie X), *Ubi arcano Dei* (Pie XI). Les mots *libéral*, *libéralisme*, s'entendent ici, non selon qu'ils peuvent servir d'étiquette à tel ou tel parti politique, mais au sens strict qu'ils ont dans le langage des théologiens. Cette distinction a été très nettement formulée par Léon XIII, qui ajoutait cependant le vœu qu'une autre appellation fût trouvée pour la désignation des partis politiques. (Lettre du cardinal Rampolla à l'archevêque de Bogota, 6 avril 1900 : « C'est pourquoi, dans le cas présent, il faut avoir présent à l'esprit ce que la Congrégation suprême du Saint-Office a prescrit aux évêques du Canada, le 29 août 1877, à savoir que l'Église, en condamnant le libéralisme, n'a pas eu l'intention de condamner tous et chacun des partis politiques que l'on appelle libéraux.

« C'est aussi ce que j'ai déclaré moi-même dans une lettre adressée à l'évêque de Salamanque, sur l'ordre du Souverain Pontife, le 17 février 1891, en ajoutant cependant les conditions suivantes. Les catholiques qui se disent libéraux devront avant tout adhérer sincèrement à tous les points

grès, le libéralisme et la civilisation moderne » (*Syllabus*, prop. 80). Léon XIII résume toute cette erreur en une seule formule : « Chacun est à soi-même sa propre loi ^{*}, » qui n'est autre que l'axiome fondamental de Rousseau dans l'ordre social, et de Kant dans l'ordre moral : « n'obéir qu'à soi-même. » et qui exprime la revendication essentielle de l'immanentisme moderne.

Sur cette question il a développé une doctrine très ample et très importante, en particulier dans les encycliques *Immortale Dei* et *Libertas præstantissimum*, doctrine dont l'actualité est toujours urgente.

La liberté, dit-il, en rappelant l'enseignement de essentiels de doctrine qui sont enseignés par l'Église et être disposés à admettre ce que l'Église pourra enseigner dans la suite ; en outre, ils ne se proposeront rien de ce que l'Église aurait condamné explicitement ou implicitement ; enfin, toutes les fois que les circonstances l'exigeront, ils ne refuseront pas, comme c'est d'ailleurs leur devoir, de faire savoir ouvertement que leur dessein est pleinement conforme aux doctrines de l'Église. Il était encore dit dans la même lettre qu'il faut souhaiter que les catholiques choisissent et adoptent une autre appellation pour désigner leurs propres partis politiques, de peur que le titre de libéraux qu'ils se seront donné eux-mêmes ne soit pour les fidèles une occasion d'équivoque ou d'étonnement ; mais que, du reste, il n'est pas permis de noter d'une censure théologique, et beaucoup moins de dénoncer comme hérétique le libéralisme entendu dans un sens différent de celui que l'Église a précisé quand elle l'a condamné, et cela tant qu'elle n'aura pas donné d'autres indications. »

* Encyclique *Libertas præstantissimum*.

saint Thomas, est le propre des êtres doués d'intelligence ou de raison * ; c'est essentiellement la faculté de choisir entre les moyens qui conduisent à la fin, car celui qui a la faculté de choisir une chose entre plusieurs, celui-là est maître de ses actes. La possibilité de choisir *le mal* n'est pas de l'essence de la liberté, c'est une imperfection propre à *notre* liberté : « La faculté de pécher n'est pas une liberté, mais une servitude ; » et ainsi *celui qui commet le péché est esclave du péché* **, parce qu'il subit une impulsion étrangère, contraire au principe interne d'action qui spécifie l'essence humaine, c'est-à-dire à la raison ***.

A cause de son imperfection, — et parce qu'étant soumis au devenir nous devons en tout commencer par l'imparfait, pour grandir peu à peu jusqu'à l'âge adulte, — la liberté humaine *a donc besoin d'être protégée* : voilà le grand mot. « La condition de la liberté humaine étant telle, il lui fallait une protection ; il lui fallait des aides et des secours capables

* SAINT THOMAS, *Sum. theol.*, I, 59, 3 : « *Ubi cumque est intellectus, est liberum arbitrium* » : I, 83, 1 : « *Et pro tanto necesse est, quod homo sit liberi arbitrii, ex hoc ipso, quod rationalis est* » : I-II, 17, 1, ad 2 : « *Radix libertatis sicut subiectum est voluntas, sed sicut causa est ratio.* »

** JOANN., VIII, 34. Léon XIII cite ici le commentaire de saint Thomas.

*** Ce que la possibilité de choisir le mal est au libre arbitre, la possibilité de tomber dans l'erreur l'est à la raison. La *liberté de se tromper* est une imperfection de la nature raisonnable, ce n'est pas un privilège de la pensée comme telle, ni de la liberté de l'esprit.

de diriger tous ses mouvements vers le bien et de les détourner du mal : sans cela le libre arbitre eût été pour l'homme une chose très nuisible. » Et d'abord une *loi*, ou *ordination de la raison*, une règle de ce qu'il faut faire ou ne pas faire, lui était nécessaire. « Rien ne saurait être dit ou pensé de plus absurde et de plus pervers que cette assertion : l'homme, étant libre par nature, doit être exempté de toute loi ; s'il en était ainsi, il s'ensuivrait qu'il est nécessaire pour la liberté de ne pas s'accorder avec la raison ; quand c'est le contraire qui est vrai, à savoir que l'homme doit être soumis à la loi précisément parce qu'il est libre par nature... Par sa nature donc et sous quelque aspect qu'on la considère, soit chez les individus, soit dans les sociétés, et chez les supérieurs non moins que chez les subordonnés, la liberté humaine implique la nécessité d'obéir à une règle suprême et éternelle, laquelle n'est autre que l'autorité de Dieu nous prescrivant ses commandements ou ses défenses. Et cette souveraineté parfaitement juste, loin de détruire ou d'amoindrir en aucune sorte la liberté, la protège au contraire et l'amène à sa perfection. Car la vraie perfection de tout être, c'est de poursuivre et d'atteindre sa fin : or la fin suprême vers laquelle doit aspirer la liberté humaine, c'est Dieu *.

Ainsi donc, si au terme nous devons arriver à une parfaite liberté (qui ne se réalise pleinement qu'au ciel, et dont les saints, *qui spiritu Dei aguntur*, ont

* LÉON XIII, encyclique *Libertas*.

une ébauche ici-bas), notre nature elle-même, — notre nature achevée par la grâce. puisqu'il a plu à Dieu de l'élever à l'ordre surnaturel, — postule, pour parvenir à ce terme, les normes régulatrices de la loi divine, naturelle et révélée, et les contraintes éducatrices de la cité humaine et de l'Église du Christ. Selon le mot de Cajetan que nous rappelons plus haut *, pour parvenir à sa félicité surnaturelle comme à sa félicité naturelle, privée ou politique, l'homme est *sujet* : sujet de la souveraineté de Dieu auteur de la nature et de la grâce, sujet de l'autorité spirituelle qui est dans l'Église, sujet de l'autorité temporelle qui est dans la cité.

Avant posé ces principes, Léon XIII définit le libéralisme comme l'application au domaine moral et politique de cette revendication d'indépendance absolue qui caractérise en philosophie le rationalisme et le naturalisme. C'est donc le refus, dans l'ordre pratique, de toute régulation provenant d'autre chose que nous-mêmes.

Puis il distingue divers degrés dans cette erreur : au-dessous du libéralisme absolu, qui « rejette toute autorité et toute loi divine, naturelle ou surnaturelle » **, et refuse toute espèce d'assujétissement, « soit dans la vie publique, soit dans la vie privée et domestique » ***, il y a un libéralisme de second degré, qui accepte de se soumettre à l'ordre naturel

* Voir plus haut, p. 107.

** Lettre de la Secrétairerie d'État à l'archevêque de Bogota.

*** Encyclique *Libertas*.

mais refuse toute soumission à l'ordre surnaturel. Il y a enfin un libéralisme de troisième degré, qui acceptant la soumission à l'ordre surnaturel pour les personnes privées, la refuse pour les États *. Il est clair, au surplus, qu'en vertu de la logique interne du principe sur lequel elle s'appuie, toute forme de libéralisme tend, comme à son type achevé, au libéralisme absolu.

Sans prétendre à une étude complète du libéralisme, ce qui demanderait plusieurs volumes, nous nous contenterons, dans cette note, de proposer quelques remarques à son sujet :

1) Il y a une erreur libérale qui fait consister la liberté de l'homme dans l'indépendance de sa volonté à l'égard de toute règle extérieure, — c'est « l'autonomie » au sens de Kaut, c'est aussi ce que Léon XIII appelle la *morale indépendante*; ou encore qui fait consister la justice des relations entre les hommes, non dans la conformité à la loi divine, mais dans le seul consentement des personnes; ou enfin qui fait consister la liberté de la pensée dans son indépendance à l'égard de ce qui est, et dans le refus de tout magistère, — c'est cette forme de libéralisme que Grégoire XVI a dénoncée dans l'encyclique *Mirari vos* (15 août 1832), en rappelant le mot de saint Augustin : « Quelle mort plus funeste pour les âmes, que la liberté de l'erreur. » Équiparité du vrai et du faux, du juste et de l'injuste, du bien et du mal, voilà la secrète métaphy-

* Lettre à l'archevêque de Bogota.

sique à quoi le libéralisme accorde obscurément l'âme humaine.

2) Une erreur libérale consiste à nier le droit du pouvoir spirituel à intervenir dans les choses temporelles *ratione peccati*, et la subordination de la société civile à l'Église du Christ en raison de la subordination des fins. C'est cette forme de libéralisme qui a été examinée longuement dans le chapitre premier de ce livre.

3) Une autre erreur libérale consiste à nier que la société civile ait elle-même une fin d'ordre non seulement matériel mais aussi moral. Cette erreur est connexe à la précédente, car si la société civile n'a pas elle-même une fin d'ordre moral, elle ne postule pas de soi, — étant présumée l'élévation de l'homme à l'ordre surnaturel, — sa subordination à la société chargée de guider les âmes vers la suprême fin surnaturelle, et une telle subordination serait alors une violence pour la société civile. Cette erreur est condamnée catégoriquement par l'enseignement de Léon XIII comme par celui de saint Thomas d'Aquin *. « La nature même, dit Léon XIII, crie que la société doit donner aux citoyens les moyens et les facilités de vivre honnêtement, c'est-à-dire selon les lois de Dieu... Ceux qui gouvernent les peuples sont tenus strictement d'aviser, par la sagesse des lois, non seulement aux

* On trouvera cités dans notre premier chapitre (p. 25-27, et notes 20, 22, 23), quelques textes très nets de saint Thomas d'Aquin sur cette question.

avantages et aux biens du dehors, mais surtout aux biens de l'âme *... »

« L'homme est né pour vivre en société, car ne pouvant acquérir dans l'isolement ni les ressources nécessaires à l'entretien de la vie, ni la perfection de l'esprit et du cœur, la Providence l'a fait pour s'unir à ses semblables, en une société non seulement domestique mais aussi civile, qui seule peut procurer la parfaite suffisance de la vie, *vitæ sufficientiam perfectam* **. » « Ce qui est vrai de l'homme considéré individuellement, l'est aussi de la société, tant domestique que civile. La nature en effet n'a pas fait la société pour qu'elle soit la fin dernière de l'homme, mais aussi pour qu'il trouve en elle et par elle des secours qui l'aident à atteindre à sa perfection. Si donc une société ne poursuit autre chose que les avantages extérieurs, l'élégance et l'abondance des biens de la vie, si elle fait profession de négliger Dieu dans l'administration de la chose publique, et de ne pas tenir compte des lois morales, elle s'écarte criminellement de sa fin et des prescriptions de la nature, c'est moins une société et une communauté humaine qu'une imitation mensongère et un simulacre de société... » Alors « la force demeure l'unique garantie de l'ordre et de la tranquillité publique. Mais la force est chose très infirme quand elle ne s'appuie pas sur la religion » ***.

* LÉON XIII, encyclique *Libertas*.

** LÉON XIII, encyclique *Immortale Dei*.

*** LÉON XIII, encyclique *Sapientia Christianæ*.

C'est donc à tort que l'on s'imagine parfois que le bien commun *temporel*, fin de la cité, signifie un bien exclusivement *matériel*. C'est un bien matériel et moral à la fois, et principalement moral : la droite vie ici-bas, — dans le temps, — de la multitude humaine rassemblée en un corps social*. Mais chaque homme étant ordonné d'abord à un bien infiniment supérieur, qui est Dieu, suprême fin surnaturelle de la vie humaine, le bien commun de la cité humaine doit lui-même être ordonné à cette suprême fin surnaturelle ; et le bien commun de la cité cessera avec la vie terrestre, c'est un bien *temporel*, tandis que ce bien ultime ne cessera jamais,

* Ce bien commun (*communicatio in bene vivendo*) est autre chose que la simple collection des biens particuliers, ce n'est pas non plus le bien propre d'un tout qui (comme l'espèce par exemple à l'égard des individus) rapporte à soi seul et se sacrifie les parties ; c'est le bien *commun du tout et des parties*, un bien qui intègre au tout les biens particuliers selon qu'ils sont communicables (extérieurement, selon le mode naturel de communication de l'homme ici-bas), et qui lui-même est communicable aux parties, — qu'il s'agisse de la prospérité matérielle de la cité, ou de son patrimoine intellectuel et moral. Et ce tout n'étant pas un tout substantiel, comme un organisme vivant, mais une communauté de personnes et de familles, doit respecter les droits plus fondamentaux que la loi naturelle confère à la personne humaine et à la société domestique. Sinon il corrompt son bien lui-même.

Si on le prend sous l'aspect formel de partie de la cité, chaque individu est ordonné à ce bien commun de la cité. Mais il est ordonné d'abord, en tant que personne faite pour l'immortalité, à Dieu lui-même, et à ce titre la cité est un moyen pour lui.

étant la vie éternelle. Ce bien éternel et surnaturel, auquel la grâce nous donne part dès ici-bas, ce bien *spirituel* (c'est-à-dire qui procède de l'union au Saint-Esprit) est la fin propre de cette société divinement instituée, et supérieure à toute société humaine, qu'est l'Église, Corps mystique du Christ.

On voit par là que l'Église seule, non l'État, a juridiction sur le spirituel, sur ce qui touche directement au salut des âmes et au culte de Dieu, — « l'Église seule a été investie d'un semblable pouvoir de gouverner les âmes, à l'exclusion complète de l'autorité civile »*, — et que nous conduisant vers la vie éternelle, elle a un droit souverain d'éducation et de régulation sur la vie morale de l'homme. Mais on voit également que la société civile peut et doit viser positivement à procurer selon son pouvoir la vie vertueuse de la multitude : *selon son pouvoir*, c'est-à-dire, d'une part, en ne statuant directement que sur des actes externes, et en ne disposant par elle-même que de sanctions externes, d'autre part en se tenant au point de vue formel du bien commun du corps social, ce qui trace à son action des limites très nettes (et laisse nécessairement une part à la tolérance du moindre mal). De plus notre activité morale étant subordonnée au mouvement vers la fin dernière, c'est comme instruite par l'Église des choses qui mènent à cette fin, et c'est d'accord avec l'Église (en reconnaissant son pouvoir direct sur le spirituel, indirect sur le temporel) que la cité ter-

* LÉON XIII, encyclique *Sapientiss christianæ*.

restre tendra à la vie vertueuse. « La nature ne nous a pas seulement donné d'exister, mais d'exister comme êtres moraux. C'est pourquoi de la tranquillité de l'ordre public, objet immédiat de la société civile, l'homme attend et la possibilité de perfectionner son existence, et surtout des secours suffisants pour perfectionner ses mœurs, — perfection qui ne consiste que dans la connaissance et la pratique de la vertu. Il veut en même temps, comme c'est son devoir, trouver dans l'Église les secours grâce auxquels il pourra s'acquitter parfaitement de ses obligations envers Dieu ; ce qui réside dans la connaissance et la pratique de la religion véritable, qui est la reine des vertus, parce que, les rattachant à Dieu, elle les achève toutes et les accomplit * . »

4) Ainsi la fin propre de la société civile n'est pas seulement de faire respecter les libertés individuelles et les droits de chacun, ni d'assurer le bien-être matériel, mais aussi de procurer le bien véritablement humain, et donc moral, du corps social. La liberté de pratiquer indifféremment n'importe quelle religion ** (comme si l'autorité civile ne devait pas,

* LÉON XIII, encyclique *Sapientiæ christianæ*.

** *Syllabus*, prop. 78 et 79. (Denz.-Bannw., 1778 et 1779). Cf. encycliques *Mirari vos*, *Immortale Dei*, *Libertas*. « Une autre liberté que l'on proclame aussi bien haut, écrit LÉON XIII dans cette dernière encyclique, est celle qu'on nomme liberté de conscience. Entend-on par là que chacun peut, indifféremment, rendre comme il lui plaît ou ne pas rendre un culte à Dieu, c'est une erreur que les raisons données plus haut suffisent à réfuter, Mais on peut l'en-

selon son pouvoir, et sans prétendre à une juridiction sur les consciences, rendre hommage à la vérité), la liberté de tout dire, la liberté de tout imprimer *, la liberté de tout enseigner ** sont donc, au regard même de la société civile, des choses contraires à la nature. Soit pour défendre l'Église et les droits imprescriptibles de celle-ci, soit pour se diriger elle-même comme il faut vers sa propre fin, la cité a le droit et le devoir d'intervenir en ces matières, comme elle a le droit et le devoir de faire respecter la justice dans les contrats privés. Le crime de beaucoup d'États modernes n'est pas de restreindre ces

tendre aussi en ce sens que l'homme a, dans l'État, le droit de suivre, d'après la conscience de son devoir, la volonté de Dieu, et d'accomplir ses préceptes, sans que rien puisse l'en empêcher. Cette liberté véritable et digne des fils de Dieu, et qui protège glorieusement la dignité de la personne humaine, est au-dessus de toute violence et de toute oppression ; elle est particulièrement chère à l'Église, elle a toujours été désirée par elle. »

* Encycliques *Mirari vos*, *Quanta cura*, *Libertas*.

** Cf. encyclique *Libertas*, et lettre déjà citée à l'archevêque de Bogota : « De ces principes, que le Siège apostolique a très souvent condamnés comme faux et en opposition avec la doctrine catholique, découlent naturellement comme d'une source impure ce qu'on appelle les libertés modernes, savoir : la liberté des cultes, la liberté de pensée, la liberté d'enseignement et la liberté de conscience. » N'entendons pas que la doctrine catholique prétende substituer en ces domaines la *contrainte* ou la *servitude* à la *liberté* ! Elle affirme seulement que la liberté d'action de l'être humain doit y être réglée et limitée. Ce qu'elle condamne, ce sont des libertés supposées *intangibles* et regardées comme des *droits souverains* conférés à l'homme par la nature.

libertés (qu'ils invoquent constamment d'ailleurs), mais bien de les restreindre *d'une manière injuste et perverse*, contraire à la loi de Dieu et aux lois de l'Église, contraire au bien moral des hommes et au bien commun de la cité. L'ordre est alors entièrement renversé, en ceci que le pouvoir temporel, au lieu de légiférer conformément aux lois divines, dont le pouvoir spirituel a la charge, le fait au mépris de ces lois et de ce pouvoir, et met ainsi les choses sens dessus dessous.

Étant donné certains états de fait, « beaucoup estiment qu'il faut amener l'Église à céder aux circonstances, obtenir qu'elle se prête et s'accommode à ce que réclame la prudence du jour dans le gouvernement des sociétés. Cette opinion est honnête, si on l'entend d'une certaine manière équitable d'agir, qui puisse s'accorder avec la vérité et avec la justice : à savoir que l'Église, en vue d'un grand bien à espérer, se montre indulgente et concède aux circonstances de temps ce qu'elle peut concéder sans violer la sainteté de sa mission. Mais il en va tout autrement des pratiques et des doctrines que l'affaissement des mœurs et les erreurs courantes ont introduites contre le droit. Aucune époque ne peut se passer de religion, de vérité, de justice : grandes et saintes choses que Dieu a mises sous la garde de l'Église, et rien ne serait plus indécent que de vouloir qu'elle pratique la dissimulation à l'égard de l'erreur ou de l'injustice, ou qu'elle entre en connivence avec ce qui peut nuire à la religion.

« De ces considérations il résulte donc qu'il n'est

aucunement permis de demander, de défendre ou d'accorder la liberté indéfinie de la pensée, de la presse, de l'enseignement, des religions, comme autant de droits que la nature a conférés à l'homme. Car si vraiment la nature les avait conférés, on aurait le droit de se soustraire à la souveraineté de Dieu, et nulle loi ne pourrait modérer la liberté humaine.

« Il suit pareillement que ces diverses sortes de libertés peuvent, pour de justes causes, être tolérées, pourvu qu'un juste tempérament les empêche de dégénérer jusqu'à la licence et au désordre.

« Là enfin où les usages ont mis ces libertés en vigueur, les citoyens doivent en tirer parti pour faire le bien, et penser d'elles ce qu'en pense l'Église. Car toute liberté doit être réputée légitime en tant qu'elle accroît le pouvoir de bien faire, et hors de là, jamais *.

Il convient de distinguer ainsi, selon la formule courante, la *thèse* (c'est-à-dire le terme normal de droit auquel il convient toujours de se reporter idéalement, et de tendre autant que possible) et l'*hypothèse* (c'est-à-dire l'ensemble des conditions de fait qui déterminent *hic et nunc* les possibilités de réalisation de la thèse).

A ce dernier point de vue la doctrine de saint Thomas sur les divers régimes de vie politique peut nous aider à mieux juger de certains cas concrets. Les « régimes mixtes » étant selon lui les mieux adap-

* LÉON XIII, encyclique *Libertas*.

tés à la nature humaine, saint Thomas distingue deux formes principales de *régime mixte*, le régime mixte *royal* et le régime mixte *républicain*, qui diffèrent spécifiquement, d'après la manière même dont le bien commun y est compris *.

Dans le « parfait régime mixte » (type le meilleur de Royauté), qui combine le principe monarchique (commandement par un seul, chargé de l'unité du tout) avec le principe aristocratique (distribution des charges aux meilleurs) et avec le principe démocratique (participation de la multitude à la gestion de la cité), le bien commun temporel est envisagé et visé directement dans toute sa hauteur, dans son intégrité d'œuvre politique (humaine, rationnelle et morale) à parfaire, et se présente formellement comme la *vie vertueuse de la multitude rassemblée en un*. Un tel régime, qui se recommande au point de vue du *plus grand bien*, est essentiellement constitué sous le signe de l'*unité*, et de la *valeur ou vertu*; la part des directions de l'autorité publique, ou du gouvernement comme tel dans la vie des hommes y est forte. A cause même de sa hauteur de conception, et de la prépondérance du soin des intérêts moraux impliquée dans sa définition, il est amené à régler d'une manière particulièrement ferme les diverses libertés dont traitent les documents que nous venons de citer; et il appelle du même coup l'entière application des prin-

* Cf. Marcel DEMONGEOT, *la Théorie du régime mixte chez saint Thomas d'Aquin*.

cipes qui exigent la subordination de la souveraineté temporelle à la souveraineté spirituelle : visant positivement la « vie selon la vertu », il doit être positivement soumis aux directions de la cité supraterrrestre chargée de conduire l'homme à sa fin dernière ; le pouvoir indirect, comme il est arrivé de fait au moyen âge, aura mainte occasion de s'y exercer plus ou moins impérativement.

La République (*politia*), qui combine le principe démocratique avec le principe oligarchique, est de soi, d'après saint Thomas (cf. *Comm. in Polit.* IV, VII), une forme moins parfaite de régime mixte, la moins haute parmi les formes légitimes de vie politique. Le bien commun temporel y est envisagé et visé sous son aspect le moins ardu et le moins positif, — simplement comme *la plus grande commodité moyenne, la plus grande facilité générale à procurer dans la vie commune des hommes*. Un tel régime, qui se recommande au point de vue du *moindre mal**, est essentiellement constitué sous

* On sait que, pour saint Thomas, le mal étant ce qui arrive le plus fréquemment dans l'espèce humaine, le point de vue du moindre mal se trouve répondre de fait à ce qui réussit généralement le mieux à la moyenne de cette malheureuse espèce, surtout si l'on fait abstraction des secours provenant de l'ordre surnaturel. C'est en ce sens que saint Thomas, qui tenait la Royauté pour le régime le meilleur et le plus souhaitable purement et simplement, écrivait d'autre part : « Si nous ne parlons pas du meilleur des régimes que l'on puisse souhaiter et choisir purement et simplement, mais du meilleur accessible de fait dans la moyenne des cas, nous dirons que la République et les formes mixtes

le signe de la *liberté politique*; la part du gouvernement comme tel dans la vie des hommes y est faible. Sans exclure pour cela le souci des intérêts moraux, la prépondérance des préoccupations de bon fonctionnement matériel est impliquée dans sa définition. Par là même, et dans la mesure où il vise moins haut, ce régime politique se souciera moins, — le moins possible, — de régler les diverses libertés dont il était question tout à l'heure; en même temps son rayon d'action aura moins de chances de rencontrer la zone des intérêts spirituels, et d'entrer sous l'incidence du pouvoir chargé de veiller au salut des âmes; et tant que dureront de pareilles conditions concrètes, l'Église pourra de fait trouver dans la seule liberté ses meilleures chances de rayonnement. C'est ce qui paraît avoir lieu, à l'heure actuelle, aux États-Unis*.

d'aristocratie qui s'en rapprochent le plus sont les meilleurs régimes que puissent réaliser le plus grand nombre des cités et des hommes, » (*in Polit. Arist.*, IV, x, § 1), — régimes eux-mêmes rarement réalisés, car c'est leur forme corrompue qui en fait prédomine le plus souvent (*ibid.*, § 16). — On comprend par là comment les formes politiques en elles-mêmes les plus hautes, et qui se recommandent au point de vue du plus grand bien, ont davantage encore besoin des vertus supérieures apportées par la religion pour ne pas se corrompre parmi les hommes, et comment, de fait, la Monarchie n'atteint parmi eux son type parfait que si elle est *monarchie chrétienne*.

* Ces conditions particulières aux États-Unis expliquent comment un esprit qui se tient uniquement dans l'hypothèse de la Constitution de ce pays, sans même s'aviser, semble-t-il, que l'on puisse sortir par la pensée des circons-

Si au lieu d'avoir affaire à ce type normal de *politia*, on a affaire à des formes politiques où sous le masque de la démocratie s'abritent des principes et un esprit tendant, comme à un idéal religieux, à instaurer un état général de matérialisme et d'athéisme, il est clair que les conditions seront toutes différentes. De tels régimes useront contre Dieu et contre l'homme des diverses libertés dont nous avons parlé, en attendant de les supprimer au profit de l'État tout-puissant. Et l'« hypothèse » signifiera pour l'Église un ensemble de conditions concrètes où, soit qu'elle patiente et s'accommode aux circonstances, soit qu'elle résiste à l'injustice ouverte, elle aura toujours des combats à soutenir.

5) C'est encore une erreur libérale de penser que le pouvoir civil a sa source première non en Dieu auteur de la nature, mais dans la multitude, ou même, comme le disait Rousseau, qu'ayant sa source première en Dieu, il *réside* dans la multitude elle-même, dont les gouvernants ne seraient que les délégués. La multitude peut, dans certaines formes politiques, désigner les hommes chargés de veiller au bien public, mais une fois faite cette désignation, la souveraineté réside en eux, non dans la multitude, et c'est d'en haut, non d'en bas, qu'ils la tiennent. « Ce choix désigne le souverain, il ne con-

tances concrètes ainsi posées, peut produire en toute candeur un manifeste libéral comme celui que M. Alfred E. Smith a récemment livré à la publicité. (Voir dans la *Documentation catholique* du 18 juin 1927 le texte entier de la lettre de M. Smith à M. Charles C. Marshall [18 avril 1927]).

fère pas les droits de la souveraineté. Ce n'est pas l'autorité que l'on constitue, on décide par qui elle devra être exercée *.

6) Enfin c'est une autre erreur libérale que de penser que les lois civiles ** n'obligent pas en conscience. Il est permis de résister aux lois injustes, c'est-à-dire que si une loi est injuste parce qu'elle prescrit une chose destructive du bien de la cité ***. elle n'oblige pas en conscience. « sauf peut-être en raison du scandale ou du trouble que sa violation pourrait entraîner, en raison de quoi l'homme est tenu d'abandonner même son droit, comme il est dit en saint Mathieu : Si quelqu'un t'oblige à faire mille pas, fais-en avec lui deux mille. Et à celui qui t'appelle en justice pour avoir ta tunique, donne encore ton manteau ****. » Et si une loi prescrit une chose contraire au bien divin, en commandant un péché, un acte défendu par la loi naturelle ou par la loi divine, en aucune manière elle ne doit être

* LÉON XIII, encyclique *Diuturnum illud*. Cf. PIE IX, *Syllabus*, 60^e proposition condamnée : « L'autorité n'est autre chose que la somme du nombre et des forces matérielles » ; LÉON XIII, encycliques *Immortale Dei*, *Quod apostolici, Libertas* ; PIE X, Lettre sur le Sillon.

** On connaît la définition thomiste de la loi, rappelée par LÉON XIII (*Sapientie christianæ*). La loi n'est pas l'expression du Nombre ou de la Volonté générale, « mais un ordre de la droite raison, porté par la puissance légitime, en vue du bien commun. »

*** Ce qui arrive, avant tout, quand elle viole un droit naturel de la personne humaine ou de la famille.

**** Saint THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, I-II, 96, 4.

observée*. « Que si les ordonnances des législateurs et des princes, écrit Léon XIII, sanctionnent ou commandent quelque chose de contraire à la loi divine ou à la loi naturelle, la dignité du nom chrétien, le devoir et le précepte apostolique proclament qu'il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes**. »

Mais en dehors de ces cas, par là même que l'autorité civile procède de Dieu, les hommes sont tenus

* SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, I-II, 96, 4. Cette résistance aux lois injustes peut-elle s'accompagner de l'emploi de la force? Le cardinal Zigliara (*Summa philosophiæ*, t. III, *Jus naturæ*, l. II, c. 2, a. 7, § 17) répond affirmativement, pour des circonstances spécialement graves et dans la mesure où l'emploi de la force est exigé par la légitime défense. Le droit à la résistance passive serait, dit-il, humainement inefficace s'il n'entraînait celui de repousser par tous les moyens honnêtes, y compris la force, les actes de violence et d'agression effectivement accomplis par le pouvoir en vue d'obtenir l'obéissance à des lois injustes. C'est ce qu'il appelle la « résistance défensive », dont l'initiative, ajoute-t-il, revient à une autorité sociale légitime.

** LÉON XIII, *Quod apostolici*. Cf. *Diuturnum illud; Sapientiæ christianæ*. — La conscience étant la règle prochaine des actes humains, l'homme doit toujours agir selon sa conscience : si donc il se trouve qu'un individu résiste à une loi juste par motif de conscience, — parce qu'il croit qu'elle lui commande un péché, — il n'est évidemment pas coupable de suivre sa conscience, mais (sauf le cas d'erreur invincible et absolument involontaire, même *in causa*), il est coupable d'avoir une conscience mal formée, en désaccord avec la loi éternelle, règle première et souveraine des actes humains. L'autorité publique, dès l'instant que la loi est juste en elle-même, est d'ailleurs en droit de châtier sa résistance en lui imposant les sanctions prévues.

en conscience d'obéir aux lois de la cité*. « Il n'est pas plus permis de mépriser le pouvoir légitime, quelle que soit la personne en qui il réside, que de résister à la volonté de Dieu**. » « Les chrétiens entourent donc d'un respect religieux la notion du pouvoir, dans lequel, même quand il réside dans un mandataire indigne, ils voient un reflet et comme une image de la divine majesté. Ils ont pour les lois le juste respect qui leur est dû, non à cause de la force et des sanctions pénales, mais par devoir de conscience, car *Dieu ne nous a pas donné un esprit de crainte***.* »

Ajoutons à cela qu'un pouvoir peut porter des lois injustes et n'être pas, pour cela, nécessairement illégitime****. De même un pouvoir peut ne pas reconnaître qu'il tient son autorité de Dieu (en quoi il commet la faute la plus grave et la plus absurde), sans perdre nécessairement pour cela cette autorité elle-même, qu'il tient de Dieu quoiqu'il le nie.

Les lois qu'il porte, quand elles ne prescrivent rien de contraire à la loi naturelle ni à la loi divine, continuent alors d'obliger en conscience. Grégoire XVI (*Mirari vos*). et Léon XIII (*Diuturnum*,

* SAINT THOMAS D'AQUIN, *ibid.*

** LÉON XIII, *Immortale Dei*.

*** LÉON XIII, *Sapientiæ christianæ*; cf. Benoît XV, encyclique « Dès que par le mystérieux dessein de la divine Providence. »

**** LÉON XIII, distinction du régime et de la législation. (Encyclique *Au milieu des sollicitudes*.)

Au milieu des sollicitudes rappelées à ce sujet, après saint Augustin, l'attitude des premiers chrétiens, et leur obéissance, dans l'ordre politique, à des gouvernements persécuteurs, voire à un Julien l'Apostat.

Un pouvoir devient illégitime ou tyrannique quand il procure, au lieu du bien commun, la corruption radicale de celui-ci. Alors, dit saint Thomas*, c'est lui qui, à proprement parler, est sédition. Et il peut être légitime de le renverser, à moins qu'il ne s'ensuive un désordre pire, et donc un plus grand détriment pour la multitude. De fait, le danger de ce désordre pire paraît si grand à saint Thomas que, dans le *de Regimine principum***, il ne laisse, au cas où le tyran ne peut être destitué par quelque intervention d'une autorité supérieure, d'autre issue que le recours à Dieu tout-puissant***. « S'il arrive aux princes, écrit Léon XIII, d'excéder témérairement dans l'exercice de leur pouvoir, la doctrine catholique ne permet pas de s'insurger soi-même contre eux, de peur que la tranquillité de

* Sum. theol., II-II, 42, 2.

** *De Regimine principum*, lib. I, c. 6.

*** Par contre, les raisons données par saint Thomas dans le texte de la Somme que nous venons de citer montrent, — et des exemples récents, Russie d'une part, Hongrie et Italie de l'autre, pourraient être invoqués en confirmation, — que ce peut être le fait de nous mêmes de se substituer à une autorité défaillante dans l'instant même que celle-ci abandonne la cité à la révolution : car alors c'est contre la sédition elle-même qu'on se dresse, non contre l'autorité légitime.

l'ordre ne soit de plus en plus troublée, et que la société n'en reçoive un plus grand dommage. Et lorsque l'excès en est venu au point qu'il ne paraît plus aucune espérance de salut, elle enseigne que le remède doit être cherché dans les mérites de la patience chrétienne et en d'instantes prières auprès de Dieu *.

Il reste cependant, cela est clair, qu'il est légitime de combattre par tous moyens honnêtes (ce qui ne veut pas dire faibles, l'insurrection n'est pas le seul moyen efficace, il y a des moyens honnêtes qui sont énergiques) un gouvernement despotique ou persécuteur, (en particulier quand il corrompt les fondements mêmes du bien public par un enseignement athéistique imposé aux enfants, ou par la subversion de cet organisme naturel qu'est la famille); ou encore de chercher pour des raisons d'intérêt public à changer, par tous moyens honnêtes, le régime établi. « Quand on est sous le coup ou sous la menace d'une domination qui tient la société opprimée sous une violence injuste, ou qui prive l'Église de la liberté qui lui est due, il est permis de chercher une autre organisation politique, sous laquelle il soit possible d'agir avec liberté... L'Église ne condamne pas non plus que l'on veuille affranchir son pays ou de l'étranger ou d'un despote, pourvu que cela puisse se faire sans violer la justice **.

* LÉON XIII, encyclique *Quod Apostolici*.

** LÉON XIII, *Libertas*.

juste et honnête liberté de préférer telle ou telle forme de gouvernement qui n'est pas en désaccord avec l'ordre des choses établi par Dieu *.

7) « Le salut, cependant, n'est pas ailleurs que dans le Christ : car il n'est pas sous le ciel d'autre nom qui ait été donné aux hommes, dans lequel nous devons être sauvés. Il est donc nécessaire de revenir à lui, de se prosterner à ses pieds, de recueillir de sa bouche divine les paroles de la vie éternelle : car seul il peut indiquer le chemin du salut, seul enseigner le vrai, seul rappeler à la vie, lui qui a dit de lui-même : *Je suis la voie, la vérité et la vie*. On a tenté à nouveau de traiter les affaires du monde en dehors du Christ ; on a commencé à bâtir en rejetant la pierre angulaire. Pierre le reprochait à ceux qui crucifièrent Jésus. Et voici que de nouveau la masse de l'édifice s'écroule, en brisant la tête des constructeurs. Jésus reste malgré tout la pierre angulaire de la société humaine, et de nouveau se justifie la maxime : il n'est de salut qu'en lui **.

* Piz XI, Allocution consistoriale du 20 décembre 1926.

** Piz X, *Jucunda Sane*.

VIII

NATURALISME DÉMOCRATIQUE ET NATURALISME ANTIDÉMOCRATIQUE

« La démocratie, légitime en soi, écrivait récemment le R. P. Garrigou-Lagrange, peut dégénérer en démocratisme, en une sorte de religion qui confond l'ordre de la grâce et celui de la nature, ou qui tend à réduire la vérité surnaturelle de l'Évangile à une conception sociale d'ordre humain, à transformer la charité divine en philanthropie, humanitarisme et libéralisme. L'Église peut alors intervenir, en vertu même de son magistère. Elle ne peut oublier le principe : *corruptio optimi pessima*; la pire des corruptions est celle qui s'attaque à ce qu'il y a de meilleur en nous, à la plus haute des vertus surnaturelles, qui est l'âme de toutes les autres. S'il n'y a ici-bas rien de meilleur que la vraie charité, qui aime Dieu par-dessus tout et le prochain pour l'amour de Dieu, il n'y a rien de pire que la fausse, qui renverse l'ordre même de l'amour, en nous faisant oublier la bonté infinie de Dieu et ses droits imprescriptibles, pour nous parler surtout des droits de l'homme, d'égalité, de liberté et de fraternité. On confond ainsi l'objet formel d'une vertu

essentiellement surnaturelle avec celui d'un sentiment où l'envie entre parfois pour une large part. N'est-ce pas là l'essence de la démocratie-religion, qui fausse complètement la notion de la vertu de charité et en même temps celle de la vertu connexe de justice? Vouloir y trouver l'esprit de l'Évangile, ce serait de l'illuminiisme. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'appliquer ici la règle principale du discernement des esprits : « L'arbre se juge à ses fruits, » ceux produits par les œuvres de Rousseau ne sont pas ceux de l'Évangile.

« Pour réagir, comme il convient, contre ce démocratisme, et contre ceux qui en profitent au grand détriment de leur patrie, suffit-il d'un vigoureux coup de barre en sens inverse, dans l'ordre humain? Suffit-il de rappeler les bienfaits de la hiérarchie naturelle des valeurs établie autrefois par les corporations dans le monde ouvrier, ceux d'une aristocratie de l'intelligence, et d'une aristocratie terrienne, les avantages de la monarchie qui apporte l'unité, l'esprit de suite dans la politique intérieure et extérieure d'un grand pays, pour le préserver contre les ennemis du dedans et du dehors? Si cette réaction se fait seulement ou surtout dans l'ordre humain, et pas assez dans l'ordre surnaturel de la foi et de l'amour de Dieu, elle court risque de tomber dans l'extrême opposé à celui qu'elle combat. Non seulement elle ne peut efficacement substituer, comme il le faudrait, aux fausses notions de la charité et de la justice la véritable idée de ces vertus, mais elle peut facilement dégénérer en

un naturalisme aristocratique qui rappelle la sagesse grecque et son orgueil intellectuel opposé à l'esprit de l'Évangile. On n'entendrait plus alors le sens profond de l'enseignement de Notre-Seigneur sur l'humilité et l'amour du prochain : « Je vous bénis, Père, Seigneur du ciel et de la terre, de ce que vous avez caché ces choses aux prudents et aux sages et les avez révélées aux petits. » (Matth., XI, 15). — « Ceci est mon commandement, que vous vous aimiez les uns les autres, comme je vous ai aimés. » (Jean, XV, 12.)

« Pour réagir contre la notion naturaliste de la charité qui est comme l'âme de la démocratie-religion, il faut se préserver de l'autre extrême, qui serait une forme contraire du naturalisme. On doit s'élever au-dessus de ces deux extrêmes vers le point culminant où se trouvent unies les vertus théologiques et morales, la foi vive, l'espérance inébranlable, l'amour surnaturel de Dieu et du prochain, des ennemis eux-mêmes, la divine charité connexe avec la vraie justice. Pour s'élever vers ce sommet, il faut l'humilité chrétienne ; vertu fondamentale, seule elle peut réprimer l'orgueil qui tend à altérer toute conception politique et toute forme de gouvernement. Il faut, avec l'humilité, la docilité de l'esprit à l'égard de toute vérité naturelle et surnaturelle ; c'est l'unique chemin qui conduit à la vérité suprême, à la vraie sagesse. » (R. P. GARRIGOU-LAGRANGE, art. cité, *Vie spirituelle*, mars 1927.)

IX

TROIS FORMES DE NATIONALISME

« En un premier sens le nationalisme s'entend :

« 1^o Par opposition aux mythes humanitaires, on veut dire alors par là que la nation, prise comme synonyme de *civitas* ou de patrie, est la plus haute unité sociale *naturelle*. 2^o Et par opposition aux erreurs individualistes : il signifie alors que le bien commun est « plus divin », comme disent Aristote et saint Thomas, que le bien particulier, et autre en nature que la simple collection des biens particuliers, et qu'il nous est prescrit par la loi naturelle (et par le quatrième commandement) d'aimer le bien de la patrie plus que nos intérêts privés. Au même sens, le nationalisme s'entend encore par rapport à l'ordre providentiel, il professe que chaque nation a sa mission dans l'histoire, et que ces missions sont inégales. Comment ne pas approuver le « nationalisme » en ce premier sens, même si les menaces de mort contre lesquelles il défend le patrimoine du pays l'obligent à prendre l'aspect d'une réaction un peu fébrile ? Certes, l'on ne saurait dire purement et simplement, même en raison de circonstances exceptionnelles : « l'intérêt national au-

dessus de tout, » car Dieu et la loi de Dieu restent toujours au-dessus de l'intérêt national (encore qu'il soit vrai que la nation ayant une fin morale, un intérêt national réel qui exigerait quelque chose de contraire à la loi de Dieu serait une contradiction dans les termes : saint Louis, en rendant la Guyenne au roi d'Angleterre parce que c'était juste, travaillait au vrai intérêt — métémpirique — de la France). Mais le critère empirique de l'intérêt national, qui dans le passé a joué trop souvent en opposition criminelle avec les lois de l'Évangile, se trouve en fait, dans les circonstances où la France est placée actuellement, servir surtout à défendre contre le péril de dissolution générale les conditions premières de la restauration de l'ordre. Ajoutons que la critique des illusions libérales faite au nom de l'intérêt national est certainement légitime, mais qu'il est nécessaire de la compléter, en montrant les erreurs métaphysiques et morales qui sont au principe du libéralisme, et de la redresser chaque fois qu'elle semblerait glisser vers une méconnaissance des droits authentiques de la conscience.

« En un second sens, le nationalisme peut s'entendre comme l'expression systématique du principe des nationalités porté à l'absolu, il est alors à peu près synonyme de *racisme*. En ce sens-là c'est une erreur très pernicieuse. Si désirable qu'il soit de satisfaire, conformément à la justice, et au sein de l'unité civile, les aspirations des diverses « nations » prises au sens de *familles raciques*, le dogme révolutionnaire du principe des nationalités (c'est

l'unité d'origine qui fait la raison d'être et l'unité de la société civile, et les membres de chaque rameau ethnique doivent se rassembler en autant de nations-États) est une illusion matérialiste contraire au droit naturel et destructive de la civilisation. J'ajoute que Maurras a pris nettement position contre le nationalisme ainsi entendu.

« En un troisième sens, enfin, le mot nationalisme peut désigner la forme corrompue du nationalisme légitime tel que nous l'avons défini d'abord ; c'est alors le culte aveugle de la nation (cité ou patrie), prise comme supérieure à toute loi morale et religieuse, le nationalisme par opposition à Dieu et au royaume de Dieu : soit qu'il refuse de reconnaître l'indépendance de l'Église du Christ et son pouvoir sur les choses temporelles, pouvoir de l'étendue duquel l'Église seule est juge en chaque cas, et qui lui permet de délier de leur serment de fidélité les sujets d'un prince apostat ; soit qu'il refuse de reconnaître la liberté de la prédication évangélique, en prétendant subordonner celle-ci aux intérêts temporels des gouvernements (comme il est arrivé si souvent en pays de missions) ; soit qu'il refuse de reconnaître les devoirs de justice et de charité qui lient les nations les unes aux autres, et qui interdisent par exemple de faire la guerre par simple désir de gloire ou de conquête, ou de fomenter la guerre civile chez le voisin. On doit reconnaître que l'amour de la cité ou de la patrie, en raison même de sa noblesse et de son désintéressement, est un sentiment si fort que, sans l'équilibre supérieur dû à

un esprit surnaturel très vigoureux, il lui est aisé de verser *plus ou moins* dans cet excès. Sous la forme du gallicanisme, du réganisme et du josphisme (continués et odieusement aggravés par le jacobinisme et le laïcisme d'État, qui refuse de reconnaître les devoirs de la nation comme telle envers Dieu), il a constitué la faute principale de l'ancien régime, avant de devenir une des caractéristiques du monde moderne ; Philippe le Bel et quelques-uns de ses successeurs ont créé, à ce point de vue, une tradition dont il serait funeste d'écouter la leçon. Si l'on prenait le mot nationalisme en ce troisième sens, il faudrait donc être résolument antinationaliste.

« Aujourd'hui que le monde est déchiré par des antagonismes nationaux plus terribles que jamais, rendus non pas moins violents mais au contraire beaucoup plus dangereux par les illusions humanitaires, la catholicité spirituelle est, elle, toujours vivante (et quel écrivain, pendant la guerre, l'a mieux souligné que Maurras) ? C'est en s'appuyant sur elle et en faisant d'abord un effort de compréhension dans le domaine supra-national de l'esprit, qu'il aurait fallu manifester une obéissance *non ficta* aux exhortations que les Souverains Pontifes ont multipliées ces dernières années en faveur d'une paix durable. » (*Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, p. 66-72.)

EN LA CHINE

Certaines maladies, transportées sous d'autres climats, et rencontrant des organismes non immunisés, deviennent des fléaux foudroyants. Le marxisme, transporté dans l'organisme russe, a donné le bolchevisme. L'Europe, refusant dans sa vie sociale la royauté du Christ, pensait s'accommoder de son apostasie. Celle-ci fait le tour du monde, et revient sur elle avec le visage de l'épouvante. L'Occident ne se contente pas de fournir aux Chinois les munitions avec lesquelles ils s'entre-tuent * ; chacun sait que ce sont les chancres de

* • Comment les Panaches se procurent-ils ces jolis objets, comme les appelait un général prussien dont le mot a fait fortune ? C'est bien simple. Ils commencent par extorquer l'argent voulu au peuple de Chine, le couteau sur la gorge. Ensuite, ils versent cet argent dans les mains tendues de certains fournisseurs étrangers, qui leur livreront armes et munitions chaque fois qu'ils en demanderont, et pour autant de piastres qu'ils en donneront. Le jeu pourra donc continuer, tant qu'il restera quelque argent en Chine. Ah ! Européens mes frères (j'omets les Américains et les Japonais qui me touchent de moins près), peuples qu'on disait avoir un cœur sensible... qui avez remué le monde entier

sa fausse philosophie qui ravagent actuellement l'esprit chinois, et menacent en ces régions l'univers.

« En Chine, écrivait récemment le R. P. Wiéger dans un très remarquable article *, en Chine, durant les années qui précédèrent immédiatement la Révolution que l'on sentait venir, et surtout après la fondation de la République, ce furent pareillement des *Jeunes* qui allèrent à l'étranger, espérant tous devenir, comme leurs devanciers japonais, des membres de l'aristocratie nouvelle, des astres du ciel nouveau. Ils étudièrent en Europe et en Amérique, surtout la politique et la sociologie, l'instruction publique, les institutions. Esprits moins disciplinés et plus aventureux que les Japonais (je parle des Japonais d'il y a quarante ans), ils firent provision de ce qui leur servirait à pousser la Révolution, idées avancées, subversives, extrémistes, que nombre d'écoles, de clubs et de particuliers leur débitèrent complaisamment.

« Cependant ces voyages et séjours à l'étranger pour faire cesser la traite des nègres, pour supprimer l'abus de l'opium et de l'opium et qui fournissent maintenant aux Chinois, abondamment et complaisamment, ce qu'il leur faut pour se massacrer les uns les autres!... Est-ce que l'argent que vous gagnez ainsi ne vous brûle pas les mains? Si vous cessiez de l'alimenter, la guerre civile cesserait en Chine, immédiatement. C'est donc vous qui l'entretenez, et c'est vous qui alimentez les *Jeunes de Chine*, et en cela ils n'ont pas tort. Sir A. Chamberlain a dû l'avouer, en pleine Chambre des Communes, le 17 février 1927. » (R. P. Léon Wicéga, « la Chine actuelle », *Études*, 5 avril 1927.)

* Article cité, *Études*, 5 avril 1927.

coûtant gros, tous les Jeunes ne pouvaient les faire. Tous cependant sentaient qu'ils portaient un révolutionnaire dans leur sein. On vint à leur secours en révolutionnant l'enseignement officiel. Écoles primaires inférieures et supérieures, écoles moyennes et normales nouveau style, furent fondées. A Peking furent installées une Université dite nationale et une École normale supérieure, où fut enseigné tout ce qu'on avait pu trouver de plus contagieux en Europe, en Amérique et au Japon. Actuellement, dans les écoles primaires inférieures obligatoires, on enseigne aux enfants de huit à douze ans la descendance du singe sous la forme la plus crue, aux adolescents de douze à quinze ans le socialisme de Marx et le communisme de Lénine, aux lycéens l'incrédulité dite scientifique, et aux étudiants universitaires l'athéisme moscovite d'après la formule de Zinoviev : « Nous finirons bien par détrôner Dieu dans son ciel ! » Plus de religion, plus de morale, plus de lois, plus de rites, plus de parents, plus de maîtres ! Nous voulons la liberté absolue pour tous et en tout, l'abolition de toute contrainte et restriction !... Ainsi clament en Chine étudiants et étudiantes, car la source de la *Science nouvelle* coule pour les deux sexes, et *l'Esprit nouveau* les rend tous deux également fous.

« Cette puissance de propagation, de contagion me paraît être incoercible, pour des motifs que je vais exposer et qu'il faut méditer, car ils feront l'avenir.

« L'instruction publique a complètement échappé à la direction et même au contrôle de l'État. A

Pékin, dans le ministère, il y a bien un ministre de l'Éducation, mais cette pièce ornementale ne compte plus dans la pratique. L'instruction publique du pays entier, Nord et Sud, est dirigée par deux sociétés quasi privées et pratiquement indépendantes, la Fédération de l'Éducation nationale et le Bureau pour le progrès de l'Éducation. Chacune des deux tient un congrès annuel. La deuxième formule les directives générales. La première les applique et dresse les programmes détaillés. Deux immenses imprimeries-librairies *exécutent*. Ce sont l'Imprimerie commerciale et la Librairie de Chine, établies toutes deux à Changhaï et ayant des succursales et des agents partout. J'ai souligné le mot *exécutent*, voici pourquoi. L'important, c'est un texte, que le maître doit se contenter d'expliquer sobrement, sans y ajouter, seulement pour le faire comprendre. C'est donc, en réalité, l'auteur du texte, non le maître, qui enseigne... Or ce sont les deux firmes susdites qui ont fait rédiger, conformément aux nouveaux programmes, deux séries complètes de manuels scolaires, partie de l'élève et partie du maître, et qui les ont éditées. Il n'y a pratiquement que ces deux séries, adoptées par toutes les écoles. Donc, dans toute la Chine, c'est cela, et cela seul, que les maîtres enseignent mot à mot ; c'est cela, et cela seul, que les élèves apprennent servilement. Il est donc facile de se rendre compte de ce que la *Jeune Chine* sait et dit, pense et croit. Prenez le livre du maître du cours primaire, inférieur et supérieur, et lisez-le avec soin. C'est cela

et pas autre chose. Les connaissances banales, en caractères, arithmétique, géographie, histoire, sciences naturelles ; et de plus, pour les tout petits, la descendance du singe ; pour les adolescents le socialisme et le communisme. Les manuels faits pour les lycéens et les normaliens leur enseignent l'athéisme théorique et pratique, la non-existence de la morale et des lois, la non-valeur de tous les principes. Il doit suffire au citoyen de pratiquer une espèce de décence civique extérieure, respect des intérêts d'autrui pour sauvegarder les siens propres, forme rajeunie du ritualisme chinois, plus ancien que Confucius, aussi vieux que la Chine. Sous prétexte de nationalisme, l'exclusivisme le plus absolu, la xénophobie la plus sauvage sont préconisés. Enfin, sous prétexte de scientisme, l'irréligion est exigée. »

Que ne s'est-il trouvé, à la fin du dix-neuvième siècle, un Chinois, — je dis un Chinois catholique, qui seul aurait pu mener à bien une telle œuvre, — pour dénoncer aux siens le péril de l'Occident apostat ? Il est très remarquable que cette invasion de l'athéisme, du scientisme et du socialisme occidentaux, capable de détruire très rapidement tout ce qu'il y a de *spirituel* et d'universellement humain dans l'ancienne culture de la Chine, n'est capable aussi, — parce qu'il s'agit là de principes *brutaux*, essentiellement inférieurs à la vie de l'esprit, — que d'isoler, et d'exaspérer en haine d'autrui tout ce qu'il y a de *matériel* (au sens aristotélicien du mot), de strictement national et racique, dans cette même culture. Par un paradoxe diabolique, c'est précisé-

ment pour défendre les droits de leur culture propre que les Chinois les plus intoxiqués des pires produits de l'Occident se dressent aujourd'hui contre le christianisme : « Les Chinois sont des *civilisés*, c'est incontestable. Ils le furent même très longtemps avant les Européens et les Américains, et ils le savent. Ce sont eux qui civilisèrent les Japonais, et ils s'en souviennent. Outre leur civilisation, les Chinois ont leur forme de *culture* propre, très ancienne elle aussi et très élevée. *A priori*, émettre la prétention de les *civiliser*, de les *cultiver*, était donc une entreprise vouée à l'échec et faite pour les exasperer. Or, ce furent les Japonais, les moins qualifiés aux yeux des Chinois, qui firent le pas de clerc de s'offrir à eux comme maîtres de culture, depuis 1923. D'où belle fureur, qui s'étendit ensuite à d'autres nations, coupables de la même sottise. Ce sont la terreur et l'horreur d'être *cultivés* par l'étranger contre leur volonté, de voir leur culture nationale remplacée par une culture étrangère, qui tourna les Chinois d'abord contre les écoles protestantes, surtout américaines, auparavant très cotées. Il en sortait des Yankees jaunes ! C'est la même crainte, et ceci est pire, qui les monta ensuite contre le christianisme, auparavant sinon aimé, du moins toléré ou même respecté. L'enseignement chinois moderne niant le caractère transcendant de la religion et en faisant une partie intégrante de la culture spéciale de chaque nation, le christianisme devint odieux, comme intrusion d'une culture étrangère. C'est à ce point de vue et non au point de vue de ses

dogmes, que la Jeune Chine le hait, que la Ligue antichrétienne cherche à l'exterminer *... »

En réalité le christianisme seul, la grâce du Christ, qui achève divinement la nature et ne la détruit pas, — peut maintenir et sauver tout ce qu'il y a de trésors *spirituels* dans la culture chinoise, sans léser son *individualité nationale et racique*, mais en surélevant celle-ci au service de Dieu, qui est l'Esprit. C'est l'unique espoir qui demeure, comme le Père Lebbe l'a proclamé depuis longtemps. Le catholicisme est de droit le défenseur de la culture authentique de la Chine, et du vrai patriotisme chinois, — comme de toute culture authentique et de tout vrai patriotisme.

Combien il nous est difficile de nous faire une idée juste de la Chine, il nous suffit, pour le comprendre, de voir quelle idée un Chinois érudit peut se faire de l'Europe **. Pour nous tirer de notre ignorance, le témoignage le plus précieux nous est apporté par l'expérience des missionnaires. Nous ne résistons pas au désir de reproduire ici, d'après les *Missions catholiques* (18 mars 1927) ***, l'admirable exposé fait

* R. P. WIEGER, article cité.

** Cf. par exemple le livre de KOU HOUNG MING sur *l'Esprit du peuple chinois*. (Stock, 1927.)

*** On consultera aussi avec fruit l'étude de Léopold LEVAUX sur *la Chine et les Missions* (Roseau d'Or, n° 10, 1926, publié depuis en brochure) ; le *Bulletin de la jeunesse catholique chinoise* (Louvain) ; la brochure du P. LEBBE : *Que sera la Chine demain?* et plus généralement les publications missiologiques (*Xaveriana*) du collège des jésuites de Lou-

par Mgr de Guébriant, supérieur des Missions étrangères, dans une conférence prononcée à Lyon le 16 février 1927.

LA CHINE

Conférence de S. G. Mgr de Guébriant.

« La Chine, dont j'ai à vous parler ce soir, est en quelque sorte ma seconde patrie. J'y ai passé trente-six années consécutives : trente et un ans dans la province la plus reculée de l'intérieur, le Setchoan, et cinq ans dans la province fameuse, aujourd'hui plus fameuse que jamais, dont la capitale est Canton. Entre temps, j'ai eu à parcourir à peu près toutes les autres provinces chinoises, en m'acquittant d'une tâche apostolique, c'est-à-dire d'une enquête générale dans les Missions, dont le Saint-Siège m'avait chargé immédiatement après la guerre.

« Je puis donc parler de la Chine sans manquer de respect à mon auditoire en parlant de ce que j'ignore. Mais, je me hâte de l'ajouter, la connaissance que j'ai de ce grand pays n'est nullement scientifique. Je l'ai vu, habité, pratiqué longtemps ; je l'ai pour ainsi dire vécu ; j'ai comparé mes expériences et mes impressions avec celles de mes confrères, les missionnaires de toutes les nationalités et de tous les ins-

vain, ainsi que la *Revue des Missions* publiée par les Bénédictins de Saint-André (Laphem-les-Bruges).

tituts. Mais je n'ai fait aucune étude proprement dite de la Chine et des questions chinoises. Je n'ai presque pas lu, car, pendant ma longue vie de missionnaire, il me manquait les livres ; et maintenant, à mon bureau de supérieur des Missions étrangères, il me manque le temps.

« Ceci dit, sûr que vous n'attacherez pas à mes dires une valeur qu'ils n'ont pas, je vous exposerai très simplement et très volontiers ce que je comprends de la Chine et de ce qui s'y passe actuellement.



« La Chine est le plus grand pays du monde, le plus peuplé, le plus compact, le plus riche en possibilités de tout ordre et possédant tout ce qu'il faut pour devenir le plus puissant.

« Trouveriez-vous que c'est beaucoup dire ? Mais observez, je vous prie, les grandes nations dans leur attitude au regard de la Chine en révolution. Elles se donnent encore à elles-mêmes le titre de grandes puissances. Quel contraste entre les mots et les faits ! Telle d'entre elles, depuis bientôt deux ans, ne fait guère qu'hésiter ou encaisser : elle laisse boycotter son commerce, envahir ses concessions, menacer ses nationaux ; et pendant ce temps, les autres puissances, moins directement visées, n'en sont que plus discrètes encore dans leur expectative. Pourquoi cela ? Évidemment parce qu'on a peur. Peur de la Chine, non pas sans doute telle

qu'elle est dès à présent, mais telle qu'elle peut se révéler d'un jour à l'autre, si elle réussit à s'organiser. Car alors ce serait une force formidable, et, pour rien au monde, on ne veut donner à cette force un prétexte pour se retourner, le jour venu, contre *soi*.

« Ce qui fait la force de la Chine, c'est moins l'étendue de son territoire et la richesse de son sol ou de son sous-sol, que les qualités de la race qui l'habite. Cette race pullule, elle veut vivre ; là où elle déverse son trop-plein, elle s'adapte à tous les climats et à tous les milieux, tout en restant elle-même, et elle apporte au combat pour la vie une persévérance, une énergie incomparables.

« Le pullulement de la population chinoise est un fait brutal et qui frappe au premier coup d'œil. Je n'oserais pas affirmer qu'en Chine même l'augmentation de la population soit très rapide. Les enfants naissent, il est vrai, en nombre prodigieux, mais ils meurent dans une proportion effrayante. Et d'ailleurs, dans ce fourmillement humain, la mortalité en général est très considérable. Aucune statistique officielle ne me permet de préciser. Mais j'ai l'impression — et mes confrères les missionnaires l'ont comme moi — que, dans nos chrétientés, où des registres bien tenus rendent possible un contrôle sérieux, l'effectif serait stationnaire, ou peu s'en faut, s'il ne s'accroissait pas par les conversions. Or, ce qui est vrai des groupes chrétiens ne peut que l'être *a fortiori* de la masse païenne. Cela tient au surpeuplement, à l'absence d'hygiène et de pro-

prété, aux famines fréquentes et à d'autres causes encore, telles que la suppression des petites filles.

« Il y a bien une émigration intérieure par laquelle les cantons surpeuplés se déversent sur les régions moins habitées ou même en friche, car il y en a encore. Seulement, l'incurie administrative qui ne s'intéresse pas à ces questions et ne fait rien pour encourager, guider, soutenir les émigrants, ne tire aucun parti de ces mouvements sociaux, et les émigrants laissés à eux-mêmes, en proie à la misère, disparaissent en grande partie sans laisser de trace.

« Ceci, pourtant, n'est pas vrai de la Mandchourie, pays de steppes immenses et fertiles, qui ne demande que des bras pour en tirer les plus riches moissons. Grâce à sa proximité des provinces agricoles surpeuplées du Nord, surtout de Chan-Tong, elle a fini par attirer des colons, et les premiers colons en ont attiré d'autres, si bien que, par la seule activité de son admirable peuple, la République chinoise s'est augmentée de nouvelles provinces peuplées, semble-t-il, d'au moins 20 millions d'habitants. Il en pourrait être de même, et pour la même raison, de la Mongolie. Que serait-ce si un gouvernement affermi et averti, au lieu de vivre au jour le jour plus ou moins reconnu par la nation, s'occupait avec méthode d'une colonisation pour laquelle il a tous les atouts : territoire vaste et fertile, peuple surabondant et laborieux !

« Ce qui ne peut être absorbé par la colonisation intérieure cherche naturellement à se déverser au dehors. Et tandis que les Chinois du Nord s'orientent

vers la Mandchourie, la Mongolie et même la Sibérie, les Cantonais émigrent à l'étranger. Je dis à dessein « Cantonais » et non pas « Chinois du Sud », car je n'ai jamais eu la sensation qu'il existe une Chine du Sud et une Chine du Nord, tandis que l'on voit fort bien la distinction entre Chine proprement dite et Chine Cantonaise. Seulement j'entends ce terme de Chine Cantonaise dans un sens large qui englobe, avec la province de Canton, celle du Fou-Kien, déborde tant soit peu sur les provinces limitrophes, et ne distingue pas entre les trois variétés humaines — je n'ose dire les trois races — qui habitent le pays, Cantonais proprement dits (ou Pounti), Hakka et Hoklo. Or, c'est une chose remarquable et qui me semble assez peu connue — elle m'avait échappé à moi-même pendant les trente années que j'ai passées au Setchoan avant d'être transféré à Canton — c'est une chose remarquable, dis-je, que l'émigration chinoise à l'étranger est, jusqu'ici, exclusivement cantonaise, pounti, hakka, hoklo ou foukiennoise.

« Sans doute, le Chinois du Nord s'est mis, lui aussi, à voyager : ses étudiants surtout se rencontrent un peu partout dans le monde. Mais il ne se fixe pas hors de son pays. Ses colonies n'existent nulle part, que je sache, sauf en Sibérie. Au contraire, le Cantonais de toute nuance et le Foukiennois se répandent n'importe où, là où les digues sont laissées ouvertes. Portez votre enquête en Indo-Chine ou en Malaisie, aux Straits ou à Java, aux Philippines ou en Nouvelle-Guinée, ou bien en Amérique, aux

États-Unis, aux Antilles, au Pérou, même au sud de l'Afrique, au Transvaal, à Maurice, à la Réunion ; tous les Chinois que vous y trouverez établis, soit que fixés définitivement dans le pays ils y fassent souche, soit qu'ils y passent en tout ou en partie leur vie, occupés au commerce ou aux plantations, tous ces Chinois-là, dis-je, sont des Cantonais ou des Foukiennois parlant l'un ou l'autre des dialectes de la Chine du Sud que les autres Chinois ne comprennent pas.

« Quoi qu'il en soit de cette remarque, il demeure évident que la Chine, tant celle du Nord que celle du Sud, est un réservoir d'hommes formidable, et quiconque l'a vue de près ne peut s'ôter de l'esprit qu'il se prépare là-bas je ne sais quel phénomène humain du même ordre que l'inondation, si ce n'est le raz de marée.

« Car — et c'est la seconde des qualités qui me frappent le plus chez les Chinois, — merveilleuse est leur facilité d'adaptation à tous les climats et à tous les milieux. Les Japonais, sous ce rapport, semblent leur être bien inférieurs. On dirait qu'ils ne s'accommodent ni des chaleurs des tropiques, ni du froid rigoureux des latitudes élevées ; c'est ainsi qu'il n'y a pas de colonisation japonaise à Formose où, pourtant, le mikado est maître depuis trente ans ; et, quant aux pays froids, c'est à peine si les Japonais, lentement, péniblement, arrivent à peupler la grande île d'Hokkaido, ou Yézo, la plus septentrionale de leur propre archipel. Combien plus grande est l'adaptabilité du Chinois ! Il est vrai que son pays, grand

comme l'Europe, présente les climats les plus divers, depuis les frontières de Sibérie jusqu'à des latitudes aussi basses que celle du Tonkin. Aussi les Chinois prospèrent-ils dans tous les pays où on leur a permis de s'installer. Dans l'ensemble de la presqu'île indo-chinoise, s'accommodant aussi bien du régime français que du régime anglais ou du régime siamois, c'est par millions déjà qu'il faut les compter ; par millions aussi aux Indes néerlandaises ; par centaines de mille en Sibérie orientale. Et pourtant, je vous le demande, où trouver, quant au physique, contraste plus violent qu'entre le climat de Batavia et celui du Baïkal, et quant au moral, entre l'administration d'une colonie anglaise et celle d'une république soviétique russe ?



« C'est ici qu'intervient une autre qualité de la race chinoise, la troisième parmi celles qui me paraissent le plus caractéristiques. Je parle de son énergie, j'irai jusqu'à dire de son acharnement dans le combat pour la vie. Canton, la grande métropole australasienne, à la psychologie violente, Canton avec ses 4 ou 5 millions d'habitants, ville et banlieue, est peut-être le meilleur point à choisir pour observer chez le Chinois l'intense volonté de vivre. J'y avais été transféré par ordre du Saint-Père Benoît XV, après trente et un ans passés au Setchoan, et ce changement m'avait infiniment coûté. Au dé-

but, le grouillement cantonais me parut horrible, tant il contrastait avec la simplicité laborieuse, mais calme, des paysans de ma province aimée. Eh bien ! dans toute cette laideur, j'ai fini à la longue par trouver quelque chose de beau. Et ce quelque chose, c'est précisément le courage avec lequel ce peuple innombrable lutte pour la vie, depuis la vieille femme de quatre-vingts ans qui rame encore sur les sampans, jusqu'au gamin de dix ans qui vend des pâtisseries à l'huile rance. Cet effort soutenu âprement, mais en somme honnêtement, pour vaincre la difficulté de vivre au milieu d'une pareille concurrence, cet effort, dis-je, à force d'intensité et de persévérance devient beau à contempler. et j'en arrivai à l'admirer sincèrement et à m'y attacher de tout cœur. Or, ce qui est vrai à Canton l'est partout ailleurs en Chine, même là où les circonstances locales n'exigent pas autant de variété et d'ingéniosité dans l'effort. Le peuple chinois est éminemment un peuple laborieux.

« J'ajoute qu'il est sobre : tout le monde le sait ; et qu'enfin il est un, d'une unité que ne menace aucun séparatisme. Cantonais et Nordistes se combattent, mais les uns comme les autres se présentent comme étant purement et simplement la Chine, la Chine que ni les uns ni les autres ne sauraient concevoir autrement que comme le bloc compact du Tchong Koué, de la « Nation du Milieu ».



« N'est-il pas vrai que la Chine ainsi considérée, immense superficie, dense population, pullulant sans relâche, une depuis des millénaires et consciente de son unité, constitue une force singulièrement imposante, et que son avenir prochain se présente comme un point d'interrogation anxieux entre tous ceux qui s'offrent à nous si nombreux et si inquiétants ?

« Ce n'est pas la faute des missionnaires catholiques si les termes du problème se posent aujourd'hui dans toute leur acuité. En s'efforçant, depuis des siècles, de christianiser la Chine, c'est le bien des Chinois qu'ils envisageaient avant tout. Mais, certes, ils avaient conscience du danger dont leur apostolat aurait préservé le monde s'il avait pu atteindre son but. Leur rêve, c'était de voir les peuples de l'Extrême-Orient s'assimiler notre civilisation chrétienne dans ce qui lui est essentiel, et la perfectionner encore en y adaptant tout ce qu'eux-mêmes tiennent de bon de leur propre passé. C'eût été leur épanouissement dans la liberté, la justice et la paix, au profit du progrès général de l'humanité.

« Malheureusement, le christianisme, relégué longtemps aux catacombes par la défiance des princes, ensuite défiguré par les propagandes parasites, enfin gêné sinon discrédité par l'exemple des chrétiens eux-mêmes, n'a été accepté que du petit nombre. Et ce qu'il aurait procuré à ces peuples sans boule-

versement ni violence, ils veulent aujourd'hui le conquérir sans lui et de force.

« Non, ce n'est pas la faute des missionnaires, ni celle de la France catholique. Quand on pense à saint Louis accréditant des religieux comme ambassadeurs auprès des princes de l'Orient, au Pape français Clément V envoyant des évêques en Chine aux premières années du quatorzième siècle, à la Société des Missions étrangères sortant au dix-septième siècle des intuitions généreuses du clergé français, anxieux de donner aux chrétientés naissantes de l'Extrême-Orient des prêtres de leur race, à Pauline Jaricot organisant à Lyon, il y a cent ans, l'œuvre de la Propagation de la Foi, et à Mgr de Forbin-Janson mettant debout celle de la Sainte-Enfance ; quand enfin on s'aperçoit que l'Œuvre plus jeune de Saint-Pierre-Apôtre, sur laquelle le Saint-Siège fonde tant d'espairs pour les clergés indigènes, est, elle aussi, une initiative française, on a le droit de dire que les mains françaises se sont tendues des premières et n'ont jamais cessé de se tendre, dans une pensée purement religieuse et donc toute désintéressée, vers ceux que la rhétorique moderne commence enfin à appeler, mais non sans emphase, « nos frères de couleur ».



« Quoi qu'il en soit, une question redoutable est désormais posée en Chine. Quelles en sont les données ?

« Le mouvement actuel en Chine — je ne vois pas comment il serait possible de le nier — est une poussée nationaliste. Prétendre l'expliquer en le traitant purement et simplement de xénophobie ne serait ni juste ni sage. Assurément, parmi tant de bouleversements, on discerne sans peine le réveil des haines archaïques et des mépris injustifiés contre l'étranger ; et déjà, hélas ! plus d'un fait s'est passé dont les Chinois rougiront plus tard. Mais, en définitive, ce que l'on veut arracher à l'étranger, c'est une hégémonie qui depuis longtemps est un fait mais qui n'est pas, pour autant, devenue un droit. Or, cela est légitime. Un grand peuple n'a pas tort de vouloir être libre et respecté, maître chez lui, traitant d'égal à égal avec les autres et profitant le premier de ses propres richesses.

« Cette aspiration n'est vraiment consciente que depuis un petit nombre d'années, mettons une génération. Elle s'est fait jour d'abord chez la jeunesse étudiante, lorsqu'elle a vu se dissiper l'illusion millénaire qui confondait dans l'esprit des lettrés la Chine avec le monde, le monde avec la Chine. Car il n'y avait pas même de terme clair pour distinguer l'un de l'autre : *Thien hia*, le dessous du Ciel, c'était l'un aussi bien que l'autre.

« Une fois acceptée l'idée de nations autonomes indépendantes du Fils du Ciel, une fois comprise leur puissance et sa nature, et analysé le caractère de leurs relations avec la Chine, on s'est rendu compte avec une évidence de plus en plus claire de tout ce qu'il y avait d'anormal, d'excessif, de brutal

et même d'injuste dans la position prise au regard des Chinois par les nations de race blanche. A quel diapason est monté peu à peu le mécontentement en présence de ces découvertes, et quelle en est aujourd'hui la nuance, rien ne l'exprime mieux que le titre adopté par le journal ultra-moderne le plus en vogue à Shang-Haï : « *Sin sse*, le lion réveillé. »

« A la vérité, le grand coupable était l'aveuglement du gouvernement impérial chinois lui-même. Au lieu de renoncer une fois pour toutes à sa vieille chimère et d'entrer en relations normales avec les étrangers, il aima mieux gagner du temps en jouant d'une carte dont il usa longtemps avec une véritable virtuosité : la mise en conflit des intérêts rivaux. Mais cela ne pouvait durer toujours, et le temps qu'il gagna pour lui fut irrémédiablement perdu pour la Chine.

« Je le regrette beaucoup et je suis convaincu que, parmi les meilleurs amis de la Chine, beaucoup le regrettent comme moi. Car la situation serait à l'heure présente bien différente de ce qu'elle est si le gouvernement impérial avait ouvert les yeux quelques années plus tôt. Mais il fallut la crise des Boxers (1900-1901) et ses dures leçons pour l'obliger à se rendre à l'évidence. Alors, sous la célèbre impératrice douairière Tse Hsi et la régence qui suivit sa disparition, il y eut une période féconde où tous les espoirs furent permis. Les réformes nécessaires, celles mêmes que la vieille Chine avait le moins prévues, s'accomplissaient l'une après l'autre, sans heurts, sans révoltes, grâce à la survivance du pouvoir tra-

ditionnel partout reconnu et obéi. Nous autres qui vivions alors en Chine, nous eûmes la vive impression que le grand Empire avait enfin trouvé sa voie et qu'au bout de peu d'années, sans révolution ni catastrophe, sans rupture avec son passé, devenu tout naturellement maître de ses destinées, puissant entre les plus puissants États, il aurait vu tomber d'elles-mêmes et comme à l'envi les inégalités dont il se plaint, n'ayant plus devant lui dans le monde entier que des amis ou des clients empressés à se disputer ses bonnes grâces.

« Moins de vingt ans auraient suffi. Mais c'était trop. La jeune Chine avait eu le temps de se former : elle ne pouvait attendre. Cette formation, elle l'avait reçue où elle avait pu, dans les écoles innombrables et les universités des missions protestantes, ou bien à l'étranger, au Japon et en Amérique surtout. Elle n'avait pas encore découvert en France, comme elle l'a fait depuis, des maîtres de révolution. Je n'insiste pas. Mais je tiens à souligner un fait que personne ne saurait contester : la jeunesse dont je parle n'est pas sortie des écoles catholiques.

*
* *

« Et ici vous me permettrez d'ouvrir une parenthèse et de vous expliquer pourquoi la jeunesse chinoise aujourd'hui en effervescence n'a reçu que dans une proportion infime la formation qui se donne dans les écoles catholiques ou de direction

catholique. Cette formation ne lui déplaisait pas, certes, et elle l'a fait assez sentir depuis vingt-cinq ans. Partout où nous avons pu lui procurer des éducateurs, elle a témoigné pour eux non seulement de la confiance, mais, je crois pouvoir le dire, une réelle préférence. C'est vrai, non pas de la Chine seule, mais aussi bien du Japon, de la Corée, de l'Indo-Chine, du Siam... Or, combien d'établissements avons-nous pu ouvrir aux écoliers d'Extrême-Orient? Beaucoup moins que le dixième de ceux qu'ils réclamaient de nous. Pour un seul qu'ils ont rempli et où ils se disputent les places, nous en aurions eu vingt.

« Pourquoi cela? Je n'ai rien à vous apprendre. Au moment même où se produisait dans toute son intensité l'élan de la jeunesse chinoise vers l'enseignement nouveau, les lois françaises que vous connaissez avaient eu le temps de détruire le personnel enseignant français dont les missions catholiques auraient pu tirer un parti d'une incalculable portée. En 1901, j'avais obtenu pour ma chère Province du Setchoan les précieux services d'un Institut enseignant, tout spécialement lyonnais, les Petits Frères de Marie. Trois écoles furent fondées. Nous avions une belle avance, car le mouvement que nous prévoyions ne se déclenchait pas encore. Nos écoles débutaient petitement : mais c'était une amorce, et l'avenir n'était pas douteux. Or, quand au bout de quelques années ce qu'on avait prévu se produisit, le noviciat de Saint-Genis-Laval était fermé et ses bons éducateurs dispersés. Et il en était de même

pour tous les Instituts qui auraient pu fournir aux missionnaires français le personnel dont ils avaient besoin ! Puissent des associations telles que les *Amis des Missions* jouer efficacement leur rôle et contribuer à préserver dans l'avenir notre France des aberrations d'une politique qui a soustrait à l'influence éducatrice des missionnaires français des jeunes gens par centaines de mille, qui est cause qu'en Afrique 10 millions de fétichistes sont devenus mahométans au lieu de devenir chrétiens, et que, sur 18 millions d'Annamites, il n'y a qu'un million et demi de chrétiens, alors qu'il y en aurait facilement le triple !

« Mais revenons à la jeune Chine... Il lui fallait donc une révolution. Elle l'a eue en 1911. Et, depuis lors, à l'évolution lente mais sûre qui se développait depuis près de dix ans, a succédé une ère de confusion, de troubles et de guerres qui dure encore.

« Allons-nous en voir bientôt la fin ? C'est possible. Mais sous quelle forme ?

« Il faut l'avouer, la politique des puissances vis-à-vis des Chinois a été presque toujours, mais surtout depuis la révolution de 1911, une politique d'égoïsme. Et l'égoïsme ne porte pas bonheur. Chacun a tâché de s'assurer la meilleure part de profits dans l'exploitation d'un marché auquel rien n'existe de comparable. On a pensé à tout, excepté à la nation chinoise. Celle-ci a cherché un point d'appui pour réaliser ses aspirations. Personne n'a songé à le lui prêter. Seule, une main s'est tendue qui a cherché la sienne dans l'ombre et, à force de souple

patience, a fini par la joindre. Avec une habileté incontestable, renonçant à tâtonner dans le Nord, elle est venue dans le Sud mettre le feu là où elle avait senti la matière inflammable. Canton, le fameux Canton, a levé l'étendard rouge. Le cri de guerre, pour le moment, c'est : « Sus à l'impérialisme ! » Ceux qui le récitent comme une leçon — et ce sont aujourd'hui tous les Chinois — ne savent guère ce qu'il cache. On verra bien. Ce qui est certain, c'est que la formule bolcheviste a fait ses preuves. L'expérience russe est là pour montrer quelle est son efficacité, vraiment souveraine, en matière de traités à répudier et de créances à abolir. C'est tout ce qu'il faut pour commencer. Après on verra. La formule, excellente pour l'usage externe, ne vaut peut-être rien pour l'usage interne : encore une fois, on verra bien ! Et, s'il le faut, on changera. Mais, en attendant, sus aux Anglais avec l'appui des Russes amis. Le reste suivra.

« Le raisonnement a sa valeur. Mais il contient la plus redoutable des inconnues. Quand on aura tiré des formules moscovites tous les avantages qu'elles comportent, il sera toujours temps de les répudier. Voilà ce qu'on dit, voilà ce qu'on pense. Et, j'en suis convaincu, on est de bonne foi. Mais sera-t-il vraiment toujours temps de se ressaisir ? Cela, je n'en crois rien. Et l'expérience russe ici n'est plus seule pour faire voir que les mouvements sociaux une fois déclenchés ne s'arrêtent pas où l'on veut. Les éléments extrémistes sont toujours là pour leur crier : Marche, marche ! Et il faut qu'ils marchent.



« Je vous laisse à tirer la conclusion que vous jugerez la meilleure. Je tiens pour ma part à finir sur une parole d'optimisme. Nous savons qu'il ne faut jamais, quoi qu'il arrive, désespérer des Français. Je dirai qu'il ne faut pas non plus, et quoi qu'il arrive, désespérer des Chinois. Ce peuple, avant tout, veut vivre. Je le disais en commençant. Et l'une de ses qualités maîtresses est le bon sens. Il ne prendra pas le change et n'acceptera pas comme une formule de vie ce qui est une formule de mort. Gardons-lui notre estime, notre sympathie, notre confiance. Et soyons prêts pour le jour où pourra lui être utile notre appui désintéressé. »

XI

SUR L'ORTHODOXIE RUSSE

« On ne connaît pas, disait récemment S. S. Pie XI, tout ce qu'il y a de précieux, de bon, de profondément chrétien dans les fragments de l'ancienne foi catholique. Les blocs détachés d'une roche aurifère sont aurifères eux aussi. Les vénérables chrétientés orientales conservent une telle sainteté dans leur objet, qu'elles méritent non seulement le respect, mais aussi la sympathie. » (Allocution à la Fédération universitaire italienne, *Osservatore Romano*, 10-11 et 26 janvier 1927. Cité par *Irenikon*.)

Peu d'événements, dans l'histoire du monde, ont été chargés d'une importance aussi mystérieuse et aussi tragique que l'épreuve spirituelle subie actuellement par la Russie, et par l'Église russe. Si la révolution bolchéviste, essentiellement dirigée *contre Dieu*, est un signe annonciateur de l'Homme de péché, le vaste mouvement de foi suscité dans l'Église russe, et de si grandes souffrances, et tant de sang et de martyrs, et de témoignages héroïques, peuvent-ils ne pas annoncer et préparer quelque grande œuvre du Christ et du Saint-Esprit? Ce n'est pas non plus sans raison que la Providence a

dispersé à travers l'Europe un si grand nombre de Russes exilés de leur pays, et toute une jeunesse avide de rénovation religieuse. C'est au nom du Christ et avec l'amour du Christ que nous devons aller à eux, pour nous *reconnaître* en lui, et nous aider les uns les autres à rassembler, au dedans de chacun de nous tout d'abord, tout ce qui a été disjoint. Sans parler des difficultés internes qui peuvent affliger, en terre d'émigration, l'orthodoxie elle-même, je sais tous les obstacles qui se dressent contre l'unité, les préventions et les maladresses qu'on peut se reprocher de part et d'autre, la forte et injuste animosité qu'un grand nombre de théologiens orthodoxes nourrissent contre le catholicisme, et tout particulièrement le péril d'asservissement du spirituel au national et au politique représenté par des théories comme l'eurasisme. Il n'y a qu'une Église, ayant pour tête le Christ lui-même, dont le Pape tient la place ici-bas : tout ce qui circule de grâce divine dans les chrétientés séparées les rattache invisiblement (*voto*) à cette unique Église ; encore faut-il que cette appartenace virtuelle se réalise dans l'unité extérieure du dogme et du suprême gouvernement spirituel, et cela ne se fera pas sans beaucoup de difficultés. Mais Dieu ne met pas au cœur de ses enfants certains profonds désirs pour les laisser toujours frustrés. Si longue et lente que soit l'œuvre voulue de lui, les efforts obscurs poursuivis çà et là, dans la simplicité de l'esprit de l'Évangile, pour une meilleure et plus fraternelle connaissance réciproque, ne resteront pas sans fruit.

Le public occidental connaît mal la pensée spéculative russe. A peine les noms d'un Khomiakoff, d'un Soloviev, d'un Berdiaeff, sont-ils parvenus jusqu'à lui. Théologie, mystique, philosophie, ont en général préoccupé indistinctement cette pensée. Il semble cependant que s'éveille de nos jours, dans la jeunesse intellectuelle russe, très sensible au problème critériologique, le désir d'une *philosophie* proprement dite. Phénomène important, pour lequel on souhaiterait que les catholiques, et singulièrement les disciples de saint Thomas, manifestassent l'intérêt convenable. Leur office serait, en particulier, de montrer aux orthodoxes comment la conception catholique de la nature et de la grâce, et l'idée thomiste d'une nature humaine non pas close, comme l'imaginaient les stoïciens, mais *ouverte et achevable*, — et de fait achevée et surélevée par la grâce — s'accorde avec les exigences authentiques de l'esprit chrétien comme avec celles de la philosophie.

Plus on approfondit ces questions, plus on s'aperçoit que le principal obstacle à l'union consiste dans une méprise : la confusion du *tempérament spirituel* et de la *culture*, soit d'ici, soit de là, avec *l'Église*, qui est universelle. L'esprit de l'orthodoxie n'est pas la même chose que l'esprit russe ; l'esprit du catholicisme n'est pas la même chose que l'esprit latin. Lorsque ces choses seront bien et réellement comprises de part et d'autre, l'unité ne sera pas loin d'être retrouvée. Les différences les plus irréductibles et les plus authentiques (et on les trouve partout : « L'Orient, disait Mgr Szepticky, diffère de

l'Occident même dans les questions où il n'en diffère pas du tout ») sont des différences légitimes, et qui doivent subsister : différences non seulement de rite, mais aussi et d'abord de psychologie et de spiritualité. Proportions gardées, ces différences n'empêchent pas plus l'unité dans la foi et dans la discipline que ne le font en Occident les différences entre la spiritualité bénédictine et la spiritualité franciscaine par exemple. Aussi bien, plus elles se rapprochent de Dieu, plus les âmes se trouvent-elles proches. Quand un staretz Séraphim enseigne que le but de la vie chrétienne est *l'acquisition du Saint-Esprit*, il dit la même chose qu'un saint Jean de la Croix, et tous les deux disent la même chose que saint Paul. La meilleure, la plus urgente manière de se connaître, pour orthodoxes et catholiques, est de se connaître et de s'aimer dans les représentants les plus saints de leur spiritualité.

Nous avons été heureux de retrouver quelques-uns de ces points de vue dans une étude sur *l'Esprit de l'orthodoxie*, publiée par un diacre de l'Église orthodoxe, le Père Tsébricov, dans la revue *Irenikon* *.

« Pour connaître le catholicisme, écrit celui-ci,

* *Irenikon-Collection*, n° 7. Qu'il nous soit permis de signaler à ceux qui s'intéressent à ces questions le très instructif périodique *Irenikon*, publié par les Bénédictins d'Amay-sur-Meuse (Belgique). On trouve là également une bibliographie sommaire des principaux ouvrages utiles à connaître au sujet de l'orthodoxie russe et des églises d'Orient.

c'est un François d'Assise, un curé d'Ars, que nous autres orthodoxes devons examiner. Pour connaître l'orthodoxie, les catholiques occidentaux doivent étudier avec attention et amour ceux qui en étaient les véritables initiés...

« L'idée fort généralisée chez les Russes, c'est que l'union avec le catholicisme veut dire au fond une *domination* spirituelle et matérielle de Rome, une domination étrangère dont la conséquence serait la *dénationalisation* et la perte de leur individualité, voilà cette source d'animosité qui persiste dans la masse des fidèles.

« Cependant admettre que ce point de vue soit celui de l'Église orthodoxe, même dans le cas où beaucoup de ses dignitaires le partageraient, ce serait de nouveau confondre grossièrement le domaine spirituel avec le domaine psychologique.

« En conséquence, on pourrait dire que l'esprit d'hostilité envers le catholicisme est le résultat d'un malentendu tragique dont la provenance n'est point de nature religieuse...

« En résumé, je dirais que ce n'est pas autant l'idée de l'union des Églises qui peut attirer les esprits orientaux, que celle de la création d'une atmosphère de compréhension et de charité, afin de donner place à l'Esprit de Dieu, qui sera l'auteur unique de l'unité. Et il faut bien dire que la tendance vers l'union doit être envisagée de cette façon pour trouver des adeptes chez les orthodoxes. Distinguer nettement le Christ et son royaume des mentalités latines, germaniques, grecques, slaves.

transporter toutes les questions dans la région céleste, et ne jamais oublier que le trait le plus caractéristique de l'orthodoxie et, je pense, de tout le christianisme, est cette notion bien enracinée : « que nous n'avons point ici-bas de cité permanente, mais que nous cherchons celle à venir. » (Hebr., 13, 14.)

« ... C'est fort bien, nous dira-t-on peut-être, mais avec cet esprit-là vous faites semblant d'oublier le fait des divergences dogmatiques existant entre les Églises ! Vous pouvez bien créer l'atmosphère que vous voulez, mais à un moment donné tous les différends dogmatiques en devront surgir...

« Cette objection — dirons-nous — prouve le manque de foi en Dieu et en sa puissance. L'impossible aux hommes est possible à Dieu. Mais pour que Dieu vienne et agisse en nous, il nous faut être dignes de sa présence. »

Avant d'arriver, ce qu'il faudra bien faire un jour, à la question de ces divergences dogmatiques, et à celle de l'unité de gouvernement et de juridiction nécessaire à l'unité du Corps mystique du Christ *, c'est donc, — et les vœux du Père Tsébricov rencontrent ceux que Pie XI a formulés

* Cf. le beau livre de Vladimir SOLOVIEV, *la Russie et l'Église universelle*. — Soloviev estimait que, par suite des circonstances historiques, l'Église russe s'est trouvée de fait séparée de l'Église catholique, mais que, à la différence du patriarcat de Constantinople, elle n'en est pas séparée de jure. (Cf. l'étude de Dom Lev Gillet dans *Irenikon*, n° 1, avril 1926.)

souvent, — à une connaissance réciproque, dans une atmosphère d'intelligence et de charité, qu'il importe de travailler d'abord. L'Esprit de Dieu fera le reste.

« En cette affaire, écrit le Pape, il importe d'une part que les Orientaux dissidents, abandonnant les antiques préjugés, apprennent à connaître la vie véritable de l'Église et ne fassent pas retomber sur celle-ci les fautes des particuliers, fautes que l'Église condamne et s'efforce de corriger; et que, d'autre part, les Latins s'instruisent d'une façon plus large et plus approfondie des choses et des coutumes orientales, se souvenant du profit que saint Josaphat tira d'une telle connaissance.

« C'est ce motif qui Nous a fait donner une nouvelle impulsion à l'Institut pontifical oriental, fondé par Notre très regretté prédécesseur Benoît XV; car Nous sommes persuadé qu'une connaissance plus parfaite ne manquera pas d'accroître l'estime et la sympathie mutuelles, et que celles-ci, unies à la charité, serviront très efficacement, par la grâce de Dieu, la cause de l'unité. » (Encyclique *Ecclesiam Dei*, sur saint Josaphat, 12 novembre 1923.)

« Nous espérons fermement que les saintes résolutions de pareils Congrès aideront puissamment à effacer beaucoup de doutes et d'erreurs, parfois monstrueuses, qui ont pris racine dans le public sur tout ce qui touche à l'histoire et à la vie religieuse de l'Orient. » (Lettre du 21 juin 1924 à Mgr Precan, archevêque d'Olomucz, à propos du Congrès de Velehrad, qui réunit périodiquement les spécialistes

catholiques des questions orientales et les professeurs ou savants orthodoxes des pays slaves et orientaux.)

« L'œuvre de la réconciliation, disait encore Pie XI, ne peut être tentée avec un espoir fondé de succès qu'à une triple condition : chez nous il faut qu'on se défasse des erreurs courantes accumulées au cours des siècles, au sujet des croyances et des institutions des Églises d'Orient. Il faut que les Orientaux de leur côté s'appliquent à considérer l'identité de l'enseignement des Pères latins et des Pères grecs. Enfin il faut de part et d'autre des échanges de pensées dans un grand esprit de charité. » (Allocution consistoriale du 18 décembre 1924. Cité par *Irenikon*, 1^{re} année, n° 1, avril 1926.)

NOTES

NOTES

(1) R. P. Humbert CLÉRISSAC, *le Mystère de l'Église*, 2^e éd., Saint-Maximin, 1925. Il convient de lire ou relire cet ouvrage, ainsi que les deux livres de Joseph de Maistre sur *le Pape* et sur *l'Église gallicane*. — Sur les honneurs rendus aux empereurs chrétiens, voir BATIFFOL-BRÉNIER, *Les survivances du culte impérial*.

(2) On distingue de même, dans certains traités scolastiques, le *jus naturæ individuelle*, le *jus naturæ sociale*, et l'*ethica generalis*, — le droit (privé ou social), qui considère nos actes par rapport à une fin intermédiaire (les autres hommes, pris comme individus ou comme constituant un tout social) étant ainsi, contrairement à ce que prétendait Kant, subordonné à la morale et faisant partie d'elle, qui considère nos actes par rapport à la fin ultime. (Cf. GREY, *Elementa philosophiæ aristotelico-thomisticæ*, 3^e éd., t. II, n. 826.)

(3) De même ils n'ont pas bien connu la création. Il y a là une analogie remarquable. Comme ils ne sont pas arrivés à libérer complètement de la matière l'action divine, ils ne sont pas arrivés à libérer complètement la morale de la politique.

(4) *Imitation*, III, 31.

(5) *Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, p. 30-31.

(6) Cf. Jean DE SAINT-THOMAS, *Curs. theol.*, disp. XXII, a. 3, (t. IV de Vivès).

(7) « Corpus Ecclesiæ mysticum non solum consistit ex hominibus sed etiam ex angelis : totius autem hujus multitudinis Christus est caput. » SAINT THOMAS, *Sum. theol.*, III, 8, 4.

(8) ÉTIENNE DE TOURNAI. Cf. GIERKE, *les Théories politiques du moyen âge*; CARLYLE, *A history of mediæval political theory in the West*; G. DE LAGARDE, *Recherches sur l'esprit politique de la Réforme*; Jean RIVIÈRE, *Le problème de l'Eglise et de l'État au temps de Philippe le Bel*.

(9) « Duo sunt quibus principaliter mundus hic regitur : auctoritas sacra pontificum et regalis potestas. In quibus tanto gravius est pondus sacerdotum, quanto etiam pro ipsis regibus Domino in divino reddituri sunt examine rationem. » (Lettre de saint Gélase I^{er} à l'empereur Anastase [494]. Migne, PL. LIX. 42. A.)

(10) LÉON XIII, encyclique *Immortale Dei*. Cf. l'encyclique *Sapientiæ christianæ* :

« Posita jurium et officiorum terminatione, omnino liquet esse liberos ad res suas gerendas rectores civitatum, idque non modo non invita sed plane adjuvante Ecclesia... Et Ecclesia et civitas suum habet utraque principatum : propterea in gerendis rebus suis neutra paret alteri, utique intra terminos a proxima cujusque causa constitutas. »

(11) « Civitates non possunt, citra seclum, gerere se tanquam si Deus omnino non esset, aut curam religionis velut alienam nihilque prefuturam abjicere, aut aseiscere de pluribus generibus indifferenter quod libeat ; omninoque debent cum in colendo numine morem usurpare modumque, quo coli se Deus ipse demonstravit velle. » LÉON XIII, encyclique *Immortale Dei*.

(12) Cf. S. S. PIE XI, encyclique *Quas Primas* : « Turpiter ceteroquin erret, qui a Christo homine rerum civilium quorumlibet imperium abjudicet, cum is a Patre jus in res creatas absolutissimum obtineat, ut omnia in suo arbitrio sint posita. » Cf. saint THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, III,

59, 6, ad 3; B. LAVAUD, « la Royauté temporelle de Jésus-Christ sur l'univers », *Vie spirituelle*, mars 1926; C.-V. HÉRIS, « la Royauté du Christ », *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, juillet 1926. — Cette royauté temporelle du Christ s'exerce sur les nations par l'intermédiaire, non du pouvoir religieux, mais du pouvoir civil.

(13) Saint AMBROISE, *Serm. contra Auxent.*

(14) « Un chrétien, qu'il soit roi ou empereur, ne peut pas rester en dehors du royaume de Dieu et opposer son pouvoir à celui de Dieu. Le commandement suprême « Rendez à Dieu ce qui appartient à Dieu » est nécessairement obligatoire pour César lui-même s'il veut être chrétien. Lui aussi doit rendre à Dieu ce qui est à Dieu, c'est-à-dire, avant tout, le pouvoir souverain et absolu sur la terre; car pour bien comprendre la parole sur César, adressée par le Seigneur à ses ennemis avant sa Passion, il faut la compléter par cette autre parole plus solennelle qu'après sa Résurrection Il dit à ses disciples, aux représentants de son Église : « *Tout pouvoir m'est donné dans les cieux et sur la terre.* » (MATH., XXVIII, 18.) Voilà un texte formel et décisif et qu'on ne saurait en bonne conscience interpréter de deux manières. Ceux qui croient vraiment à la parole du Christ n'admettront jamais un État séparé du Royaume de Dieu, un pouvoir temporel absolument indépendant et souverain. Il n'y a qu'un seul pouvoir sur la terre, et ce pouvoir n'appartient pas à César mais à Jésus-Christ. Si la parole à propos de la monnaie a déjà ôté à César sa divinité, cette nouvelle parole lui ôte son *autocratie*. S'il veut régner sur la terre il ne le peut plus de son propre chef, il doit se faire le *délégué* de Celui à qui tout pouvoir est donné sur la terre...

« En révélant à l'humanité le Royaume de Dieu, qui n'est pas de ce monde, Jésus-Christ a pourvu à tous les moyens nécessaires pour réaliser ce Royaume dans le monde. Ayant annoncé dans sa prière pontificale l'unité parfaite de tous comme la fin de son œuvre, le Seigneur a voulu donner à cette œuvre une base réelle et organique en fondant son Église visible et en lui proposant, pour sauvegarder son unité, un chef unique dans la personne de saint Pierre. S'il

y a dans les évangiles une délégation de pouvoir, c'est celle-ci. Aucune puissance temporelle n'a reçu de Jésus-Christ une sanction ou une promesse quelconque. Jésus-Christ n'a fondé que l'Église, et Il l'a fondée sur le pouvoir monarchique de Pierre : « Tu es Pierre et sur cette pierre j'édifierai mon Église. »

« L'État chrétien doit donc dépendre de l'Église fondée par le Christ, et l'Église elle-même dépend du chef que le Christ lui a donné... Pour être chrétien l'État doit être soumis à l'Église du Christ ; mais pour que cette soumission ne soit pas fictive, l'Église doit être indépendante de l'État, elle doit avoir un centre d'unité en dehors de l'État et au-dessus de lui, elle doit être en vérité l'Église universelle... » (V. SOLOVIEV, *la Russie et l'Église universelle*, p. 74-76.)

(15) Les théologiens (cf. C.-V. HÉRIS, article cité) nous disent que la royauté spirituelle du Christ a son fondement *prochain* dans sa grâce capitale, comme sa royauté temporelle dans sa science infuse. Et en dernière analyse c'est, comme l'enseigne l'encyclique *Ubi arcano*, sur l'union hypostatique elle-même que repose cette double royauté.

La *grâce capitale* du Christ est celle qu'il possède comme *tête* de l'Église, et qui dérive de lui à tous ceux qu'il justifie ; elle est substantiellement identique à sa grâce personnelle : « Nous avons tous reçu de sa plénitude », (saint JEAN, I, 16). Cf. saint THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, III, 8, 5.

(16) Cf. C.-V. HÉRIS, article cité.

(17) C.-V. HÉRIS, article cité.

(18) R. GARRIGOU-LAGRANGE, « Les exigences divines de la fin dernière en matière politique », *Vie spirituelle*, mars 1927.

(19) BOSSUET, *Notes sur l'Église*. Lebarq, t. VI.

(20) « Ad hoc enim homines congregantur, ut simul bene vivant, quod consequi non posset unusquisque singulariter vivens ; bona autem vita est secundum virtutem ; virtuosa igitur vita est congregationis humanæ finis. » SAINT THOMAS D'AQUIN, *De Regimine principum*, I, 14.

(21) *Ibid.*

(22) « Sed quia homo vivendo secundum virtutem ad ulteriorem finem ordinatur, qui consistit in fruitione divina, ut supra jam diximus, oportet eundem finem esse multitudinis humanæ, qui est hominis unius. Non est ergo ultimus finis multitudinis congregatæ vivere secundum virtutem, sed per virtuosam vitam pervenire ad fruitionem divinam. » Saint THOMAS D'AQUIN, *De Regimine principum*, I, 14.

(23) « Quia igitur vitæ, qua in præsentī bene vivimus, finis est beatitudo cælestis, ad regis officium pertinet ea ratione vitam multitudinis bonam procurare, secundum quod congruit ad cælestem beatitudinem consequendam, ut scilicet ea præcipiat, quæ ad cælestem beatitudinem ducunt, et eorum contraria, secundum quod fuerit possibile, interdicat. » Saint THOMAS D'AQUIN, *De Regimine principum*, I, 15. Léon XIII semble s'être souvenu de ce texte dans l'encyclique *Immortale Dei* : « Civilem igitur societatem, communi utilitate natam, in tuenda prosperitate reipublicæ necesse est sic consulere civibus, ut obtinendo adipiscendoque summo illi atque incommutabili bono quod sponte appetunt, non modo nihil importet unquam incommodi, sed omnes quascumque possit opportunitates afferat. »

(24) « Semper enim invenitur ille, ad quem pertinet ultimus finis, imperare operantibus ea quæ ad finem ultimum ordinantur... Sed quia finem fruitionis divinæ non consequitur homo per virtutem humanam, sed virtute divina, juxta illud Apostoli, Rom. VI, 23 : *Gratia Dei, vita æterna*, perducere ad illum finem non humani erit, sed divini regiminis. Ad illum igitur regem hujusmodi regimen pertinet, qui non est solum homo, sed etiam Deus, sc. ad Dominum nostrum Jesum Christum, qui homines filios Dei faciens in cælestem gloriam introduxit... Hujus ergo regni ministerium, ut a terrenis essent spiritualia distincta, non terrenis regibus, sed sacerdotibus est commissum et præcipue Summo Sacerdoti, successori Petri, Christi Vicario, Romano Pontifici, cui omnes reges populosque christianos oportet esse subditos, sicut ipsi Domino Jesu Christo.

« Sic enim ei, ad quem finis ultimi cura pertinet, subdi debent illi, ad quos pertinet cura antecedentium finium, et

ejus imperio dirigi... In lege Christi reges debent sacerdotibus esse subditi. » SAINT THOMAS D'AQUIN, *De Regimine principum*, I, 14.

(25) INNOCENT III, Lettre *Novit ille* aux évêques de France, à propos du différend entre Philippe-Auguste et Jean sans Terre. — « *Spiritualiter de temporalibus judicare*, » dira Innocent IV. (GIERKE, *les Théories politiques du moyen âge*, p. 114, n. 25 ; cité par G. DE LAGARDE, *Recherches sur l'esprit politique de la Réforme*, p. 77.)

(26) BELLARMIN, *De Summo Pontifice*, lib. V ; *De potestate summi Pontificis in rebus temporalibus* (contre Guillaume Barclay).

(27) SUAREZ, *Defensio fidei catholicæ et apostolicæ adversus Anglicanæ sectæ errores*, lib. III.

(28) « Itaque inter utramque potestatem quædam intercedat necesse est ordinata colligatio : quidem conjunctioni non immerito comparatur, per quam anima et corpus in homine copulantur... Quidquid igitur est in rebus humanis quoquo modo sacrum, *quidquid ad salutem animorum cultumve Dei pertinet*, sive tale illud sit natura sua, sive rursus tale intelligatur propter causam, ad quam refertur, id est omné in potestate arbitrioque Ecclesiæ. » LÉON XIII, encyclique *Immortale Dei*.

« L'Église, écrit de même S. S. Pie XI dans l'encyclique *Ubi arcano Dei*, a été instituée par son Auteur au rang de société parfaite, maîtresse et guide des autres sociétés : dans ces conditions, elle n'entamera pas le pouvoir des autres sociétés, qui sont légitimes chacune dans son domaine, mais elle pourra les compléter heureusement comme la grâce parfait la nature ; et par elle ces sociétés seront plus fortes pour aider les hommes à atteindre la fin suprême, qui est la béatitude éternelle, et plus assurées pour procurer aux citoyens le bonheur même de la vie terrestre. » Et plus loin : « L'Église sans doute ne se croit point permis de se mêler sans raison au gouvernement de ces affaires terrestres et purement politiques ; mais Elle reste dans son droit quand Elle tâche d'empêcher que le pouvoir civil prenne prétexte de sa mission politique pour faire opposition de quelque façon

que ce soit aux intérêts supérieurs qui engagent le salut éternel des hommes, ou pour nuire à ces intérêts par des lois et des exigences injustes, ou bien pour s'attaquer à la divine constitution de l'Église elle-même, ou fouler aux pieds les droits sacrés de Dieu dans la société humaine. » (Encyclique *Ubi arcano Dei consilio*, 23 décembre 1922 ; trad. Dargent.)

(29) « *Ecclesia et civitas suam habet utraque principatum, propterea in gerendis rebus suis, neutra paret alteri, utique intra terminos a proxima cujusque causa constitutos.* » LÉON XIII, encyclique *Sapientiæ christianæ*.

(30) Bulle *Unam Sanctam*, Denz.-Bannw., 469. Au consistoire du 24 juin 1302, le cardinal Matthieu d'Aquasparta déclarait : « *Item planum est quod nullus debet revocare in dubium quin possit judicare de omni temporali ratione peccati... Sunt enim duæ jurisdictiones, spiritualis et temporalis... Tamen de omni temporali habet cognoscere Summus Pontifex et judicare ratione peccati.* » (Jean RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 77.)

(31) Dans son discours au Consistoire du 24 juin 1302, Boniface VIII protestait fortement contre l'imputation de Philippe le Bel, « *quod nos mandaveramus regi, quod recognosceret regnum a nobis. Quadraginta anni sunt, quod nos sumus experti in jure, et scimus, quod duæ sunt potestates ordinatæ a Deo ; quis ergo debet credere vel potest, quod tanta fatuitas, tanta insipientia sit vel fuerit in capite nostro? Dicimus, quod in nullo volumus usurpare jurisdictionem regis ; et sic frater noster Portuensis dixit. Non potest negare rex seu quicumque alter fidelis, quin sit nobis subiectus ratione peccati.* » Denz.-Bannw., 12^e éd., p. 205, note

(32) *Sum. theol.*, II-II, 60, 6, ad 3 : « *Potestas sæcularis subditur spirituali, sicut corpus animæ.* » Cette analogie avait déjà été souvent proposée, en particulier par saint Grégoire de Nazianze. (Cf. BELLARMIN, *De Summo Pontifice*, lib. V, c. 6.) Elle sera reprise par Léon XIII, dans l'encyclique *Libertas* : « *Et hujusmodi concordiam non inept : similem conjunctioni dixere, quæ animum inter et corpus.*

intercedit, idque commodo utriusque partis, » et dans l'encyclique *Immortale Dei* (cf. plus haut, note 28).

(33) C'est également sur la subordination des fins que Bellarmin fonde toute sa doctrine du pouvoir indirect : « *Hæc enim subordinatio [intelligi debet hoc modo] ut una non derivetur ab altera, sed ob id solum subjecta et subordinata sit alteri, quia finis unius subjicitur et subordinatur fini alterius, qualis est subordinatio et subjectio variarum artium ad artem regendi populos, quæ regia dici potest.* » BELLARMIN, *De potestate Papæ in rebus temporalibus*, cap. II.

(34) « Infidelitas secundum seipsam non repugnat dominio ; eo quod dominium introductum est de jure gentium, quod est jus humanum ; distinctio autem fidelium, et infidelium est secundum jus divinum, per quod non tollitur jus humanum ; sed aliquis per infidelitatem peccans potest sententialiter jus domini amittere, sicut etiam quandoque propter alias culpas. Ad Ecclesiam autem non pertinet punire infidelitatem in illis, qui nunquam fidem susceperunt, secundum illud Apost. I. ad Cor. 5 : *Quid mihi de his, qui foris sunt, judicare?* Sed infidelitatem illorum, qui fidem susceperunt, potest sententialiter punire : et convenienter in hoc puniuntur, quod subditis fidelibus dominari non possint ; hoc enim vergere posset in magnam fidei corruptionem ; quia, ut dictum est, *homo apostata pravo corde machinatur malum, et jurgia seminat*, (Prov., 6), intendens homines separare a fide ; et ideo quam cito aliquis per sententiam denuuntiatur excommunicatus propter apostasiam a fide, ipso facto ejus subditi sunt absoluti a dominio ejus, et juramento fidelitatis, quo ei tenebantur. » *Sum. theol.*, II-II, 12, 2.

(35) L'Église, bien qu'elle regarde comme dérivant de Dieu et devant être saintement obéie l'autorité légitime, même exercée par un païen (cf. Annexe VII), peut de même, cependant, priver par sentence de justice un prince infidèle de son pouvoir sur des hommes que le baptême a rendus membres du Christ. « *Quia infideles merito infidelitatis suæ merentur potestatem amittere super fideles, qui transferuntur in filios Dei.* » SAINT THOMAS, *Sum. theol.*, II-II, 10, 10.

(36) « Nullas minas timemus, quia de tali curia sumus que consuevit imperare imperatoribus et regibus. » PL., CXC, 720, D. Cf. Jean RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 19.

(37) « On peut affirmer avec certitude que c'est là la théorie normale du moyen âge. Elle a pu être un peu déformée aux époques de crise, elle a toujours été précisée et rétablie ensuite dans son intégrité. » G. DE LAGARDE, *op. cit.*, p. 77.

(38) Dans son livre sur *le Pape* (liv. II, chap. VII), Joseph DE MAISTRE montre que dans leurs contestations avec les souverains, les papes n'ont jamais eu que trois objets, invariablement poursuivis : « 1^o Inébranlable maintien des lois du mariage contre toutes les attaques du libertinage tout-puissant ; 2^o conservation des droits de l'Église et des mœurs sacerdotales ; 3^o liberté de l'Italie » (c'est-à-dire du Saint-Siège lui-même, qu'ils voulaient absolument soustraire à la puissance allemande).

(39) « Quis dubitet sacerdotes Christi regum et principum omniumque fidelium patres et magistros censer. » *Epist. ad Herimannum episc.*, (1080). PL, CXLVIII, 597^a.

(40) « Nos... supra principes sedere voluit et de principibus judicare. » INNOCENT III, *Epist.*, PL, CCXIV, 746. — « D'où il suit, remarque M. Jean Rivièrre (*op. cit.*, p. 33, note 6), que la célèbre incise : *Cum rex Franciæ in temporalibus superiorem non recognoscat* (Décrétale *Per venerabilem*) doit évidemment s'entendre d'un supérieur au point de vue féodal, sans exclure la souveraine magistrature du Pape. »

(41) En particulier, le cas de l'Empereur, souverain électif, et qui n'était Empereur que par l'Église, était tout à fait spécial, et sa dépendance temporelle (indirecte) à l'égard de l'Église beaucoup plus étroite que celle des rois héréditaires.

(42) L'homme étant un animal politique, il est tellement nuisible aux peuples, au point de vue même de l'obtention de la fin dernière surnaturelle, de n'être pas au moins passablement gouvernés dans l'ordre temporel, que l'institution même de l'autorité civile peut à ce titre être regardée comme tombant dans le domaine du pouvoir indirect, du moins lorsqu'il faut suppléer à l'absence de toute autorité légi-

time et sortir d'un état de chaos politique comme à l'époque du haut moyen âge, où les évêques instituèrent les rois. « Nam, veritate testante, spiritualis potestas terrenam potestatem instituere habet, et judicare, si bona non fuerit. » (Bulle *Unam Sanctam*, Denz.-Bannw., 469.)

Pour une raison semblable, et parce que la guerre entraîne de soi des conséquences nuisibles au bien des âmes, l'effort pour limiter les guerres ou pour leur imposer les règles du droit chrétien, rentre aussi normalement dans les attributions du pouvoir indirect. On sait le rôle joué par l'Église au moyen âge dans l'institution de la Trêve de Dieu.

(43) Voir sur cette affaire, éminemment symbolique de la servilité gallicane à l'égard de la puissance temporelle, le chapitre XXI des *Institutions liturgiques* de dom GUÉRANGER. L'Autriche, elle, avait pris le parti, non de supprimer mais de mutiler la légende de saint Grégoire VII. (Elle retraucha également, au bréviaire des chanoines réguliers de Saint-Augustin, ce passage des leçons de saint Zacharie : « Consultus a Francis, regnum illud a Chilperico viro stupido et ignavo, ad Pipinum pietate et fortitudine præstantem auctoritate Apostolica transtulit. ») En France, c'est seulement vers la moitié du dix-neuvième siècle que le droit de Grégoire VII à être saint, et à jouer au bréviaire de l'intégrité de ses leçons, finit par être reconnu.

(44) « Nous ne nous dissimulons pas que nous choquerons quelques personnes en disant que nous devons nécessairement nous occuper des choses politiques. Mais quiconque juge équitablement voit bien que le Souverain Pontife ne peut en aucune manière arracher du magistère de la foi et des mœurs, qui lui est confié, la catégorie des choses politiques. » Pie X, *Allocution consistoriale*, 9 novembre 1903.

(45) Cité par J. DE MAISTRE, *De l'Église gallicane*, liv. II, chap. XIV.

(46) Jean RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 261 (à propos du *Dialogue* entre un clerc et un chevalier).

(47) Le rôle politique très important de la Réforme serait ici à souligner. Cf. le beau livre de G. DE LAGARDE, *Recherches sur l'esprit politique de la Réforme*.

(48) Cf. INNOCENT III, lettre *Novit ille* (1204) aux évêques de France. — BONIFACE VIII, bulle *Ausculta fili* (5 décembre 1301); allocution consistoriale du 24 juin 1302; bulle *Unam Sanctam* (18 novembre 1302) : « In hac ejusque (Summi Pontificis) potestate duos esse gladios, spiritualem videlicet et temporalem, evangelicis dictis instruimur... Uterque ergo est in potestate Ecclesiæ, spiritualis scilicet et materialis. Sed is quidem pro Ecclesia, ille vero ab Ecclesia exercendus... Oportet autem gladium esse sub gladio, et temporalem auctoritatem spirituali subjici potestati... Spiritualem et dignitate et nobilitate terrenam quamlibet præcedere potestatem oportet tanto clarius nos fateri, quanto spiritualia temporalia antecedunt. » Denz.-Bannw., 469. — ALEXANDRE VIII, condamnation des quatre articles du clergé gallican, dont le premier déclarait : « Reges ergo et principes in temporalibus nulli ecclesiasticæ potestati Dei ordinatione subjici, neque auctoritate clavium Ecclesiæ directe vel indirecte deponi, aut illorum subditos eximi a fide atque obœdientia, ac præstito fidelitatis sacramento solvi posse. » Denz.-Bannw., 1322. — PIE VI, condamnation (28 août 1794) des erreurs du Synode de Pistoie, dont l'une affirmait « abusum fore auctoritatis Ecclesiæ, transferendo illam ultra limites doctrinæ ac morum, et eam extendendo ad res exteriores ». Denz.-Bannw., 1504. — PIE IX, condamnation et inscription au Syllabus des erreurs modernes (8 décembre 1864), de cette proposition : « Ecclesia vis inferendæ potestatem non habet neque potestatem ullam temporalem directam vel indirectam. » Denz.-Bannw., 1724. — Enfin LÉON XIII, PIE X, PIE XI, dans les encycliques *Immortale Dei*, *Pascendi*, *Ubi arcano Dei*, déjà citées plus haut.

(49) Un scolastique préciserait en disant que tout ce qui, dans les choses extérieures et temporelles, ressortit à l'*agibile*, intéresse par soi la matière où le pouvoir indirect peut avoir à s'exercer. Ce qui ressortit au *factibile* n'y tombe que par accident (selon que toute opération artistique ou technique est en même temps un acte humain). La politique n'étant pas une simple technique, mais une partie de la

morale, les choses extérieures et temporelles relevant du prince et du citoyen rentrent donc *de soi* dans la matière du pouvoir indirect.

(50) « *Necesse est, omnem actum hominis a deliberativa ratione procedentem in individuo consideratum bonum esse vel malum.* » SAINT THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, I-II, 18, 9.

(51) Ce qu'on appelle proprement le domaine *mixte* concerne les matières qui touchant par elles-mêmes à l'ordre spirituel, comme par exemple les choses du culte, ou l'enseignement religieux, ou le mariage, ou l'état religieux, et étant soumises d'autre part à la législation civile, intéressent à la fois, de par leur nature, le domaine de l'Église et celui de la société civile. Dans ce domaine mixte, c'est au nom de son pouvoir *direct* sur le spirituel que l'Église agit et légifère. (Cf. L. CHOUPIN, *Valeur des décisions doctrinales et disciplinaires du Saint-Siège*, en particulier p. 221-222, au sujet de la proposition XXIV du *Syllabus*.)

On peut remarquer toutefois que, considéré à part, ce qu'il y a de proprement temporel dans ce domaine mixte se trouve atteint alors par le pouvoir indirect. Ainsi une loi portée par le pouvoir civil en matière mixte, et qui comme loi civile est chose temporelle, peut être cassée et annulée par le Pape, agissant au nom de son pouvoir direct (quant à l'objet sur lequel porte cette loi) et subsidiairement au nom de son pouvoir indirect (quant à cette loi elle-même en tant que loi civile).

(52) Ainsi, pour citer quelques exemples, Benoît XIII, le 19 décembre 1729, cassait les arrêts des Parlements de Paris et de Bordeaux, prohibant l'office de saint Grégoire VII. « Nous déclarons, disait-il, les édits, arrêts, résolutions, décrets, ordonnances, promulgués par les magistrats même suprêmes, et tous officiers ou ministres séculiers de quelque puissance laïque que ce soit, contre Notre susdit décret d'extension de l'office de saint Grégoire VII..., nuls, vains, invalides, dépourvus à perpétuité de toute force, ni valeur... Nous les révoquons, cassons, irritons, annulons, abolissons à perpétuité... » (Dom GUÉRANGER, *op. cit.*, p. 434); Grégoire XVI, le 30 septembre 1833, déclarait nuls et de nul

effet, les décrets de don Pedro au Portugal; le 1^{er} février 1836, les actes de la régence d'Espagne contraires aux droits de l'Église; condamnait et annulait (encyclique *Commissum divinitus*) les articles de Baden érigés en lois cantonales par le canton de Berne. De même, le 27 septembre 1852, Pie IX annulait les lois oppressives édictées par la république de la Nouvelle-Grenade (États-Unis de Colombie), et déclarait « entièrement invalides et nuls les décrets susmentionnés promulgués par ce gouvernement » (allocution *acerbissimum*), le 11 février 1906, Pie X annulait (encyclique *Vehementer*) la loi française de séparation : « En vertu de l'autorité suprême que Dieu Nous a conférée, Nous réproouvons et Nous condamnons la loi votée en France sur la séparation de l'Église et de l'État comme profondément injurieuse vis-à-vis de Dieu, qu'elle renie officiellement, en posant en principe que la République ne reconnaît aucun culte; Nous la réproouvons et condamnons comme violant le droit naturel, le droit des gens et la fidélité publique aux traités, comme contraire à la constitution divine de l'Église, à ses droits essentiels et à sa liberté... et Nous proclamons qu'elle demeurera dépourvue de toute valeur à l'encontre des droits de l'Église, supérieurs à toute violence et à tout attentat des hommes » (Denz.-Barrow., 1995.)

Dans les divers cas cités ici, la matière étant mixte, c'est au nom de son pouvoir *direct sur le spirituel* que le Pape intervient, mais aussi, subsidiairement, de son pouvoir *indirect sur le temporel*, puisque, comme le remarque le R. P. de la Brière, (Diet. apolog., art. *Pouvoir pontifical dans l'ordre temporel*) la loi elle-même, l'acte même de l'autorité temporelle, est cassé et annulé, privé, par l'autorité du Pape, de toute valeur juridique. (Cf. note 51.)

(53) On se rappelle le *non expedit* par lequel, à la suite de la spoliation des États pontificaux, Pie IX et Léon XIII avaient interdit aux catholiques italiens de prendre part aux élections politiques de leur pays. Mesure levée plus tard par Pie X et Benoît XV.

(54) R. P. GÉRARD, *le Mystère de l'Église*. — On n'attribue pas pour cela au Pape un pouvoir illimité sur le tem-

poral. Car ce n'est pas un pouvoir *direct*, c'est seulement un pouvoir *indirect* sur le temporel qu'on lui reconnaît ; le Pape ne saurait intervenir directement dans les choses militaires pour donner au général des leçons de stratégie, ou dans les choses civiles pour prescrire au législateur le moyen le plus économique d'entretenir les routes ou de lutter contre le phylloxéra... Nous avons vu que le pouvoir indirect est parfaitement délimité dans son objet formel. Il faut qu'il y ait *ratio peccati*. Mais la matière où peut se rencontrer cet objet formel est illimitée, et il appartient au Pape seul d'en juger en chaque cas.

(55) R. P. GARRIGOU-LAGRANGE, *article cité*.

(56) Ses barons avaient-ils tous les mêmes dispositions ? Les premiers indices de l'état d'esprit qui allait prédominer sous Philippe le Bel ne commençaient-ils pas à paraître chez eux ? Ce qui nous importe ici, c'est la conduite du saint roi lui-même. Elle a toujours été véritablement filiale. Des inventions de Matthieu Paris à la pragmatique sanction (fabriquée, comme on sait, au quinzième siècle), tout ce que les ennemis du Saint-Siège ont prétendu là contre est pure calomnie. Cf. H. WALLON, *Saint Louis et son temps*, en complétant par les remarques du Père Ch. VENDRIÈRE, *Saint Louis et la monarchie chrétienne*, *Saint Louis et l'Église de France*, *Saint Louis et les papes du treizième siècle*. (Études, juin, août, novembre et décembre 1875.)

(57) En 1887, le Centre allemand déclina l'invitation que lui faisait Léon XIII de voter les crédits militaires (septennat) demandés au Reichstag par Bismarck. On notera qu'il s'agissait là d'une contingence politique tout ce qu'il y a de plus particulière, et d'un simple vœu exprimé par le Pape, qui espérait faciliter ainsi la lutte contre la législation antireligieuse issue du Kulturkampf. On ne peut pas dire que Windthorst ait *désobéi*. Ce cas n'a rien à voir avec un ordre catégorique de l'Église porté au nom des exigences de l'esprit et de la morale catholiques.

(58) R. P. CHÉRUSSAC, *le Mystère de l'Église*, 3^e éd., Saint-Maximin, 1925 ; préface, p. xxii.

(59) « En ce qui concerne l'infailibilité, trop de catholiques s'imaginent qu'elle se réduit aux définitions dogmatiques enseignées et cathédrales par le Pape à l'Eglise universelle, et oublient qu'à côté de cet enseignement *extraordinaire*, il existe un enseignement *ordinaire* de l'Eglise, portant sur un certain nombre de vérités qui n'ont jamais fait l'objet d'une définition *ex cathedra*, mais constituent comme le patrimoine dogmatique de l'Eglise où s'alimente la foi des fidèles, sans contestation possible. » (R. P. GILLET, *Revue des jeunes*, 10-25 mars 1927, « Les enseignements de Pie XI. ») — « Lorsqu'on trace les limites de l'obéissance due aux pasteurs des âmes et surtout au Pontife Romain, il ne faut pas penser qu'elles renferment seulement les dogmes définis, dont le rejet opiniâtre constitue le crime d'hérésie. Ce n'est pas assez non plus de donner un sincère et ferme assentiment aux doctrines, qui sans avoir été jamais définies par aucun jugement solennel de l'Eglise, sont cependant proposées à notre foi, par son magistère ordinaire et universel, comme étant divinement révélées, et qui, d'après le Concile du Vatican, doivent être crues *de foi catholique et divine*... » (LEON XIII, *Sapientie Christianæ*.) L'enseignement de l'Eglise est encore infailible concernant des vérités qui sans être formellement révélées, sont cependant en étroite et nécessaire connexion avec le dogme révélé. C'est ce que soulignaient, en ce qui concerne certaines vérités morales d'ordre naturel, Mgr Ratti et ses suffragants dans leur lettre sur les *Règles d'un non catholique* (1921).

(60) « Les catholiques sont obligés en conscience d'accepter et de respecter non seulement les dogmes définis, mais ils doivent en outre se soumettre, soit aux décisions doctrinales qui émanent des congregations pontificales, soit aux points de doctrine qui, d'un consentement commun et constant, sont tenus dans l'Eglise comme des vérités et des conclusions théologiques tellement certaines que les opinions opposées, bien qu'elles ne puissent être qualifiées d'hérétiques, méritent cependant quelque autre censure théologique. » (Pie IX, *Lettre à l'archevêque de Munich*, 21 décembre 1863,

(61) « ...Il faut, en outre, que les chrétiens considèrent comme un devoir de se laisser régir, gouverner et guider par l'autorité des évêques, et surtout par celle du Siège apostolique. » (LÉON XIII, *Sapientix christianæ*.)

« Nous ne pouvons pas non plus passer sous silence, écrit Pie IX dans l'encyclique *Quanta cura*, l'audace de ceux qui, ne supportant pas la saine doctrine, prétendent que « quant aux jugements du Siège Apostolique et à ses décrets « dont l'objet déclaré est le bien général de l'Église, ses « droits et la discipline, dès qu'ils ne touchent pas aux « dogmes de la foi et des mœurs, on peut refuser de s'y con- « former et de s'y soumettre sans péché et sans aucun détri- « ment pour la profession du catholicisme. » Combien une telle prétention est contraire au dogme catholique de la pleine autorité divinement donnée par Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même au Pontife Romain, de paître et de gouverner l'Église universelle, il n'est personne qui ne le voie et ne le comprenne à l'évidence. »

(62) Voir la note précédente. Sur tous ces points, cf. Lucien CHOUPIN, *Valeur des décisions doctrinales et disciplinaires du Saint-Siège*.

(63) On sait qu'en deçà de l'adhésion absolue exigée par les définitions infaillibles, certains actes de l'Église, dans la mesure où ils engagent plus ou moins celle-ci, requièrent de nous un assentiment intérieur plus ou moins étendu, dont les canonistes précisent les degrés, — depuis l'adhésion à un enseignement grave entre tous (cas des encycliques, même quand elles n'engagent pas l'infaillibilité par une définition *ex cathedra*), jusqu'à l'adhésion à une direction plus sûre dans l'état actuel de nos connaissances (cas des décisions de la Commission biblique par exemple).

(64) SAINT GRÉGOIRE LE GRAND, *Homil. in Evang.*, II, 26, n. 6. — On sait que les lois injustes n'obligent pas en conscience, cela signifie qu'on n'est pas tenu d'obéir aux lois *injustes de par l'objet même qu'elles prescrivent*, qu'il s'agisse d'une charge imposée ou répartie d'une façon certainement contraire au bien commun, ou d'un péché, d'un acte intrinsèquement mauvais qu'elles commanderaient. (Cf.

Sum. theol., II-II, 96, 4; Léon XIII, encycl. *Diuturnum* : « Una illa hominibus causa est non parendi, si quid ab eis postuletur quod cum naturali aut divino jure aperte repugnet. » A l'égard d'un ordre ou d'une censure injustes dans le sujet humain qui les prescrit, je veux dire *mal fondés dans leur motif*, les anciens estimaient généralement qu'il faut néanmoins leur obéir, dès l'instant qu'ils sont portés par un supérieur légitime agissant dans la sphère de son autorité légitime : car cette injustice-là ne regarde que le supérieur, qui en rendra compte à plus élevé que lui. (Cf. le témoignage d'Oldoricus, au synode de Limoges en 1031. Au temps d'Innocent III les canonistes ne faisaient aucune distinction entre la force juridique d'une censure juste et d'une censure injuste.) Les modernes pensent que la résistance à une censure injuste est permise, mais à condition qu'il soit absolument *manifeste et hors de doute* que le motif en est inexistant. Ce cas excepté, tout ce qu'on peut faire, c'est d'en appeler au supérieur plus élevé. Et il n'y a pas sur la terre de supérieur plus élevé que le Pape. Cf. le canon 2219, § 2, du Nouveau Code de droit canonique : « At si dubitetur utrum pœna, a Superiore competente inflictæ, sit justa, necne, pœna servanda est in utroque foro, excepto casu appellationis in suspensivo. » On notera la condamnation, par Clément XI, des trois propositions suivantes de Quesnel :

« 91. Excommunicationis injustæ metus nunquam debet nos impedire ab implendo debito nostro; nunquam eximus ab Ecclesia, etiam quando hominum nequitia videmur ab ea expulsi, quando Deo, Iesu Christo, atque ipsi Ecclesiæ per caritatem affixi sumus.

« 92. Pati potius in pace excommunicationem et anathema iniustum, quam prodere veritatem, est imitari sanctum Paulum; tantum abest, ut sit erigere se contra auctoritatem aut scindere unitatem.

« 93. Iesus quandoque sanat vulnera, quæ præceptis primorum pastorum festinatio infligit sine ipsius mandato. Iesus restituit, quod ipsi inconsiderato zelo rescindunt. » (Denz.-Bannw., 1441-1443.)

65° « Le privilège d'inerrance ou d'infailibilité garanti au magistère de l'Eglise ne saurait donc être entendu dans un sens purement négatif et passif, qui représenterait Dieu n'intervenant que pour empêcher une méprise, tout juste à temps. Le magistère de l'Eglise procède par jugements positifs qui impliquent une intelligence profonde, un discernement illimité. A elles seules les formules dans lesquelles l'Eglise sertit le diamant du dogme, sont des ouvrages merveilleux. Combien plus précieux le jugement qu'elles contiennent ! C'est bien là cette forme supérieure de la Propheetie, qui fait de l'Eglise une prodigieuse contemplative : *Manifestatio veritatis per nudam contemplationem.* (Sunt. theol., II-II, 174, 20) » H. CLERISSAC, *le Mystère de l'Eglise*.

66° Le Saint-Office s'est trompé en astronomie en condamnant Galilée. Mais il n'est pas impossible, même dans cette erreur-type, de dégager l'intention divine dont nous parlons : bonne et vraie en soi, la science physico-mathématique, *détournée de sa nature propre et érigée en métaphysique, en connaissance absolue du réel et donc en philosophie mécanistique, dont Spinoza seul fournira la forme parfaite*, devant en effet tourner en hérésie, et en un grand péril pour l'esprit humain. C'est de ce péril que l'Eglise nous avertissait obscurément par la condamnation, si déplorable qu'elle fût en elle-même, du principal fondateur de cette science. Galilée affirmait précisément le caractère absolu de la science mathématique du monde sensible, et celle-ci devait mettre trois siècles à reconnaître sa propre nature et à se délivrer de toute métaphysique hérétique. Les juges de 1683 pouvaient être aveuglés par les préventions humaines. Leur erreur même voyait loin.

On sait au surplus que Galilée n'aurait pas été inquiété s'il avait présenté la théorie copernicienne comme une simple « hypothèse » mathématique. — Sur la condamnation de Galilée, qui non seulement n'engageait en aucune façon l'infailibilité du Souverain Pontife, mais qui de plus restait de soi, canoniquement, d'ordre disciplinaire, voir GRISAR, *Galilée*, *le théologien*, Regensburg, 1882 ; JUGEY, *le Procès de Galilée et la théologie*, Paris, 1888 ; VACANDARD, *la Condamnation*

de Galilée, dans *Études de critique et d'histoire religieuse*, Paris, 1906. Cf. *Revue du clergé français*, 1^{er} et 15 octobre 1904; SORTAIS, *le Procès de Galilée*, Paris, 1905. (Cf. *Revue pratique d'apologétique*, 15 décembre 1905; et surtout LUCIEN CHOUPEIN, *Valeur des décisions doctrinales et disciplinaires du Saint-Siège*, Paris, 1907.

Cette doctrine n'exuse pas les fautes commises : les imprudences et les erreurs humaines, lorsqu'il s'agit d'un gouvernement aussi élevé que celui des choses spirituelles, entraînent des dommages incalculables, et d'une terrible gravité. Mais nous disons que même alors, passant par les décisions humaines, et à travers ces défaillances qu'il ne veut pas, il y a une action de Dieu poursuivant malgré tout, et dans un mystère plus ou moins obscur, un dessin de salut.

(67) On voit par là combien reste déficiente la comparaison faite quelquefois entre l'obéissance due à l'Église et l'obéissance militaire.

(68) JOSEPH DE MAISTRE, *De Pape*, p. 161, 204.

(69) « C'est la même chose dans la pratique, remarquant encore Joseph de Maistre, d'être infaillible ou de se tromper sans appel. » (*Ibid.*, p. 212.) — « Catholici omnes conveniunt... Pontificem solum vel cum suo particulari concilio, aliquid in re dubia statuendum, sive errare possit, sive non, esse ab omnibus fidelibus obedienter audiendum. » BELLARMIN, *de Summo Pontifice*, lib. IV, c. II.

(70) « Ego si deviat terrena potestas, judicabitur a potestate spirituali. Sed si deviat spiritualis minor, a suo superiori; si vero suprema, a solo Deo non ab homine poterit judicari. » BONIFACE VIII, Bulle *Unam sanctam*, Deux-Bains, 469.

(71) Cf. saint THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, II-II, 96, 4. — Les cas envisagés ainsi par les théologiens (Turneromata, Cajetan, Jacobuzio, Viterria, Bellarmin, Suarez) sont des cas théoriquement possibles, considérés dans les controverses concernant le Pape et le Concile. Il s'en faut qu'ils répondent à des réalités historiques.

(72) « Parmi les choses contenues dans les divins oracles, les unes se rapportent à Dieu, les autres à l'homme lui-même

et aux moyens qui le conduisent au salut éternel. Or il appartient de droit divin à l'Église, et, dans l'Église, au Pontife Romain, de régler ces deux ordres de choses, en prescrivant et ce qu'il faut croire et ce qu'il faut faire. C'est pourquoi le Souverain Pontife doit [dans l'ordre de ce qu'il faut croire] pouvoir juger avec autorité de ce que renferme la parole de Dieu, des doctrines qui concordent avec elle et de celles qui y contredisent. Et pour la même raison, [dans l'ordre des actes humains], c'est à lui de montrer ce qui est bien et ce qui est mal, ce qu'il est nécessaire de faire et d'éviter pour parvenir au salut. Autrement il ne pourrait être ni l'interprète certain de la parole de Dieu, ni *le guide sûr de la vie humaine.* » (LÉON XIII, encyclique *Sapientiæ christianæ*, 10 janvier 1890.)

(73) On notera en particulier que les décrets de l'Index par exemple, bien que non infaillibles, ont force de loi universelle. « Benoît XIV, dans son bref *Quæ ad Apostolicæ*, du 23 décembre 1757, a formellement déclaré que les décrets rendus par la Congrégation de l'Index avaient force de loi universelle, et Léon XIII, dans la constitution *Officiorum*, qui fait loi en l'espèce, renouvelle expressément cette déclaration » (Lucien CHOUPIN, *op. cit.*, p. 73.) — Les ordres contenus dans certaines allocutions consistoriales ont de même valeur universelle, pour autant que le signifient les termes employés par le Pape pour manifester sa volonté.

(74) Les théologiens enseignent que les décrets disciplinaires du Saint-Siège imposant à l'Église *universelle* une règle strictement obligatoire ne peuvent jamais rien prescrire de contraire au bien moral. (« Deinde Ecclesia non potest definire, quippiam esse vitium, quod honestum est, aut contra, honestum esse, quod est turpe : nec ergo sua edita lege probare quicquam, quod Evangelio rationive inimicum sit. Si enim Ecclesia expresse vel judicio vel lege lata turpia probaret, aut reprobarret honesta, hic jam nimirum error non solum fidelibus pestem et perniciem afferret, sed fidei quodammodo etiam adverteretur, quæ omnem virtutem probat, universa vitia condemnat. Accedunt illa : Quæcumque dixerint vobis, facite », et « Qui vos audit, me

audit »,... quibus præcipimur Ecclesiae legibus obtemperare. Ita si errat illa, Christus nobis erroris auctor est. » Melchior CANO, *De locis theologicis*, lib. V, c. 5 ; cf. R. P. WERNZ, *Jus Decretalium*, I, n. 139.) Il en va de même pour un acte du Souverain Pontife ayant équivalement force de loi universelle. Comme Bellarmin l'écrivait (*De potestate Summi Pontificis in rebus temporalibus*, cap. xxxi) à propos de la déposition solennelle des princes, penser qu'un ordre ainsi porté commande un péché, serait condamner l'Église universelle : « Proinde, qui dicit, non esse obediendum vicario Christi ita præcipienti, is universam condemnat Ecclesiam, et non tam canonista, quam canonum depravator dici debet. »

On peut encore le remarquer, les théologiens du procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc, ayant à s'expliquer sur l'affirmation de celle-ci, que « de ses paroles et de ses faits elle se rapportait à l'Église, pourvu que l'Église ne lui commandât rien d'impossible » (c'est-à-dire pourvu qu'elle ne lui commandât pas de renier ses voix), n'admettent pas la possibilité que l'Église, — c'est-à-dire le Concile général [ou le Pape se prononçant solennellement,] — commande jamais un acte peccamineux, même à une seule personne privée, et même au cas où cet acte tiendrait son caractère peccamineux non de sa nature spécifique mais des circonstances particulières qui le conditionnent (la certitude de foi divine qu'avait Jeanne de la vérité de ses voix était telle que si elle les avait reniées elle aurait péché contre la foi). Ces théologiens excluent l'hypothèse même que l'Église ait pu commander un tel péché à Jeanne. Jeanne, disent-ils, a parlé correctement en faisant une supposition *par impossible* : une proposition conditionnelle, comme telle, n'affirme nullement la possibilité de la condition supposée. Jeanne n'affirmait pas plus que l'Église aurait pu lui commander un péché, que saint Paul, quand il écrivait : « Quand bien même un ange du ciel vous enseignerait un autre Évangile, qu'il soit anathème » (*Gal.*, I, 8), n'affirmait qu'en réalité un ange du ciel peut être menteur. « Si un homme, même savant, expliquait le chancelier Robert Cybole dans son mémoire, émettait cette proposition conditionnelle : « Si le concile

« me commandait quelque chose de contraire à un commandement de Dieu, je ne le ferais pas », je ne pense pas qu'il pût pour cela être regardé comme ayant sur l'Église et le Concile général des sentiments suspects : les logiciens enseignent qu'une proposition conditionnelle reste vraie alors même que l'antécédent est *impossible*. » (AYROLES, *Jeanne d'Arc et l'Église*, t. I, liv. III, c. 10 ; cf. t. V, liv. IV, c. 4.) « Elle n'admet pas d'ailleurs qu'il puisse exister de conflit entre Notre-Seigneur et l'Église : *C'est tout un*, dit-elle... A son avis c'est une vérité élémentaire dont on ne doit pas faire de difficulté : *Pourquoi faites-vous difficulté, vous, que ce soit tout un ?* » (*Ibid.*, t. V, liv. III, c. 14, p. 281.) « Elle savait bien, conclut le Père Ayroles, que l'Église vraie ne la condamnerait pas, mais elle sentait, ou l'Esprit divin qui la faisait parler savait, qu'elle était en présence de gens qui usurpaient l'honneur d'être l'Église. » (*Ibid.*, p. 382.) C'est pourquoi rien ne saurait être plus injurieux pour l'Église que de comparer un de ses actes authentiques à l'acte de ces hommes qui singeaient diaboliquement l'Église, refusaient à Jeanne l'appel au pape de Rome, sous prétexte qu'il était trop loin, et dont les tendances régaliennes et schismatiques allaient éclater au concile de Bâle.

(75) « Nunc vero si civitatem, in qua editi susceptique in hanc lucem sumus, præcipue diligere tuerique jubemur lege naturæ usque eo, ut civis bonus vel mortem pro patria oppetere non dubitet, officium est christianorum longe majus simili modo esse in Ecclesiam semper affectos. Est enim Ecclesia civitas sancta Dei viventis, Deo ipso nata eodemque auctore constituta : quæ peregrinatur quidem in terris, sed vocans homines et erudiens atque deducens ad sempiternam in cœlis felicitatem. Adamanda igitur patria est, unde vitæ mortalis usuram accepimus : sed necesse est caritate Ecclesiam præstare, cui vitam animæ debemus perpetuo mensuram. » (LÉON XIII, encyclique *Sapientiæ christianæ*.)

(76) Cf. PIE IX, encyclique *Cum catholica Ecclesia*, 26 mars 1860 ; *Syllabus*, 8 décembre 1864, prop. 75 et 76. — LÉON XIII, encyclique *Inscrutabili Dei consilio*, 21 avril 1878 ; encyclique *Etsi Nos*, 15 février 1882 ; Lettre au cardinal

Rampolla, 15 juin 1887. — PIERRE X, encyclique *E Supremi apostolatus*, 4 octobre 1903. — BENOÎT XV, encyclique *Ad Beatissimi*, 1^{er} novembre 1914; encyclique *Pacem Dei*, 23 mai 1920. — PIERRE XI, encyclique *Ubi Arcano Dei*, 23 décembre 1922.

(77) Parlant des catholiques d'Action française, « il importe essentiellement, écrivions-nous à cette date (19 septembre 1926), il importe essentiellement, et pour eux, et pour l'avenir de la France, qu'ils se souviennent de la qualité surnaturelle que l'obéissance d'un chrétien doit nécessairement porter. Je rappelle ici la doctrine générale dont je me faisais l'écho ailleurs *. L'Église est humaine et divine à la fois. Ne parlons pas de ses décisions infaillibles. Quand même, dans un autre domaine, le précepte ou le conseil reçus d'elle apparaîtraient à la raison individuelle de tel ou tel d'entre nous comme inopportuns ou mal fondés, quand même nous aurions de bonnes raisons de nous plaindre de la série des événements qui les ont conditionnés dans l'ordre humain, cette série de causes subordonnées est ici toute secondaire, il y a toujours un message divin, une sûre intention de l'Esprit de Dieu qui passe par l'intermédiaire de ces événements humains, et que l'esprit de foi peut toujours découvrir. « Le Père Clérissac assurait que toujours, même « lorsqu'un précepte exprès n'intervient pas, il est possible « de dégager la pure ligne spirituelle selon laquelle la « direction marquée d'en haut s'impose à la vertu d'obéissance. Ajoutant qu'une telle déférence à l'autorité exige « d'ailleurs les plus délicats discernements, selon les degrés « et les espèces de subordination et de mandat ; car elle se « rapporte à une vivante et libre docilité du jugement pratique, non à une exécution servile et mécanique. » Cette doctrine est absolument capitale. C'est la grande faute des catholiques de l'oublier trop souvent...

« Ce qu'il importe d'éviter, ce sont les plus grands maux, et, dans un cas pareil, le plus grand mal pour un fils de l'Église, ce serait, je ne dis pas la désobéissance, dont il ne

* Préface au livre du Père Clérissac sur le *Mystère de l'Église*, 2^e édition, Saint-Maximin, 1925.

saurait être question, mais une obéissance réglée et mesurée par des motifs et des raisons d'ordre humain et naturel, non par l'esprit de foi : demi-obéissance indigne d'un chrétien. » (*Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, p. 58-59, 62-63.)

(78) H. CLÉRISSAC, *Le Mystère de l'Église*.

(79) Ce qu'on nomme l'esprit de foi implique non seulement la vertu théologale de foi, mais ce don du Saint-Esprit qui s'appelle le don d'intelligence, et qui fait adhérer à l'invisible vérité des choses divines sans risque d'erreur ou de scandale, malgré les obstacles qui peuvent venir des apparences. (Cf. JEAN DE SAINT-THOMAS, *Curs. theol.*, t. VI, *De donis*.)

(80) PIE X, *Discours aux prêtres de l'Union apostolique*, (cité d'après Henri BRUN, *la Cité chrétienne*, p. 312.) — Il importe de remarquer, avec l'illustre et savant Père Faber, que dans l'économie chrétienne le Pape a droit non pas seulement au respect, non pas seulement à l'amour filial, mais à une *dévotion* proprement dite. « La dévotion au Pape forme une partie essentielle de la piété chrétienne. Ce n'est pas là un sujet étranger à la vie spirituelle... C'est à la fois une doctrine et une dévotion, c'est une partie intégrante du plan de Notre-Seigneur. Jésus se trouve dans le Pape d'une manière encore plus haute que dans les pauvres et dans les enfants. Ce qui est fait au Pape est fait à Jésus lui-même. Tout ce qu'il y a de royal, tout ce qu'il y a de sacerdotal dans Notre-Seigneur se trouve rassemblé dans la personne de son Vicaire, pour recevoir nos hommages et notre vénération. On pourrait aussi bien essayer d'être bon chrétien sans la dévotion à la sainte Vierge, que sans la dévotion au Pape, et par la même raison dans les deux cas. La Mère de Jésus-Christ et son Vicaire font également partie de son Évangile. » (R. P. FABER, *De la dévotion au Pape*, Paris, Téqui.)

(81) Cf. en particulier, la lettre de Pie XI au cardinal Andrieu du 5 septembre 1926 : « C'est donc fort à propos que Votre Éminence laisse de côté les questions purement politiques, celle par exemple de la forme du gouvernement.

Là-dessus l'Église laisse à chacun la juste liberté, » et l'allocation consistoriale du 20 décembre 1926 : « Que chacun garde d'ailleurs la juste et honnête liberté de préférer telle ou telle forme de gouvernement qui n'est pas en désaccord avec l'ordre des choses établi par Dieu. »

(82) Les suggestions que nous avons risquées dans notre brochure avaient-elles chance d'être agréées? En tout cas elles supposaient que dès le début (c'est-à-dire en septembre ou octobre 1926) on se confiait entre les mains du Pape en soumettant à son jugement un projet élaboré de garanties doctrinales. C'était là tout autre chose qu'une simple demande d'aumôniers, et que la proposition de rouvrir à l'Institut d'Action française la chaire du *Syllabus*, sous la surveillance de l'autorité ecclésiastique, ou que l'ouverture aux catholiques d'Action française d'un groupement spécial de prière (association Saint-Louis.)

(83) R. P. GARRIGOU-LAGRANGE, *article cité*.

(84) Notre brochure signalait ces dangers dans les termes suivants : « Au point de vue de la science politique, il y a ainsi danger de s'enclorre dans l'empirisme comme dans une doctrine suffisante, et de refuser les synthèses plus hautes qui seules peuvent conduire à la science proprement dite. L'erreur où l'on risque alors de tomber est celle du « naturalisme » politique.

« Au point de vue religieux, il y a danger de considérer l'Église dans les biens qu'elle dispense de surcroît, en tant qu'elle est la meilleure protectrice du bien social, plus que dans sa fin et sa fonction et sa dignité essentielle, qui est de dispenser aux hommes la vérité surnaturelle et les moyens de la vie éternelle, et qui lui confère un droit d'intervention dans les choses temporelles. L'apologetique de l'ordre humain et social, telle qu'un Brunetière ou un Bourget l'ont développée, est certainement légitime, mais absolument insuffisante. Et s'il est vrai, au témoignage même de Léon XIII, qu'un des signes de la mission divine de l'Église réside dans le fait qu'elle seule offre une suprême et efficace garantie à la droite vie temporelle des peuples, il est vrai aussi que la vie surnaturelle apportée ici-bas par l'Église,

royaume des cieux au milieu de nous, est d'une nature si transcendante, si proprement divine, que le catholicisme, comme Paul Claudel le remarquait récemment avec tant de force *, ne saurait jamais se trouver vraiment chez lui dans les royaumes de la terre, et que l'ordre de la charité dépassera toujours à l'infini l'ordre humain le mieux établi. L'État, comme tel, a des devoirs envers Dieu, et il faut, en raison de ces devoirs comme pour le bien des âmes, que l'Église et l'État soient unis. Tel est le droit, l'exigence de la justice, et c'est ce qui importe avant tout. En fait pourtant, et sauf quelques exceptions saintes dont elle nous convie à nous émerveiller, l'Église a presque autant souffert des rois chrétiens, pour défendre contre eux son indépendance, que des gouvernements antichrétiens, pour défendre contre eux son existence. Le Christ est roi à tous les sens du mot, roi des nations comme roi du ciel, mais quand on lui a offert cette royauté temporelle qui lui appartient de droit, il n'a pas voulu l'exercer, nous signifiant ainsi un grand mystère de la vie historique de son Corps mystique. S'il faut maintenir intactes les vérités que nous rappelons plus haut sur les nécessaires conditions politiques d'une droite vie humaine, il y a, en fait, un certain pessimisme sur le cours des choses humaines, et éminemment des choses politiques, qui convient au chrétien, lequel n'a pas ici-bas de demeure, et qui le porte à ne pas compter beaucoup sur l'établissement de conditions politiques complètement et durablement bonnes, et à n'espérer que peu des meilleurs princes : *nolite confidere in principibus*. Mais ce qu'il doit haïr en tant même que citoyen **

* Préface du livre de Jacques RIVIÈRE, *A la trace de Dieu*.

** C'est le bien même (spirituel et matériel) de la cité humaine, prise et dans l'ordre de sa vie propre (temporelle), et comme destinée à préparer l'obtention de la vie surnaturelle des âmes (vie éternelle), qui rend nécessaire la lutte temporelle et politique contre les persécuteurs. Les chrétiens des premiers siècles n'ont pas cherché à renverser l'Empire persécuteur parce que, strictement impuissants à établir un État chrétien, ils avaient la chance de ne devoir penser qu'à la vie éternelle et aux intérêts surnaturels (pris

et chercher à renverser à moins qu'un mal plus grand ne doive s'ensuivre pour la cité, c'est une souveraineté politique qui non pas par accident, mais essentiellement, en droit et en principe, serait tournée contre le Christ. » (*Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, p. 47-51.)

(85) « Et c'est ainsi que tous ces pauvres fils se sont laissé entraîner à la suite de vraies fables, fables de documents faussés, brûlés, fables de complots antipatriotiques, anti-français, fables d'un certain rêve de reconstitution du Saint Empire Romain. Fables telles qu'en face de leur absurdité il faut vraiment répéter ce que le bon saint Philippe de Néri disait quand il priait Dieu de lui tenir sa sainte main sur la tête. » (S. S. PIERRE XI, *Discours aux directeurs et élèves du Séminaire français*, 25 mars 1927.) «... Ils disent encore que par esprit de parti Nous travaillons à la restauration d'un Empire, ou bien qu'entraîné par Notre affection pour telle ou telle nation Nous dépassons les limites de Notre autorité, et que Nous commandons des choses contraires au patriotisme. De pareilles allégations souverainement injurieuses pour Nous ne sont pas seulement contraires à Nos déclarations répétées et formelles et à la plus évidente vérité; elles touchent à la démence. A ces fils indociles, Nous n'hésitons pas à adresser l'avertissement de l'Apôtre : « Il m'importe très peu d'être jugé par vous ou par n'importe quel jugement humain; je ne me juge même pas moi-même... Mon juge, c'est le Seigneur. » (S. S. PIERRE XI, *Alloc. consistoriale* du 20 juin 1927.)

(86) « Le Pape a fait cela comme Il fait tout ce qui est du ressort de son ministère apostolique, dans le but exclusif d'accomplir son devoir, qui est de procurer la gloire de Dieu, le salut des âmes, d'empêcher le mal et de procurer le bien

purement en eux-mêmes et non dans les préparations temporelles qu'ils demandent normalement). Aussi bien leur révolte, à supposer qu'elle ait eu possibilité de réussir, n'aurait-elle réussi qu'à compromettre l'existence même de la cité. Il leur restait le martyre, qui n'est pas la plus mauvaise des solutions.

en dehors et au-dessus de tout parti politique : la grande règle qu'il ne cesse de rappeler toujours, à tous, et qu'il suit le premier. » (Discours de S. S. Pie XI aux pèlerins français, 25 septembre 1926.) — « Bien que Nous le jugions superflu, Nous ajoutons cependant, « de l'abondance du cœur », suivant l'expression courante, que Nos paroles passées ou présentes ne Nous ont été et ne Nous sont inspirées ni par des préjugés ou par zèle de parti, ni par des considérations humaines, ni par la méconnaissance ou l'insuffisante estime des bienfaits que l'Église ou l'État ont retirés de certains hommes, ou d'un groupement, d'une école, mais seulement et uniquement par le respect et la conscience d'une obligation de Notre charge, celle de défendre l'honneur du Divin Roi, le salut des âmes, le bien de la religion et la prospérité future de la France catholique elle-même. » (S. S. PIE XI, *Allocution consistoriale* du 20 décembre 1926.)

(87) Cf. *Mercur de France*, 1^{er} avril 1927.

(88) On peut faire les mêmes remarques au sujet de la condamnation de *l'Avenir* par Grégoire XVI. — Cf. H. D. NOBLE, *Lacordaire et la condamnation de « l'Avenir »*, éd. de la *Revue des Jeunes*. Accusé par le baron d'Eckstein « d'avoir abandonné son père », « battu sa nourrice », « piétiné le faible et l'opprimé », Lacordaire écrivait : « Ma nourrice dans l'ordre spirituel, ce fut l'Église ; mon père, ce fut Jésus-Christ. Je les ai préférés à un homme, parce qu'un chrétien ne s'engage jamais que sauf la fidélité qu'il leur doit. J'avais promis solennellement, quand nous partîmes pour Rome, d'écouter avec la docilité d'un enfant la moindre parole du Vicaire de Jésus-Christ. Cette parole s'est fait entendre : je n'ai pas hésité un seul moment ; je me suis incliné devant elle, conséquent à moi-même, fidèle à ce respect pour le Siège Apostolique tant vanté dans l'école que j'avais embrassée... L'on m'accuse néanmoins de jeter la pierre à un homme abattu. Non, le courage fut toujours de défendre le faible, l'opprimé, les victimes : or, le faible ici c'est la vérité ; l'opprimé, c'est l'Église à laquelle nul ne songe et à qui l'on veut imposer les pensées d'un homme sous peine d'être ingrate et persécutrice ; les victimes, ce sont tous ces

jeunes gens compromis par une solidarité dont la mesure était impossible à prévoir *. — « Ton tort, cher ami, écrivait-il encore à Montalembert **, a été de suivre un homme au lieu de l'autorité, de croire au talent plus qu'à l'Esprit-Saint... Sais-tu ce qui arrivera demain? Connais-tu les destinées de l'Europe? Sais-tu si de ce libéralisme qui te plaît tant, il ne doit pas sortir le plus épouvantable esclavage qui ait jamais pesé sur la race humaine? Sais-tu si la servitude antique ne sera pas rétablie par lui, si tes fils ne gémiront pas sous le fouet impie du républicain victorieux? Ah! tu blasphèmes peut-être ce qui sauve tes enfants de l'opprobre et de la misère! Sur des persuasions d'un jour, dont tu auras peut-être pitié dans dix ans, tu t'élèves contre la plus haute autorité qui soit au monde, contre le vase de l'Esprit-Saint! Tu t'appuies sur des distinctions frivoles entre ce qui est spirituel et temporel, pour te soustraire aux conséquences de ta foi! »

(89) R. P. GARRIGOU-LAGRANGE, article cité.

(90) « Homo in ordine ad felicitatem naturalem, et propriam et politicam, et in ordine ad felicitatem supernaturalem, est subditus. » CAJETAN, in *Sum. theol.*, I-II, 92, 1. Voir plus loin l'Annexe VII, *Sur le libéralisme*.

(91) Sans faire de parité avec le nationalisme de l'Action française, on notera qu'une certaine forme de nationalisme, le « radicalisme national » polonais, a été condamnée par Pie X en 1905, à cause des violences auxquelles elle entraînait. (Pie X, *Poloniz populum*, 3 décembre 1905.)

(92) On sait que pour saint Thomas le régime le meilleur est ce *regimen mixtum* (*Sum. theol.*, I-II, 95, 4.) Cf. Marcel DEMONGEOT, *la Théorie du Régime mixte chez saint Thomas d'Aquin*, thèse soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris, 1927.

(93) C'est le titre d'un opuscule composé pour la défense de la politique de Richelieu, et à la demande de celui-ci, par Jérémie Ferrier, ancien professeur de théologie calviniste.

* *Univers religieux*, 28 juin 1834.

** 2 décembre 1833.

converti et « catholique de nom, mais plus soucieux des prétentions de l'État que des droits de l'Église » : *Le Catholique d'Etat, ou Discours politique des alliances du Roy tres-chretien, contre les calomnies des ennemis de son Estat*. Le nom dont les « bons catholiques », à la Cour romaine et en France, flétrissaient le Cardinal, devenait ainsi un signe de ralliement. Cf. R. P. H. FOUQUÉRAY, *Histoire de la Compagnie de Jésus en France, des origines à la suppression*, t. IV, ch. 1.

(94) R. P. CLÉRISSAC, *la Messagère de la politique divine*, deuxième numéro de « Chroniques » du Roseau d'or, 1926.

(95) Ces calomnies ont eu la vie dure. On sait que Dante n'est pas tendre pour la mémoire de Boniface VIII ; mais Dante n'est pas un informateur particulièrement recommandable en fait d'histoire ecclésiastique. Sur les reproches qu'il adresse aux papes, cf. BELLARMIN, *De Summo Pontifice*, appendix (en réponse à l'*Aviso piacevole dato alla bella Italia da un nobile giovane Francese*). « Dantes factione Gibellinus in reprehensione Pontificum et Cleri merito suspectus haberi debet, cum odio potius inimicorum, quam veritatis amore ad scribendum animum appulisse videatur. » (Cap. 1^{re}.)

(96) Formule de l'erreur libérale condamnée, plus tard par l'Église et invoquée alors par un roi qui rêvait de devenir le maître de l'Église et « ressuscitait, en plein christianisme, la tradition de l'Empire byzantin ». (Jean RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 124.)

(97) « Déjà longtemps avant que la guerre mît l'Europe en feu, par la faute des individus et des peuples, la cause principale de tant de malheurs développait son action ; cette cause, l'horreur même de la guerre devait l'écarter et la détruire, si on avait généralement compris le sens de ces épouvantables événements. Qui ne connaît ce mot de l'Écriture : *Ceux qui abandonnent le Seigneur périront* (ISAÏE, I, 28) ? On sait également ces graves paroles de Jésus, Rédempteur et Maître des hommes : *Sans moi vous ne pouvez rien faire* (JEAN, XV, 5), et encore : *Qui n'amasse pas avec moi, dissipe* (LUC, XI, 23).

« Ces jugements divins se sont réalisés dans tous les temps, maintenant plus que jamais ils se vérifient aux yeux de

tous. C'est pour s'être misérablement éloignés de Dieu et de Jésus-Christ que les hommes se sont trouvés plongés de leur prospérité d'autrefois dans ce déluge de maux ; et c'est la même raison qui rend en grande partie vains et caducs tous leurs efforts pour réparer les pertes et sauvegarder ce qui reste de tant de ruines. Dieu donc et Jésus-Christ étant exclus des lois et du gouvernement, l'autorité cherche sa source non plus en Dieu, mais dans les hommes : il en résulte d'abord que les lois sont dépourvues des vraies et solides garanties et des suprêmes principes du droit que les philosophes païens eux-mêmes, tel Cicéron, voyaient situés uniquement et renfermés dans la loi éternelle de Dieu ; et avec cela les fondements mêmes de l'autorité sont détruits, quand on a supprimé la raison première qui justifie pour les uns le droit de commander, pour les autres le devoir d'obéir...

« Il faut remarquer que la doctrine et les règles établies par le Christ sur la dignité de la personne humaine, sur la pureté des mœurs, le devoir de l'obéissance, l'organisation par Dieu de la société humaine, le sacrement du mariage et le caractère de sainteté de la famille chrétienne, ces enseignements et toutes les vérités qu'il était venu apporter du ciel sur la terre, le Christ en a confié le dépôt exclusivement à son Église...

« L'Église ayant seule, de par la vérité et la puissance du Christ dont elle est investie, mission pour former à la vertu les âmes, peut seule rétablir présentement la vraie paix du Christ et même l'assurer pour l'avenir en écartant les nouveaux périls de guerre, dont Nous avons parlé. Seule, par mission et par ordre de Dieu, l'Église enseigne que la loi éternelle de Dieu doit servir de règle et de mesure à toute activité humaine, publique ou privée, individuelle ou sociale... » S. S. PIE XI, encyclique *Ubi Arcano Dei*, 23 décembre 1922.

(98) Dom GUÉRANGER, *Institutions liturgiques*.

(99) R. P. GARRICOU-LAGRANGE, *article cité*.

(100) Saint THOMAS D'AQUIN, *Sum. theol.*, II-II, 26, 7 et 8.

— S'il sort de cet ordre il se corrompt. On se rappelle la proposition 64 du *Syllabus*, condamnée par Pie IX : « La

violation d'un serment, quelque saint qu'il soit, et toute action criminelle et honteuse, opposée à la loi éternelle, non seulement ne doit pas être blâmée, mais elle est tout à fait licite et digne des plus grands éloges, quand elle est inspirée par l'amour de la patrie. » Denz.-Bannw., 1764. « Certes, écrivait Pie XI, cet amour de la patrie et de la race à laquelle on appartient, contribue puissamment à provoquer de multiples vertus et de nobles exploits, à condition d'être gouverné par la loi chrétienne ; mais il devient un principe de nombreuses injustices et de désordres quand, outrepassant les limites de la justice et du droit, il s'exagère en un nationalisme sans règle. Ceux qui s'y laissent emporter arrivent comme nécessairement à perdre de vue que tous les peuples, étant membres de la grande unique famille humaine, sont rattachés entre eux par des relations fraternelles, et que les autres nations ont aussi le droit de vivre et de travailler à leur prospérité ; mais ils arrivent aussi à oublier qu'il n'est ni permis ni utile de séparer l'intérêt et la moralité. La justice élève les nations, mais le péché est l'opprobre des peuples. (Prov. XIV, 34.) Qu'une famille, une cité, un État, s'assure des avantages en faisant tort à d'autres, les hommes peuvent y voir œuvre habile et glorieuse ; mais pareille grandeur est instable et doit craindre les catastrophes, comme saint Augustin nous en avertit sagement : *Bonheur de verre, de l'éclat fragile, pour lequel il faut trembler et craindre que soudain il ne se brise.* » (Encyclique *Ubi Arcano Dei.*)

(101) Nous écrivions, dans une étude sur la *Politique de Pascal* : « Une justice réelle, et non pas feinte, est le « fondement mystique » de l'autorité des lois, comme de la paix de la cité. Si l'on brise cet ordre premier, qui affermit les choses humaines aux divines stabilités de l'univers, les plus fortes défenses empiriques de l'ordre social auront peu d'efficacité. Combien sainte Catherine de Sienne se montrait-elle ici politique plus avisée et plus vraiment réaliste que Pascal quand elle criait aux chefs du peuple : *La grande force de conservation c'est la sainte justice.* Pascal n'a pas vu que c'est faire injure à l'auteur de tout être que de bannir la justice, et donc l'ordre de l'éternelle sagesse, du principe de

lois humaines et de la cité. Il n'a pas vu que la cité étant faite pour l'accomplissement des fins de la nature humaine selon cet ordre éternel, c'est une pure et simple contradiction dans les termes que de prétendre assurer sur l'injustice le bien de la cité. » (*Réflexions sur l'intelligence*, chap. v.) Cela vaut pour le régime intérieur de la cité comme pour ses relations avec les autres cités.

Pour maintenir des rapports de justice entre les peuples, l'Église a toujours souhaité l'existence d'une communauté des nations (organisation politique de la chrétienté) qui, sans léser les droits des divers États, ou sociétés capables de se suffire à elles-mêmes (« sociétés parfaites »), jouerait entre elles un rôle régulateur et pacificateur. « Au point d'interdépendance où en sont arrivés les États modernes, écrivait récemment M. LE FUR (*Lettres*, 1^{er} mars 1927), la vie en société est presque aussi nécessaire pour eux que pour les individus... De plus en plus, une communauté organisée des nations (avec une Cour de justice internationale qui est la traduction concrète de l'esprit de justice international) apparaît comme le seul moyen de sauver le monde des ruines qu'entraîne fatalement après lui un nationalisme sans frein. » Mais cet organisme temporel *international* (de droit positif, non de droit naturel, comme certains auraient tendance à le penser), non seulement est incapable de remplacer l'unité spirituelle *supranationale* de l'Église du Christ, mais encore risquera toujours d'être plus dangereux que bienfaisant s'il ne reconnaît les principes du droit chrétien, et la subordination authentique du temporel au spirituel.

« Aussi bien, il n'y a pas d'institution humaine qui soit capable d'imposer à l'ensemble des nations une sorte de Code de lois communes, approprié à notre temps, comme ce fut le cas au moyen âge, pour cette vraie société des nations que présentait la communauté des peuples chrétiens. Dans cette chrétienté, sans doute, le droit se trouva trop souvent violé en fait ; du moins la sainteté du droit lui-même restait en principe incontestée, comme une règle sûre dont les nations elles-mêmes étaient justiciables.

« Mais il est une institution divine qui peut sauvegarder le caractère sacré du droit des gens, une institution qui touche

à toutes les nations et qui est supérieure à toutes les nations, investie d'une autorité souveraine, du religieux prestige d'un magistère suprême et parfait : c'est l'Église du Christ ; seule elle paraît à la hauteur d'une si grande tâche par le mandat qu'elle tient de Dieu, par sa nature même et sa constitution, enfin par cette incomparable majesté séculaire que les orages mêmes des guerres, loin de l'abattre, n'ont fait que fortifier de façon merveilleuse. » S. S. PÈRE XI, encyclique *Ubi Arcano Dei*, 23 décembre 1922.

(102) « Exclusivisme et universalité, voilà les marques de l'Église de l'Ancien Testament (et qui seront maintenues, dans un sens achevé, à l'Église du Nouveau).

« Exclusivisme dans le présent, mais universalité future.

« Exclusivisme de la part de Dieu, qui enferme dans Israël ses manifestations et ses promesses, qui cloître son peuple et met dans sa chair le sceau de son alliance. Exclusivisme de la part d'Israël, qui s'approprie un Dieu dont il n'ignore pourtant pas la transcendance, et regarde tous les peuples avec un mépris plus noble et plus fier que celui des Grecs et des Romains pour les Barbares.

« Universalité, très intelligente et très humaine, si l'on ose dire, de la part de Dieu comme de la part d'Israël : car ce n'est point à une conscience locale, mais à la conscience de tous les hommes qu'en appelle le Décalogue ; et la Jérusalem des temps messianiques est la vision d'une patrie principalement spirituelle, la patrie des âmes. Les prophètes ne parlent et ne luttent que pour faire passer en première place le règne de Dieu qui d'abord est dans les cœurs et embrasse tous les peuples.

« Cet exclusivisme et cette universalité deviendront l'Unité catholique, qui est pour jamais tout le caractère de l'Œuvre du Seigneur Jésus. » R. P. CLÉRISSAC, *le Mystère de l'Église*.

(103) Bulle *Unam Sanctam*. « Porro subesse Romano Pontifici omni humanæ creaturæ declaramus, dicimus, definimus et pronuntiamus omnino esse de necessitate salutis. » (Denz.-Bannw., 469.) La formule employée ici par Boniface VIII se trouvait déjà dans saint THOMAS D'AQUIN, *Contra errores Græcorum*, II, 27 : « Ostenditur etiam, quod subesse Romano

Pontifici sit de necessitate salutis. » Les âmes qui nées dans le schisme, ou n'étant pas incorporées à l'Église par les sacrements, sont cependant, à cause de leur bonne foi, en état de grâce, appartiennent virtuellement et invisiblement (*voto*) à l'Église visible, et rentrent à ce titre sous le domaine spirituel du Pontife Romain.

(104) Chroniques du *Roseau d'or*, premier numéro, 1925.

(105) Notons-le en passant, on trouverait dans les idées de Las Casas sur le droit de colonisation, une très remarquable application de la doctrine du pouvoir indirect du Souverain Pontife sur les choses temporelles.

(106) Il serait tout à fait injuste de ne pas associer au nom de Las Casas celui des autres missionnaires espagnols. A ce sujet, dans leur Lettre pastorale du 12 décembre 1926 sur l'actuelle persécution du Mexique, les évêques des États-Unis, après avoir noté que l'ancienne civilisation païenne du Mexique avait disparu depuis longtemps avant que les missionnaires aient mis le pied sur le Nouveau Continent, font les remarques suivantes : « Meurtre et cannibalisme avaient atteint à la dignité de rites religieux. Dès longtemps révolue, l'ancienne civilisation avait laissé une partie de son histoire dans les légendes et dans les ruines. Quant à la nouvelle civilisation apportée par les missionnaires espagnols, ses monuments sont encore debout, ses actes sont consignés dans des écrits historiques. Or, les lois des Indes ont été considérées comme le code le plus juste qui ait jamais été établi pour la protection des aborigènes. (Lummis, *Awakening of a Nation*, Introduction.) En comparant la situation de l'Indien mexicain au début du dix-neuvième siècle avec celle de son voisin du Nord, on s'aperçoit aussitôt que l'œuvre du missionnaire catholique fut une belle et bonne œuvre. On constate même que cette œuvre a prolongé ses résultats jusqu'à nos jours. Les éloges et les honneurs dont on a couvert Juarez, par exemple, ne sont pas immérités, pour autant du moins qu'ils concernent son intelligence et son habileté. Mais ces louanges et ces honneurs reviennent en somme à l'Église qu'il persécuta, car c'est elle qui rendit possible un Juarez. Un Indien comme Juarez serait un prodige aux États-

Unis. Ce ne l'était pas au Mexique, où de grands hommes sont issus et continuent à s'élever de la population indigène.

« L'Église avait posé les bases, avant que son action ne fût entravée et calomniée. Miguel de Cabrera fut le plus grand peintre du Mexique : c'était un Indien. Dans ce même domaine, Panduro et Velasquez comptent encore parmi les gloires indiennes. Altamirano, ce grand orateur, romancier, poète et journaliste, était de même un Indien. Juan Esteban, simple frère lai de la Compagnie de Jésus, fut un instituteur si éminent que des familles d'Espagne faisaient traverser l'Océan à leurs enfants pour que ceux-ci pussent jouir des méthodes originales et efficaces d'instruction de cet Indien. Parmi les orateurs, un évêque indien, Nicolas del Puerto, tient un rang distingué. Dans le domaine de la haute philosophie, le monde a produit peu d'hommes tels que l'archevêque Munigua de Michoaca ». Francisco Pascual Garcia fut un grand juriste, Ignacio Ramirez un journaliste distingué, Rodriguez Gavan, un noble poète en même temps qu'un journaliste : Bartolomé de Alba, un prédicateur convaincant et solide ; Diego Adriano et Agustin de la Fuente étaient de maîtres imprimeurs ; Adriano de Tlaltelolco, un excellent latiniste. Tous ils étaient Indiens. Indiens aussi les historiens Ixtlilxochitl et Valeriano. Rincon composa la meilleure grammaire de la langue aztèque. Il descendait, comme De Alba, des rois de Texcoco. La bibliographie des ouvrages écrits par les Mexicains avant la première révolution remplit de gros volumes : les Indiens y occupent une place considérable. A qui donc en revient l'honneur ? A cette Église que le gouvernement mexicain accuse devant le monde de n'avoir rien donné à son pays. » (*Revue catholique des Idées et des Faits*, 18 mars 1927 ; *Documentation catholique*, 26 mars 1927.)

Les souffrances héroïquement supportées de nos jours par l'Église du Mexique, et qui s'aggravent sans cesse sous les coups redoublés de la persécution, nous remettent en mémoire les vertus de ses fondateurs. Dans sa *Praxis theologiæ mysticæ*, le Père Michel Godinez, qui fut lui-même un admirable missionnaire en même temps qu'un grand spirituel, rend témoignage à leurs travaux et à leur sainteté, comme à la fécondité de la contemplation qui les soutenait. « J'ai connu

quelques-uns de ces missionnaires, écrit-il, auxquels Dieu a communiqué les degrés les plus élevés de la contemplation infuse. L'un d'eux, qui m'est bien connu, resta ravi en extase trois jours et trois nuits; d'autres, que je connais aussi, jouissaient des choses célestes, dans la plus haute contemplation, quatre heures ou six heures de suite. Voilà le principe des abondantes moissons... »

(107) Cette guerre devrait s'appeler plus exactement *guerre du mercantilisme*. Parlant des poussées de xénophobie qui ont lieu en Chine, « on en peut fixer l'origine, écrivait récemment Mgr Beaupin, dans les circonstances mêmes qui, vers 1840, ont forcé la Chine à s'ouvrir à la pénétration étrangère. Jusqu'à cette époque, seuls les Russes étaient parvenus, en 1689, à signer avec elle un traité qui autorisait leurs négociants, munis de passeports, à commercer librement dans toute l'étendue de l'Empire. Les Anglais, un siècle et demi plus tard, obligèrent à coups de canon le gouvernement de Pékin à recevoir, dans quelques-uns de ses ports, leurs navires et leurs trafiquants. Ce fut la guerre, improprement dite, de l'opium, car l'entrée de cette denrée en Chine n'était pas seule en cause dans ce litige. » (*Docum. cath.*, 21 mai 1927.) Que l'opium ne fût pas la cause unique de cette guerre, peu importe; il reste que l'un des buts de celle-ci était de forcer la Chine à s'ouvrir au commerce de cette denrée; il reste surtout qu'aucune loi divine ou humaine n'autorise à faire la guerre à un peuple pour l'obliger à importer et à exporter, et à ne pas soustraire ses ressources naturelles à la circulation universelle de la richesse. Une guerre ainsi faite au nom des Droits divins du Trafic ne peut être regardée que comme un **péché et un déshonneur**.

« Deux agents de la Compagnie des Indes, écrit M. Huc dans ses célèbres souvenirs, furent les premiers qui eurent, vers le commencement du dix-huitième siècle, la déplorable pensée de faire passer en Chine l'opium du Bengale. C'est au colonel Watson et au vice-président Wheeler que les Chinois sont redevables de ce nouveau système d'empoisonnement. L'histoire a conservé le nom de Parmentier, pour quoi ne garderait-elle pas aussi celui de ces deux hommes?

Ceux qui font du bien ou du mal à leur semblable méritent qu'on se souvienne d'eux ; car l'humanité doit glorifier les uns et flétrir les autres.

« Aujourd'hui la Chine achète annuellement aux Anglais pour cent cinquante millions d'opium. Ce trafic se fait par contrebande, sur les côtes de l'empire, surtout dans le voisinage des cinq ports qui ont été ouverts aux Européens. De grands et beaux navires armés en guerre servent d'entrepôts aux marchands anglais, qui demeurent toujours à poste fixe pour livrer leur marchandise aux Chinois. Ce commerce illicite est également protégé et par le gouvernement anglais et par les mandarins du Céleste Empire. La loi qui défend, sous peine de mort, de fumer l'opium, n'a pas été rapportée ; cependant elle est tellement tombée en désuétude, que chacun peut fumer en liberté, sans avoir à redouter la répression des tribunaux. » (M. Huc, *l'Empire chinois*, 1854, t. 1, ch. 1^{er}.)

(108) On sait que Pie XI a sacré lui-même six évêques chinois le 28 octobre 1926. — Cf. l'étude de Léopold LEVAUX sur *la Chine et les missions*, chroniques du *Roseau d'Or*, n° 2.

(109) *Bulletin des Missions*, publié par les Bénédictins de Saint-André, janvier-février 1927.

(110) Chroniques du *Roseau d'Or*, 1^{er} numéro, 1925.

(111) C. H., *Abrégé de toute la doctrine mystique de saint Jean de la Croix*, préface (Saint-Maximin, 1925).

(112) Cf. *la Constitution apostolique de S. S. Pie XI approuvant les statuts de l'ordre des Chartreux, révisés selon les prescriptions du Code de droit canonique*, 8 juillet 1924. Nous lisons encore dans ce document : « Tous ceux qui font profession de mener une vie de solitude loin des tracasseries et des folies du monde, — non pas seulement dans le but d'appliquer toute la force de leur esprit à la contemplation des divins mystères et des vérités éternelles, et d'offrir à Dieu d'incessantes supplications pour l'épanouissement et l'extension chaque jour plus grands de son règne, — mais encore pour effacer et expier leurs propres fautes et surtout aussi celles du prochain, par les mortifications de l'esprit et du corps volontairement déterminées et prescrites par la Règle ; ceux-là, on le doit affirmer, ont certainement, comme

Marie de Béthanie, choisi la meilleure part. Si le Seigneur y appelle, il n'y a pas, en effet, de condition ni de genre de vie que l'on puisse proposer, comme plus parfait, au choix et à l'ambition des hommes... » Puis, après avoir rappelé la vie des premiers anachorètes et leur réunion, à la suite d'Antoine, dans les laures du désert, d'où naquit insensiblement l'institution de la vie commune : « Il est surprenant, continue le document pontifical, de voir les services rendus à la société chrétienne par cette institution, qui reposait tout entière sur l'application exclusive des moines à la contemplation des réalités célestes, chacun vivant dans le secret de sa cellule, libre et dégagé de tout ministère extérieur. Il était impossible que le clergé et le peuple d'alors ne regardassent point comme un magnifique exemple, dont ils devaient tirer grand profit, ces hommes qui entraînés par l'amour du Christ vers ce qu'il y avait de plus parfait et de plus austère, reproduisaient la vie intérieure et cachée que le Seigneur lui-même avait menée dans la maison de Nazareth, et parachevaient ainsi, comme des victimes consacrées à Dieu, ce qui manquait aux souffrances de la Passion. Néanmoins, avec le temps, cette institution absolument parfaite de la vie contemplative perdit quelque peu de son ardeur et de sa fermeté primitives ; car, bien que les moines se gardassent du gouvernement des âmes et des autres ministères extérieurs, il arriva peu à peu, et par degrés, qu'ils unirent à la méditation et à la contemplation des choses divines, les œuvres de la vie active... Or, dans sa bonté, Dieu, qui en aucun temps ne cesse de pourvoir aux besoins et aux intérêts de son Église, suscita alors Bruno, homme d'une éminente sainteté, pour rendre à la vie contemplative l'éclat de sa sainteté primitive. C'est dans ce but que celui-ci fonda l'Ordre des Chartreux. » (*Acta*, 15 octobre 1924.)

Les enseignements contenus dans ce document si important ne sont pas contraires à la doctrine classique de saint Thomas sur la supériorité pure et simple de la vie mixte. Mais celle-ci, où l'action doit déborder tout entière de la surabondance de la contemplation, implique en réalité dans son concept la perfection elle-même, de telle sorte que l'état qui lui répond pleinement est l'état épiscopal ou de perfec-

tion possédée. L'état de religion est l'état non de perfection *acquise* mais de perfection à *acquérir* : si on juge des diverses formes de vie religieuse d'après leur objet pris en lui-même, il faudra dire avec saint Thomas que celle-là est la plus parfaite qui, impliquant des œuvres découlant *per se* de la contemplation, s'approche le plus de l'état épiscopal ou de perfection acquise ; mais si l'on en juge d'après les conditions où elles mettent le sujet pour avancer vers la perfection, il faudra dire que les formes de vie religieuse purement contemplatives, où le rachat des âmes ne s'opère que par la pénitence et par l'amour, sont celles où l'on avance le mieux vers la perfection, de sorte qu'à ce point de vue « il n'y a pas de condition, ni de genre de vie que l'on puisse proposer comme plus parfait au choix et à l'ambition des hommes ».

On notera encore, à ce même point de vue, l'insistance avec laquelle, dans l'encyclique *Rerum Ecclesiæ*, Pie XI souhaite la fondation de communautés contemplatives dans les pays de mission.

(113) *Éd. crit.*, II, 314.

(114) *Une opinion*, p. 39.

(115) Saint JEAN DE LA CROIX, *Cantique spirituel*, str. 29 ; *Maximes spirituelles*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION.....	7
CHAP. I ^{er} . — <i>Les deux Pouvoirs</i>	11
— II. — <i>Une crise de l'esprit catholique</i>	73
— III. — <i>Dieu premier servi</i>	121
ANNEXES.....	181
NOTES.....	273

Permis d'imprimer, 18 juin 1927.

V. DUPIN, *v. g.*

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON

8, rue Garancière

1927

ALBERTUS MAGNUS COLLEGE LIBRARY
PRIMAUTE DU SPIRITUEL
BX1790 .M39 1927
848.91 M342ps



3 7001 00032859 6

84

M 31 - ps

27212

